

Plan Local d'Urbanisme



Commune de

DURAS
Révision

Rapport de Présentation

Date du PLU arrêté le 03 Aout 2018

Date du PLU approuvé le ' %\$%&\$&\$

1

SOMMAIRE

Préambule	p 6
------------------	-----

1ère partie : diagnostic du territoire communal

A - CONTEXTE TERRITORIAL

1 - La situation géographique et institutionnelle	p 10
2 – Contexte intercommunal de la commune	p 11

B - ANALYSE PAYSAGERE GLOBALE

1 - La commune dans les grands ensembles du paysage	p 13
2 - La morphologie	p 15
3 - L'occupation du sol	p 17
4 - Le bourg et les entrées de ville	p 18
5 - Les vues sur le territoire	p 21
6 - Les enjeux du paysage	p 22

C ANALYSE URBAINE

1 - Organisation du bâti	p 23
2 – La ville le château et son parc	p 24
3 – Les caractéristiques architecturales et urbaines	p 27
4 – Les espaces publics	p 29
5 – L'archéologie	p 30
6 – La voirie	p 31
7 – le capacité de stationnement	p 32
8 – Les réseaux	p 34
9 – Le document d'urbanisme de 2006	p 36

D ANALYSE de la consommation des sols	p 38
----------------------------------------------	------

E - ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

1 - La démographie	p 41
2 - Le parc de logement	p 49
3 – Les commerces, les services, l'artisanat	p 54
4- L'agriculture et les activités économiques	p 62

F- ELEMENTS DE SYNTHESE	p 66
--------------------------------	------

2ème partie : Analyse des capacités de densification et de mutation

L'étude de densification	p 68
--------------------------	------

3ème partie : Analyse de l'état initial de l'environnement

1 – Le climat	p 74
2 – Le milieu physique,	
2-1 Géologie,	p 77
2-2 Pédologie	p 77
2-3 Le réseau hydrographique	p 78
2-4 La ressource en eau	p 78
2-4-1 Les eaux souterraines	p 78
2-4-2 Principales caractéristique des masses souterraines	p 79
2-4-3 La qualité des eaux souterraines	p 83
2-4-4 Les zonages spécifiques du SDAGE	p 84
3 - Qualité des milieux, nuisances et pollutions	p 86
3-1 Les usages de l'eau	p 86
3-1-1 Alimentation en eau potable	p 86
3-1-2 L'irrigation	p 87
3-1-3 Baignade	p 87
3-1-4 Assainissement	p 87
3-2 La qualité de l'air	p 89
3-3 Ressources du sous sols	p 91
3-4 Contexte sonore	p 93
3-5 Energie	p 94
4 – Flore, faune, et milieux « naturel »	p 94
4-1 Contexte Biogéographique	p 94
4-2 Territoires à enjeux environnementaux	p 95
4-2-1 Zonage Natura 2000	p 98
4-2-2 Zonage d'Inventaire (ZNIEFF, ZICO...)	p 108
4-3 Autres données bibliographique	p 109
4-4 Faune et Flore patrimoniale	p 110
4-4-1 Faune	p 110
4-4-2 Flore	p 114
4-5 Le contexte local	p 116
4-6 Les différents milieux et habitats présents	p 118
4-6-1 Les milieux ouverts à semi-ouverts	p 118
4-6-2 Les milieux fermés	p 124
4-6-3 Eléments linéaires ou ponctuels	p 129
4-7 Le fonctionnement écologique du secteur – Trames verte et bleue	p 139
4-7-1 Généralités	p 139
4-7-2 La trame verte et bleue à l'échelon supra communal	p 140
5 – Les risques naturels et technologiques	p 150
6 – Les servitudes	p 153

4^{ème} partie : Justification du PADD, des OAP et du règlement graphique et écrit

A – Justification des choix retenus	p 155
B – Description du caractère des zones et de l'évolution du zonage et du règlement	p 164
1 – le zonage et les OAP	p 164
2 - Superficie des zones du PLU	p 175
4 - Evolution entre le PLU de 2006 et celui de 2018	p 177
5 - Synthèse	p 178
6 - Prospective et Cohérence	p 180
C – Justification du règlement écrit	p 184
1 – Les zones U, AU, A et N	p 185
2 - Les emplacements réservés	p 200

5^{ème} partie : Evaluation environnementale

1 – Méthode utilisé pour l'évaluation environnementale	p 202
2 – Difficulté rencontrées et limites de l'évaluation	p 202
3 – Présentation du diagnostic et articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et plans ou programmes.	p 203
3-1 Le Scot	p 203
3-2 Autres plans	p 203
3-3 Schéma directeur d'aménagement et de Gestion de l'Eau Adour Garonne (SDAGE)	p 205
3-4 - Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Dropt	p 206
3-5 - Schéma régional du climat, de l'air et de l'Energie (SRCAE) de l'Aquitaine	p 207
3-6 Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques & Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de l'Aquitaine	p 208
3-7- Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Nouvelle Aquitaine	p 209
3-8 - Plan de gestion du Risque Inondation (PGRi)	p 210
3-9 - Programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole	p 210
3-10 - Programme national de prévention des déchets 2014-2020	p 211
3-11 - Plan régional de prévention et de gestion des déchets de Nouvelle Aquitaine	p 211
4 – Analyse de l'état initial de l'environnement et perspective de son évolution	p 212
4-1 Perspective d'évolution de l'environnement	p 212
4-2 Zoom sur les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en oeuvre du plan.	p 215
4-2-1 Zones urbanisées	p 215
4-2-2 Zones A urbanisées	p 217
5 – Présentation des choix au regard des objectifs de protection de l'environnement	p 221
6 – Analyse des incidences notables prévisibles et conséquences éventuelles sur la protection des zones d'importance pour l'environnement.	p 225
6-1 Analyse des incidences sut la biodiversité et les milieux naturels	p 225
6-1-1 Analyse sur la dimension écologique	p 225

6-1-2 Analyse sur la dimension pollution	p 228
6-1-3 Analyse sur la dimension ressource naturelle	p 229
6-1-4 Analyse sur la dimension de sécurité	p 232
6-1-5 Analyse sur la dimension du cadre de vie	p 233
6-1-6 Analyse sur la dimension patrimoniale	p 235
6-1-7 Analyse sur la changement climatique	p 235
6-2 Analyse des incidences sur les sites Natura 2000	p 236
6-2-1 Présentation du site natura 2000	p 236
6-2-2 Incidence et articulation avec le PLU	p 239
7 – Présentation des mesures	p 240
7-1 Mesures concernant la dimension écologique	p 240
7-2 Mesures concernant les autres dimensions	p 242
6ème partie : Indicateur d'évaluation du PLU	p 244
7eme Partie : Le résumé non technique	p 249
ANNEXES	p 271
. Annexe 1 - Repérages granges Habitat	p 272
. Annexe 2 - . Repérages granges activités	p 290
. Annexe 3 - Repérages patrimoine L 151-19	p 296

PREAMBULE

Le conseil municipal de la commune de Duras a décidé, par délibération du conseil municipal du 08 04 2016, de réaliser son Plan Local d'Urbanisme dans le cadre du code de l'urbanisme et notamment des articles L 101-1 et L101-2 du code de l'urbanisme en lieu et place de son PLU.

La communauté de communes du Pays de Duras auquel appartient la commune de Duras n'a pas la compétence pour réaliser le PLU de Duras, conformément à l'article L 153-9 du code de l'urbanisme. En effet, la commune de Duras a voté contre pour faire opposition au transfert de compétence.

Rappel du processus d'élaboration et du contenu d'un PLU

Le dossier de PLU conformément à l'article R 123-1 du code de l'urbanisme est constitué des pièces suivantes:

- 1 - Rapport de présentation
- 2 – PADD
- 3 - Les orientations d'aménagement et de programmation
- 4 – Règlement
 - 4 - 1 - Pièce graphique (zonage et emplacements réservés)
 - 4 - 2 - Pièce écrite (règlement)
- 5 - Annexes
 - 5 – 1 Plan de servitudes
 - 5 – 2 Les périmètres particuliers
 - 5 – 2 – 1 PPR Retrait Gonflement des Sol Argileux
 - 5 – 2 – 2 Contraintes feu de forêt
 - 5 – 2 – 3 Périmètre délimité des abords
 - 5 – 2 – 4 Protection défense incendie
 - 5 – 2 – 5 Périmètre de Préemption Urbain
 - 5 - 3 Annexes sanitaires
 - 5 – 3 - 1 plan d'adduction d'eau potable
 - 5 – 3 - 2 Assainissement
 - 5 – 3 – 3 Notification eau 47
- 6 – Pièces administratives
 - 6-1 Délibérations
 - 6-2 Bilan de la concertation

Il s'agira de prendre en compte :

- les contraintes supra-communales exposées dans le "porter à connaissance".
- le respect de l'ensemble des lois et réglementations citées dans le « porter à connaissance ».

La phase de diagnostic présentée dans ce rapport se fonde sur une analyse de l'état des lieux issue d'un travail documentaire et d'investigations sur le terrain. Elle hiérarchise ces éléments et en livre des synthèses écrites et cartographiques. Elle en dégage des problématiques qui permettent d'orienter les bases du projet de la commune.

Conformément à l'article L151-4, Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricole, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.

Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durable au regard des objectifs de la consommation de l'espace fixé, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :

1° **Expose** les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L.153-27 à L. 153-30 et qui comportent, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

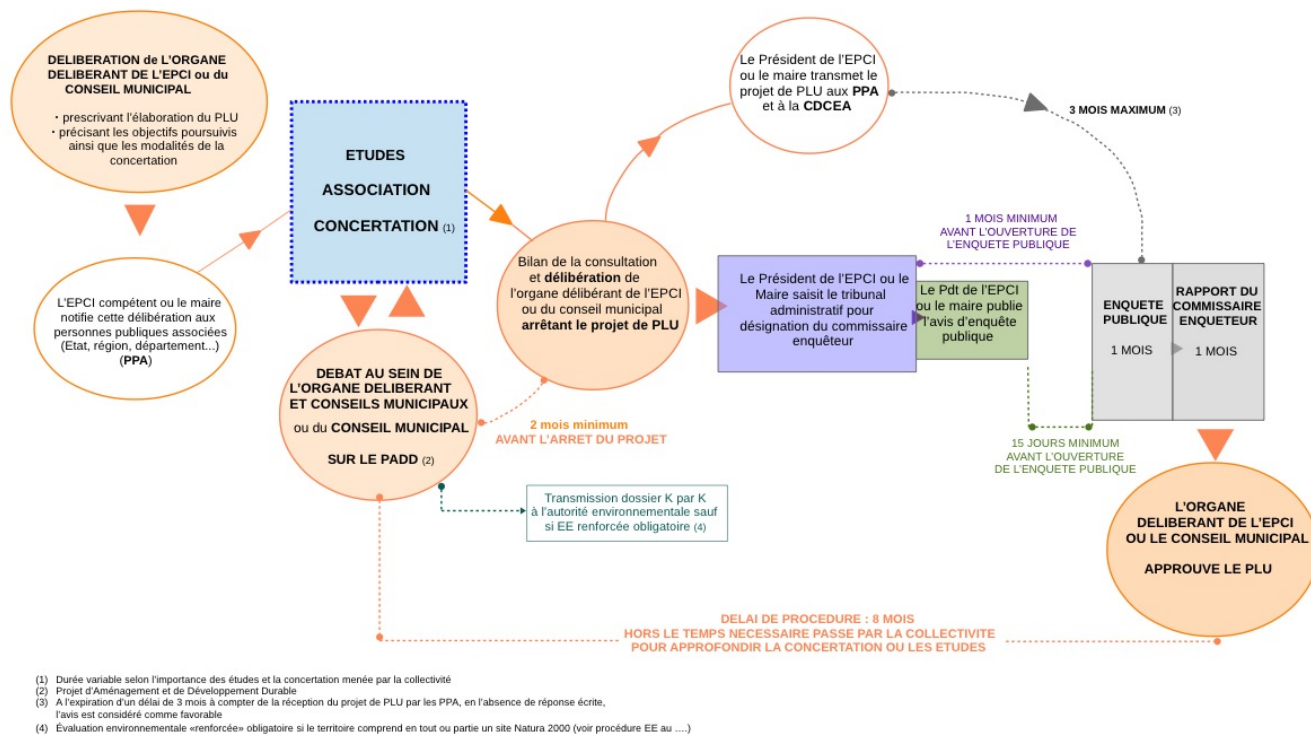
2° **Analyse** les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L. 151-4 ;

3° **Analyse** l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

4° **Justifie** les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le zonage ainsi que la nécessité des règles de leur articulation éventuelle avec les OAP, et de toutes les autres dispositions mises en place.

5° **Expose** l'Evaluation environnementale (art R151-3 alinéa 1 à 5)

6° **Expose** les indicateurs liés à l'analyse de l'évolution du PLU (art R151- 4)



Ce schéma informatif n'est pas exhaustif. Il ne peut pas être utilisé comme base réglementaire

Historique des documents d'urbanisme élaborés dans la commune et contexte de la révision.

La commune de Duras dispose d'un PLU depuis 2006.

Les raisons qui ont poussé la municipalité à faire évoluer sa situation en termes d'urbanisme sont les suivantes :

- Etre en adéquation avec les lois Grenelles
- Conforter le développement économique et les liens avec le bassin de vie
- Permettre un développement maîtrisé dans le temps et l'espace, intégrer les nouveaux quartiers.
- Conserver une image de ville dynamique au caractère rural.
- Créer un règlement au service du projet de la commune et de son bassin de vie.

La commune de Duras n'est pas dans un périmètre de SCOT et sera soumis aux règles de la constructibilité limitée.

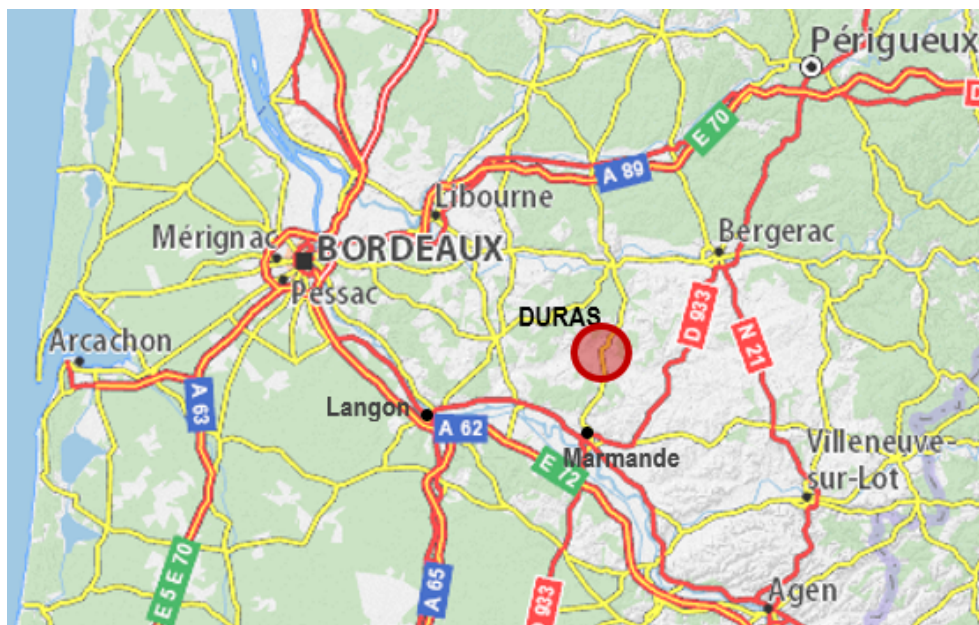
1ère PARTIE Diagnostic du territoire communal

A. CONTEXTE TERRITORIAL

Contexte territorial

La situation géographique et institutionnelle

La commune de Duras (département de Lot-et-Garonne), 1308 habitants en 2014, s'étend sur un territoire de 2017 hectares situé à la limite des départements de Gironde et Lot-et-Garonne, à 23 kilomètres au nord de Marmande, sous-préfecture de Lot-et-Garonne.



*Positionnement de Duras par rapport aux axes et pôles principaux
(fond de carte Michelin)*

Elle est limitrophe des communes de Baleyssagues, Esclottes, Savignac-de-Duras, Saint-Sernin, Pardaillan, Auriac-sur-Dropt et Saint-Pierre-sur-Dropt en Lot-et-Garonne, et de Taillecavat et Cours-de-Monségur en Gironde.

Elle appartient à la communauté de communes du Pays de Duras qui regroupe 17 communes et compte 5600 habitants.



*Duras au sein de la communauté de communes du Pays de Duras
(fond de carte Michelin)*

Enfin, elle participe au Pays Val de Garonne Guyenne Gascogne, qui regroupe 107 communes du Lot-et-Garonne abritant plus de 90 000 habitants, regroupées en 4 intercommunalités : Val de Garonne Agglomération, Communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, Communauté de Communes du Pays de Lauzun, Communauté de Communes du Pays de Duras.

La communauté de communes exerce, de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes:

1 - Compétences obligatoires :

Aménagement

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.
- Schéma de cohérence territorial et schéma de secteur.
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale (non mise en oeuvre à ce jour).
- Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'une superficie supérieure ou égale à 10 hectares.

Développement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17.
- Gestion de zones d'activité.
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
- Promotion du tourisme dont la création d'office de tourisme.
- Pôle de santé pluridisciplinaire.
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Gestion des aires d'accueil des gens du voyage (selon schéma extra territorial en vigueur)
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Eau
- Assainissement

2 - Compétences optionnelles :

- Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie : Entretien des sentiers de randonnées.
- Politique du logement et du cadre de vie : Opération en fonction de l'habitat.
- Actions sociales d'intérêt communautaire : Relais Assistantes Maternelles - Centre de loisirs sans hébergement pendant les vacances scolaires et les mercredis - Micro crèche.
- Création, aménagement et entretien de la voirie communautaire
- Création et gestion de la Maison de Services Au Public (MSAP)

3 - Compétences facultatives :

- Soutien aux associations
- Incendie et Secours
- Prévention contre les risques d'incendie
- Réseaux et services locaux de télécommunication Très Haut Débit

B. APPROCHE PAYSAGERE GLOBALE

1. La commune dans les grands ensembles de paysages.

La commune appartient à l'entité de la vallée du Dropt, composée de la vallée qui porte son nom et des collines de Guyenne (ref «Atlas des paysages du 47»).

Duras, est implanté sur un belvédère et laisse entrevoir des points de vue majeurs sur l'horizon et notamment la vallée du Dropt et la vallée de la Dourdèze.

Implanter sur un éperon à la confluence de ces deux vallées, cette situation lui confère une posture majestueuse dans le paysage. La silhouette de Duras à partir de laquelle le château éponyme constitue un élément d'attractivité majeur marque la lecture du paysage.

L'ample vallée du Dropt est marquée par sa ripisylve qui marque le paysage de la commune. Celle de la Dourdèze est plus marquée et bordée de haies.

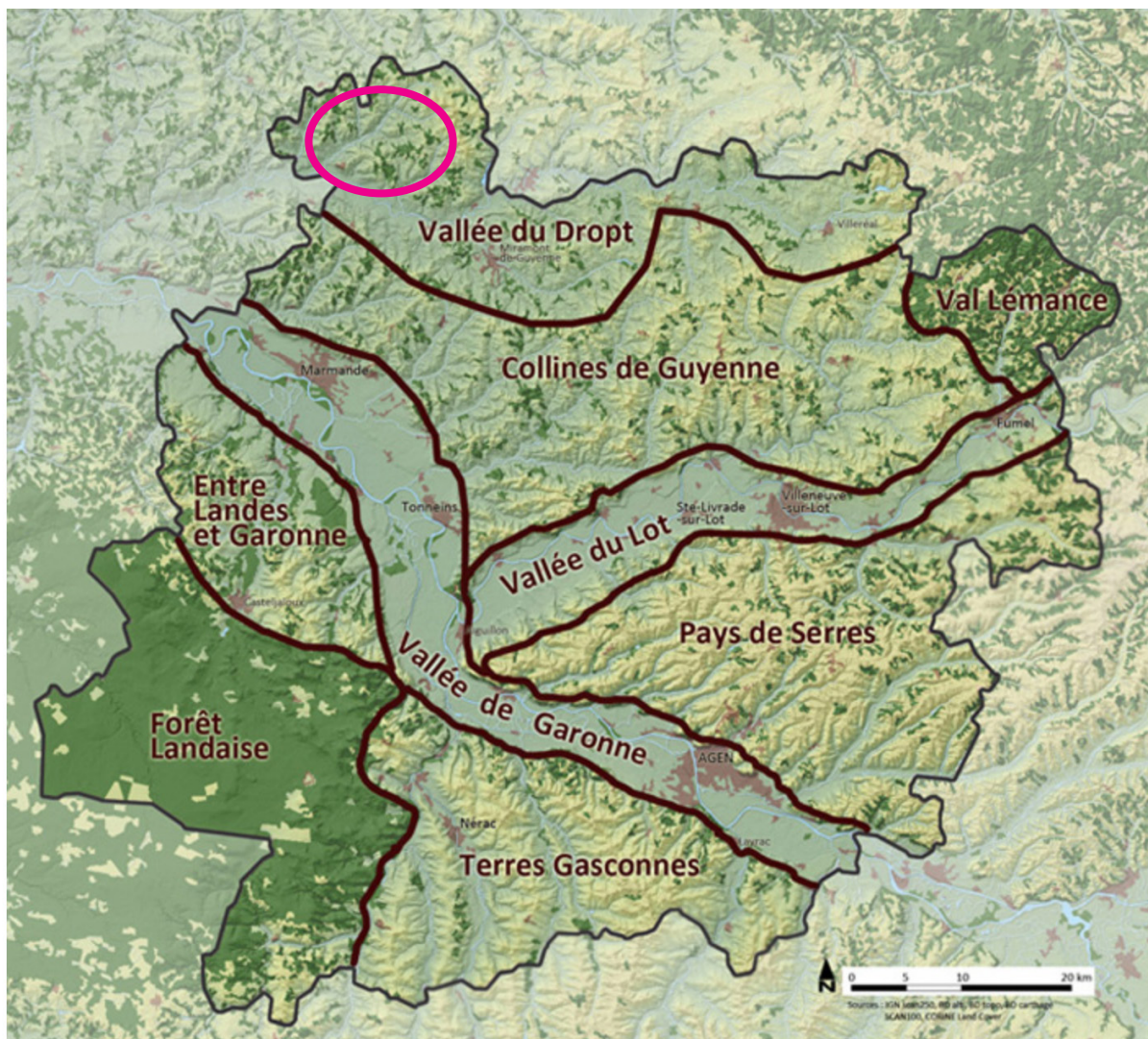
La partie nord de la commune est un plateau qui a vu la ville se développer.

La partie nord et nord-est plus haute est boisée, le plateau dans la partie centrale est composé de vignes, de vergers, de céréales. Les constructions qui ne sont implantées contribuent au brouillage de la lecture du paysage.

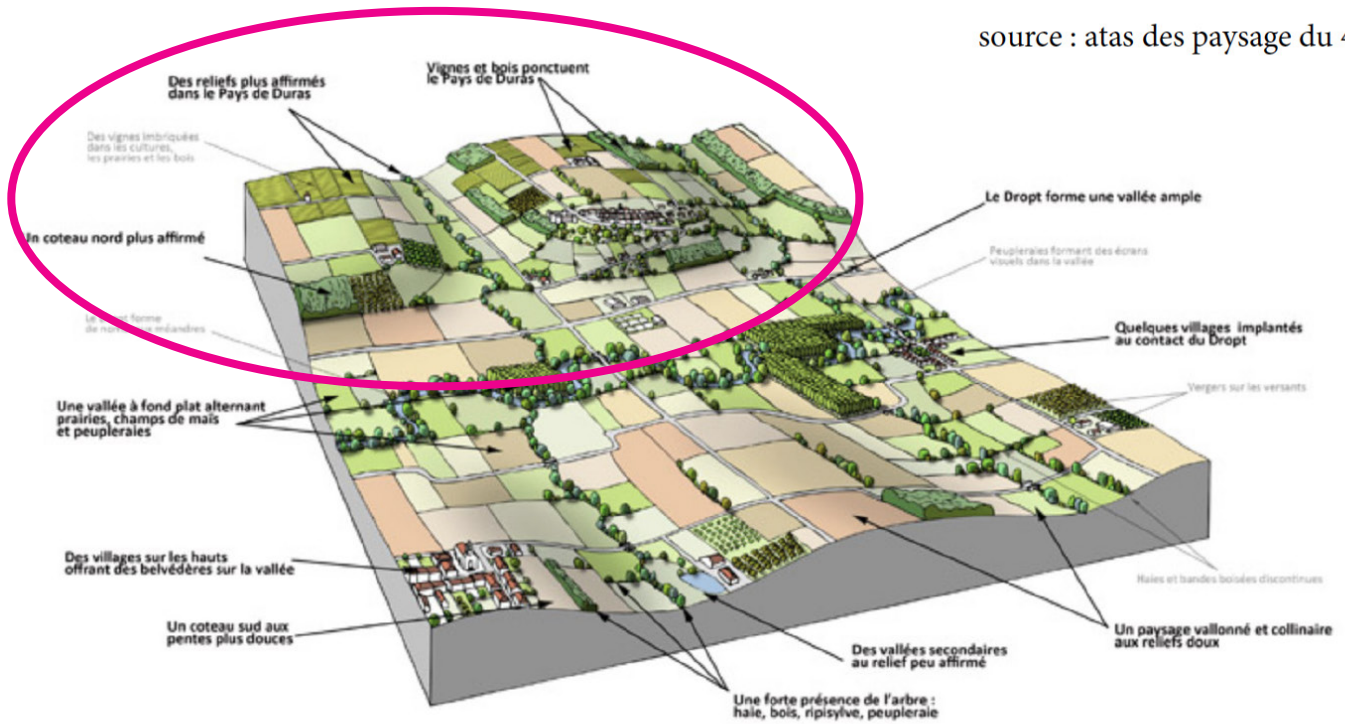
Les parties Est et nord, nord ouest entre les vallées et le plateau sont composées de collines douces qui permettent au regard de se perdre à l'horizon.

Les unités paysagères

Cliquez sur les unités pour accéder au chapitre correspondant



source : atlas des paysages du 47



Vallée du Dropt bloc-diagramme paysage



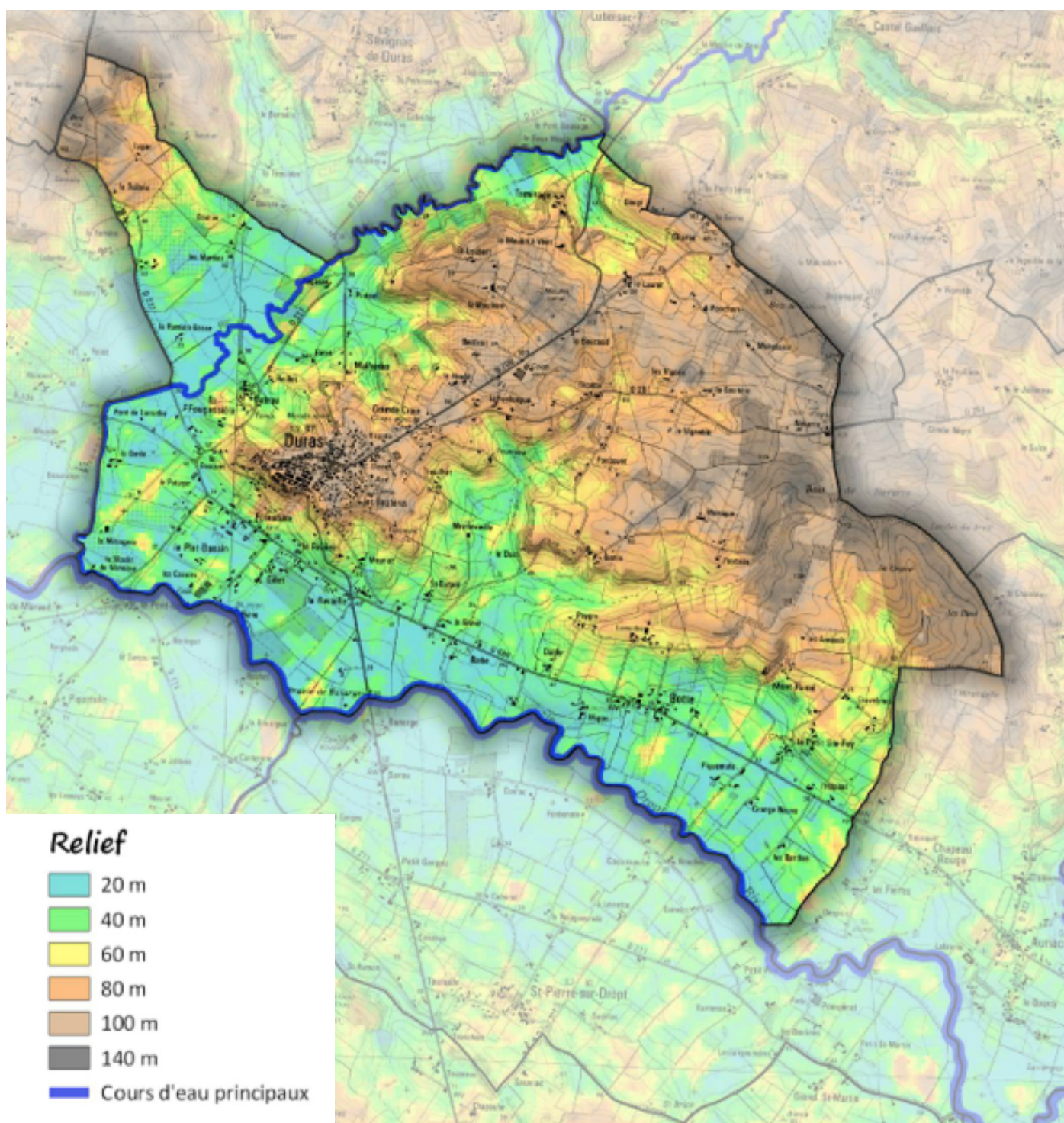
2. La morphologie : Une absence de relief, marqué par une plaine et une vallée.

Duras, présente une topographie singulière, deux vallées marquées, des glacis et un plateau sur lequel la ville de Duras est implantée. Les vallées et les premiers rebords oscillent entre 30 et 100 mètres d'altitude.

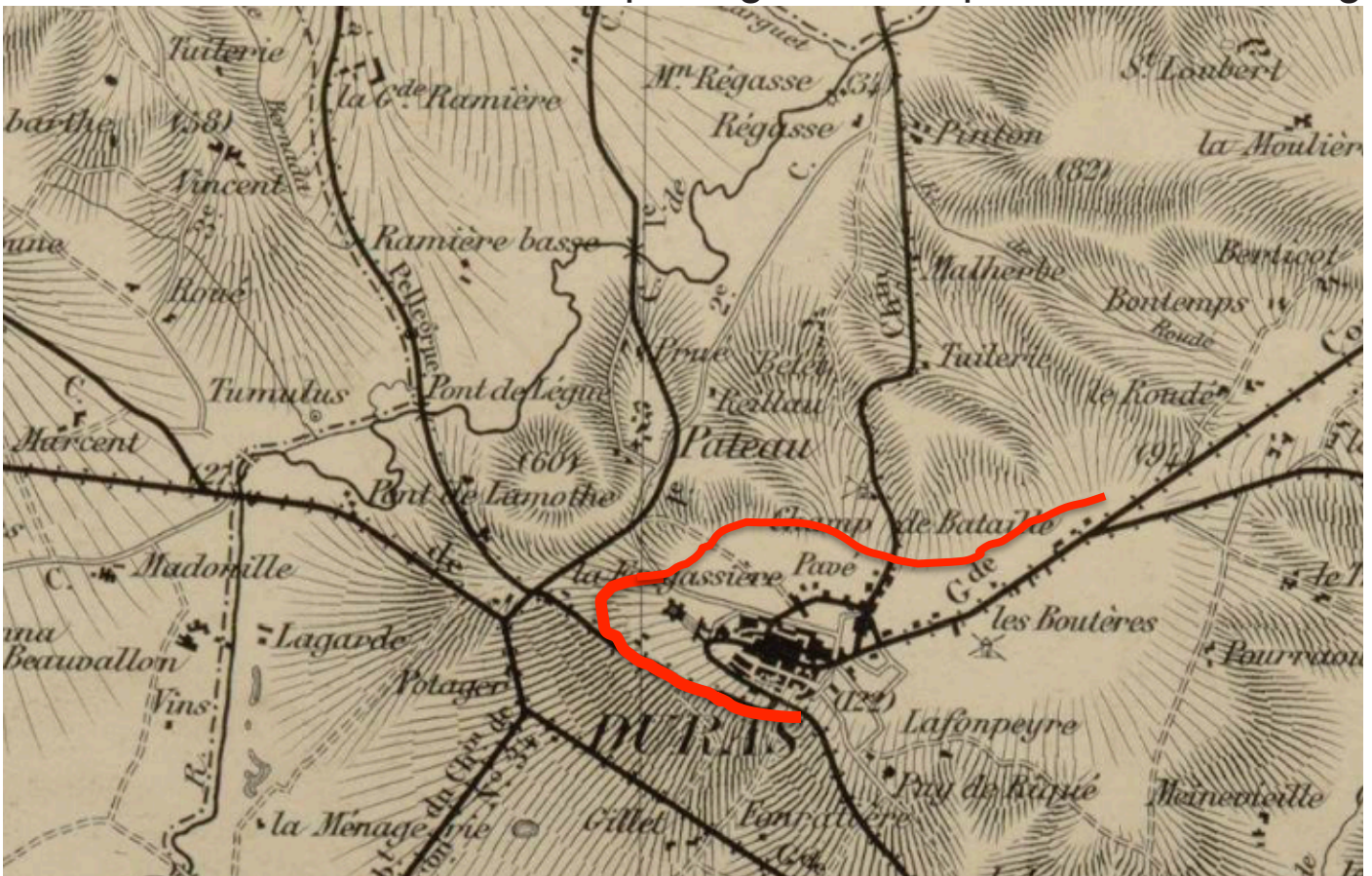
La partie sud de la commune est en zone inondable ainsi que les bords de la Dourdèze à l'est. Le relief et l'altitude augmentent dans la partie nord. Les collines créent des micros reliefs et offrent un contraste avec les parties basses de la plaine.

Le bourg est en moyenne à 100 mètres d'altitude. Les collines de la partie nord sont à une altitude de 90 mètres.

L'implantation de la ville aura pour conséquence de maximiser les co-visibilités depuis les routes d'accès.



La morphologie , et l'implantation du bourg



Quelle limite ?

3. L'occupation du sol

L'activité agricole constitue l'activité principale de la commune (1265 hectares soit 60% de la superficie de la commune). Elle s'inscrit dans une dominante technico-économique « polyculture et viticulture », mais également par le rôle logistique que tient Duras dans l'organisation de l'économie agricole.

Les exploitations agricoles marquent le paysage et notamment les caves coopératives (Berticot). Elles constituent des repères à la fois historiques et économiques. Ces bâtiments sont le plus souvent organisés sur eux-mêmes avec une cour intérieure.

Les boisements représentent une part significative en termes de surface dans la partie est de la commune pour une surface de 184 hectares.

Le long du Dropt et de la Dourdèze la présence de peupleraies marque ces vallées humides. Des bois mixte (feuillus et résineux) sont présents aux bords de la Dourdèze. Dans une moindre mesure il existe sur les coteaux des bois et bosquet qui marquent l'horizon au nord-ouest et à l'ouest.

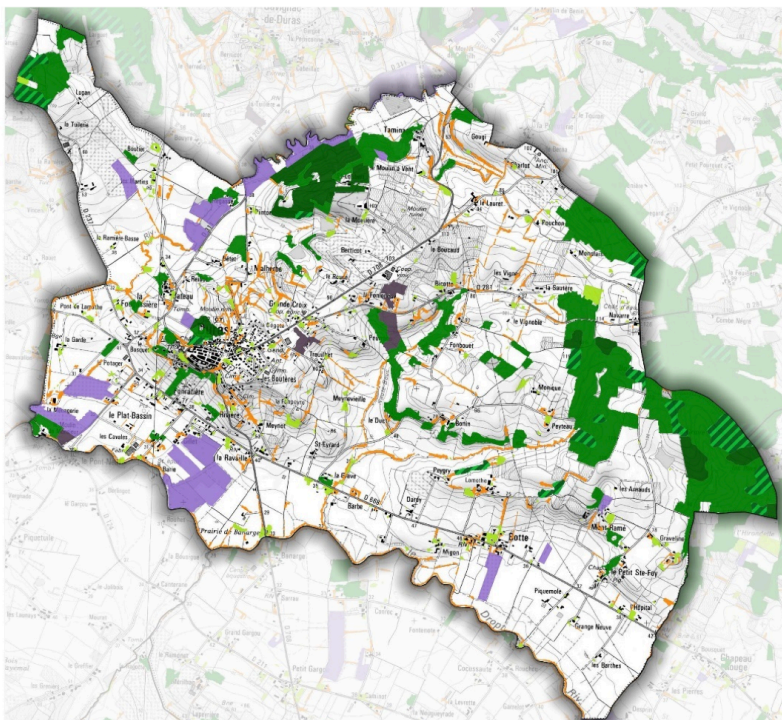
Les haies et les arbres isolés qui subsistent dans la plaine ont une importance grandissante en tant que repère et participent au maintien de la biodiversité et à la qualité paysagère de la commune. Leur faible quantité est un enjeu pour le maintien des milieux.

L'activité humaine prend une part significative dans l'occupation du sol à environ 110 hectares (en dehors des maisons isolées)

Dans la plaine ce sont des fermes anciennes qui demeurent et qui structurent le maillage de voies, de façon éparse. L'urbanisation historique le long de la RD 668 constitue l'entrée Est de la commune. La RD 708 qui traverse la commune du nord au sud est le support des entres nord et sud. Au nord il s'agit de la voie sur le plateau et au sud l'entrée en venant de la plaine. Cet axe a été le support du développement du Duras et impact l'entrée nord.

Le réseau de voies, les habitations du bourg et les fermes isolées se répartissent sur l'ensemble de la commune de façon harmonieuse.

Le réseau viaire donne à voir le paysage lointain et proche avec des effets peu marqués de co-visibilité.



Peu de bois majeur. Les haies autour de la ville jouent un rôle majeur. Les jardins dans la ville participent au projet de paysage.

4 - Le Bourg, ses limites et la réciprocité des points de vue dans le grand paysage, les entrées de ville.

Les perceptions visuelles sur le grand paysage

La commune présente les caractéristiques d'un bourg qui s'étirent sur son plateau, seul endroit où l'urbanisation peut se développer. Le développement à partir du bourg se développe vers le nord-ouest, le long de l'axe de la RD 708 et à dans la partie Est.

- La richesse environnementale de la vallée du Dropt et de la Dourdèze est reconnue : la rivière et ses abords ont été retenus au titre du réseau Natura 2000, et sont couverts par deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Les perceptions visuelles sur les entrées de ville.

A partir du Nord, l'arrivée depuis la RD 708 par les hauteurs du plateau, laisse une perception de la vue de Duras très progressive. Les premières maisons de part et d'autre de la voie sont à environ un kilomètre du centre ville. Cette longue arrivée dans l'hyper centre permet de percevoir les différentes architectures et quelques trouées dans le linéaire laisse entre voir les collines boisées. Cette entrée, présente les enjeux en terme de seuil, d'espace public (les trottoirs) et limitation de vitesse.

L'entrée sud en provenance de Marmande sur la RD 708 a la particularité d'être une route perpendiculaire à la vallée du Dropt et permet ainsi de visualiser la silhouette de Duras marquée par ces deux verticalités qui sont à l'est le château et à l'ouest les caves de « Berticot ».

L'approche vers la ville impose de franchir le glacis par la route qui serpente pour franchir la pente et de prendre conscience de l'importance de cet espace comme mise en scène de la silhouette. La vue depuis le haut vers la vallée du Dropt rend compte des constructions passées du 19ème et de la vie économique qui s'y déroule. La réalisation en 2109 par le conseil départemental du giratoire à l'intersection des deux axes majeurs contribuera à la mise en œuvre d'un seuil pour gravir l'accès au bourg.

Cette entrée, présente les enjeux en terme de protection du glacis. Permettre le développement de ce qui existe sans augmenter l'urbanisation.

L'entrée par l'Est par le sud est la plus symbolique dans le sens où la vue sur le château est la plus visible. Il s'agit également de l'entrée dans le Lot et Garonne en provenance de la Gironde.

L'entrée par l'Est par le nord, est l'entrée par la route qui longe le château et permet ainsi de pénétrer dans le bourg par les faubourgs.

Les enjeux de cette entrée sont de préserver les vues sur les châteaux et les murs d'enceintes.

L'entrée par l'ouest est l'entrée depuis la vallée (la RD 668). Cette entrée est la plus singulière et riche. Elle permet d'observer les fermes caractéristiques en bord de route, (corps de ferme, dépendance, séchoirs, cèdre, hangar...), les coteaux cultivés, les maisons de maîtres sur les terrasses, les parties hautes des collines plantées en bois, et de distinguer la silhouette du Duras au fur et à mesure sur l'on avance.

Les enjeux de cette entrée sont de préserver les vues sur Duras, protéger les éléments de patrimoine,

Les entrées du bourg



Entrée Est

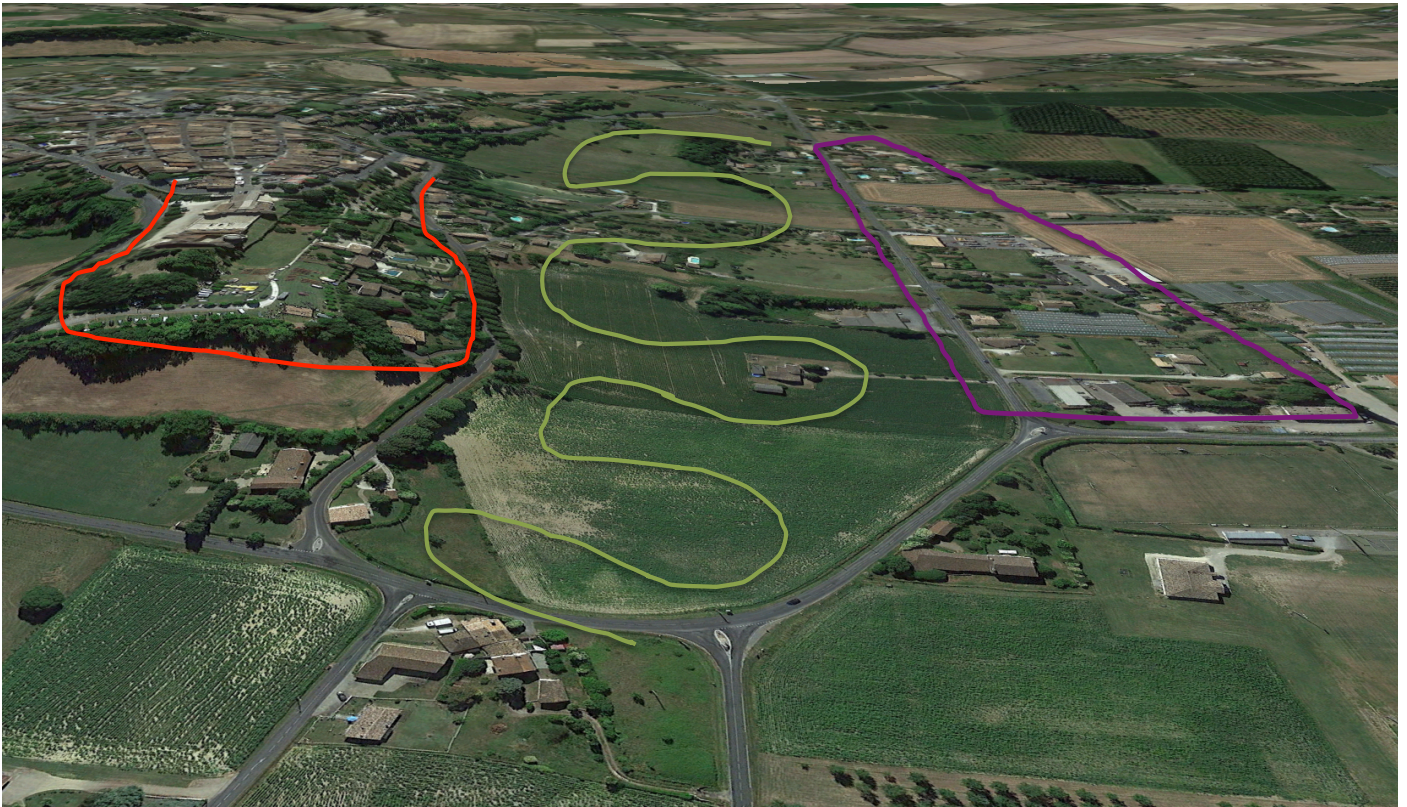


Entrée Sud



Entrée Sud - Est

Le glacis un espace de mise en valeur



La silhouette - un atout d'attractivité



Vue depuis le
sud

La silhouette, lecture du paysage et marqué par les édifices qui bordent les limites.



Vue depuis le sud-Ouest

5 - Les vues sur le territoire communal : les point de vue (le réseau viaire au service du paysage).

Le réseau viaire est marqué par la topographie. Ceci qui permet de créer une relation de co-visibilité avec l'horizon et les coteaux voisins. Ce réseau de voies départementales, communales, de chemins ruraux est organisé de telle façon qu'il donne à voir, à visiter et à parcourir les paysages de la commune.

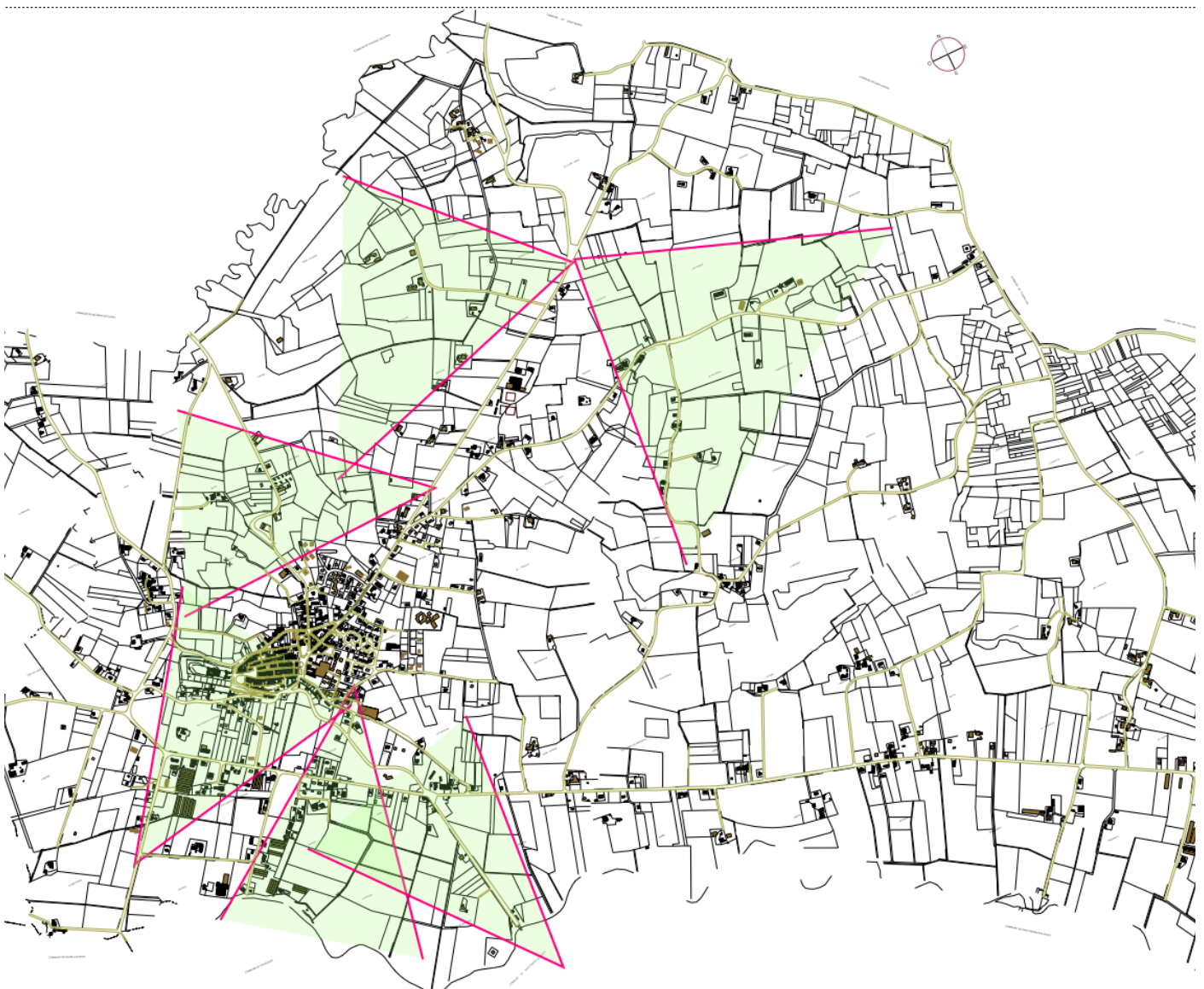
Une vigilance doit être portée sur les constructions récentes pour maintenir la qualité des vues sur le territoire.

La particularité du système viaire de Duras est sont réseau en étoile qui mène au bourg par les quatre points cardinaux.

L'implantation sur le rebord de terrasse du bourg, à l'aplomb des deux vallées est une situation forte qui génère beaucoup de co-visibilité, tant depuis la plaine (décrit précédemment) que depuis le plateau avec des vues lointaines.

Dans la partie de la commune hors du bourg, les chemins escarpé, sinueux et pentues sont autant de possibilité de percevoir une vue soit sur une maison de maître, soit sur une ferme de caractère, soit sur un arbre rois.

L'enjeu des points de vues est de les préserver.



6. Les enjeux du paysage

Le paysage de la commune est un élément majeur de son attractivité et de la qualité du cadre de vie avec les vues proches ou lointaines.

L'équilibre entre les terres arables, les bosquets et les haies est significatif d'un cadre de vie agréable et attractif, il n'en demeure pas moins qu'il mérite une attention particulière.

Les caractéristiques de l'architecture locale de l'habitat sont à prendre en compte dans le cadre des réhabilitations futures. Les nouvelles constructions constituent un enjeu surtout au regard de leur implantation.

Pour préserver le caractère rural de la commune et la richesse de ses paysages, une politique volontariste est menée à travers le PLU.

Les enjeux liés au paysage peuvent s'établir ainsi :

- Rendre claire la lecture du paysage, du village et de ses extensions, en préservant les points de vues.
- Valoriser le bourg en traitant ses enjeux :
 - ✓ respectant l'entrée Nord pour accompagner l'entrée dans la ville par des alignements d'arbres et des trottoirs aménagés.
 - ✓ respectant l'entrée Ouest par la prise en compte des vues vers Duras et privilégier les constructions au sud de la RD 668.
- Maîtriser la consommation d'espace,
- Mener une politique environnementale à l'échelle du territoire en préservant les éléments liés à Natura 2000 (Dropt et Dourdèze).

C - ANALYSE URBAINE

1 - Organisation du bâti

La singularité de la commune de Duras réside dans l'organisation de son développement à partir des contraintes du relief.

Sept typologies d'habitat existent :

- 1 -le pôle structurant qu'est le bourg historique
- 2 -les quartiers pavillonnaires faubourgs, et la plaine des sports
- 3 -les quartiers excentrés, avant le pont dans la zone inondable
- 4 -les maisons isolées
- 5 -les fermes situées dans les coteaux
- 6 -les bâtiments d'activité le long de la départementale 668 et 708.

La première :

Le bourg présente les caractéristiques d'une typologie urbaine mais avec une très grande singularité : la présence du château. Celui-ci et ses abords sont une entité à part entière implantée en limite de la ville, il en constitue un repère, depuis les vues lointaines et un pendant au nord quand on emprunte la RD 778 qui traverse la ville du Nord au sud.

La mairie se trouve dans une aile du château.

Le projet de PLU prend en compte le caractère patrimonial de son site, tant dans les points de vue que dans les protections qui y sont rattachées.

L'armature urbaine de Duras se structure autour de la place centrale où se trouvent quelques commerces de proximité sur laquelle les deux rues principales débouchent. Les services administratifs tel que la bibliothèque, l'église, la halle, se trouvent dans le bourg.

Dans le bourg, les habitations sont mitoyennes et correspondent à la partie la plus dense de la ville. Les implantations sont sur l'espace public. La hauteur des constructions est de niveau R+3. L'image de la centralité historique est bien présente.

La deuxième :

Les quartiers pavillonnaires ont été réalisés ces dernières décennies. Il s'agit d'une typologie que l'on qualifie de lotissement : une rue avec trottoir, un pavillon le plus souvent au milieu de sa parcelle. La hauteur des maisons varie entre un et deux étages. Les clôtures hétérogènes font la limite avec l'espace public. Initialement implantés à proximité du bourg, vers le nord, leur développement sur le plateau les éloigne du centre.

Les équipements tels que le pôle scolaire, la maison de retraite, le pôle petite enfance, supermarché, commerces d'espace, sont à une distance telle que le trajet est le plus souvent effectué en voiture.

La troisième :

Les hameaux excentrés. Ils sont au nombre de cinq : Pateau, Les Martins, Bonin, Botte et Taminage. Hormis Les Martins, ils sont tous basés sur le même principe : un noyau historique constitué de maisons proches les unes des autres et au grés des années les pavillons sont venus conforter ces pôles historiques.

2 – La ville, le château et son parc

Le château de Duras constitue le point d'attractivité de la commune et à ce titre les actions publiques sont nombreuses tant dans le château que pour ces abords.

L'édifice est sous la protection des autorités compétentes en terme de patrimoine (ABF, conservateur des MH, Drac etc...) ainsi que ces abords. C'est sous ces responsabilités que les interventions dans le château ont lieux.

En revanche, dans l'espace des faubourgs au pied du glacis et jusqu'au Dropt, les co-visibilité sont telle que le travail d'intégration et de d'accompagnement des jardins du XVIII, des vues du château et du développement de Duras méritent une intention dans le PLU.

Le site du château mérite une attention particulière au regard de l'impacte et du lien avec le PLU. Ses remparts, son mur d'enceinte constitue autant d'éléments qui sont préservé dans le cadre du PLU. Au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

Les plans de Casini montre l'existence de jardin aux pieds du château et qui prennent place dans la plaine pour rejoindre le Dropt.

Les travaux historiques, s'attardent sur les vues depuis les terrasses du château et le rapport qu'il serait possible de constituer avec la plaine depuis le château. Les aménagements qui méritent d'être mené pout intégré la réflexion de ces jardins sont traduits dans le PLU.

Les éléments du patrimoine historique

Hormis le château, l'intérêt patrimonial pour le bâti est symbolisé par la présence de plusieurs édifices de qualité qui mérite une attention particulière.

La commune possède du patrimoine bâti non protégé: des maisons vernaculaires, et des éléments du petit patrimoine .Ils sont identifiés au titre de l'article L 151-19 et L151-23.

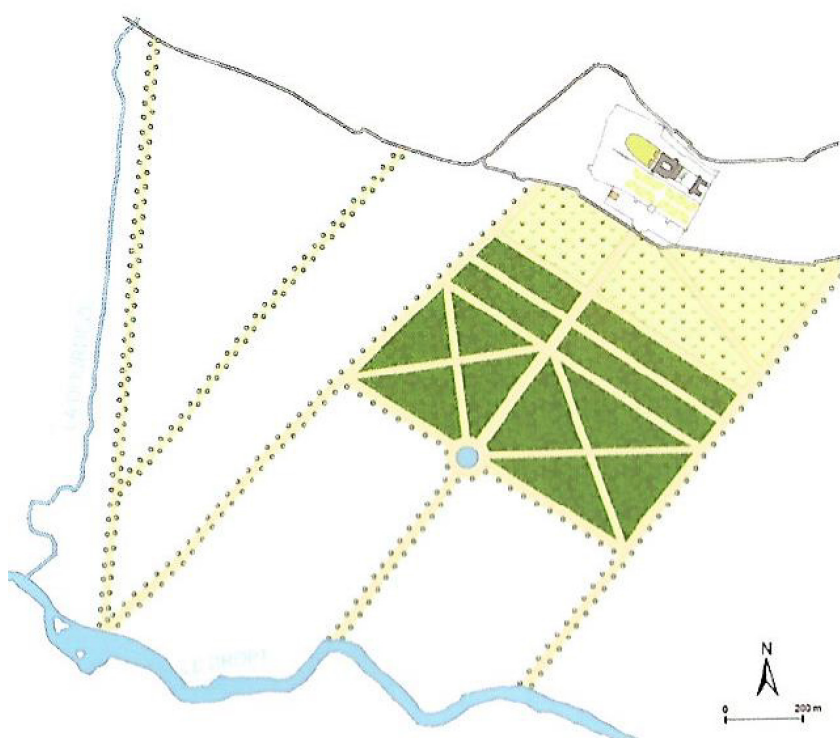
La plupart des maisons sont construites en pierre avec un étage, les dépendances sont en bardage bois. Dans l'espace agricole peu de maisons sont récentes.



Carte de Belleyme - trace de l'histoire



Extrait de la carte de Belleyme datant de la fin du XVIIIème siècle
L'existence de jardin entre le château et le Dropt figurent dans la carte de Belleyme.
C'est un enjeu pour le projet de Duras, tant d'un point de paysage, de patrimoine, que d'usage.



Plan issue de l'ouvrage «.....».
Celui-ci s'appuie sur les recherches
historique et corrobore le Principe d'un
jardin

Cadastre napoléonien



Le cadastre napoléonien témoigne de l'existence de jardin au pied sud du château. Cette perception de l'usage des abords du château est un enjeu pour le projet de la commune.

3 - Les caractéristiques architecturales et urbaines

L'architecture des constructions la commune présente des caractéristiques spécifiques liées à la présence de la pierre, comme matériaux de base, pour certaines. Les plus récentes sont le témoin d'une architecture plus contemporaines.

La présence d'édifice singulier comme le château, la mairie, maisons de maîtres , église témoigne d'un patrimoine riche et diversifié. Les édifices tels que le pont, église, les canaux sont aussi des éléments majeurs pour la ville...

D'une façon générale l'architecture des constructions de Duras n'est pas caractérisée par une homogénéité typologique, mais par des singularités plus ou moins harmonieuses.

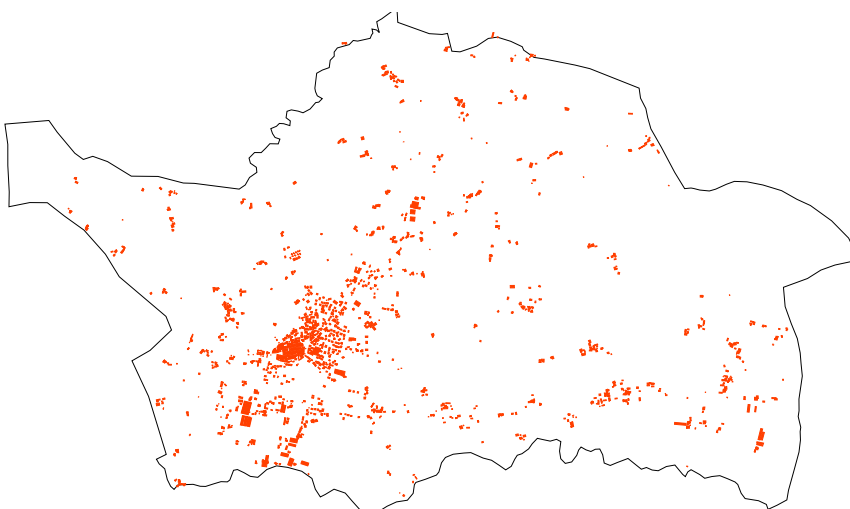
L'aspect extérieur des constructions varie entre la pierre de taille pour les constructions anciennes emblématiques, les façades enduites pour la plupart, le bois pour certaines parties de façade d'habitation et surtout pour les dépendances. La majorité des constructions d'habitation sont enduites, et parfois bardées pour les bâtiments d'annexes ou bien agricoles. Quelques rares façades comportent des colombages, témoins des techniques du passé.

Les percements sont conformes aux différentes époques (parfois les modes) et la majorité sont verticales. Les toitures sont le plus souvent à deux pentes et en tuiles, rares sont les maisons qui comportent des toitures terrasses.

La hauteur des constructions varie suivant leur emplacement dans la commune. Dans les parties agglomérées (le bourg) la hauteur est au maximum de trois niveaux et dans les quartiers pavillonnaires la hauteur maximale est de deux niveaux. Les annexes aux habitations ont une hauteur de un niveau. Les constructions de dépendance peuvent avoir des hauteurs supérieures (séchoirs, granges...). Les bâtiments d'activité industrielle ou agricole ont des hauteurs supérieures pouvant être de 10 ou 12 mètres.

Les volumétries peuvent présenter des différences notamment entre la maison de maître, la maison et ses dépendances, la maison plus contemporaine et les maisons ordinaires pavillonnaires.

Pour ce qui est des clôtures, leur typologie varie suivant la situation dans la commune. Dans la partie la plus urbanisée, c'est l'alignement qui prédomine et qui fait office de clôture. Dans la partie des bois urbanisés, les clôtures sont constituées le plus souvent de mur , de muret surmonté d'une grille u de ferronnerie et accompagné de haies parfois champêtres. Chaque propriété est close dans un contexte global non homogène.



Le bâti, réparti sur la commune de façon hétérogène est le témoin du mode d'occupation de sols au fil de l'histoire de l'urbanisme.

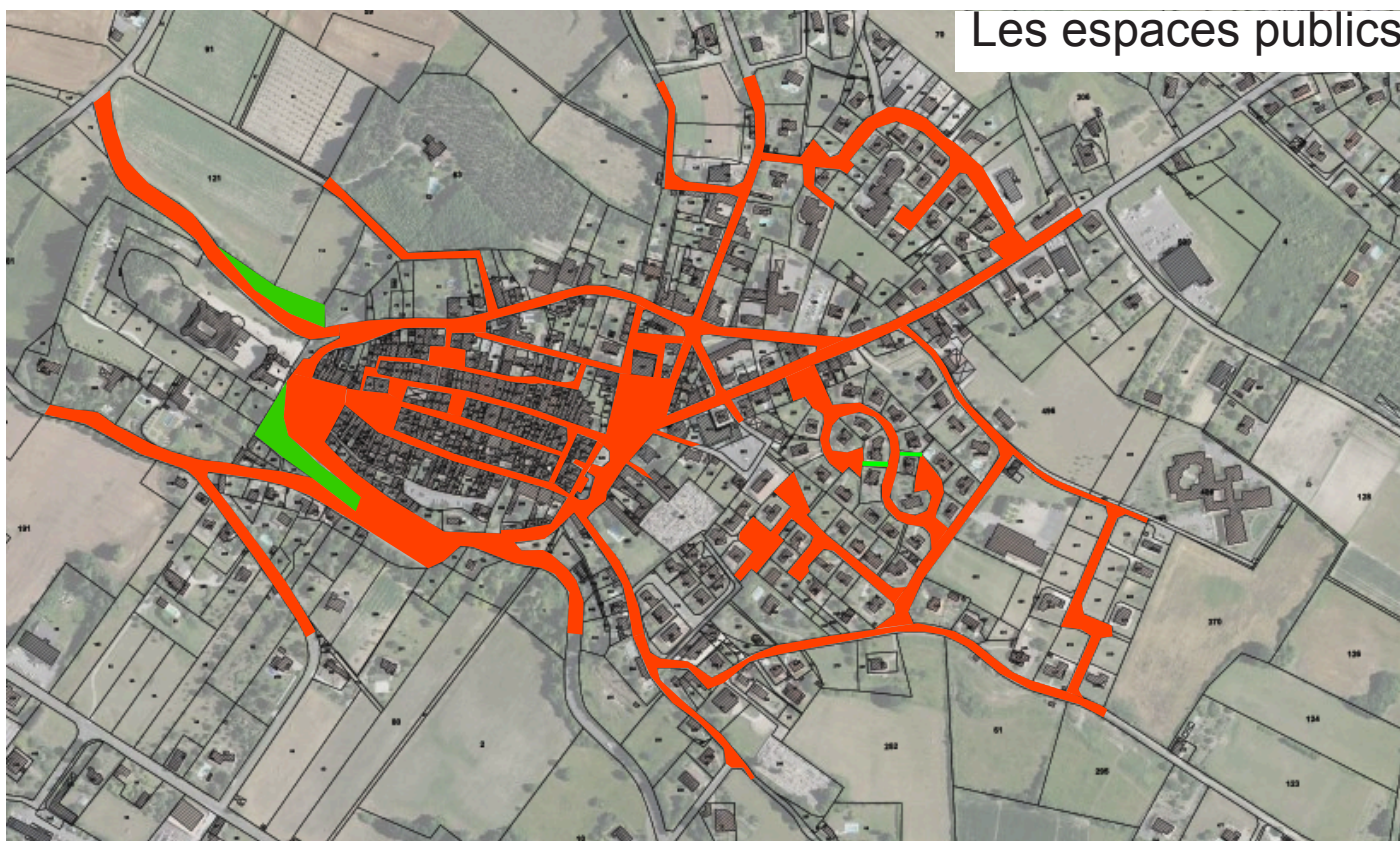
Le château, le bourg, les fermes, les extensions pavillonnaires et les maisons isolées.



4 – Les espaces publics

Les enjeux liés aux espaces publics

- La ville comprend un nombre important de places ou placettes, mais dont l'usage est uniquement lié au stationnement des voitures (cf photo ci-dessous).
- Les trottoirs qui composent le centre ville sont étroits et parfois peu confortables.
- Les liaisons entre les places peuvent se faire au milieu des rues, mais l'usage étant le stationnement, les déplacements entre place n'ont pas lieu d'être.
- Le phénomène de voiture ventouse existe dans l'hyper centre.
- Le pôle scolaire et la maternelle présentent des caractéristiques de circulation et de stationnement qui sont à optimiser, notamment à la sortie des classes.



Les espaces publics

Les espaces publics à Duras sont la traduction culturelle des politiques publiques en matière de fabrication de la ville. En effet, la période médiévale, basée sur un tracé urbain de rue avec mitoyenneté à céder la place au modèle des «trentes glorieuses» dont la voiture était le vecteur principal des rues en impasse avec un découpage parcellaire de lot avec la maison au milieu de la parcelle.

Les enjeux de 2018, impliquent une nouvelle réflexion qui passera par la reconquête des espaces publics.



5 - L'archéologie

La commune est impactée par la présence de sites sensibles au niveau de l'archéologie.

Il s'agit des sites du bourg et du site de « Barnage » en dehors de celui-ci.

Néanmoins en dehors de ces sites, afin d'éviter toute destruction de site (qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens, articles 322-1 et 322-2 du code Pénal), le service régional de l'archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite (article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validé par l'ordonnance n°45-2092 du 13 septembre 1945), conformément à l'article L531-14 du code du patrimoine.

6 - La voirie

Le réseau viaire est structuré en étoile et conditionne le développement de la ville.

Le trafic important généré par l'itinéraire de transit du Nord au Sud et d'Est en Ouest conditionne la mise en sécurité des intersections. Un projet d'aménagement du carrefour entre les RD 708 et RD 668 est en cours de réflexion par le Conseil départemental.

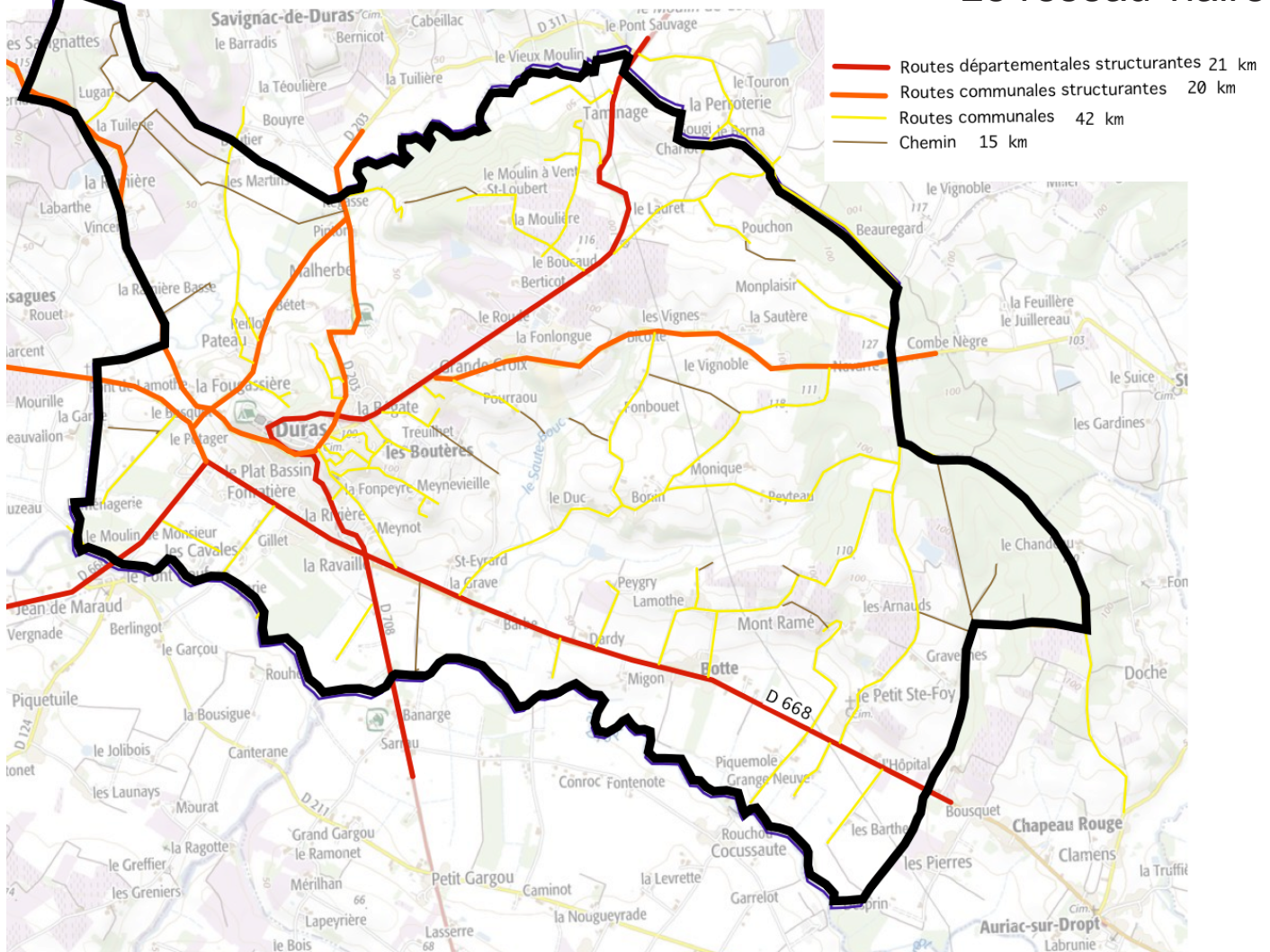
Les voies communales s'articulent autour des ses axes.

L'urbanisation récente, réalisé aux abords du centre ville à généré un réseau de rues, qui débouche sur la RD 708, sur un linéaire d'environ un kilomètre. La circulation sur ce linéaire est de deux types, le trafic de transit et le trafic interne à Duras. L'aménagement et la qualification du seuil d'entrée la ville permettront de sécuriser si besoin en était les déplacements.

La RD 668 est confronté au même problématique, la confrontation des usages des deux ou trois quartiers d'habitation, d'activité avec le trafic qui traverse la commune.

Dans la plaine et sur le plateau les routes à caractère champêtre sont caractérisées par la présence d'un fossé, de bas cotés enherbés. Dans la partie centrale, la présence de quelques arbres constitue un repère dans les déplacements. Au nord et à l'Est, les parties boisées ne sont pas traversées par des routes.

Le réseau viaire



7 - Les capacités de stationnement

Avec un nombre total de plus d'environ 200 places dans la ville historique, la ville offre un nombre de stationnement qui correspond aux besoins identifiés à ce jour pour les habitants et les touristes et ce pour une bonne fréquentation des commerces.

Les places situées hors du centre, sur le plan ci-dessus, sont entre 200 et 300 mètres du centre ce qui n'est une distance rédhibitoire pour accéder à pied.

La particularité du stationnement à Duras est qu'il occupe toutes les places publiques, ce qui comme le montre les photos ne permet pas de mettre en valeur telle architecture ou tel point de vue.

L'aménagement des espaces publics sera possible par la réflexion de la réorganisation du stationnement.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduites.

En ce qui concerne l'accessibilité, la commune a rédigé son projet stratégique de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

Le trafic

Les déplacements sur la commune de Duras concernent les moyens de mobilité liée à la voiture, aux poids lourds, au transport en commun, au vélo et aux piétons.

Concernant les déplacements poids lourds, ils concernent essentiellement la RD 708 et RD668 et dans une moindre mesure les autres voies et toutes les voies communales.

Les temps de trajets pour traverser la ville à pieds sont très courts, environ de 2 minutes.

La lisibilité du stationnement et l'aménagement des parcours sont au coeur de la problématique des déplacements.

A Duras, la distance à parcourir à pied n'est pas la problématique essentielle. Le principe du déplacement piétonnier rencontre des blocages qui repose sur la lisibilité du stationnement et l'aménagement des parcours entre les parkings et les espaces publics de services.

L'analyse du nombre des déplacements ne fait pas apparaître de modification importante, le trafic reste stable. Pendant la période estivale le nombre de véhicule augmente et augmente la perturbation avec la présence des poids lourds lors de la traversée de la ville.

Le co voiturage

Le covoiturage est en passe de devenir un « moyen » de se déplacer à part entière.

Le territoire de la commune ne disposent pas à ce jour d'aires de co-voiturage proprement dites hormis les parkings actuels qui peuvent correspondre à cet usage.

Les déplacements doux

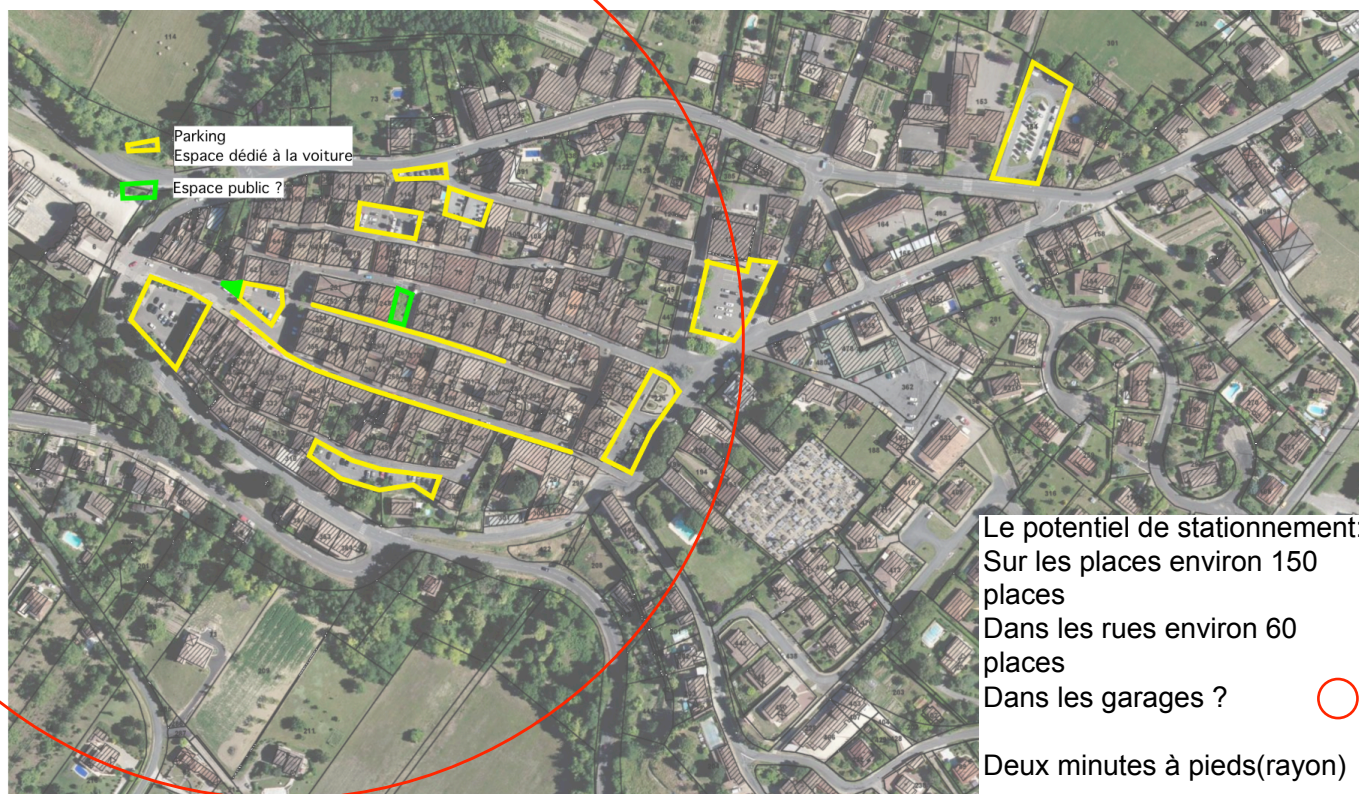
Concernant les déplacements doux, il est constaté qu'il n'y pas de sites propres pour cet usage à ce jour.

Les déplacements vélo et piéton sont possibles sur toutes les voies, mais la sécurité n'est pas toujours optimum. Les déplacements vélos se font en cohabitation avec la voiture.

• Transports en commun

La commune n'est pas desservie par un transport SNCF, seul les bus scolaire sont présent au cœur de ville.

Les capacités de stationnements



8 - Les réseaux

L'électricité

La distribution d'électricité est assurée pour les constructions existantes. Les projets en cours sont pour la plupart desservis et ne présentent pas de difficulté particulière pour le développement de la commune. Certains quartiers devront être aménagés par une desserte interne et une extension du réseau à l'intérieur de celui-ci.

L'eau potable (Complément d'information dans le paragraphe Etat initial de l'environnement)

La distribution de l'eau est assurée par le château d'eau situé sur la commune et ne présente pas de difficulté particulière pour le projet de développement de la commune.

Le plan ci-joint de l'état des lieux du réseau d'eau potable indique la présence de canalisations homogènes qui maillent le territoire et dont la capacité est en mesure de prendre en compte les futures constructions du PLU conformément aux données transmises lors des réunions avec les concessionnaires.

L'assainissement (Complément d'information dans le paragraphe Etat initial de l'environnement)

• Collectif

La station d'épuration.

La commune de Duras a délégué la compétence à EAU 47 pour l'assainissement. La gestion et la maintenance des installations seront assurées par le syndicat Départemental d'Adduction d'Eau Potable et de l'Assainissement du Lot-et-Garonne (EAU 47).

Mise en service en 1989, la station de type boues activées et lit planté de roseaux pour le traitement des boues fût réhabilitée en 2014.

Son niveau de capacité n'est pas atteint, puisqu'il peut encore accueillir l'équivalent de 1600 personnes. le syndicat estime une charge organique entrante à la station de 1065 Equivalent-Habitant

Le plan de zonage de l'assainissement collectif et celui relevant de l'assainissement non collectif ci-dessous est en révision pour être en adéquation avec le PLU en projet.

(Complément d'information dans le paragraphe Etat initial de l'environnement)

• Non collectif

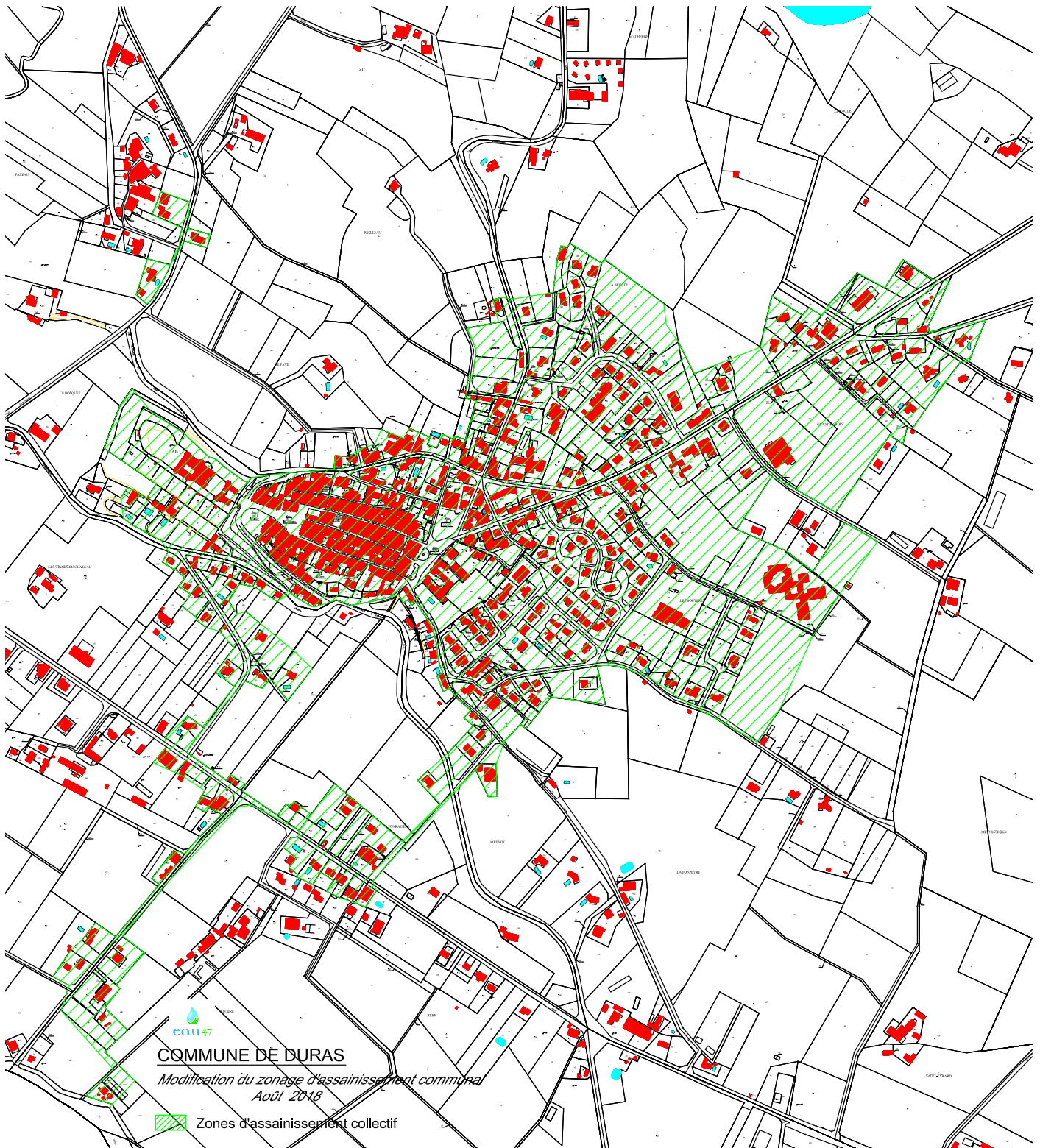
La commune de Duras a transféré ses compétences relatives à l'assainissement non collectif au SPANC.

En dehors du schéma d'assainissement et sur les terrains dont la présence du réseau ne serait pas encore assurée, un assainissement non collectif sera maintenu et devra être conforme aux lois en vigueur.

• Les eaux pluviales (Complément d'information dans le paragraphe Etat initial de l'environnement)

Les eaux pluviales sont gérées par la présence de fossés dans l'espace agricole. Ceux-ci sont gérés par les collectivités qui en ont la compétence : soit la commune, soit la communauté de communes (voirie). Dans l'espace urbanisé, la récolte des eaux pluviales est effectuée par les aménagements sur l'espace public.

Projet de schéma d'assainissement



Le schéma d'assainissement ci-dessous est le projet soumis à l'enquête publique.

Les déchets (Complément d'information dans le paragraphe Etat initial de l'environnement)

A l'échelle de la commune, le ramassage des déchets engendrés par la population est assuré par des agents de la communauté de communes qui en assurent la collecte à une fréquence hebdomadaire pour les déchets non recyclables et à une fréquence de quinzaine pour les déchets recyclables.

Les déchèteries :

Les déchèteries permettent aux habitants de la communauté de communes dont les habitants de Duras de déposer gratuitement leurs déchets occasionnels : ceux qui ne peuvent pas être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur poids, leur volume ou leur nature.

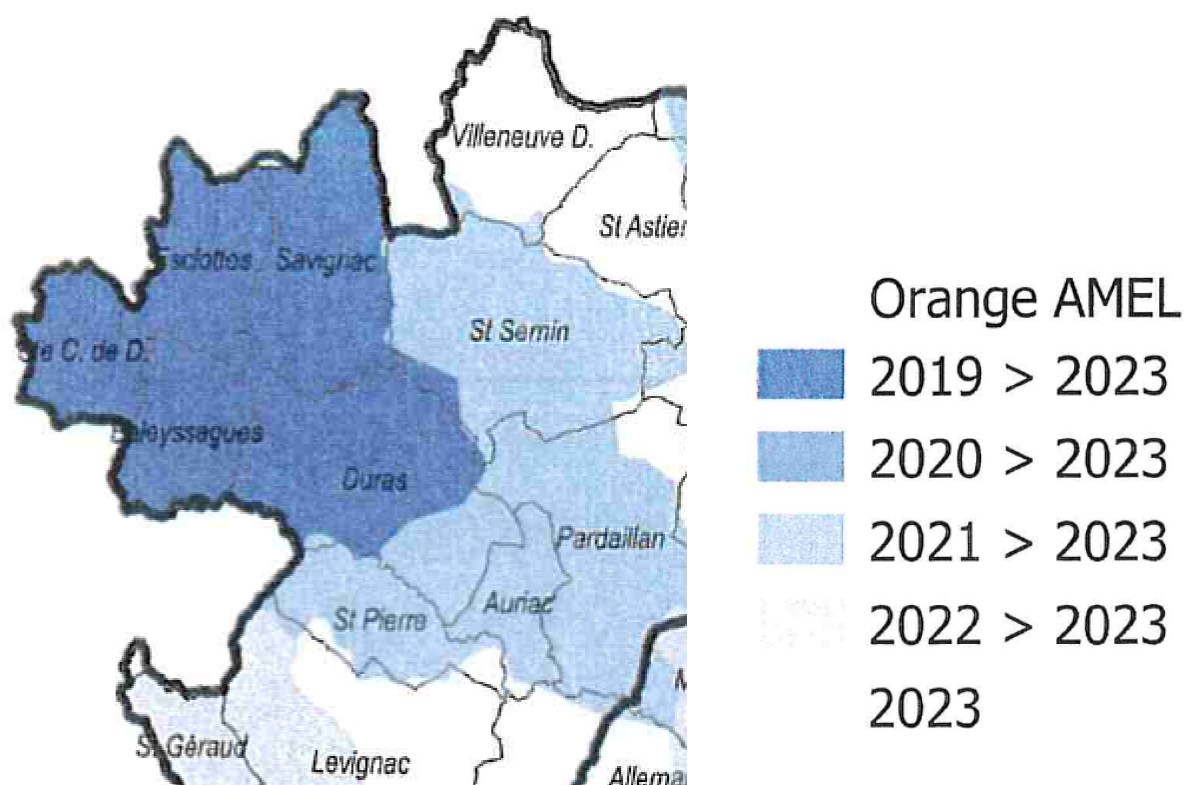
La défense incendie

- La défense incendie est présente dans la commune.
- Les quartiers ne le sont pas de façon homogène, pour certains la défense est assurée, pour d'autres elle est en cours, et pour une petite partie elle est à constituer.
- La nouvelle disposition législative est en cours de mise en place. Celle-ci sera plus souple pour la commune de Duras dans son application.
- L'ensemble des bornes présentées sur la carte ci-dessous permet d'assurer la défense incendie des parties urbanisées de la commune.

Les réseaux numériques

Le maillage du territoire est en cours de réalisation. Les dernières données attestent de la réalisation des travaux dans les prochaines. Années.

Projet de couverture numérique Juin 2019



9 – Le document d’urbanisme

La commune possède un PLU réalisé 2006. Celui présente les caractéristiques des documents d’urbanisme réalisé avant les lois Grenelles, à savoir un potentiel constructible très important sans prise en compte de la maîtrise de la consommation des sols. Notion qui a bouleversé la mise en oeuvre des PLU.

Le projet de PLU de 2006 avait pour objectif de créer les conditions d’accueil en terme d’habitat dans trois types de secteur :

- le bourg et son plateau qui va au-delà de la maison de retraite à l’ouest et s’affranchi de la pente qui est importante.
- Dans la plaine le long de la RD 608 entre le stade et la maison du vin le potentiel constructible est important.
- Treize zones naturelles constructibles (zone Nh)

Concernant les zones d’activité, il était prévu une zone de part et d’autre de la RD 608. Celle ne prenait pas en compte la vue sur la silhouette du bourg.

Le glacis était préservé et non constructible

Le potentiel constructible était le suivant :

Habitat :

- Dans les zones U et AU il y a un potentiel de 40 hectares
- Dans les zones Nh 14 hectares

Activité :

- Dans les zones AUX : 3,9 hectares

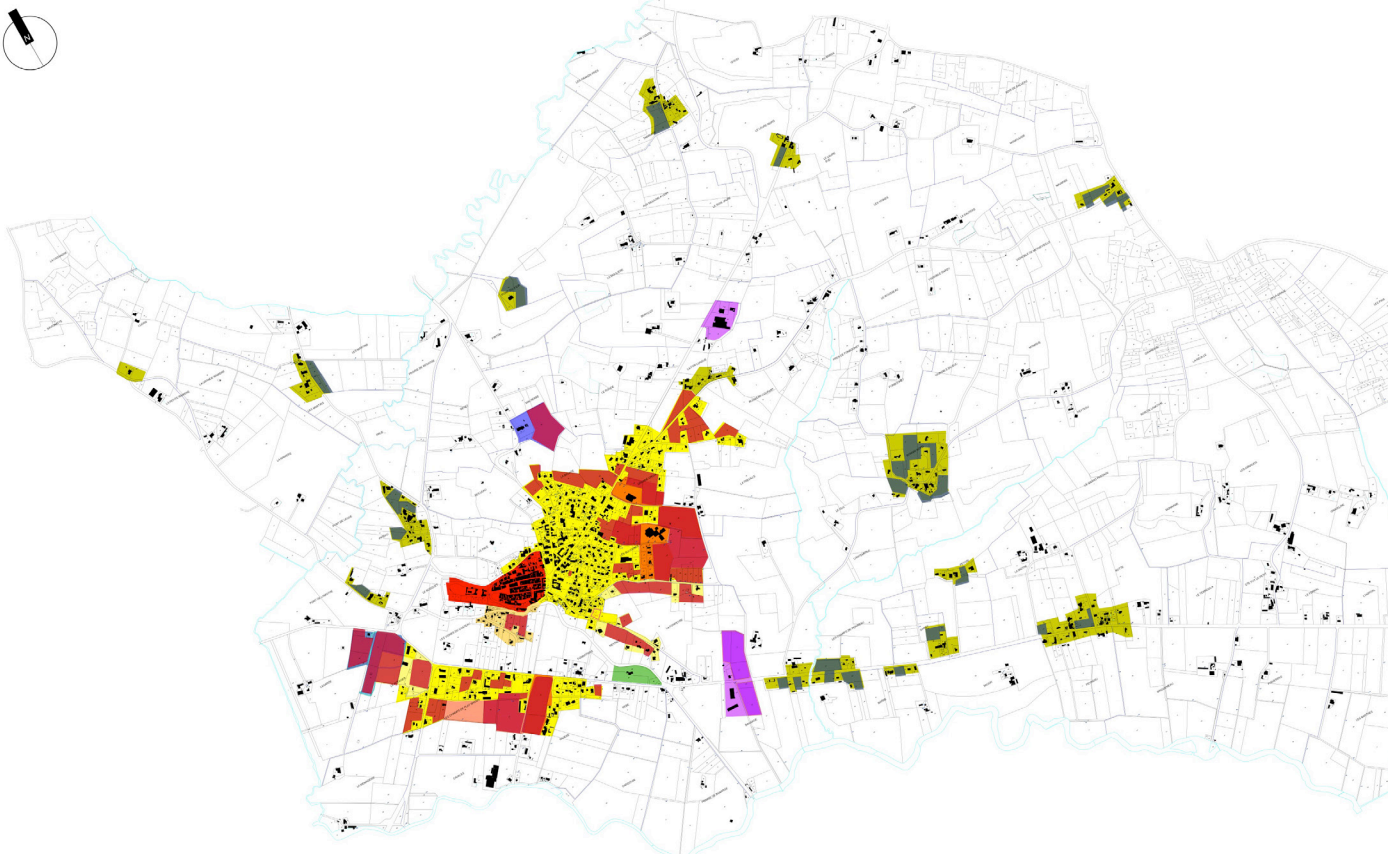
Loisirs

- Dans les zones UL = 9 hectares

Soit un total de 67 hectares dont 54 dédiés à l’habitat.



PLU de 2006 : son potentiel constructible ((rouge bx)

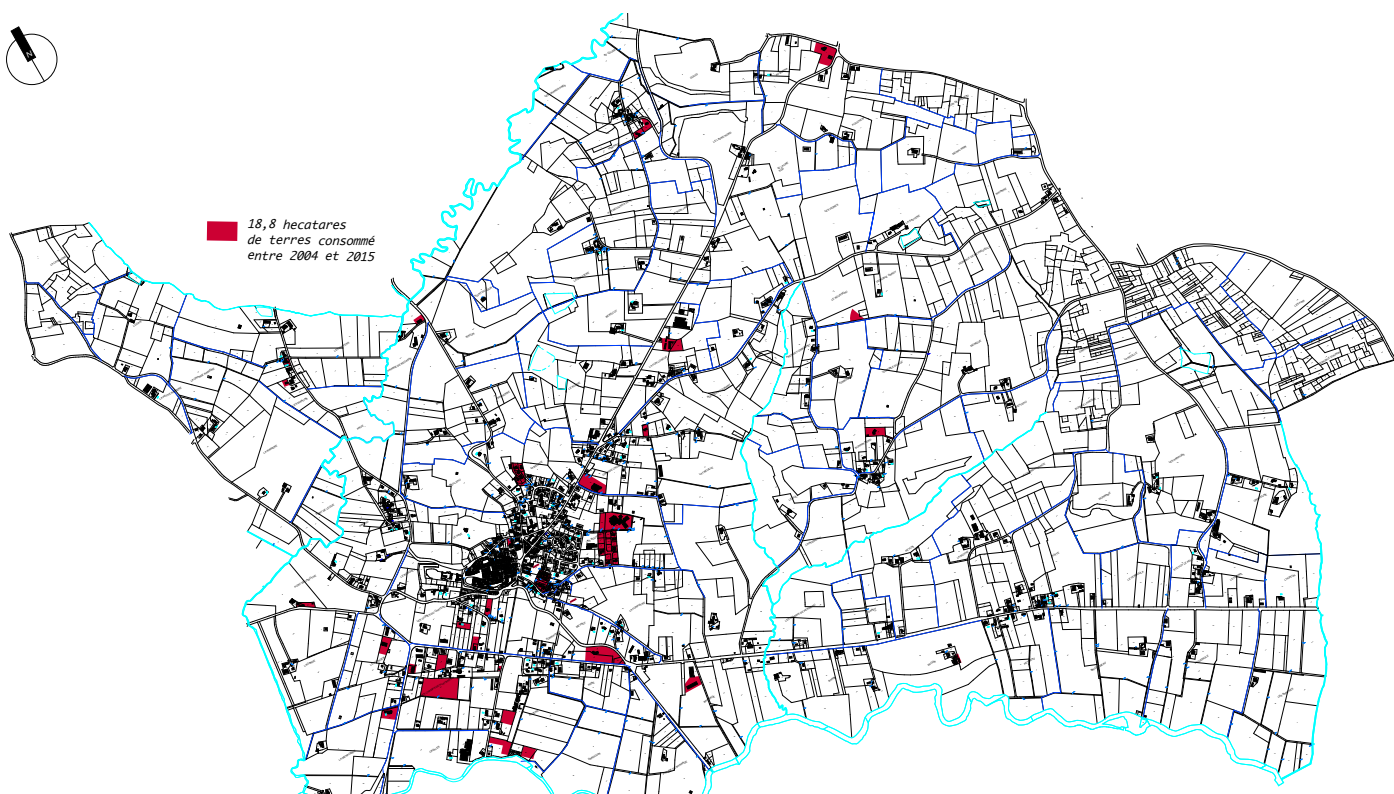


D – LA CONSOMMATION DES SOLS

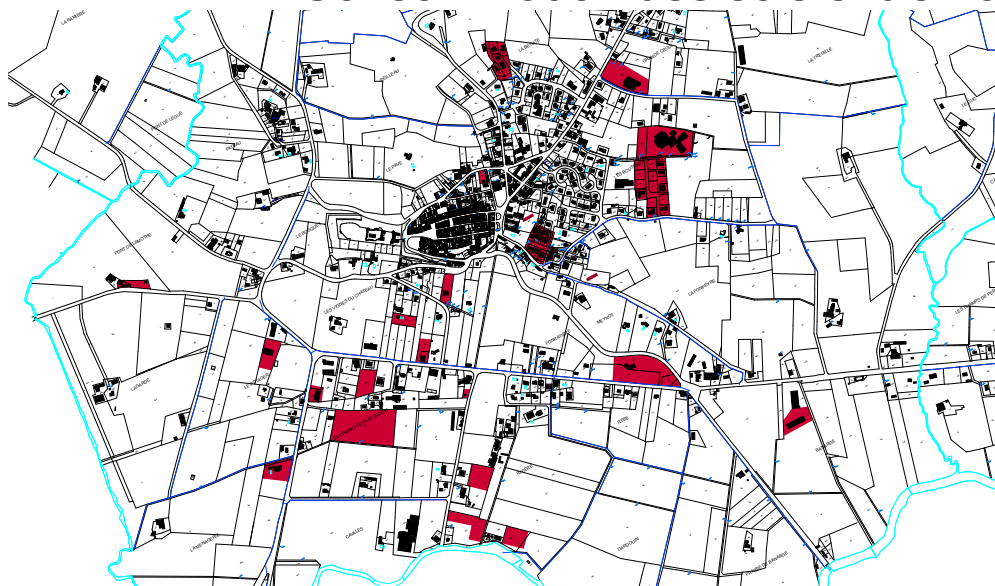
L'article L151-5 du code de l'urbanisme impose aux documents d'urbanisme de réaliser une estimation relativement exhaustive de la consommation foncière sur une période d'environ 10 ans.

Le travail a été réalisé par comparaison entre la photographie aérienne de 2004 et celle de 2015. Les surfaces ci-dessous ne prennent en compte que les espaces dont l'artificialisation a entraîné un changement de vocation. Exemple d'une maison construite sur une parcelle de 1ha occupée en majorité par du bois : a été intégré dans le calcul de l'artificialisation uniquement la partie de la parcelle où s'est implantée la maison et les abords d'usages situés autour (jardin, piscine...). La partie restée en boisement n'est pas intégrée dans le calcul des espaces consommés.

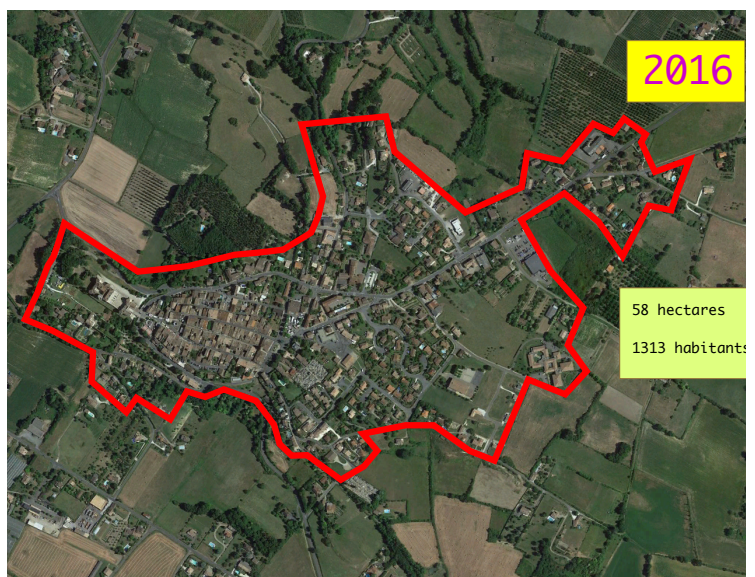
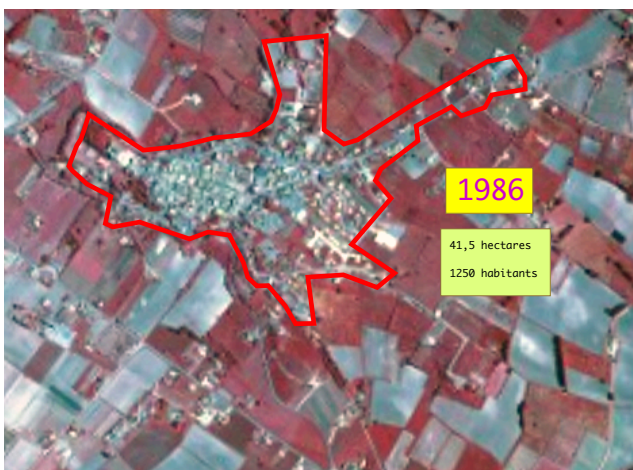
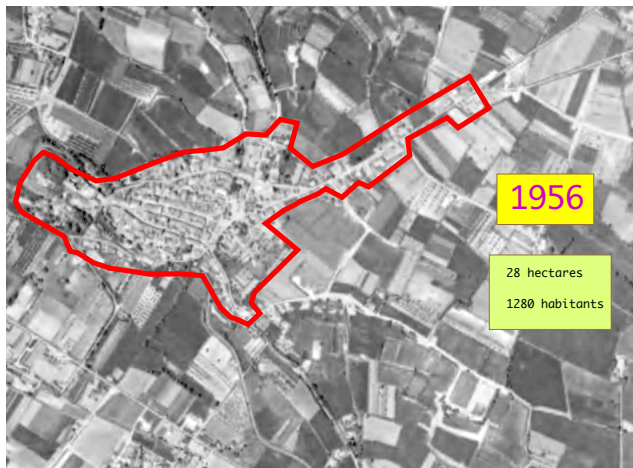
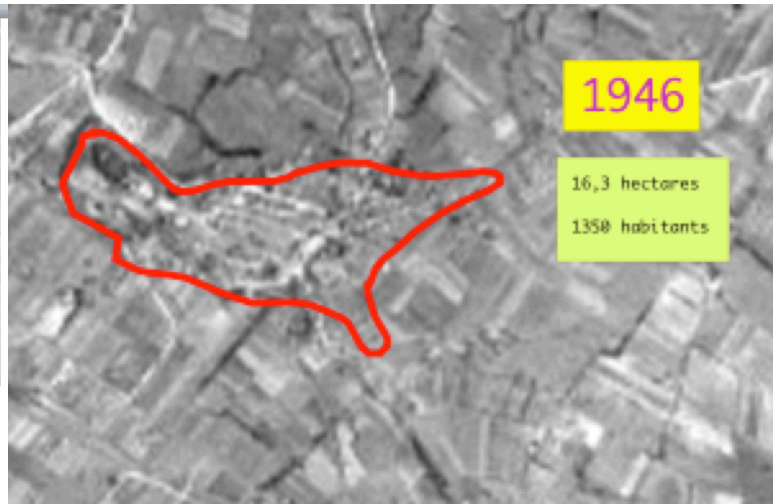
Ainsi, ce sont environ 18,8 hectares qui ont été artificialisés sur cette période (voir la carte ci-dessous) dans une période de 11 ans, soit 17 hectares en 10 ans.



Consommation des sols entre 2004 et 2015



Evolution de la ville



Evolution de la ville



Analyse de principe de la comparaison entre la consommation des sols et le nombre d'habitants.

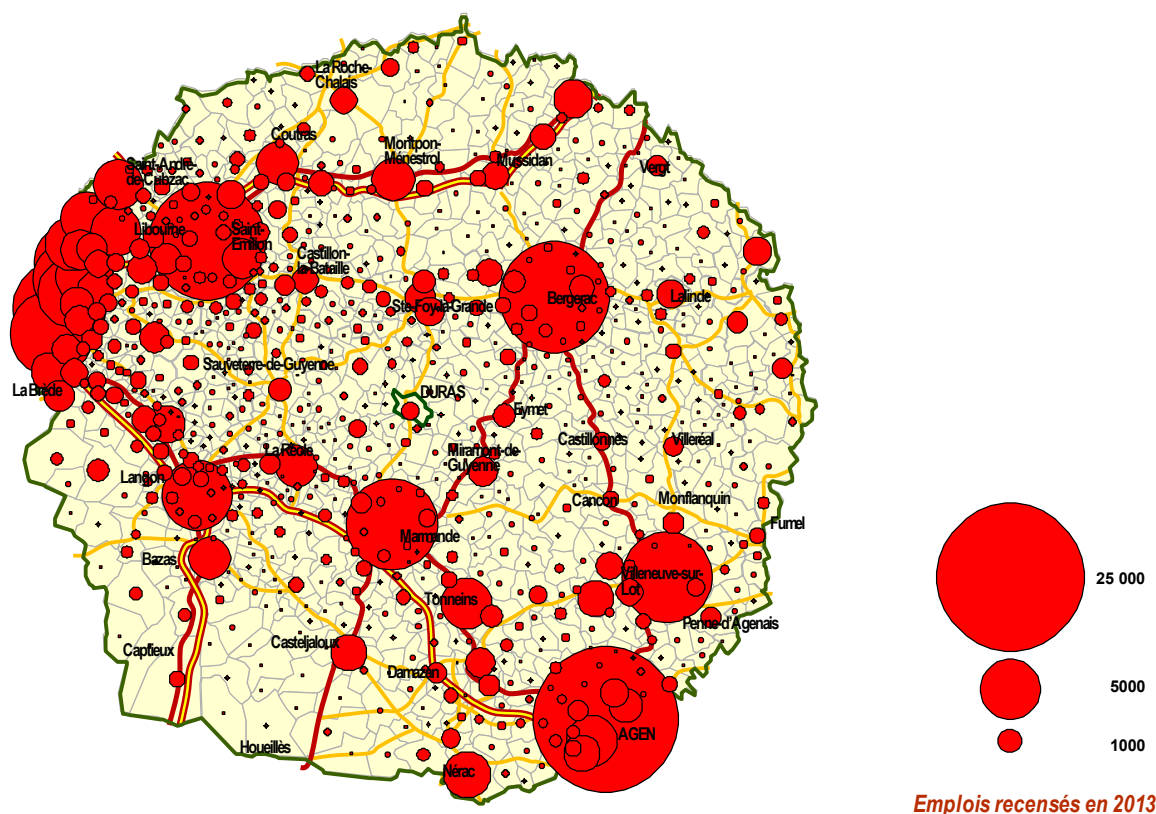
En l'espace de 80 ans la population est passée de 1566 à 1313 habitants alors que dans le même temps la superficie de l'emprise du bourg est passée de 16,3 à 58 hectares. Même si la comparaison reste une analyse de principe car la situation hors du bourg n'est pas prise en compte, la tentance reste pertinente. Le constat fait de cette pratique d'une part et sa non validation par les lois d'aujourd'hui (2018) implique un changement dans la façon de créer le développement de Duras et constitue un enjeu majeur du PLU.

E - ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

Un bourg centre qui anime un bassin de vie rural, proche des agglomérations de Marmande, Sainte-Foy-la-Grande et Bergerac.

Duras, bourg centre de 1308 habitants en 2014 (population municipale), constitue le pôle d'emplois et de services principal d'un petit bassin de vie à vocation agricole et viticole, correspondant approximativement à la zone d'Appellation d'Origine Contrôlée des Côtes de Duras.

Implanté à la confluence des vallées du Dropt et de la Dourdèze, il est équidistant (22 kilomètres) des agglomérations de Marmande (30 000 habitants) et Sainte-Foy-la-Grande (10 000 habitants), et situé à moins de 40 kilomètres du pôle d'emploi de Bergerac (dont l'aéroport international dessert de nombreuses destinations en particulier au Royaume-Uni, renforçant ainsi l'attractivité du territoire pour les ressortissants britanniques), et à environ une heure de route de Bordeaux et Agen.



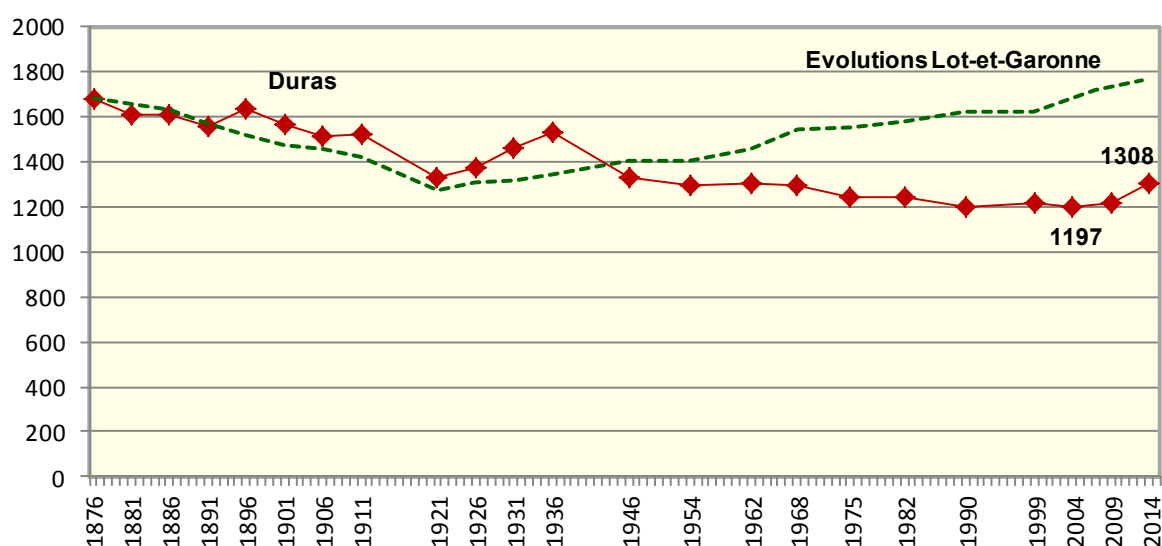
Les pôles d'emploi dans un rayon de 60 kilomètres autour de Duras (représentation de l'emploi total 2013 par commune – source : INSEE RP)

Il est desservi par deux axes principaux, la RD708 qui suit un axe nord-sud et connecte Marmande à Sainte-Foy-la-Grande, et la RD668 qui emprunte d'est en ouest la vallée du Dropt, reliant Miramont-de-Guyenne à La Réole.

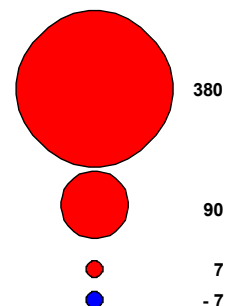
Une reprise démographique récente, due en partie à l'ouverture d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.

Comme nombre de territoires ruraux, la commune de Duras a connu sur le long terme une lente déprise démographique liée dans un premier temps à l'exode rural, puis au vieillissement progressif de sa population : celle-ci a diminué de 29% entre 1876 et 2004. Depuis quelques années, ce phénomène tend à s'inverser : alors que les zones en croissance étaient jusqu'alors essentiellement circonscrites aux agglomérations de Bordeaux, Agen, Langon, La Réole et à la vallée de la Dordogne, de nombreuses communes de l'espace rural connaissent désormais une nouvelle dynamique, sous l'effet de l'arrivée plus importante qu'hier de populations extérieures. En ce qui concerne Duras, cette tendance, qui s'est amorcée dès 1999 dans son bassin de vie, n'a trouvé confirmation que dans les résultats du recensement réalisé en 2014, en liaison avec l'ouverture de la résidence pour personnes âgées Korian-Bellevue (EHPAD de 84 lits).

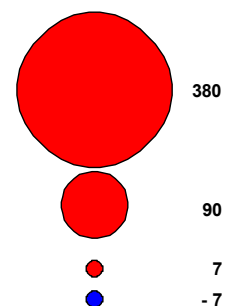
De 1999 à 2014, elle a ainsi gagné 94 habitants (+7,7%, soit + 0,52% par an), progressant sur un rythme légèrement inférieur à celui du département (+9,1%).



Evolutions démographiques de la commune de Duras de 1876 à 2014, comparées à celles du département (Source : INSEE RGP&RP)



Evolutions démographiques de 1999 à 2013
(Source : INSEE RGP&RP)

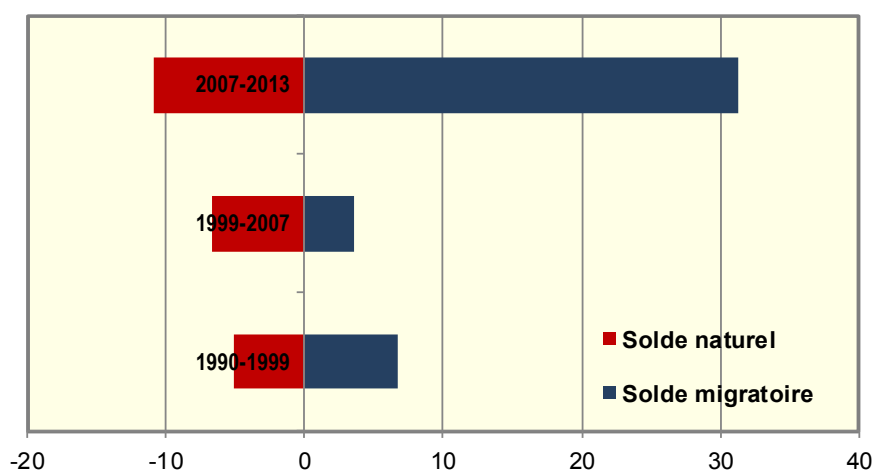


Evolutions démographiques de 1982 à 1999
(Source : INSEE RGP&RP)

Cette rupture vis-à-vis des tendances historiques est exclusivement liée à l'important excédent migratoire (écart entre les arrivées et les départs) constaté depuis 1990, qui s'est sensiblement conforté depuis 2007 et représente désormais un apport de l'ordre de 30 habitants par an. A contrario, le solde naturel (écart entre les naissances et les décès) reste fortement déficitaire et ne cesse de s'aggraver, représentant désormais un déficit annuel d'environ 11 résidents.

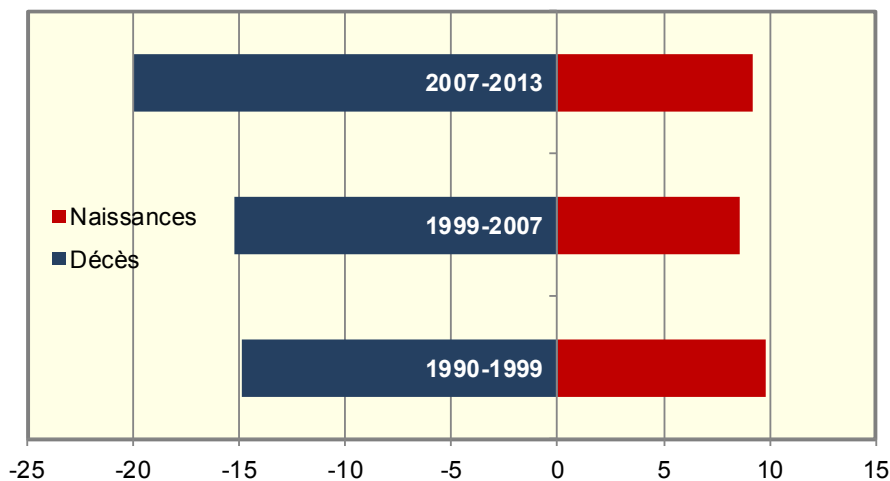
Ainsi, le déficit naturel cumulé s'élève de 1982 à 2013 à près de 200 habitants, alors que, dans le même temps, le gain lié aux migrations est de plus de 260 personnes, dont près de 200 depuis 2007.

	1982-1990	1990-1999	1999-2007	2007-2013	TOTAL
Solde naturel	-31 (-4 / an)	-46 (-5 / an)	-53 (-7 / an)	-65 (-11 / an)	-195
Solde migratoire	-13 (-2 / an)	+60 (+7 / an)	+29 (+4 / an)	+188 (+31 / an)	+264
Evolution de la population	-44	+14	-24	+123	+69



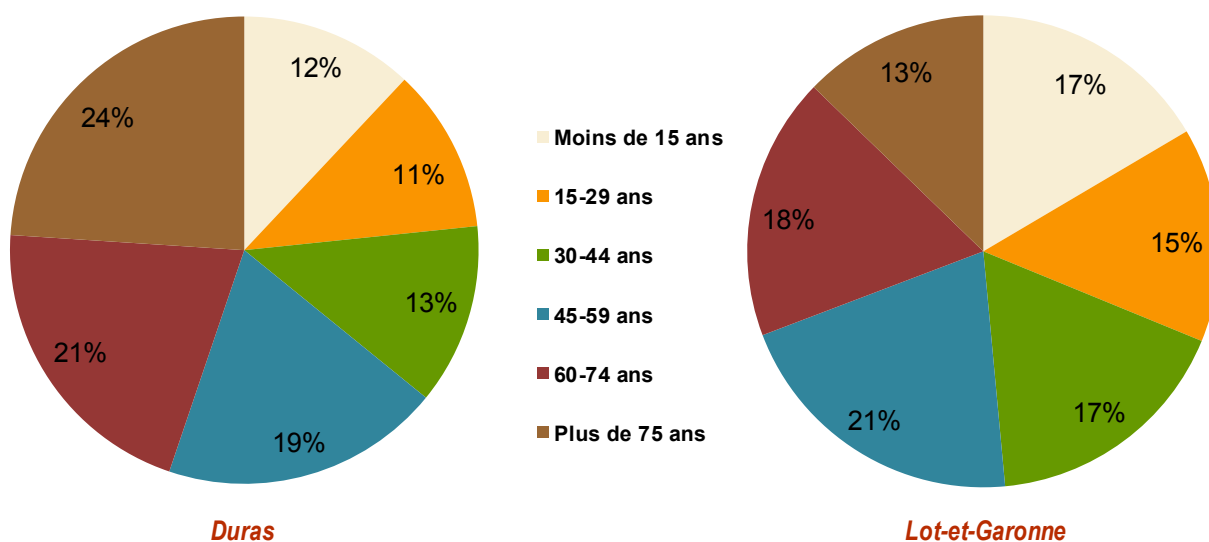
Duras : soldes naturel et migratoire moyens annuels de 1990 à 2013
(Source : INSEE RGP&RP)

L'analyse du rythme respectif des naissances et des décès au cours du temps n'augure pas d'une amélioration prochaine du solde naturel : le nombre annuel de naissances reste stable dans le temps, alors que le nombre de décès augmente assez notablement sur la période récente. La croissance du nombre de décès est l'expression du vieillissement généralisé de la population, accentué par le fait que la commune est dotée d'un EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) de 84 lits, et d'une MARPA (Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées) offrant 18 places.



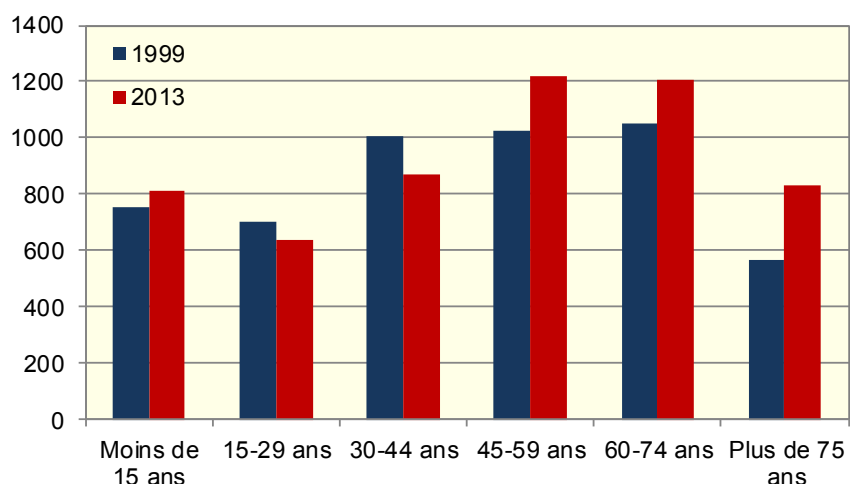
Duras : nombre moyen annuel de naissances et de décès par période intercensitaire (Source : INSEE RGP&RP)

Ainsi, les plus de 75 ans représentent désormais près du quart de la population duraquoise contre 15% en 1999, et la moyenne d'âge atteint 52 ans, en progression de quatre ans depuis la même date. A titre de comparaison, cette proportion est de 15% sur la communauté de communes, et de 13% pour le département de Lot-et-Garonne (moyenne d'âge : 45 ans).



Duras et département du Lot-et-Garonne : répartition des habitants par classes d'âge en 2013 (Source : INSEE RP)

Globalement, les effectifs de toutes les classes d'âge supérieures à 45 ans progressent entre 1999 et 2013, alors que ce n'est le cas que des moins de 15 ans pour les classes d'âge inférieures à 45 ans. Ainsi, les moins de 45 ans ont régressé de 67 éléments en 14 ans alors que les plus de 45 ans en gagnaient 165.

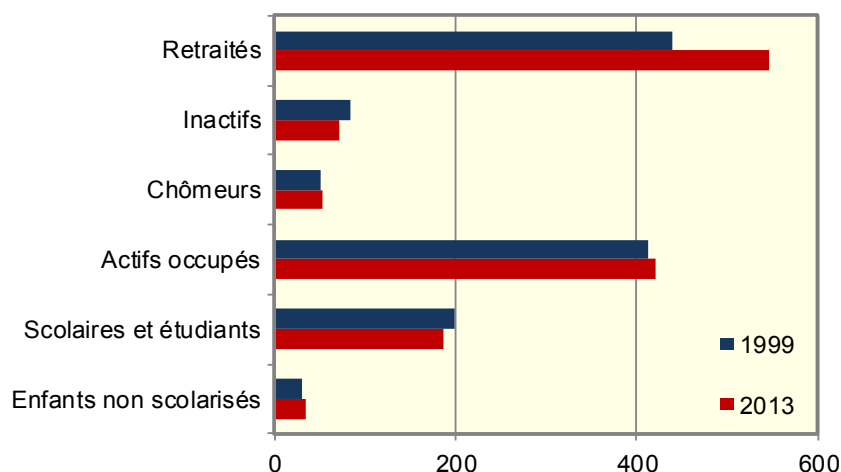


Duras : évolution de la répartition des habitants par classe d'âge entre 1999 et 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

En particulier, la sous-représentation des 15-29 ans trouve pour partie son explication dans le départ souvent nécessaire des jeunes pour poursuivre leurs études ou trouver un premier emploi. Une autre raison réside néanmoins dans la diminution de la natalité au cours du temps. Ainsi, le nombre de naissances estimées sur la période 1970-1984 (les 15 à 29 ans recensés en 1999) est supérieur de 36 unités (plus de 17%) à celui comptabilisé entre 1983 et 1997 (les 15 à 29 ans recensés en 2013). L'écart entre le nombre de 15-29 ans recensés sur le territoire et le nombre de naissances observées dans les années correspondantes tend aujourd'hui à s'atténuer légèrement : il atteignait 15% en 1999 et n'était plus que de 12% en 2013, les arrivées tendant aujourd'hui à mieux compenser les départs.

	Nombre de 15 - 29 ans recensés	Période de naissance prise en compte	Nombre de naissances sur la période (estimé)	Ecart constaté
Recensement 2013	149	1983-1997	170	-21 (-12%)
Recensement 1999	176	1970-1984	206	-30 (-15%)

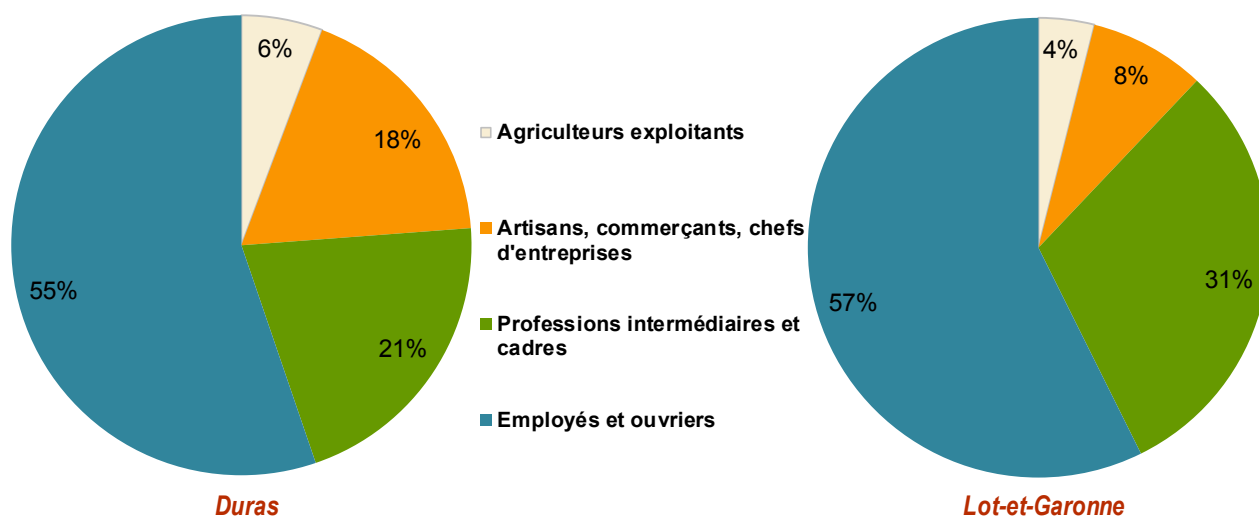
termes d'effectifs, la catégorie des retraités est d'ailleurs la seule qui progresse de façon significative sur la période 1999-2013, les autres restant quasiment stables dans le temps.



*Duras : évolution du nombre d'habitants par statut d'activité entre 1999 et 2013
(Source : INSEE RGP & RP)*

Parmi les actifs, malgré le caractère rural du territoire, la proportion d'agriculteurs exploitants (6%) n'est que modérément supérieure à la moyenne départementale (4%), alors que celle des employés et ouvriers (55%) en est très proche : la principale différence réside dans la sur-représentation des « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » (18%) et la sous-représentation des professions intermédiaires et cadres (21%).

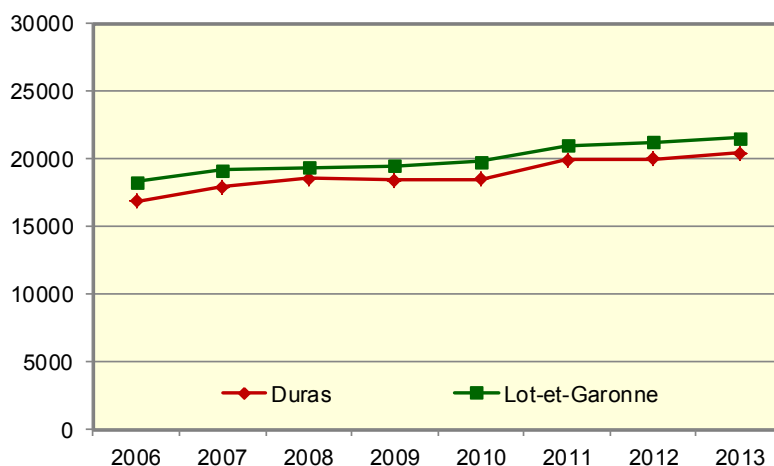
Les revenus fiscaux des habitants (revenu fiscal de référence des foyers fiscaux) se situaient en 2013 environ 5% au-dessous de la moyenne départementale, dont ils tendent à se rapprocher dans le temps (l'écart était de 8% en 2006). Néanmoins, 67% des foyers fiscaux n'étaient pas imposables (Lot-et-Garonne : 61%).



Duras et département de Lot-et-Garonne : répartition de la population active par profil socio-professionnel en 2013 (Source : INSEE RP)

Il est probable que la part élevée de foyers fiscaux non imposables ait pour corollaire une proportion importante de ménages vivant sous le seuil de pauvreté. En effet, ce pourcentage était en 2012 de

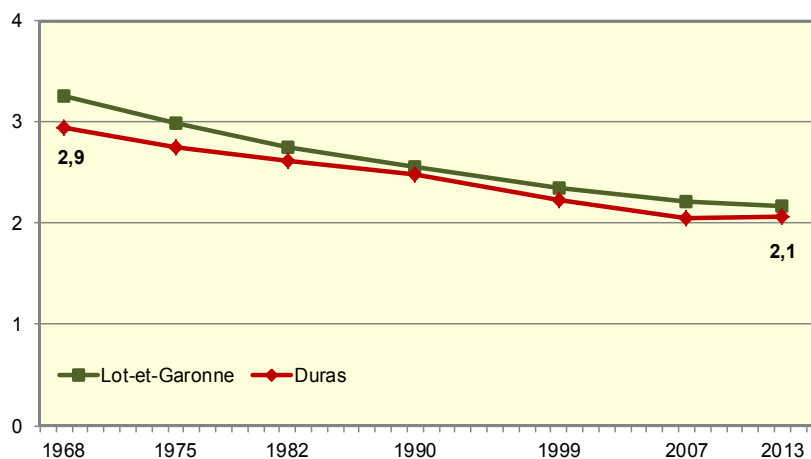
22% (Source : INSEE-Filosofi) à l'échelle de la communauté de communes du Pays de Duras, très nettement supérieur à celui du Lot-et-Garonne (17%), et encore plus à celui observé en Aquitaine (13%) ou en France métropolitaine (14%). L'une des particularités du territoire communautaire en la matière est le taux très élevé de ménages de 40 à 60 ans vivant sous le seuil de pauvreté : plus d'un sur quatre. Ce taux est particulièrement élevé chez les locataires, nombreux à Duras, pour lesquels il atteint 31%, mais reste également important chez les propriétaires : 19% (Lot-et-Garonne : 10% - Aquitaine et France métropolitaine : 7%).



Duras et département de Lot-et-Garonne : évolution du revenu fiscal de référence moyen des foyers fiscaux de 2006 à 2013 (Source : DGIFP)

Une demande croissante de logements, un secteur locatif qui se développe.

L'arrivée de nouveaux ménages n'a pas pour autant entraîné de rupture dans le phénomène historique de diminution du nombre moyen de personnes hébergées par logement : profondément ancré dans le temps, celui-ci se poursuit toujours, aujourd'hui légèrement atténué, comme il se poursuit à l'échelle départementale et nationale.



Pays de Duras et département de Lot-et-Garonne : évolution du nombre moyen de personnes par ménage de 1968 à 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

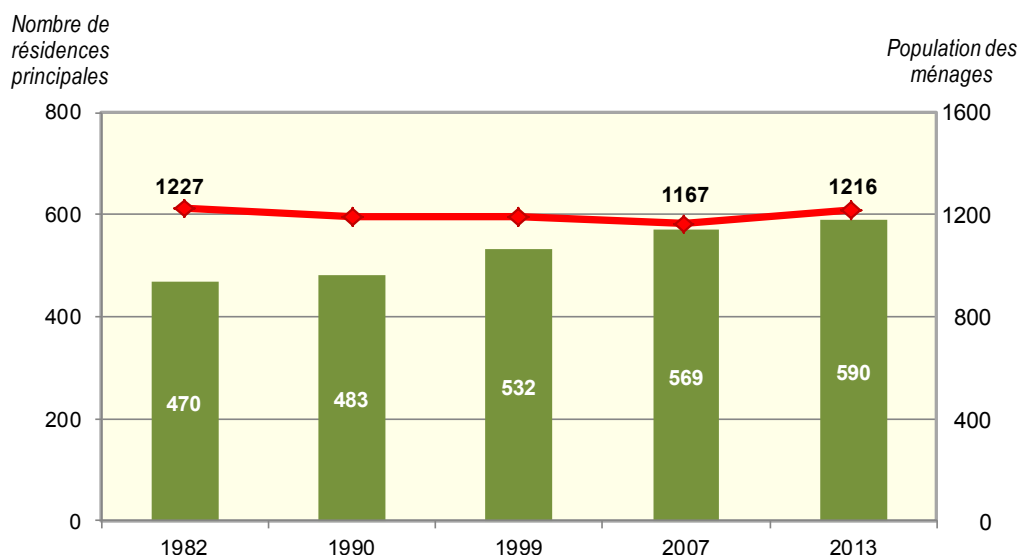
La décohabitation des jeunes générations, l'allongement de la durée de vie, le maintien des personnes âgées à domicile, l'émergence des familles monoparentales sont autant de faits de

société qui interviennent dans cette évolution, dont il est admis qu'elle se prolongera dans les années futures.

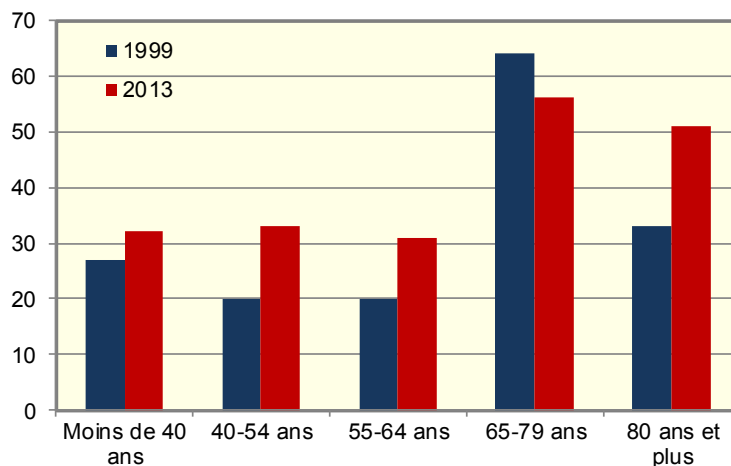
La conséquence directe est qu'il faudra demain plus de logements pour héberger le même nombre d'habitants qu'aujourd'hui : chaque année, 3 des logements construits n'ont pour effet que de maintenir le nombre d'habitants. Ainsi, entre 1982 et 2013, alors que la population des ménages régressait faiblement (-11 habitants), le nombre de résidences principales progressait de 120 unités (+26%).

Elément important participant à cette évolution, le nombre de personnes vivant seules a tout particulièrement augmenté : 34% des résidences principales, soit plus de 200, sont désormais occupées par une personne seule (cette proportion est identique à la moyenne départementale), soit une progression en valeur absolue de 39 unités (+24%) entre 1999 et 2013. La croissance concerne à des degrés divers toutes les classes d'âge à l'exception des 65-79 ans, mais est particulièrement sensible chez les plus de 80 ans (+55%), lesquels étaient plus de 50 à vivre seuls en 2013.

Par ailleurs, si globalement le nombre de ménages croît de 11% en 13 ans, celui des foyers accueillant des enfants (couple ou famille monoparentale) régresse d'autant : ils représentent désormais moins d'un ménage sur quatre.



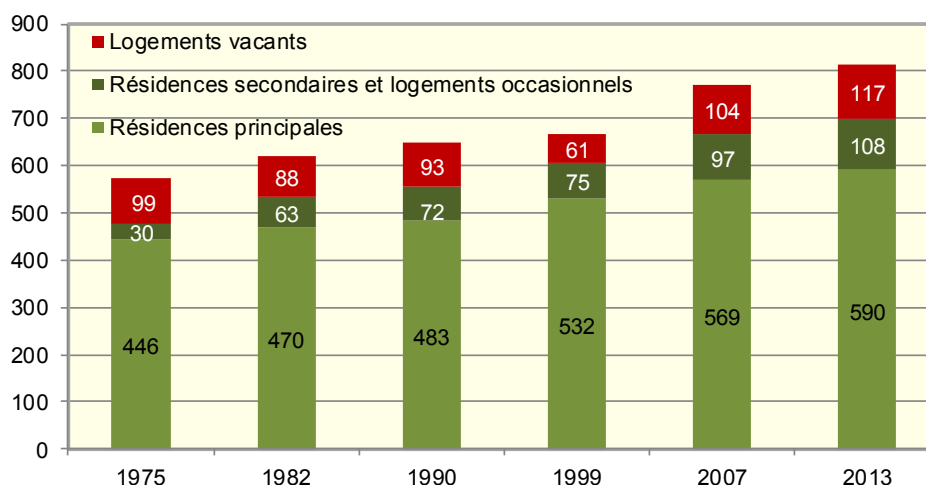
Duras : évolution comparée du nombre de résidences principales et de la population des ménages de 1982 à 2013 (Source : INSEE RGP&RP)



Duras : évolution du nombre de personnes vivant seules par classe d'âge entre 1999 et 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

Le besoin en logements supplémentaires ne concerne pas seulement les ménages installés à l'année mais aussi les résidents occasionnels, qu'il s'agisse d'occupants de résidences secondaires ou de travailleurs saisonniers : le nombre de ces derniers, qui n'apparaissent souvent pas dans les recensements, est estimé entre 70 et 100 par la municipalité, en progression régulière. Une partie des saisonniers agricoles en particulier, originaire du Portugal ou de Pologne, est présente plus de la moitié de l'année, enchaînant les missions dans la viticulture, le ramassage des fruits ou leur conditionnement et scolarisant parfois ses enfants à Duras.

La part des résidences secondaires et logements occasionnels (gîtes ruraux, logements pour saisonniers) représente ainsi 13% du parc de logements (Lot-et-Garonne : 6%), leur nombre ayant plus que triplé depuis 1975.



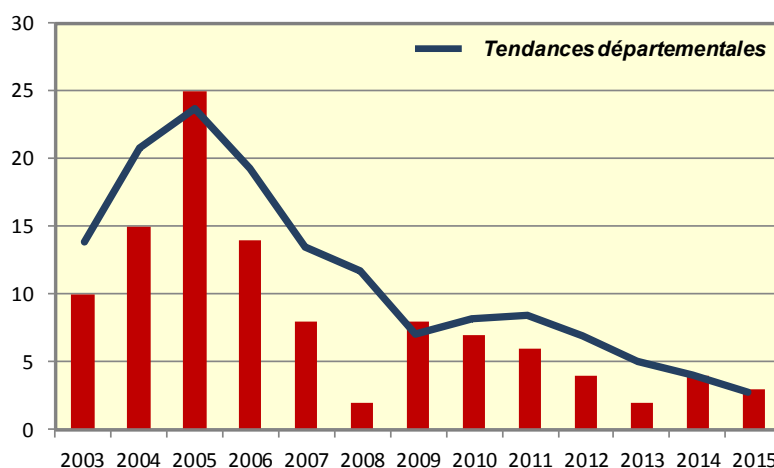
Duras : évolutions des différentes composantes du parc de logements de 1975 à 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

Le nombre de logements vacants recensés par l'INSEE est également élevé : 117, soit 14% du parc de logements (Lot-et-Garonne : 11%). Néanmoins, soupçonnant ces statistiques d'être déconnectées de la réalité locale, la municipalité a réalisé en 2017 une enquête au plus près du terrain qui a conclu que, sur une base de 131 logements réputés vacants identifiés par les Services Fiscaux, 14 étaient en vente, 33 étaient vacants sans projet identifié (un courrier a été adressé à leur propriétaire pour connaître leurs intentions) et 84 étaient en réalité occupés, soit parce qu'ils

avaient été vendus récemment, soit parce qu'ils faisaient l'objet d'une occupation non déclarée (habitation principale, résidence secondaire, gîte, location temporaire à des ouvriers saisonniers ...).

Parmi les biens réellement vacants, les habitations à la vente se répartissent suivant une large gamme de prix entre maisons de ville, parfois dépourvues de jardin et donc trouvant plus difficilement preneur bien que proposées à des prix très abordables pour des ménages disposant de revenus modérés, maisons individuelles de type pavillonnaire « classique », maisons en pierre rénovées, et biens haut de gamme (maisons de maître, grandes propriétés, ...).

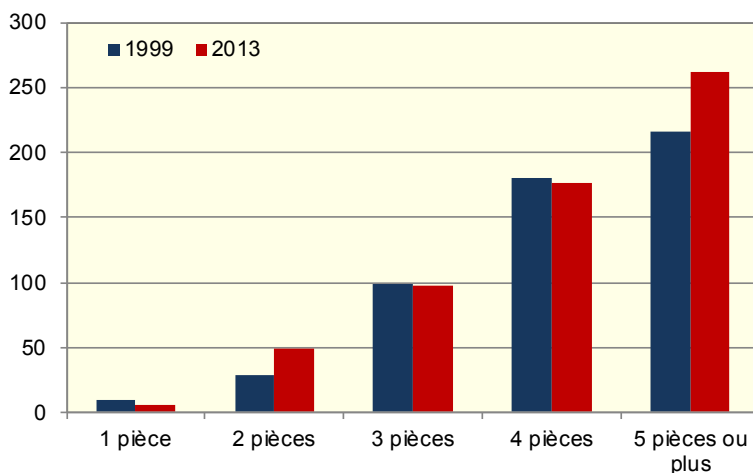
La construction neuve pour sa part a connu de fortes fluctuations, corrélées à celles du département : le nombre de logements autorisés (hors « résidences », en l'occurrence hors maisons de retraite) a fortement progressé entre 2003 et 2008, période très favorable à la construction du fait de la baisse marquée des taux d'intérêt bancaires et des mesures de défiscalisation mises en place à l'égard des investisseurs locatifs, alors accessibles en milieu rural.



Duras et département de Lot-et-Garonne : les logements neufs (hors résidences) autorisés de 2003 à 2015 (Source : METL – Sit@del2)

Depuis 2008, l'impact sur les nouvelles installations de l'arrêt de ces mesures et de la crise économique est sensible à Duras comme il l'est à l'échelle départementale, mais il s'y ajoute aussi un paramètre local, en l'occurrence le caractère dissuasif du niveau de prix pratiqué par certains propriétaires de terrains constructibles (30€ le m², soit le double des prix proposés dans les communes voisines) : ainsi, le nombre de permis de construire se situe depuis 2012 à moins de 5 logements par an.

Le parc de logements apparaît relativement diversifié, s'inscrivant sensiblement dans la moyenne départementale. Les résidences principales sont essentiellement des maisons individuelles (87% du parc – Lot-et-Garonne : 81%), pour la plupart de grande taille : 44% d'entre elles comptent cinq pièces ou plus (Lot-et-Garonne : 42%), 26% trois pièces ou moins (Lot-et-Garonne : 27%).

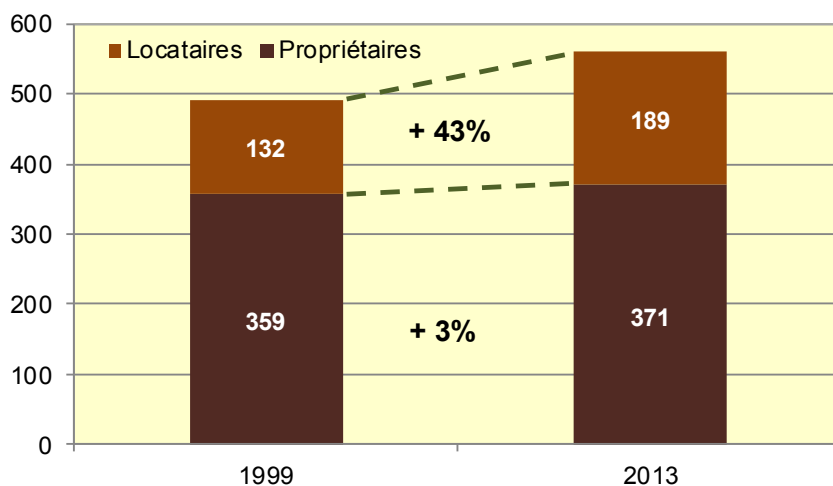


Pays de Duras : répartition des résidences principales par nombre de pièces en 1999 et 2013 (Source : INSEE RP&RGP)

61% des constructions ont été réalisés avant 1970, 82% avant 1990, ce qui laisse à penser qu'une part importante d'entre elles présente encore des caractéristiques médiocres sur le plan énergétique.

A Duras, 59% des habitants sont propriétaires de leur logement, 30% sont locataires, 4% occupants à titre gratuit, et 7% vivent en « collectivité » (EHPAD et MARPA). Si la part de locataires s'inscrit dans la moyenne départementale, celle des propriétaires est plus faible (Lot-et-Garonne : 65%). A contrario, les occupants à titre gratuit et les personnes vivant en collectivité sont proportionnellement plus nombreux (Lot-et-Garonne : respectivement 2 et 3%).

Entre 1999 et 2013, le nombre de logements en location a, sous l'impulsion des politiques publiques (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, incitations fiscales, ...), progressé de 43% soit deux fois plus vite que la moyenne départementale (19%) alors que celui des propriétaires est resté quasiment stable, bien en retrait des tendances lot-et-garonnaises (+ 22%).



Pays de Duras : évolution du nombre de ménages locataires et propriétaires entre 1999 et 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

Cette offre en logements locatifs, à mi-chemin entre Marmande et Sainte-Foy-la-Grande, constitue un élément d'attractivité important pour la commune : en effet, l'accès à un logement locatif constitue souvent un premier pas dans la décohabitation pour les jeunes ménages qui s'installent, comme il est parfois nécessaire lors d'un « accident de la vie » (séparation, chômage, ...) et comme il peut être un choix pour les seniors qui souhaitent se rapprocher des services d'un bourg centre, ou une étape pour ceux qui s'installent sur un territoire avant de trouver un bien en accession à la propriété à leur convenance. Le parc locatif public (commune, organismes HLM) est composé de 11 logements.

Une offre adaptée de commerces et de services de proximité.

La diversité de l'offre proposée permet aux habitants de Duras mais aussi de son bassin de vie de disposer d'un très bon niveau de services de proximité.

Ainsi, 28 des 30 équipements et services à la population listés par l'INSEE au titre de « la gamme de proximité » sont présents sur la commune (seuls manquent une entreprise générale de bâtiment et une société de taxis).

Le marché de plein-vent du lundi, très fréquenté toute l'année, vient, ainsi que les marchés nocturnes organisés l'été à l'attention des touristes, compléter l'offre des commerces traditionnels.

Au sein même du bourg, l'offre commerciale et de services tend désormais à se concentrer sur la rue Paul-Persil et autour de la place du 11-novembre, l'activité tendant à s'étioler dans les autres rues.



Duras : présence des commerces et services marchands en centre bourg

Dans la « gamme intermédiaire », listant des services plus rares, 16 équipements sur 33 sont présents (services publics, hébergement pour personnes âgées, supermarché, collège, professions de santé, magasins d'équipement de la personne ...).

Les services d'usage moins fréquent sont disponibles à Marmande, Sainte-Foy-la-Grande ou Bergerac voire dans les agglomérations agenaise ou bordelaise, accessibles en une heure environ, pour les plus rares d'entre eux.



Le marché de plein-vent

En matière de santé, Duras accueille médecins, infirmiers, kinésithérapeutes, pharmacie, dentiste ..., réunis pour la plupart d'entre eux autour de services mutualisés au sein d'une maison de santé réalisée par la communauté de communes.

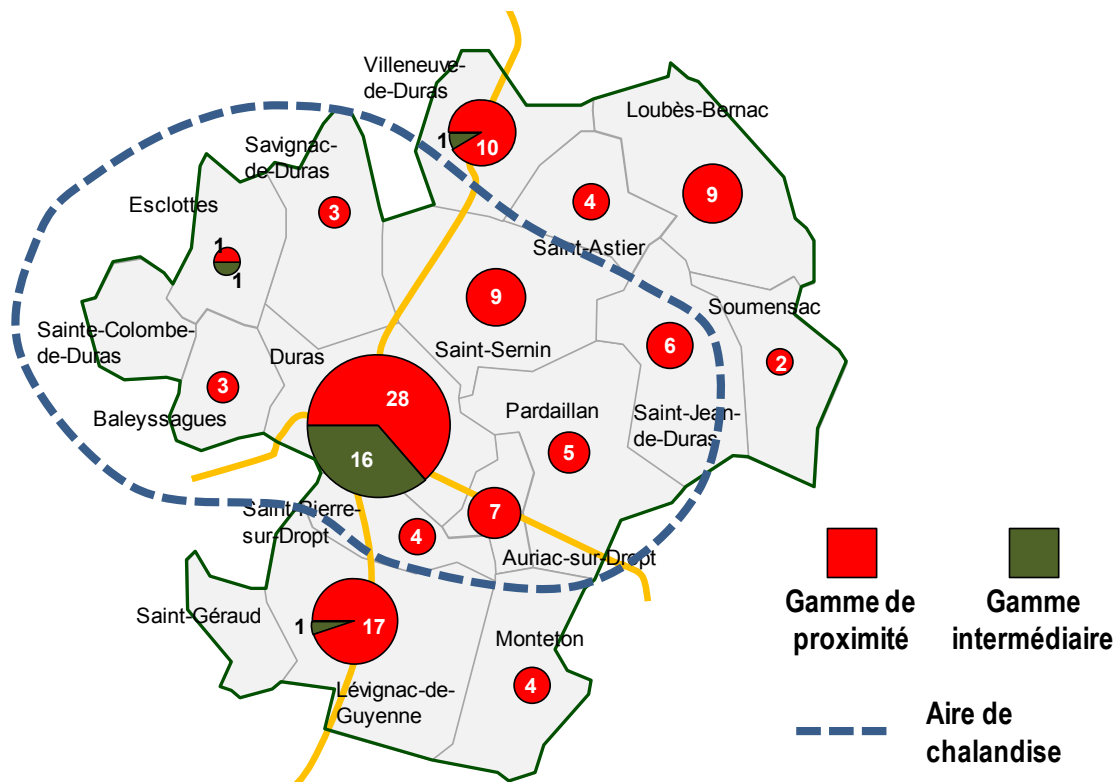
La prise en charge des personnes âgées s'effectue par le biais de différentes associations (aide à domicile par l'UNA GUYENNE 47, Services de Soins Infirmiers à Domicile des Trois Cantons, ...) ou organismes privés (portage de repas à domicile), avant qu'elles ne rejoignent la Maison d'Accueil Rurale des Personnes Agées, offrant 17 logements et un accueil temporaire, ou la résidence médicalisée Bellevue, 84 places dont une unité Alzheimer. L'offre globale est ainsi de 102 places, soit, à l'échelle de la communauté de communes, 122 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans (la moyenne lot-et-garonnaise était de 118 en 2008).

Dans le domaine scolaire, l'école primaire de la commune, aux effectifs relativement stables dans le temps, accueille aussi les enfants de Baleysagues, Sainte-Colombe de Duras, Esclottes Les élèves de secondaire du territoire sont accueillis au collège Lucien Sigala, poursuivant ensuite leur scolarité au lycée de Marmande.

En matière de transports, la commune ne dispose d'aucune offre collective, le véhicule personnel constitue donc le moyen quasi-exclusif de déplacements.

Par ailleurs, de nombreuses associations sportives et culturelles bénéficient des équipements communaux (installations sportives, salles municipales, ..) pour organiser tout au long de l'année des manifestations qui animent la vie locale.

Le niveau d'équipement et de services de Duras en fait un pôle attractif pour les communes voisines. Cependant, son aire de chalandise reste limitée, érodée au sud par l'offre locale de Légnac-de-Guyenne et l'influence de Marmande, et au nord par celle de Sainte-Foy-la-Grande.

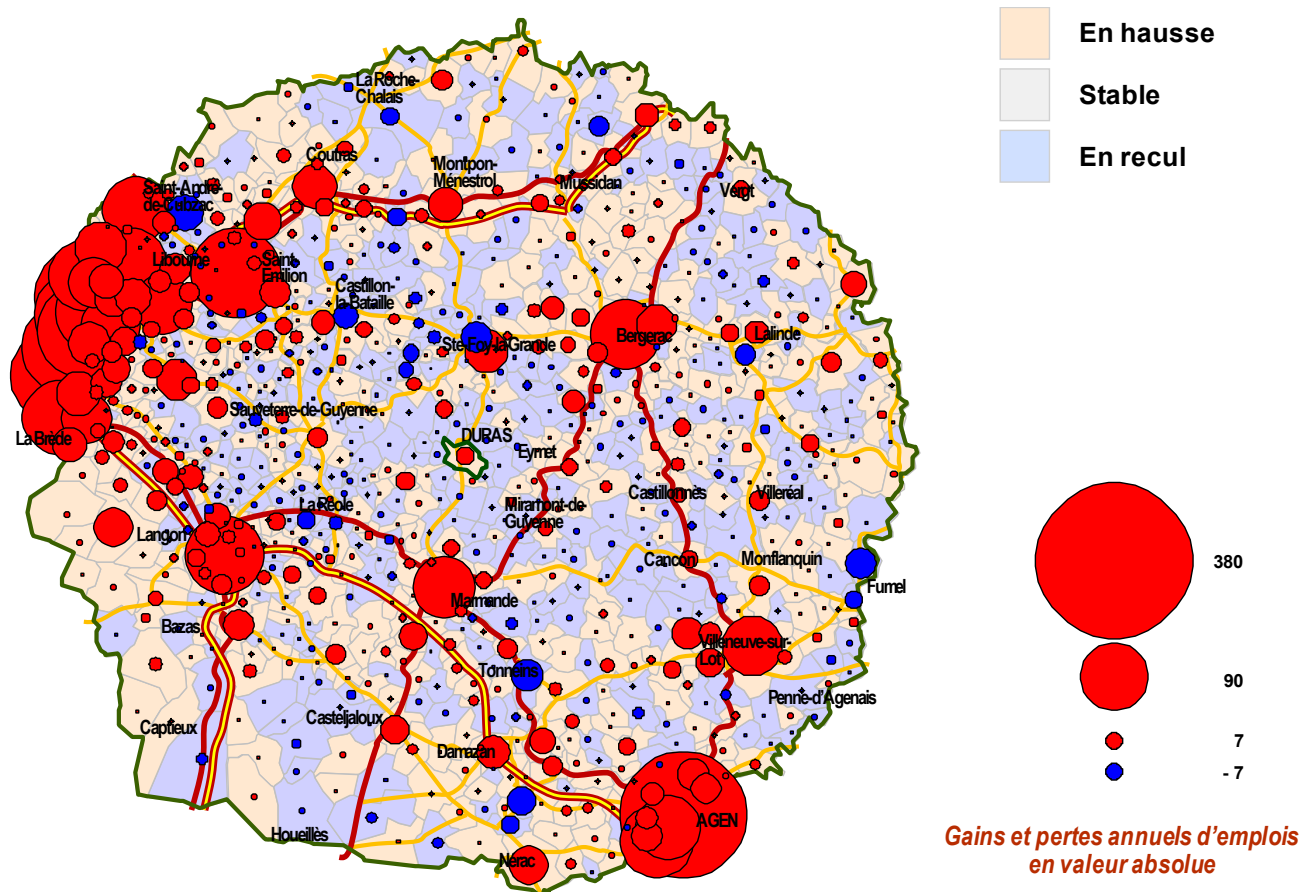


Communauté de communes du Pays de Duras : présence des équipements et services par commune (Sources : INSEE BPE – CCI – Pôle Emploi – Ministère des Sports RES)

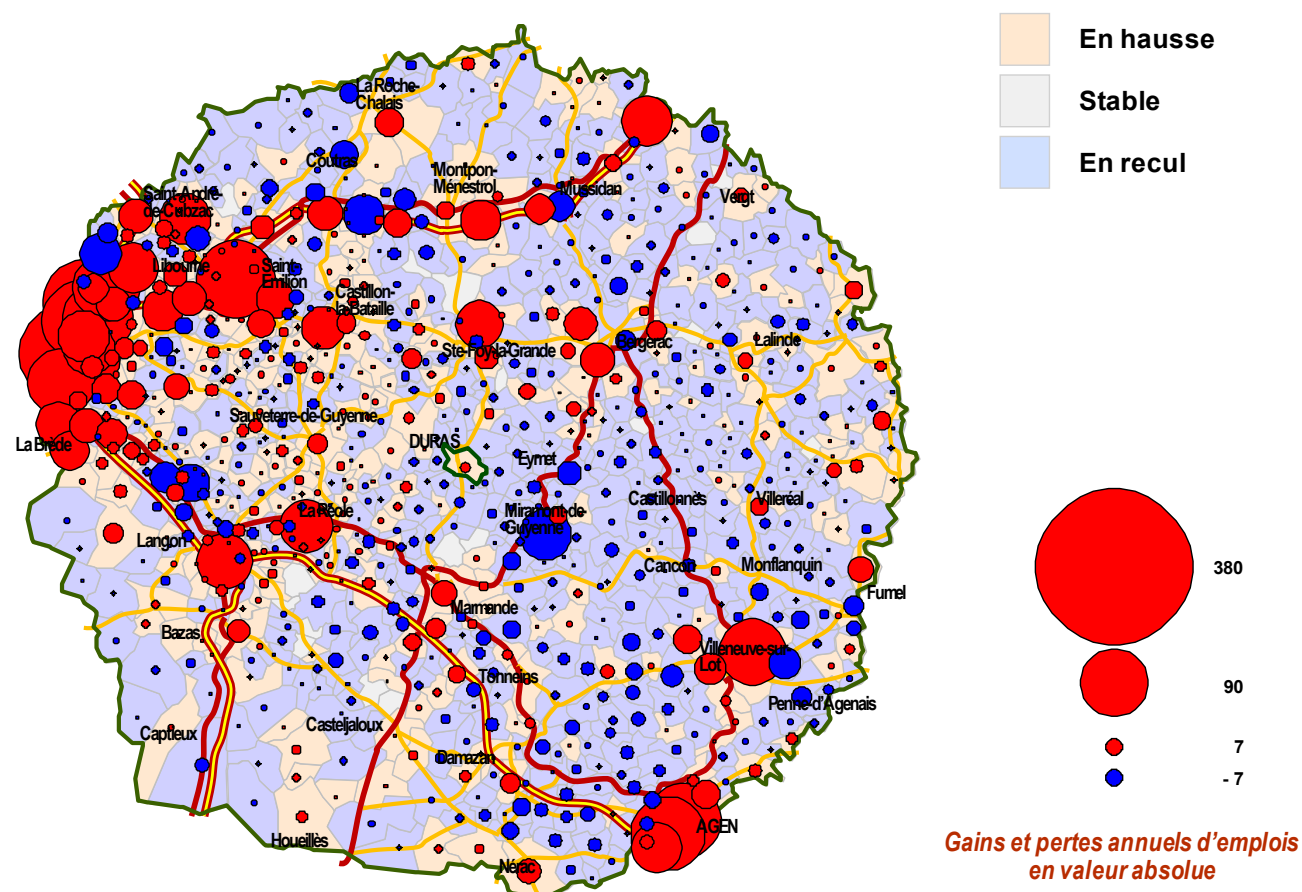
Une économie locale fondée sur les services à la population et le tourisme.

Comme dans la plupart des territoires ruraux, l'activité du bassin de vie de Duras repose historiquement sur l'agriculture et la viticulture, qui constituent encore aujourd'hui le moteur économique local, non seulement par les emplois directs procurés (plus de 500 sur la communauté de communes, soit trois sur dix) mais aussi par les emplois induits engendrés (valorisation locale de la production agricole, mécanique, transports, construction, services financiers ...).

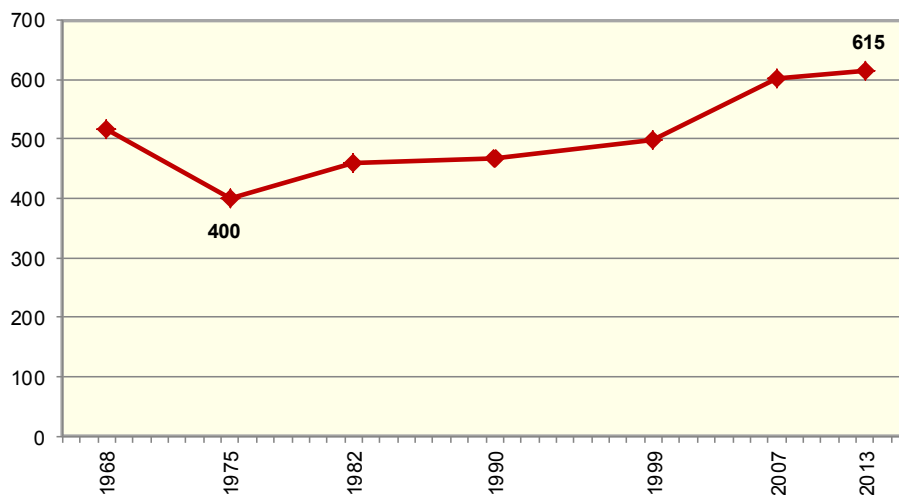
Si, pendant de nombreuses années, la restructuration du monde agricole s'est traduite par une érosion démographique et une diminution sensible du nombre de postes de travail, Duras y a en grande partie échappé. Soutenue par son rôle de chef-lieu de canton, assurant de ce fait de nombreuses fonctions logistiques au bénéfice de son territoire et ne comptant qu'une faible proportion d'emplois agricoles directs, la commune a connu une forte croissance de l'emploi depuis 40 ans, gagnant 215 postes de travail (+54%) entre 1975 et 2013.



*Evolutions de l'emploi entre 1999 et 2013
(Source : INSEE RGP&RP)*

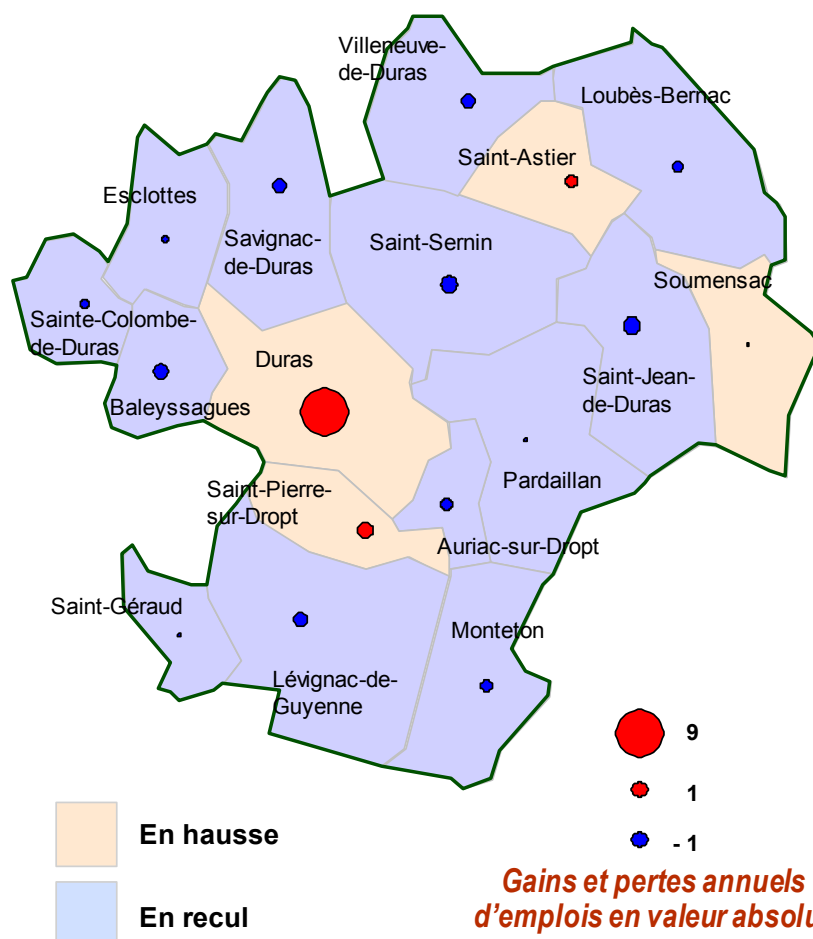


*Evolutions de l'emploi entre 1990 et 1999
(Source : INSEE RGP&RP)*



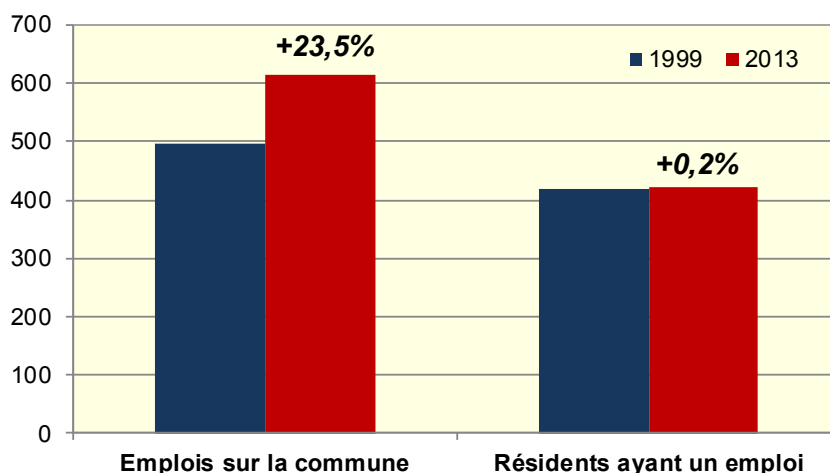
Duras : évolutions de l'emploi total de 1968 à 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

Cette évolution renforce la position de pôle économique de Duras au sein de la communauté de communes dont elle concentre désormais 39% des emplois (20% en 1968) pour 24% de la population, et au sein de laquelle elle est la seule à gagner des postes de travail de façon significative.

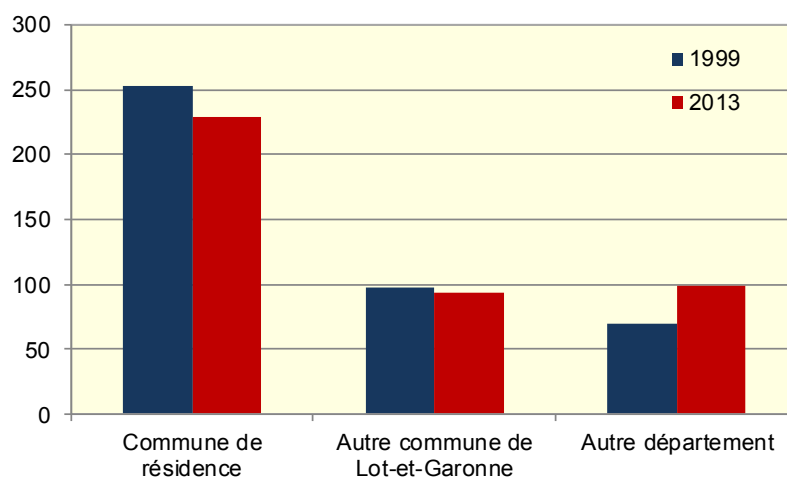


Pays de Duras : évolutions de l'emploi total de 1999 à 2013 par commune (Source : INSEE RGP&RP)

La forte progression de l'emploi observée au cours des dernières années, associée à la stagnation de la population active évoquée plus haut, fait qu'aujourd'hui Duras propose trois emplois pour deux résidents ayant un emploi. Néanmoins, seuls 37% des postes de travail comptabilisés sont occupés par des Duraquois. S'ils sont 54% à travailler sur place, taux élevé par rapport à la moyenne départementale (37%), l'attractivité résidentielle de la commune et la qualité des dessertes routières font qu'ils sont également nombreux à vivre à Duras et à exercer leur activité dans les pôles d'emploi voisins (Marmande, Sainte-Foy-la-Grande, Bergerac, ...), en particulier dans les départements limitrophes (Gironde, Dordogne).

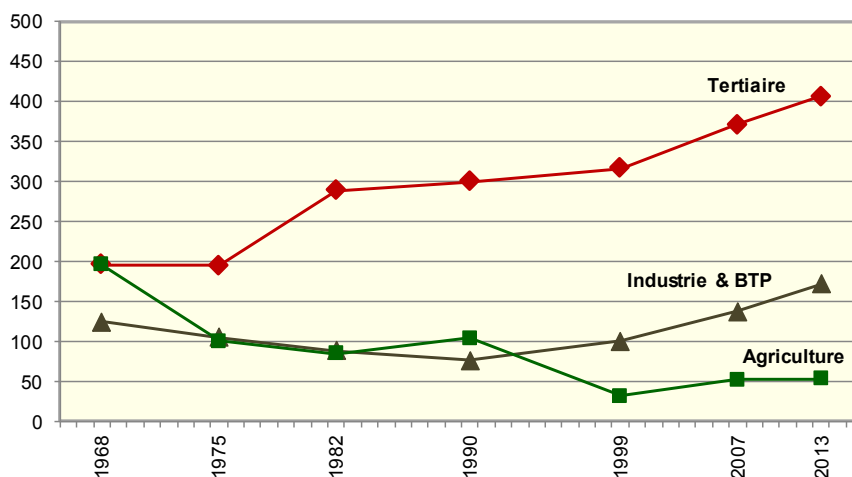


Duras : évolution du nombre d'emplois et d'actifs occupés entre 1999 et 2013 (Source : INSEE RGP&RP)



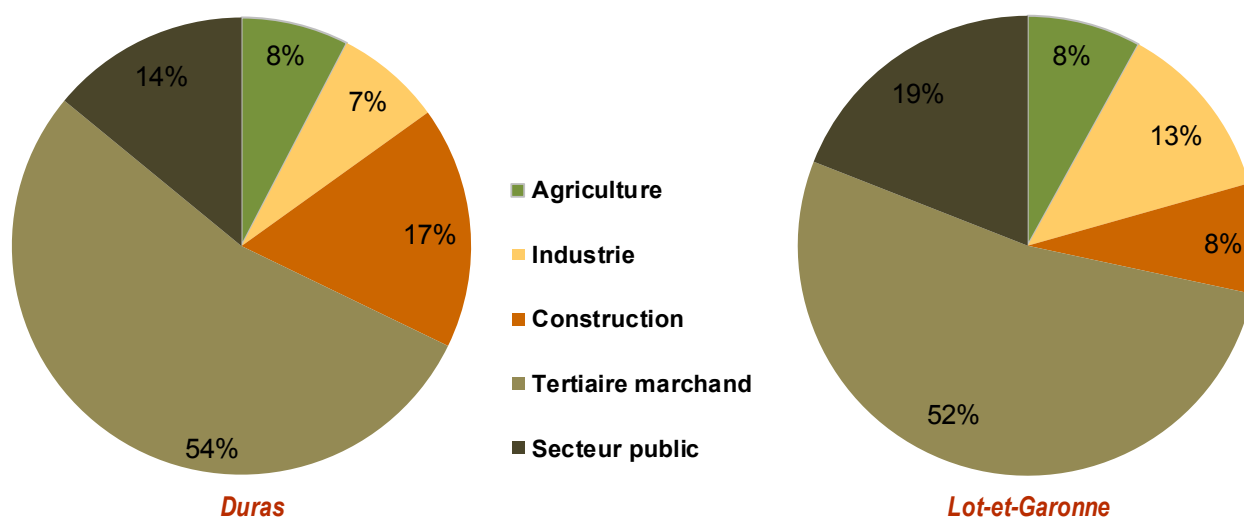
Duras : lieu de travail des actifs ayant un emploi en 1999 et 2013 (Source : INSEE RGP&RP)

La progression de l'emploi à Duras est principalement due à la croissance des activités tertiaires qui se sont concentrées sur les villes et les bourgs centres : ainsi, l'emploi tertiaire a doublé entre 1968 et 2013, alors que l'agriculture perdait les trois-quarts de ses actifs dans le même temps, l'industrie et le BTP progressant pour leur part de 50% du fait du développement de deux entreprises importantes, les sociétés Guinguet (conditionnement de pruneaux et fabrication de chocolat) et Duplantier (construction de réseaux électriques et de télécommunication).



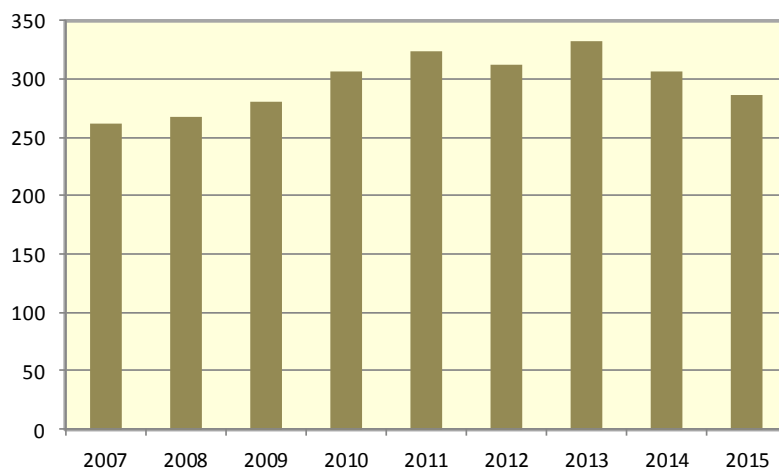
*Duras : évolutions de l'emploi par secteurs d'activité de 1968 à 2013
(Source : INSEE RGP&RP)*

La répartition de l'emploi par secteurs d'activité s'inscrit globalement dans la moyenne départementale, la différence la plus notable étant le poids important du secteur de la construction observé à Duras ainsi que la sous-représentation de l'industrie et du secteur public, ce dernier représentant néanmoins une centaine d'emplois (école, collège, MARPA, services municipaux et communautaires, gendarmerie, trésor public ...).



*Duras et département de Lot-et-Garonne : répartition de l'emploi
par secteurs d'activité en 2013 (Source : INSEE RP)*

L'analyse de l'emploi salarié privé hors agriculture, qui représente environ la moitié des postes de travail, permet d'accéder à des données plus récentes : elle met en évidence sur les deux dernières années disponibles (2014-2015) un léger tassement après un maximum en 2013. Cette tendance est perceptible dans tous les secteurs d'activité hormis l'industrie qui progresse, et en particulier dans les services.



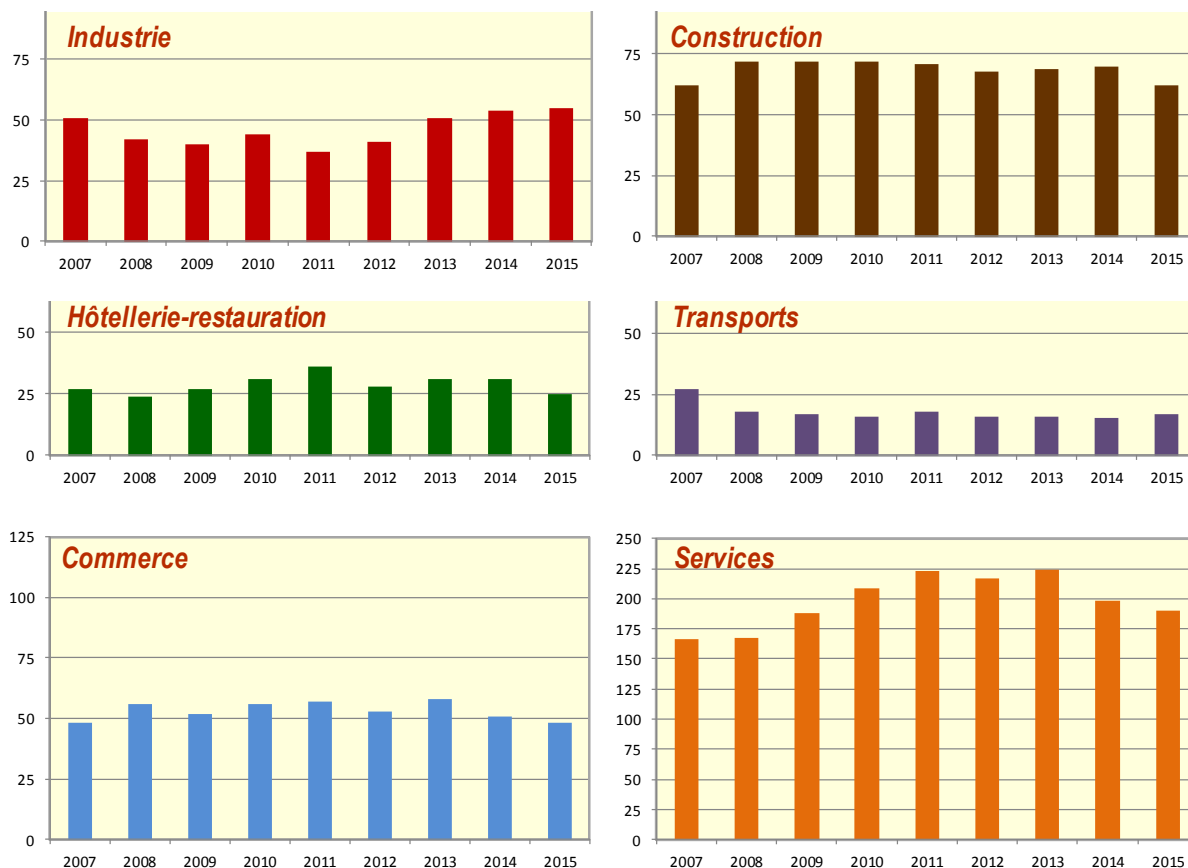
Pays de Duras : évolutions de l'emploi salarié privé hors agriculture de 2007 à 2015 (Source : ACOSS-URSSAF)

Les services marchands procurent 28% des emplois salariés privés, la construction 22%, l'industrie 19%, le commerce 17%, l'hôtellerie-restauration 9% ... Il convient cependant de préciser concernant ces deux derniers secteurs que les statistiques utilisées concernent les emplois déclarés au 31 décembre de chaque année, et n'intègrent donc pas les emplois saisonniers liés à l'activité touristique estivale.

Quelques entreprises emploient plus de 20 salariés : outre les sociétés Guinguet (48 salariés au 31/12/2015) et Duplantier (47 salariés) déjà citées, on compte également la résidence Korian Bellevue (EHPAD – 53 salariés), la SA Berticot (commercialisation de vins), le supermarché Intermarché et La Poste.

Le territoire communautaire ne comptait jusqu'en 2017 aucune zone dédiée à l'accueil d'activités économiques. Aussi, afin de favoriser le développement des entreprises locales et l'émergence de nouvelles activités, la commune de Duras a décidé d'engager l'équipement d'un village d'artisans sur une superficie de 2,5 hectares extensible à 4 hectares le long de la RD668, au lieu-dit Banarge, près du carrefour de La Ravaille. Cette réalisation, désormais prise en charge par la communauté de communes dans le cadre des extensions de compétence prévues par la loi NOTRe, répond à un véritable besoin de l'économie locale : sur les sept parcelles équipées, quatre étaient retenues (trois relocalisations d'entreprises et une création) dès la mise en service de la zone.

La desserte numérique, nécessaire au développement des entreprises et de niveau encore insuffisant, est en voie de renforcement dans le cadre d'un programme départemental pluri-annuel porté par le Syndicat Mixte Lot-et-Garonne Numérique.



Pays de Duras : répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité hors agriculture de 2007 à 2015 (Source : ACOSS-URSSAF)

L'agriculture reste pour sa part une activité importante sur la commune dont près des deux tiers de la superficie, soit 1265 hectares, sont exploités, d'une part du fait de ses capacités propres de production mais aussi par la valorisation locale d'une partie de cette production (prunes, raisin, ...), et plus généralement par toutes les activités induites (mécanique agricole, transports, construction, services financiers, ...).

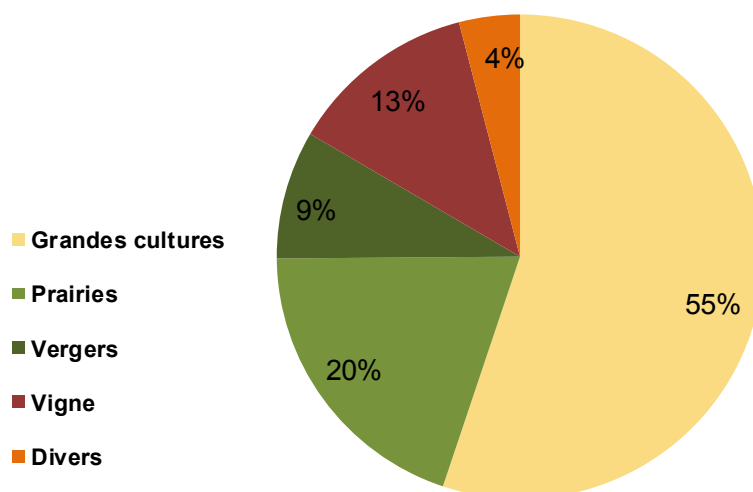
Les données issues du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) 2010 mettent en exergue les évolutions suivantes: la Surface Agricole Utilisée (SAU) des exploitations dont le siège est situé sur la commune a augmenté de 2% par rapport à 2000 et de 6% en référence à 1988, alors que les moyennes à l'échelle départementale sont sur les mêmes périodes de -6 et -15%. Dans le même temps, le nombre d'exploitations a régressé notablement : 27 structures ont été comptabilisées en 2010 pour 36 en 2000 et 60 en 1988, soit un recul de 55% entre 1988 et 2010, et de 25% entre 2000 et 2010 (les valeurs départementales sont respectivement de -50 et -23%).

La SAU moyenne des exploitations a en conséquence connu une forte croissance : 22 hectares en 1988, 39 en 2000, 52 en 2010, alors que la moyenne départementale s'établit à 39 hectares (23 en 1988).

Cette concentration des terres s'est accompagnée d'une professionnalisation des structures, qui évoluent progressivement vers des formes sociétaires (EARL, GAEC, SCEA ...). Le nombre de celles-ci a doublé entre 2000 et 2010 (6 en 2000, 13 en 2010), elles représentaient alors 48% des exploitations (17% en 2000) et mettaient en valeur 82% de la SAU (31% en 2000), leur SAU moyenne s'établissant à 89 hectares pour 18 aux entreprises individuelles. En comparaison, la proportion de structures sociétaires en Lot-et-Garonne est de 32%, et la part de SAU valorisée de 60% pour une SAU moyenne de 75 hectares.

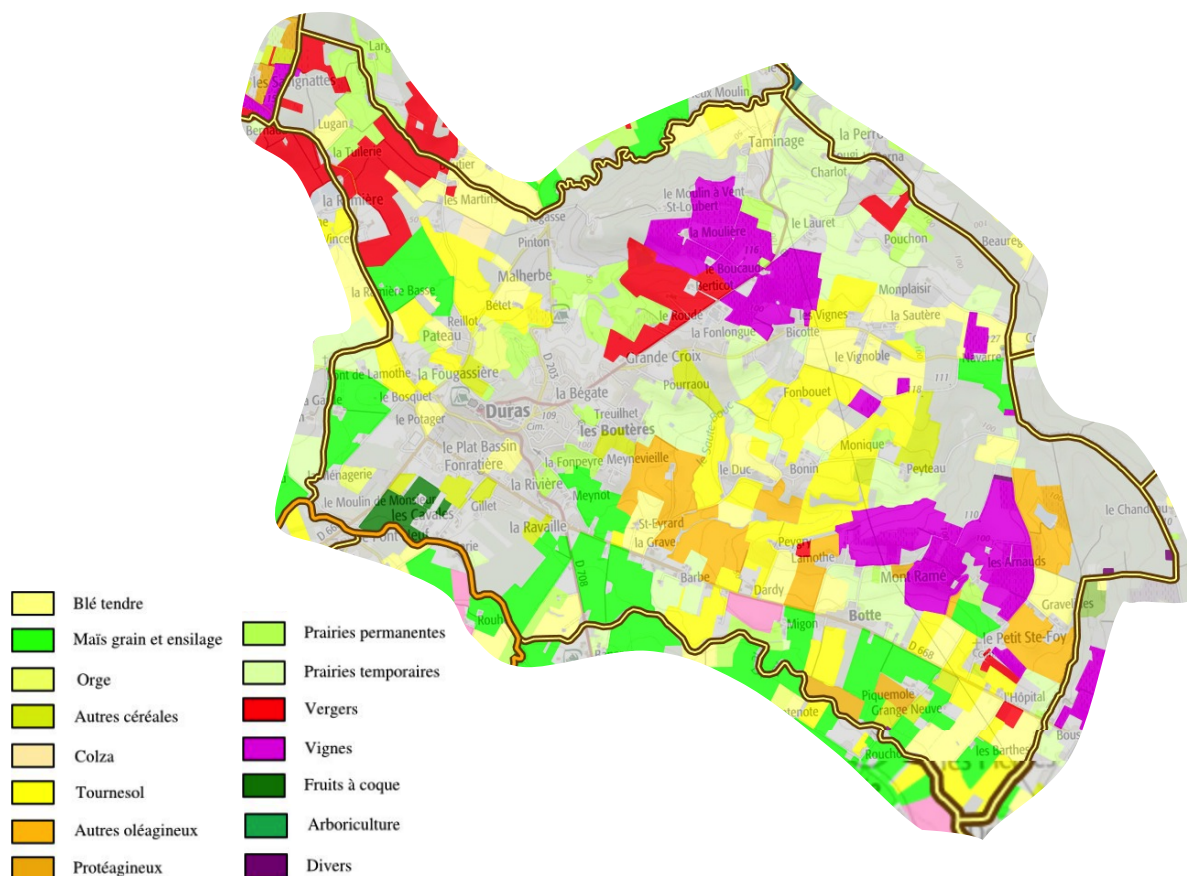
Le développement de la mécanisation, inhérent à l'agrandissement des structures, se traduit par une forte régression du nombre d'Unités de Travail Annuel (équivalent d'un emploi à temps plein). En 1988, les exploitations agricoles de la commune généraient 92 UTA et seulement 50 en 2010 (soit un recul de 46%, alors qu'il atteint 53% à l'échelle départementale), ce qui correspond à la valorisation de 15 hectares par UTA en 2010 pour 28 en 1988 (moyenne départementale : 24 hectares).

La mise en valeur des terres se répartit entre grandes cultures (55% de la SAU, exploitée pour 16% en tournesol, 14% en blé tendre, 12% en maïs, ...), prairies (20%) vignes (13%), vergers et fruits à coque (9%).



*Pays de Duras : répartition de la SAU par nature de valorisation des terres en 2012
(Registre Parcellaire Graphique - ASP)*

Ces proportions diffèrent de la moyenne départementale par le poids réduit des grandes cultures (62% de la SAU en Lot-et-Garonne), compensé par la proportion accrue de vignes et vergers. Néanmoins, sur le territoire classé en AOP Côtes de Duras, la part des vignobles tend à régresser, les céréales remplaçant les vignes arrachées. Les fruits à coques, peu présents jusqu'alors, tendent également à se développer dans la vallée du Dropt sous l'impulsion d'un industriel chocolatier qui a pour objectif de répondre aux besoins en noisettes de son entreprise, et projette à ce titre de planter 700 hectares en noisetiers sur plusieurs communes.



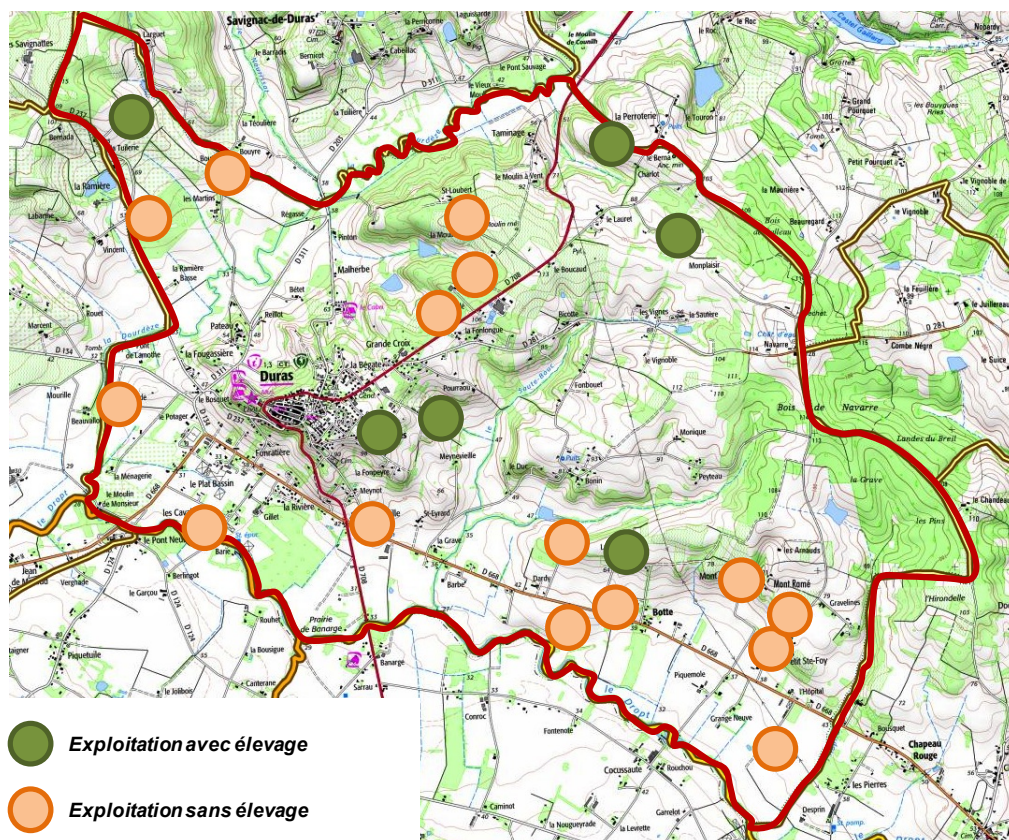
Duras : mises en culture 2012 (Source : Géoportail IGN-ASP)

Une enquête réalisée en 2016 auprès des chefs d'exploitation a permis de donner une image actualisée des pratiques et des structures agricoles.

21 exploitations ont été recensées à cette occasion, nombre en recul de 6 unités depuis 2010. La plupart pratiquent la polyculture, combinant suivant leur situation géographique grandes cultures, vignes, vergers et élevage. Six élevages ont été identifiés : quatre de bovins viande, un d'ovins et chevaux, un de caprins. Un agriculteur pratique le maraîchage sur 2,5 hectares, deux ont développé des productions viticoles bio.

La plupart des exploitations bénéficie d'un potentiel d'irrigation, soit à partir de lacs collinaires, nombreux sur la commune, soit par pompage dans le Dropt, réalimenté à partir des retenues du Brayssou, de la Ganne et de l'Escourou.

Si l'agriculture ne paraît pas menacée en tant qu'activité économique sur ce territoire du fait de la diversité des productions et de la capacité d'adaptation des chefs d'exploitation, de nombreuses structures seront amenées à évoluer dans les années futures : au moins un tiers des chefs d'exploitation approche de l'âge de la retraite et n'a pas de succession assurée.



*Duras : localisation des exploitations
(Source : enquête auprès des chefs d'exploitation 2017)*

Complément attendu de l'activité agricole, l'économie touristique, fondée sur la qualité du patrimoine bâti (le château, le bourg ...), paysager (la vallée du Dropt, les points de vue sur le château, les coteaux ...) et culturel (Marguerite Duras, ...), constitue un complément d'activité important pour les commerces locaux. Les touristes y viennent nombreux l'été, mais aussi en demi-saison, principalement pour les ressortissants britanniques qui bénéficient de la proximité de l'aéroport international de Bergerac. L'offre professionnelle, à laquelle s'ajoutent les résidences secondaires, est constituée d'un hôtel 3 étoiles de 18 chambres, de deux campings, l'un municipal, l'autre privé (Le Cabri) et d'une aire pour camping-cars. Le camping du Cabri projette d'étoffer très prochainement son offre par l'installation d'une centaine de bungalows.

Diverses activités sont proposées aux vacanciers pendant l'été, en particulier les marchés nocturnes de producteurs qui rencontrent un grand succès.

Dans le bassin de vie, plusieurs projets de développement touristique sont à l'étude, certains très avancés, susceptibles d'avoir des retombées sensibles sur l'économie duraquoise. Deux sont en voie de finalisation :

- la création d'un site « accrobranche » à Sainte-Colombe-de-Duras
- le projet d'aménagement d'une base touristique au lac de Castel Gaillard, sur la commune de Saint-Sernin, redonnant naissance à une activité qui avait cessé il y a plus de dix ans.

D'autres sont évoqués : remise en navigabilité du Dropt pour le canoë-kayak entre Duras et Eymet, valorisation touristique du lac de l'Escourou à Soumensac

F - SYNTHESE

Duras, bourg rural de 1308 habitants en 2014 (population municipale), anime un petit bassin de vie à vocation agricole et viticole, pour lequel il constitue un véritable pôle d'emplois et de services. Ainsi, il procure 39% des emplois recensés sur la communauté de communes, ses résidents n'en occupant qu'un peu plus du tiers. Les équipements et les services à la population sont adaptés aux besoins des habitants du bassin de vie, des nombreux résidents secondaires et touristes, et de la clientèle de passage.

La commune connaît depuis 2008 une reprise démographique sensible, en partie liée à l'ouverture de l'EHPAD Bellevue.

Elle est attractive sur le plan résidentiel, en particulier pour des ménages à faibles revenus (le coût de certains biens immobiliers y reste modéré) ou originaires de l'étranger, choisissant Duras pour la qualité patrimoniale de son bâti ancien et son cadre de vie. Néanmoins, l'offre foncière pour la construction neuve est peu abondante, et souvent proposée à des prix élevés, la rétention foncière constatée sur la commune nuisant à la dynamique de la construction.

Le parc locatif est bien développé (une résidence principale sur trois) et en progression, favorisant l'accueil de nouveaux ménages.

L'économie locale est principalement fondée sur le secteur tertiaire (commerces et services), soutenu par l'activité touristique. Les marchés de plein vent (marché hebdomadaire le lundi, marchés nocturnes en saison estivale), très prisés, complètent l'offre commerciale.

Quelques entreprises importantes, dispersées sur le territoire communal, sont également présentes dans les secteurs de la construction (société Duplantier) ou de l'agro-alimentaire (établissements Guinguet, cave viticole Berticot). Afin de permettre l'accueil de nouvelles entreprises et l'extension des activités existantes, un village d'artisans a été réalisé en 2017 par la communauté de communes au lieu-dit « Banarge ».

La couverture numérique, souvent considérée comme insuffisante, est pour sa part en voie de renforcement dans le cadre d'un programme départemental pluri-annuel porté par le Syndicat Mixte Lot-et-Garonne Numérique.

2ème partie : Analyse des capacités de densification et de mutation

L'ETUDE DE LA DENSIFICATION ET DES MUTATIONS PARCELLAIRE

L'objectif de l'étude de densification est de mesurer le potentiel de surface urbanisable ou pouvant accueillir de nouveaux logements dans le périmètre des secteurs déjà urbaniser et qui seront constructible dans le futur PLU, les zones U.

Cet objectif trouve se traduit dans le repérage de :

- la vacance,
- la mutation de bâtiment non bâti en zone U
- constructions pouvant changer de destination.
- terrains non bâtis entre deux constructions (dents creuses), et de l'espace disponible sur des terrains déjà bâti.

La vacance

L'étude menée par la municipalité sur le parc vacant a conclu à l'existence d'un nombre de logements vacants très inférieur à celui avancé par les différentes sources statistiques, seuls 47 d'entre eux étant réellement vides, les autres étant occupés à des usages divers (résidences principales ou secondaires, locations de vacances, hébergement de saisonniers ...).

L'objectif de résorption de cette vacance sur la période 2019-2030 est fixé à **8 logements (soit environ deux par an)**.

La mutation

En zone urbaine : Les mutations de bâtiment pouvant changer de destination en zone U, correspondant a des bâtiments artisanaux ou commerciaux. Dans le projet de PLU, il est prévu de prendre en compte la mutation de 1 bâtiment par an.

En zone agricole et naturelle : Les bâtiments pouvant potentiellement changer de destination en zone A et N ont été identifiés, lorsqu'il ne porte pas atteinte à l'activité agricole et au paysage. Le caractère patrimonial, et la faible probabilité qu'il change de destination nous permet de ne pas prendre en compte e potentiel dans le calcul.

Leur nombre est d'une soixantaine et se répartissent sur l'ensemble de la commune (cf carte ci-dessous)

Leur autorisation ne sera possible qu'après un avis conforme de la CDPENAF, la présence des réseaux et la défense incendie. Il est impossible dans ce cas de quantifier le potentiel réalisable.

Il est également repéré des bâtiments désaffectés dont l'architecture n'est pas patrimonial et ainsi leur permettre de changer de destination pour les bâtiments d'activités.

La densification

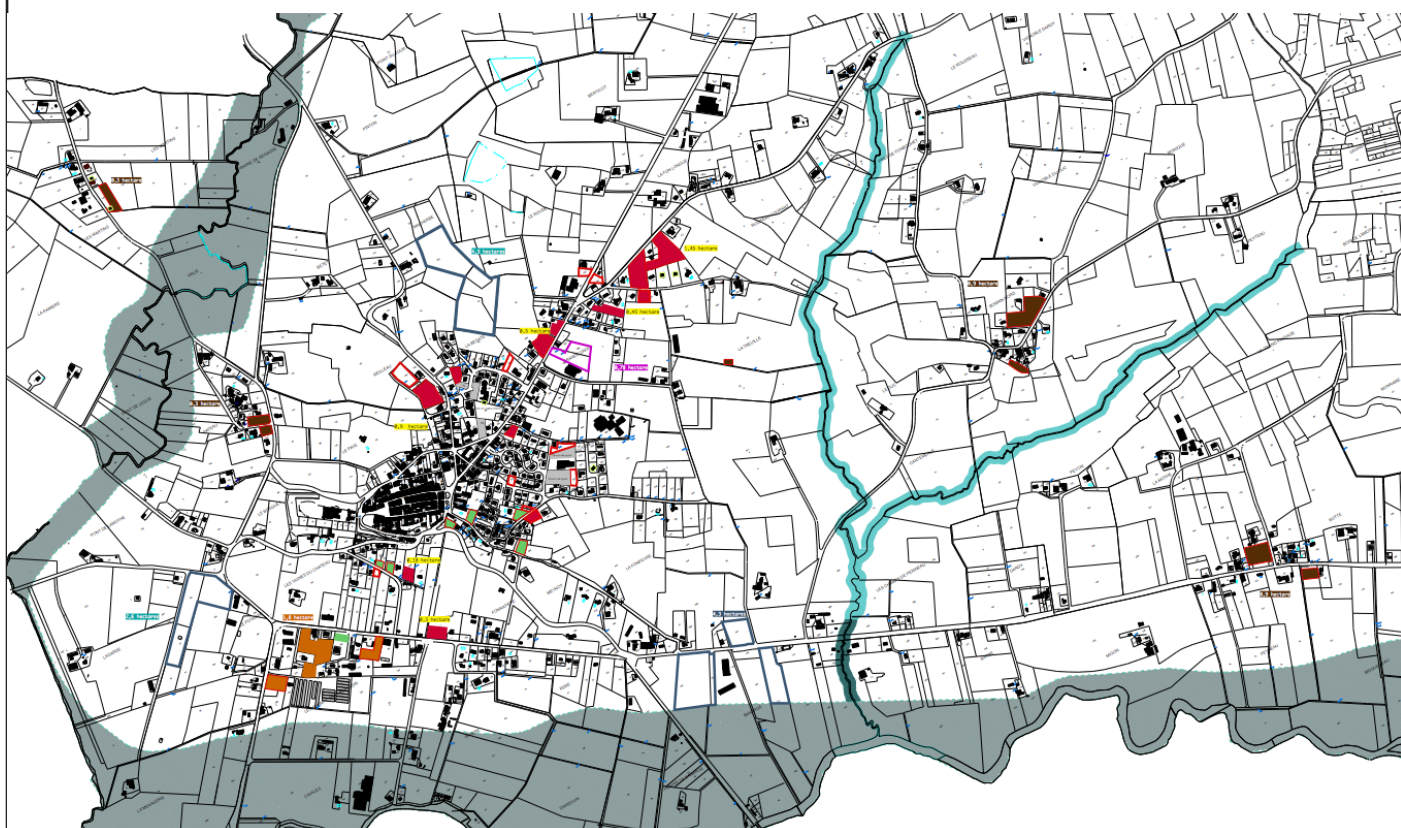
La surface des terrains libres entre les terrains bâtis et l'espace disponible sur les terrains déjà bâtis a été identifiée des ors que la surface dépasse 1300 mètres carré et correspond à une surface totale de 7,9 hectares.

Sont exclus :

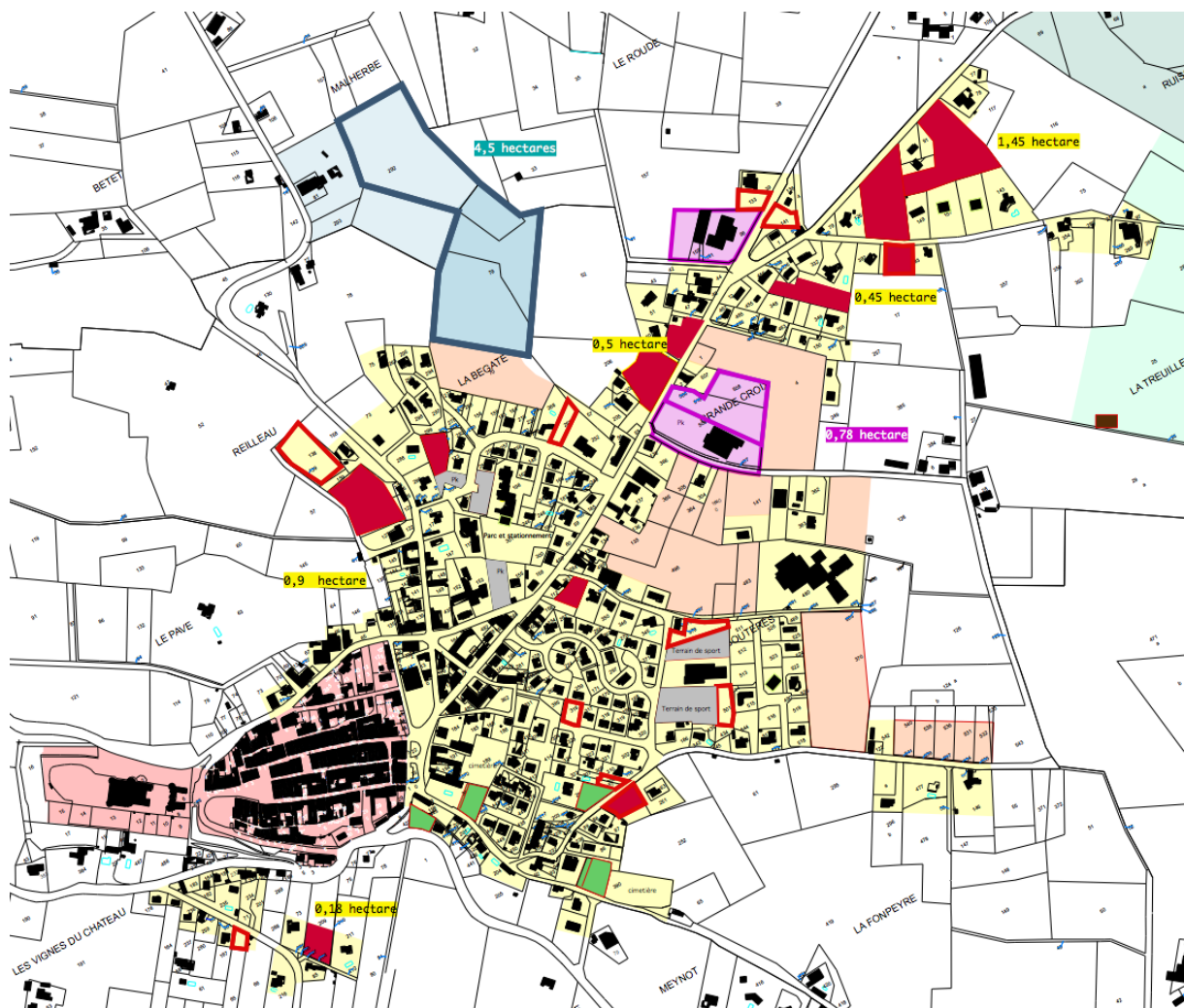
- Les terrains dont l'usage est efficient (parking, sport)
- Les parties de terrain dont la pente est forte
- Les terrains dont la surface est inférieure à cette surface. Cela correspond à une densification qui est encore plus improbable au regard de l'aspect culturel et à ce titre ne sera pas pris en compte. Le contexte culturel ne permet pas aujourd'hui de considérer que ce potentiel sera utilisé de façon certaine. Une rétention existe da faite par les propriétaires de ces terrains, c'est pourquoi il est appliqué un taux de rétention de 0,7.

La surface prise en compte dans les calculs sera de 5,5 hectares.

La carte ci-dessous indique leur localisation.



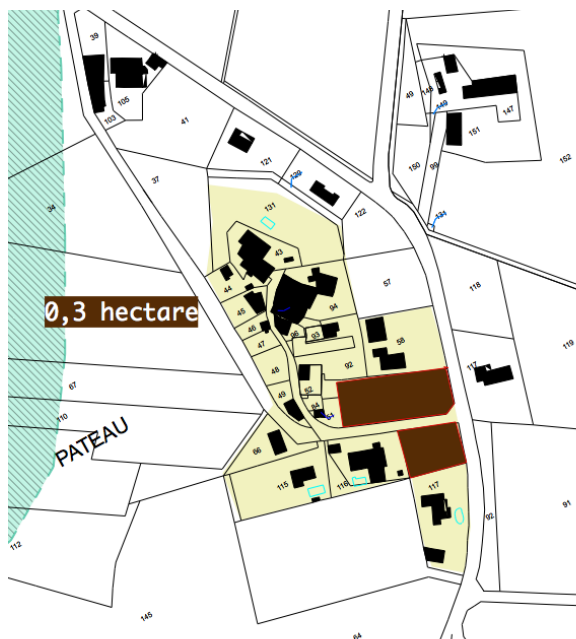
Le bourg à un potentiel constructible de 5,5 avant rétention réparti ainsi :



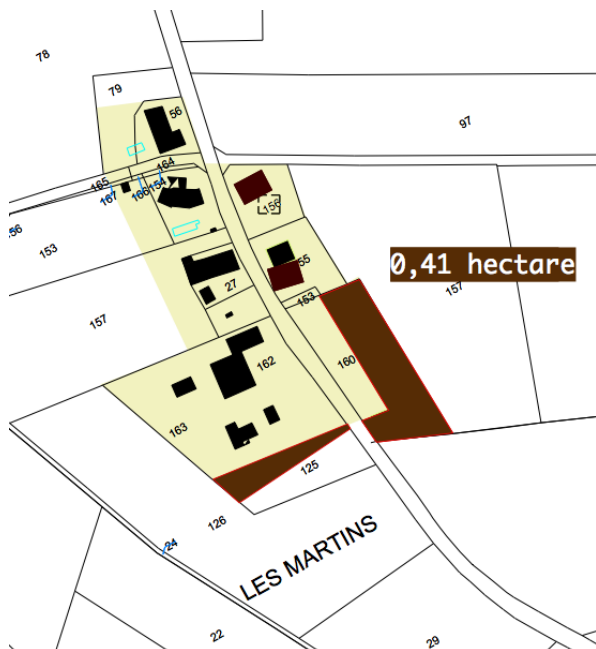
- Terrain avec PC, PdA accordé
- Terrain inférieur à 1300 m²
- Terrain occupé par un usage (parking, sport..)

Les hameaux au nombre de quatre ont un potentiel constructible de 2,4 avant rétention réparti ainsi :

A Pateau



Au Martins



Bonin nord



Botte



3 ème PARTIE Analyse de l'état initial de l'environnement

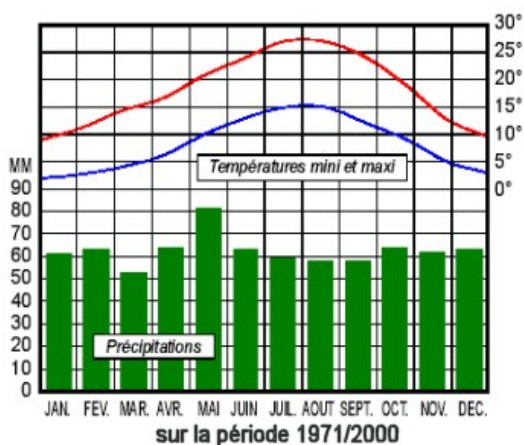
1 - Le climat

Sources : base de données Météorage, données des stations météorologiques d'Agen-la-Garenne

La commune est concernée par un climat océanique dégradé avec une amplitude thermique annuelle plus marquée et des précipitations moins abondantes que sur le littoral aquitain.

Le climat du Lot-et-Garonne se caractérise par des hivers doux, des étés chauds, et le caractère exceptionnel des vents forts.

**Normales de températures et de précipitations
à Agen-La-Garenne**



Quelques records depuis 1941 à Agen-La-Garenne

Température la plus basse	-21,9 °C
Jour le plus froid	15/02/1956
Année la plus froide	1956
Température la plus élevée	41 °C
Jour le plus chaud	01/08/1947
Année la plus chaude	1997
Hauteur maximale de pluie en 24h	73,6 mm
Jour le plus pluvieux	12/02/1990
Année la plus sèche	1942
Année la plus pluvieuse	1959

Illustration 7 : Caractéristiques climatiques

La station météo d'Agen La Garenne (47) se trouve à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Duras. Les caractéristiques climatologiques (période 1981 – 2010) reflètent donc bien les caractéristiques météorologiques au niveau de l'aire d'étude qui sont les suivantes :

- **Les températures**

La température moyenne minimale annuelle est de 8,4°C et la température moyenne maximale annuelle est de 18,5°C.

La température moyenne minimale est de 2,8°C en janvier et la température moyenne maximale est de 27,6° en juillet et août.

- **Les précipitations**

A Agen, la moyenne des précipitations mensuelles cumulées est de 712,2 mm par an. Le nombre de jours avec précipitations est de 107,1 jours par an.

Les précipitations sont relativement bien réparties tout au long de l'année sur ce secteur.

Le mois le plus pluvieux est le mois de mai (76,1 mm) et le mois le moins pluvieux est le mois de mars (49,8 mm).

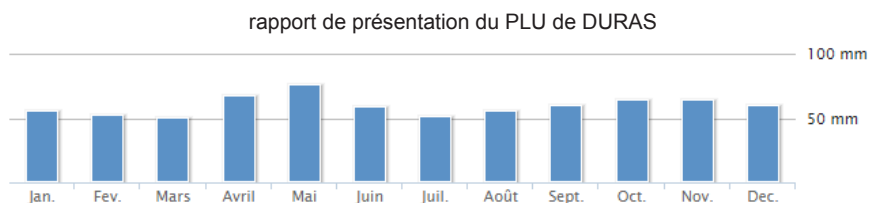


Illustration 8 : Répartition mensuelle des précipitations à la station météo d'Agén (1981-2010)

• Les vents

La rose des vents établie sur la station météo d'Agén sur la période de 1991 à 2010 a permis de mettre en évidence les vents dominants suivants :

- de secteur Ouest et Ouest/Nord-Ouest (en direction de l'Est et de l'Est/Sud-Est), les plus fréquents, et qui se manifestent presque toute l'année ;
- de secteur Est/Sud-Est (au printemps et en été).

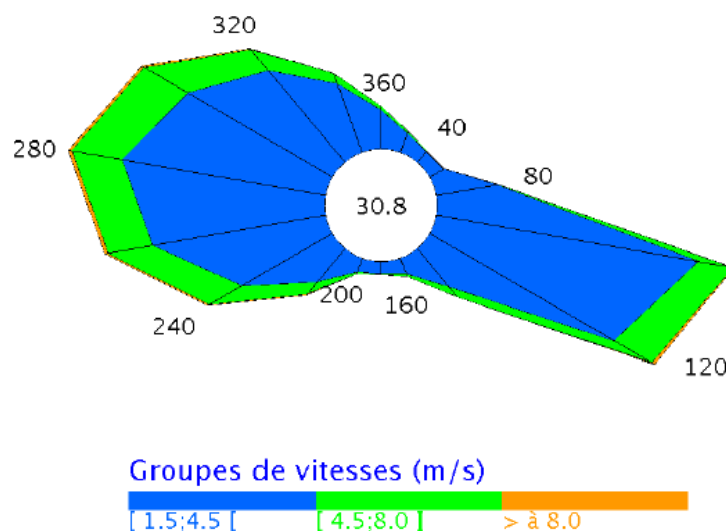


Illustration 9 : Rose des vents

• L'insolation

A Agén, la durée totale d'insolation est en moyenne de 1982,4 heures sur une année. La répartition mensuelle (durée totale d'insolation en heures) est la suivante :

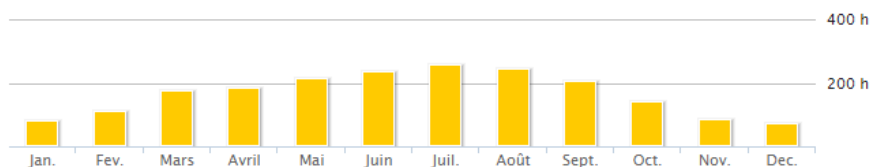


Illustration 10 : Durée d'ensoleillement sur la station météo d'Agén (1981-2010)

Les autres phénomènes climatiques

En moyenne annuelle à Agén, on recense :

- 55,1 jours de brouillard,
- 1,7 jours de grêle,
- 4,9 jours de neige,
- 26,9 jours d'orage.

La station météo de Bergerac (24) se trouve à environ 30 km au Nord-Est de Duras. Les caractéristiques climatologiques (période 1981 – 2010) sur cette station sont les suivantes :

- **Les températures :**

La température moyenne minimale annuelle est de 7,4°C et la température moyenne maximale annuelle est de 18,5°C.

La température moyenne minimale est de 1,5°C en janvier et la température moyenne maximale est de 27,6° en août.

- **Les précipitations :**

A Bergerac, la moyenne des précipitations mensuelles cumulées est de 800,7 mm par an. Le nombre de jours avec précipitations est de 114,4 jours par an.

Les précipitations sont relativement bien réparties tout au long de l'année sur ce secteur.

Le mois le plus pluvieux est le mois de décembre (79,9 mm) et le mois le moins pluvieux est le mois de juillet (54,6 mm).

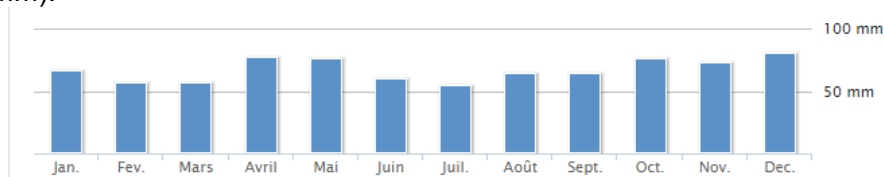


Illustration 11 : Répartition mensuelle des précipitations à la station météo de Bergerac (1981-2010)

- **L'insolation**

A Bergerac, la durée totale d'insolation est en moyenne de 1976,0 heures sur une année.

La répartition mensuelle (durée totale d'insolation en heures) est la suivante :

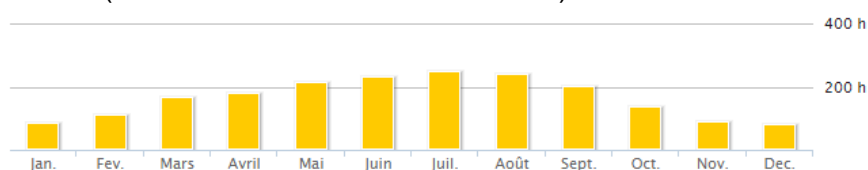


Illustration 12 : Durée d'ensoleillement sur la station météo de Bergerac (1981-2010)

Ainsi, on peut constater une relative homogénéité climatologique entre la station météo France localisée à Agen (au sud-est de la zone d'étude) et la station météo France de Bergerac (au nord-est de la zone d'étude), notamment en ce qui concerne les données portant sur les températures, précipitations et insolation.

Le climat de la zone d'étude est caractéristique du Sud-Ouest de la France : été chaud et sec et hiver doux et humide.

Les caractéristiques climatologiques locales ne présentent pas de sensibilité particulière.

2 - Le milieu physique

Les caractéristiques géologiques et pédologiques

Sources : cartes (1/50000^{ème}) et notices géologiques n°829 de Duras, site géoportail, BRGMIRP-52042-FR « Cartographie de la vulnérabilité des systèmes aquifères de l'Aquitaine », CAUE 47 « Paysages de Lot et Garonne »

2-1 Géologie

D'un point de vue géologique, la notice de BRGM indique:

« La région de Duras, située dans le Nord-Est du Bassin aquitain, entre la Dordogne au Nord et le Dropt au Sud, est un pays très vallonné dont les reliefs de collines sablo-argileuses et les petites falaises calcaires ont été façonnés dans la série des molasses tertiaires bien développées dans ce secteur. Celles-ci se sont déposées dans des environnements palustres et lacustres depuis l'Éocène supérieur, dont les Molasses inférieures et les Argiles à Palaeotherium affleurent au fond des vallées du Nord de la carte, jusqu'au Miocène inférieur représenté par les témoins d'étroits plateaux et buttes-témoins du Calcaire blanc de l'Agenais dans l'Est de la carte. Un autre niveau principal de calcaire lacustre se distingue presque partout (formation des Argiles et calcaires de Castillon), surmontant les grès et sables du sommet des Molasses du Fronsadais. »

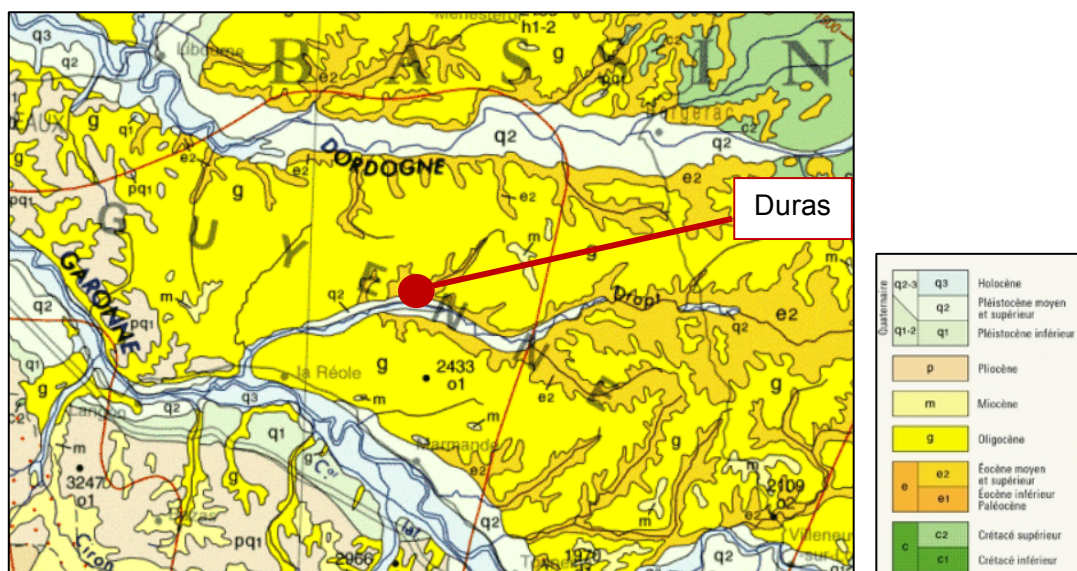


Illustration 2 : Situation Géologique de Duras (Source BRGM)

2- 2 Pédologie

La vallée du Dropt possède des terres fertiles enrichies par les sédiments de la rivière, propices à des cultures diversifiées : vergers, cultures maraîchères, grandes cultures et prairies, les boisements sont peu présents, hormis quelques peupleraies. L'élevage est peu présent, hormis sur les versants où les prairies sont plus nombreuses.

L'occupation du sol de la commune est très similaire. Les vergers et les vignes se localisent à proximité du bourg allant de l'est à l'ouest passant par le nord. Les boisements et les prairies sont parsemés ponctuellement sur la commune mais se regroupent de manière plus importante au nord.

Les parcelles de grandes cultures sont majoritaires et se retrouvent autant en plaine que sur le plateau mais se localisent le long de la D668.

La commune de DURAS se trouve sur des sols divers, en lien avec la géologie et la topographie avec une dominante de sols argilo-calcaires et de bouldiers. Sur les terrasses alluviales, les sols sont argilo-graveleux; sur les calcaires blancs et gris de l'Agenais, les sols sont de type rendzine et de types sols bruns sur les zones molassiques. Le plateau est découpé par deux cours d'eau le Dropt et la Dourdèze, dont la confluence se situe à l'ouest du territoire.

2-3 Le réseau hydrographique

Le territoire est encadré par deux cours d'eau principaux, le Dropt au sud et la Dourdèze à l'Ouest. Deux petits cours d'eau quadrillent ensuite le territoire : le Saute-Bouc au centre et l'Hôpital à l'Est

La commune se situe au Nord de la Garonne. Les principaux cours d'eau présents sont le Dropt et la Dourdèze.

Tous ces cours d'eau se répartissent dans un sous-bassin versant formant l'unité hydrographique régionale (UHR), **Dropt**.

La superficie de l'UHR Dropt est de 1522 km² et intègre dans son aire les affluents du Dropt :

- Le Brayssou, la Bournègue, la Banège, l'Escourou, la Dourdèze et la Vignague, en rive droite,
- Le Barraca, la Douyne, la Dourdenne et l'Andouille, en rive gauche.

Un SAGE¹ Dropt est en cours de réalisation (cf. Plans et programmes).

2-4- La ressource en eau

2-4-1 - Les eaux souterraines

Les informations suivantes proviennent de la notice BRGM concernant Duras.

« La région de Duras possède plusieurs nappes aquifères superposées dont certaines sont activement exploitées pour l'alimentation en eau potable (A.E.P.), mais aussi pour l'irrigation.

Aquifères alluviaux

Ces nappes aquifères superficielles sont toujours peu épaisses (moins de 5 m) et seules les basses et moyennes terrasses ainsi que les alluvions récentes peuvent contenir des ressources non négligeables. La qualité de l'eau est cependant très variable car ces nappes sont très vulnérables aux pollutions.

¹ Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Aquifères du Tertiaire

À cause de l'importance de ses dépôts très alternants, le Tertiaire est considéré comme un aquifère multicouche semi-imperméable dans sa moitié supérieure. Il joue le rôle d'un magasin tampon soutenant les débits d'été des aquifères carbonates sous-jacents. Les sources sont très nombreuses, mais à débits très faibles (2 à 3 m³/h), au mur des assises gréseuses de la partie supérieure des Molasses du Fronsadais et au mur des calcaires de la formation de Castillon, ainsi que vers l'Ouest des Calcarénites du Calcaire à astéries. Les calcaires de Castillon sont notamment parcourus par des réseaux karstiques qui localement peuvent être assez importants, comme en témoigne l'abondance des dolines groupées autour de Saint-Sernin, au Nord-Ouest de Savignac, près de Riocaud et autour de Loubès-Bernac.

Aquifère du Crétacé terminal

Séparés de la nappe aquifère des graviers et sables de l'Éocène inférieur par une assise d'argile brune, les calcaires du sommet du Crétacé (Campanien terminal—Maastrichtien) contiennent un aquifère dans des zones karstifiées ou fissurées. Les caractéristiques de cette nappe ne sont pas connues avec précision sur le territoire de la carte, mais la productivité variable est souvent moyenne et les eaux de bonne qualité.

Magasins profonds

Ce sont surtout les calcaires plus ou moins gréseux du Santonien supérieur, du Coniacien, du Turonien et du Cénomanien dont les profondeurs dépassent 400 à 700 m suivant les endroits. Plus bas existent d'autre part les magasins calcaréo-dolomitiques karstifiés du Dogger—Oxfordien à partir de 1250 m et les magasins gréseux et dolomitiques du Trias. Si les premiers aquifères crétacés contiennent une eau encore douce, ceux du Jurassique et du Trias renferment des eaux faiblement salées (4 à 7 g/l) relativement chaudes (60 à 70 °C), utilisables pour d'éventuelles exploitations à des fins géothermiques. »

2-4-2 - Principales caractéristiques des masses d'eau souterraines

Sur le territoire il existe 7 masses d'eau souterraines :

1. FRFG043 - Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont

Système imperméable localement aquifère et majoritairement libre d'une superficie de 14 559 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2016-2021)	
Objectif de bon état global	Bon état 2027 (type de dérogation : conditions naturelles)
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2015
Objectif de bon état chimique	Bon état 2027

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Bon
Chimique	Mauvais

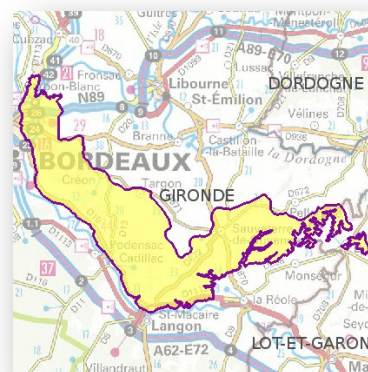


Pressions (état des lieux validé en 2013)	
Pressions diffuses	
Nitrates d'origine agricole	Non significative
Prélèvements d'eau	
Pressions prélèvements	Pas de pression

2. FRFG068 - Calcaires de l'Entre 2 Mers du BV de la Garonne

Dominante sédimentaire non alluviale libre d'une superficie de 638 m².

Objectif de bon état (SDAGE 2016-2021)	
Objectif de bon état global	Bon état 2021 (type de dérogation : conditions naturelles)
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2015
Objectif de bon état chimique	Bon état 2021



Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Bon
Chimique	Mauvais

Pressions (état des lieux validé en 2013)	
Pressions diffuses	
Nitrates d'origine agricole	Pas de pression
Prélèvements d'eau	
Pressions prélèvements	Pas de pression

3. FRFG071 - sables, graviers et galets et calcaires de l'éocène Nord Garonne

Dominante sédimentaire non alluviale majoritairement captif d'une superficie de 20 063 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2016-2021)	
Objectif de bon état global	Bon état 2021 (type de dérogation : conditions naturelles)
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2021
Objectif de bon état chimique	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Mauvais
Chimique	Bon

Pressions (état des lieux validé en 2013)	
Pressions diffuses	
Nitrates d'origine agricole	Inconnues



Prélèvements d'eau

Pressions prélèvements

Significatives

4. FRFG072 - calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord aquitainDominante sédimentaire non alluviale majoritairement captif d'une superficie de 17 510 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2010-2015)	
Objectif de bon état global	Bon état 2021 (type de dérogation : conditions naturelles)
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2021
Objectif de bon état chimique	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Mauvais
Chimique	Bon

Pressions (état des lieux validé en 2013)	
<u>Pressions diffuses</u>	
Nitrates d'origine agricole	Inconnues
<u>Prélèvements d'eau</u>	
Pressions prélèvements	Non significatives

**5. FRFG073 - calcaires et sables du turonien coniacien captif nord-aquitain**Dominante sédimentaire non alluviale captif d'une superficie de 24097 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2010-2015)	
Objectif de bon état global	Bon état 2015
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2015
Objectif de bon état chimique	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Bon
Chimique	Bon

Pressions (état des lieux validé en 2013)	
<u>Pressions diffuses</u>	
Nitrates d'origine agricole	Inconnues
<u>Prélèvements d'eau</u>	
Pressions prélèvements	Non significatives



6. FRFG075 - Calcaires, grès et sables de l'infra-cénomaniens/cénomaniens captif nord-quitain

Dominante sédimentaire non alluviale Captif d'une superficie de 22577 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2010-2015)	
Objectif de bon état global	Bon état 2015
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2015
Objectif de bon état chimique	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Bon
Chimique	Bon



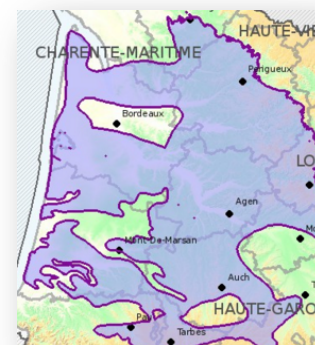
Pressions (état des lieux validé en 2013)	
<u>Pressions diffuses</u>	
Nitrates d'origine agricole	Inconnues
<u>Prélèvements d'eau</u>	
Pressions prélèvements	Non significatives

7. FRFG080 - calcaires du jurassique moyen et supérieur captif

Dominante sédimentaire non alluviale captif d'une superficie de 40096 Km².

Objectif de bon état (SDAGE 2016-2021)	
Objectif de bon état global	Bon état 2015
Objectif de bon état quantitatif	Bon état 2015
Objectif de bon état chimique	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (état des lieux validé en 2013)	
Quantitatif	Bon
Chimique	Bon



Pressions (état des lieux validé en 2013)	
<u>Pressions diffuses</u>	
Nitrates d'origine agricole	Inconnues
<u>Prélèvements d'eau</u>	
Pressions prélèvements	Non significatives

La masse d'eau FRFG071-sables, graviers et galets et calcaires de l'éocène Nord Garonne présente une pression concernant les prélèvements d'eau. En revanche pour les 6 autres

masses d'eau souterraines, il n'y a pas de pressions ou elles sont non significatives ou parfois inconnues.

2-4-3 La qualité des eaux superficielles

Les masses d'eau étudiées correspondent au. On retrouve les masses d'eaux suivantes :

FRFR61A	Le Dropt du confluent de l'Escourou au confluent de la Garonne
FRFRR61A_5	La Dourdèze

Le Dropt du confluent de l'Escourou au confluent de la Garonne

Le Dropt passe au sud de Duras. Ce cours d'eau atteint les 61 km de long. Cette masse d'eau **FRFR61A** Le Dropt du confluent de l'Escourou au confluent de la Garonne a un état écologique moyen et un bon état chimique selon l'état des lieux en 2011, 2012 et 2013.

Etat écologique
Moyen
Etat chimique
Bon

Différentes pressions ont été identifiées en 2013 sur cette masse d'eau. Les préoccupations les plus significatives sont le rejet de pesticides et les prélèvements pour l'irrigation. Ces pressions témoignent de l'orientation agricole de la vallée du Dropt.

Dans un second temps, cette masse d'eau subit une altération morphologique, hydrologique et de la continuité de manière modérée.

La Dourdèze

La Dourdèze passe à l'ouest de Duras. C'est un cours d'eau de 19 km de long. Cette masse d'eau **FRFRR61A_5** La Dourdèze a un état écologique moyen et un bon état chimique selon l'état des lieux en 2011, 2012 et 2013.

Etat écologique
Moyen
Etat chimique
Bon

Différentes pressions ont été identifiées en 2013 sur cette masse d'eau notamment les rejets de pesticides et les prélèvements pour l'irrigation. De plus, ce cours d'eau est affecté de manière significative par les rejets d'azote agricoles.

Les rejets de station d'épuration domestique représentent aussi une pression significative. Une station d'épuration se situe sur la rivière en amont de Duras. Elle traite les eaux usées de Saint Sernin et ses environs.

En ce qui concerne, les altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements, la Dourdèze n'est touchée que de manière minime.

Les deux masses d'eau présentes sur le territoire possèdent un état écologique moyen et un bon état chimique. On observe également sur ce territoire une pression agricole avec, de façon récurrente une pression au niveau des pollutions diffuses : pesticides et/ou azote mais également une pression significative au niveau des prélèvements pour l'irrigation et une pression hydromorphologique. La Dourdèze est concernée par une pression significative des rejets de station d'épuration domestique.

2-4-4 Les zonages spécifiques du SDAGE

Périmètre de gestion intégrée et zonages réglementaires

L'aire d'étude est concernée par un Plan de Gestion des Etiages : le PGE Dropt

Le PGE est un document contractuel de participation entre différents acteurs de l'eau dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en période d'étiage. Il vise à retrouver une situation d'équilibre entre les usages de l'eau et le milieu naturel, traduite par le respect des débits d'objectif d'étiage. L'objectif de cette mesure est de permettre la coexistence de tous les usages de l'eau ainsi que le bon fonctionnement des milieux aquatiques en période d'étiages. Il a vocation à s'appliquer plus particulièrement sur les cours d'eau où de forts prélèvements estivaux sont observés.

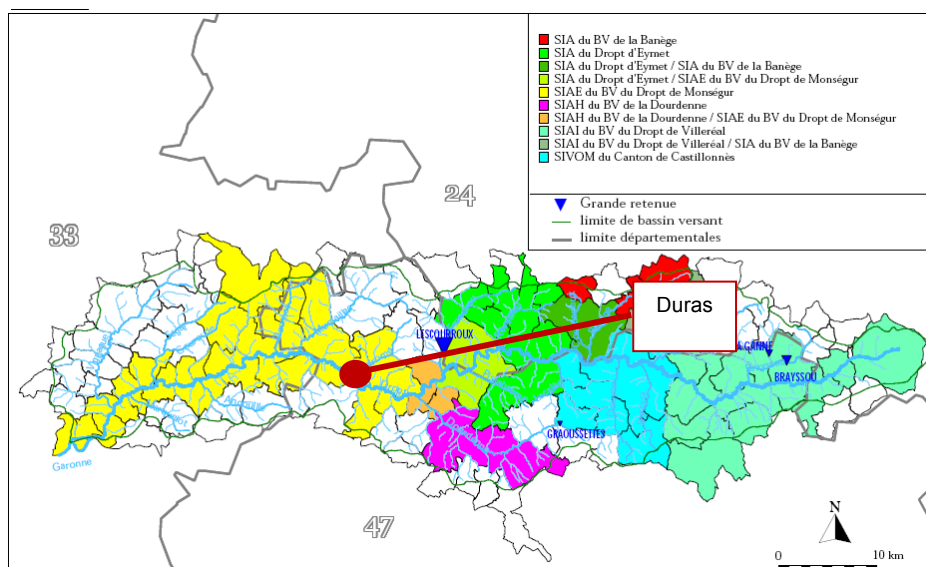


Illustration 1 : Etendue du PGE Dropt

(Source : <http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/etat-des-ressources-gestion-quantitative/quelles-mesures-les-actions-accompagnees-par-l-agence/les-operations-concertees-de-gestion-des-eaux/pge-dropt.html>)

Zone sensible (Zs)

La commune est située en zone sensible (« affluents en rive droite de la Garonne entre Tolzac à l'amont et le Dropt à l'aval » (code 05004).

Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. Les obligations réglementaires imposées dans ces zones sont la mise en place d'un système de collecte et de station d'épuration (avec traitement complémentaire de l'azote et/ou du phosphore et/ou d'un traitement de la pollution microbiologique).

Zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole (ZV)

Duras est localisée **en zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole** (FZV0504).

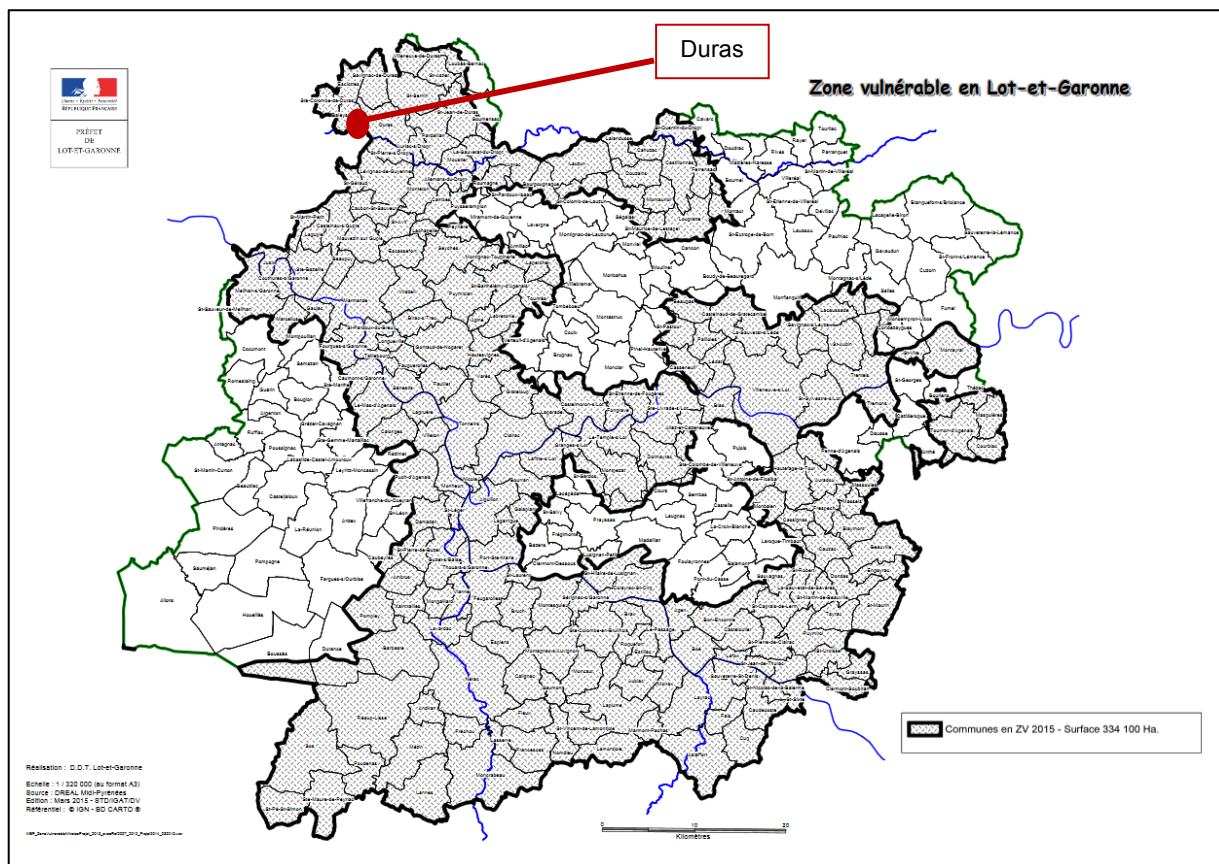


Illustration 17: Localisation des zones vulnérables aux nitrates

Aire d'alimentation de captage (AAC)

Les terrains de la commune ne sont pas situés au sein **d'une aire d'alimentation de captage prioritaire**.

Classement des cours d'eau

Selon l'arrêté du 7 octobre 2013 établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 1° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement sur le bassin Adour-Garonne :

- L'ensemble du Dropt qui traverse la commune est classé en axe à enjeux pour les migrateurs amphihalins,

Cet arrêté implique que tout ouvrage implanté sur ces cours d'eau doit comporter des dispositifs assurant la circulation des poissons migrateurs.

Unité hydrographique régionale (UHR)

La collectivité territoriale fait partie d'une unité hydrographique de référence (UHR) : le Dropt

Chaque UHR possède une fiche présentant les principaux enjeux, les objectifs d'état chimique et écologique ainsi qu'un programme de mesures.

Les enjeux ciblés par l'UHR Dropt sont les suivants :

- Pollutions domestiques (collecte et traitement),
- Pollutions diffuses agricoles (nitrates, pesticides) sur nappes alluviales (maraîchage, viticulture, arboriculture),
- Gestion des débits d'étiage,
- Morphologie des cours d'eau (aménagement urbains, seuils...).

La commune est située en zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole (ZV) et en zone sujette à l'eutrophisation (Zs), De plus, le territoire est concerné par un Plan de Gestion des Etiages (PGE).

Il en découle certaines sensibilités au regard de cette ressource : sensibilité au regard du respect des objectifs de qualité, sensibilité en termes d'utilisation et de partage de la ressource.

3 - Qualité des milieux, nuisances et pollutions

Sources : site de l'agence de l'eau Adour et Garonne, site de la DREAL, bases de données Basias et Basol, site AIRAQ,

3-1 Les usages de l'eau

3-1-1 Alimentation en eau potable

Le service d'eau potable est assuré par Syndicat Départemental d'Adduction d'Eau Potable et de l'Assainissement du Lot-et-Garonne (EAU 47). L'alimentation en eau potable de la commune provient du forage de Auriac sur Dropt. Actuellement, il est difficile d'estimer les marges par rapport à la productivité du forage mais on constate chaque année une baisse du niveau des nappes profondes.

DURAS	2014	2015
Nombre d'abonnés	791	799

Concernant la qualité de l'eau potable distribuée en 2014, celle-ci était bonne (conforme en bactériologie et en physico-chimie).

L'irrigation

Les prélèvements identifiés sur la commune proviennent principalement des eaux de surface avec un usage majoritairement agricole. Il existe qu'un seul forage prélevant dans les eaux souterraines.

Nature\Usage	Irrigation	
	Volume	Nb d'ouvr.
Eau de surface	182 439	12
Nappe phréatique	1 700	1
Retenue	48 230	4
Total	232 369	17

Baignades

Sur la commune, il n'y a aucune zone de baignade suivie par l'ARS.

Assainissement

La commune possède une station d'épuration gérée par le Syndicat Départemental d'Adduction d'Eau Potable et de l'Assainissement du Lot-et-Garonne (EAU 47) mise en service en 1989. Cette station de type boues activées et lit planté de roseaux pour le traitement des boues fût réhabilitée en 2014.

Cette station d'épuration par boues activées se situe le long du Dropt et dispose d'une capacité de 1 600 éq-hab. Actuellement cette station est alimentée par un réseau séparatif collectant 420 abonnés.

Aujourd'hui, sur la base des bilans d'autosurveillance de ces trois dernières années, le syndicat estime une charge organique entrante à la station de 1065 Equivalent-Habitant (EH)².

Dans le zonage d'assainissement collectif, il reste sur le territoire de la commune de Duras, deux lieudits non desservis par ce réseau, il s'agit de « Pateau » (7habitations) et « Grand Croix » (32 habitations) qui représentent 78 EH.

Ensuite selon le zonage d'assainissement collectif, il reste ensuite 211 habitations à raccorder et en considérant le même ratio pour le calcul de la charge organique que pour les deux lieux dits, il reste à raccorder sur le réseau de la commune de Duras 422 EH. Ainsi la station risque d'arriver à saturation et ne pas pouvoir recevoir de nouveaux abonnés.

Par ailleurs, le rejet de cette station s'effectue dans le Dropt.

² Équivalent-Habitant (EH) : Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

1 EH = 60 g de DBO5/jour soit 21,6 kg de DBO5/an.

La directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent-habitant comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.



Illustration 2 : Station de traitement des eaux usées (Source : Ectare)

En 2015, la commune comptait 315 installations d'assainissement non collectif.

En termes d'usages et pressions industriels, la commune recense 17 sites industriels.

Vis-à-vis de la ressource en eau, les sources de pollution sont assez diffuses et proviennent de l'activité agricole (en termes de ressource et de qualité) et aux usages domestiques essentiellement (assainissement, voirie).

Concernant l'alimentation en eau potable, en 2014, la qualité de l'eau potable distribuée était bonne (conforme en bactériologie et en physico-chimie).

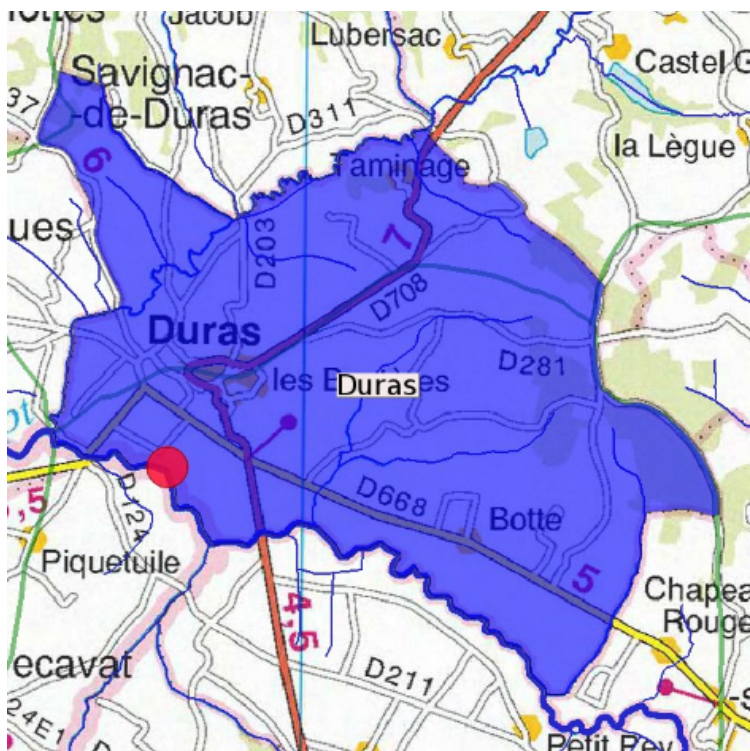


Illustration 3 : Localisation de la station de traitement des eaux usées

3-2 La Qualité de l'air

Depuis 1980, la qualité de l'air ambiant fait l'objet d'une réglementation communautaire. En France, l'Etat confie la surveillance de la qualité de l'air à une quarantaine d'associations loi 1901, agréées chaque année par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Elles constituent le Réseau National ATMO de surveillance et d'Information sur l'Air.

L'association AIRAQ concerne la région Aquitaine : elle a été créée fin 1995.

AIRAQ s'appuie sur un réseau de 30 stations fixes (dont 1 station météorologique), 2 laboratoires de mesures mobiles, 6 préleveurs, une centaine d'analyseurs, pour mener à bien ses missions de surveillance en Aquitaine.

L'implantation des sites de mesure n'est pas aléatoire et dépend de nombreux critères permettant de mesurer dans sa globalité l'air sur toute la zone étudiée.

AIRAQ dispose ainsi de :

- 7 stations de proximité automobile,
- 6 stations de proximité industrielle,
- 9 stations de fond,
- 3 stations péri-urbaines de fond,
- 3 stations rurales,
- Des stations mobiles : ces moyens mobiles d'AIRAQ ont pour objectif principal de mesurer la pollution de l'air **dans les zones non couvertes par les stations du**

réseau aquitain, aussi bien en milieu urbain que rural. Ils permettent aussi de valider des emplacements pour de nouvelles stations fixes.

De manière générale sur la région Aquitaine, les teneurs en ozone sont relativement stables depuis une dizaine d'années.

Les teneurs en particules en suspension PM10 et PM2,5 sont pour leur part, à la baisse.

Le dioxyde d'azote est également en baisse depuis 2011 bien qu'il existe des disparités en fonction du type de station pour ce polluant essentiellement émis par le trafic routier.

En ce qui concerne le dioxyde de soufre, une diminution des niveaux a encore été constaté en 2014 bien que les niveaux de ce polluant soit déjà très faible.

Les sources de chaque polluant et leurs effets sont les suivants :

L'ozone (O3) provient de la réaction des polluants primaires (issus de l'automobile ou des industries) en présence de rayonnement solaire et d'une température élevée. Il provoque toux, altérations pulmonaires, irritations oculaires.

Les oxydes d'azote (Nox) proviennent des combustions et du trafic automobile. Le dioxyde d'azote provient à 60% des véhicules. Ils affectent les fonctions pulmonaires et favorisent les infections.

Le dioxyde de soufre (SO2) provient de la combustion du fioul et du charbon (agriculture, industrie, chauffage). Il irrite les muqueuses, la peau et les voies respiratoires supérieures.

Les particules en suspension (PM10) proviennent du trafic automobile, des chauffages fonctionnant au fioul ou au bois et des activités industrielles. Plus elles sont fines, plus ces poussières pénètrent profondément dans les voies respiratoires.

Le monoxyde de carbone (CO) provient du trafic automobile et du mauvais fonctionnement des chauffages. Il provoque maux de têtes, vertiges. Il est mortel, à forte concentration, en cas d'exposition prolongée en milieu confiné.

Les poussières sédimentables (PS) se différencient des particules en suspension par leur taille : alors que les particules en suspension ont un diamètre inférieur à 10 microns, celui des poussières sédimentables est de l'ordre de la centaine de microns. Les PS ont pour origine l'exploitation de carrières en zone rurale, et d'usines d'industries lourdes. Les PS ne sont pas dangereuses pour la santé de l'homme, mais elles gênent principalement son confort.

L'ammoniac (NH3) est un polluant essentiellement agricole, émis lors de l'épandage des lisiers provenant des élevages d'animaux, mais aussi lors de la fabrication des engrais ammoniacés. Il a une action irritante sur les muqueuses de l'organisme. On retiendra globalement la présence potentielle de polluants liés aux pesticides ou à des produits "phytosanitaires".

Les polluants influençant la qualité de l'air dans le secteur d'étude sont essentiellement issus des activités dues à l'exploitation agricole (55% des émissions de GES), et plus ponctuellement au transport et activités domestiques.

Bien que le département du Lot-et-Garonne soit muni d'une station de fond (suivi du niveau d'exposition moyen de la population aux phénomènes de pollution atmosphérique dits de "fond" dans les centres urbains) et d'une station trafic (Marmande), il n'existe aucune station à proximité de la commune. **En revanche, on peut supposer que compte tenu du faible tissu industriel et de la ruralité du territoire la qualité de l'air est relativement bonne.**

3-3 Ressources du sous-sol, risques industriels, sols pollués, gestion des déchets

Ressources du sous-sol

Les substances exploitées ou présentant des possibilités d'exploitation ne constituent pas dans le secteur un débouché économique important.

- Matériaux calcaires : la plupart des carrières mettant à profit les niveaux calcaires du Tertiaire sont actuellement pratiquement toutes arrêtées.

En effet, sur la commune, **seulement 2 anciennes carrières sont recensées** :

- **Une carrière à ciel ouvert d'extraction de pierres ornementales et de construction**, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise sise aux lieux-dits « Fonbouet », anciennement exploitées par l'entreprise Brunateau Georges du 02/12/1980 au 01/01/1983.
- **Une carrière à ciel ouvert d'extraction de pierres ornementales et de construction**, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise anciennement exploitée par l'entreprise DA Roda.



Illustration 4 : Ancienne carrière de Fonbouet (Source : Ectare)

Sites industriels et ICPE

17 sites sont répertoriés au titre des anciens sites industriels et activités de services. Ils ponctuent l'espace, en se concentrant au niveau des bourgs. Ce sont principalement des activités telles que l'automobile, l'artisanat et le carburant à échelle locale. Parmi ces 17 sites, seuls 5 à 6 sont encore en activités.

En revanche, aucun site ou sol pollué ou potentiellement pollué appelant une intervention des pouvoirs publics n'est identifié sur la communauté de communes.

2 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur la commune (base des installations classées) et soumises à enregistrement.

Les installations sont les suivantes:

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
ETS GUINGUET (BIP)	47120	DURAS	Enregistrement	Non Seveso
SCA VIGNERONS LANDERROUAT/BERTICOT	47120	DURAS	Enregistrement	Non Seveso

Gestion des déchets

La communauté de commune Pays de Duras gère la compétence déchet. Cette EPCI gère les déchets des 5 573 habitants des 17 communes.

L'enjeu fixé est celui du grenelle de l'environnement : 250 kg par an et par habitant pour 2011 et à 200 kg par an et par habitant pour 2016.

La déchèterie est située sur la commune de Duras et comprend différentes bennes pour les encombrants, les déchets verts, les gravats, la ferraille, les déchets Dangereux Spécifiques (DDS) et les déchets d'Equipeement Electrique Electronique (DEEE).

De manière globale, près de 70% des déchets ménagers et assimilés vont en stockage ou incinération sans valorisation. Les 30% restants valorisé sous forme de matière ou d'organique.



et

sont

Illustration 5 : Déchetterie de la communauté de communes Payse de Duras

3-4 Contexte sonore

Le contexte sonore du secteur est caractéristique d'un secteur rural, rythmé essentiellement par les activités domestiques (déplacements, vie locale) et agricoles. La voirie majeure de l'intercommunalité est la D708 qui traverse la commune au niveau du centre-ville.

Les sources de bruit sur la zone considérée sont ainsi liées :

- à la circulation sur les voiries,
- aux travaux agricoles,
- aux activités des habitations.

Le cadre de vie sur la communauté de communes est caractéristique d'un milieu rural. Il est marqué par une présence agricole forte sur l'ensemble du territoire. Les établissements industriels recensés sont principalement liés à l'agriculture avec la transformation, la conserverie de fruits et l'élevage. On rencontre principalement deux types de pollutions: agricole diffuse (pesticides) et domestique (assainissement). Ce constat est confirmé à travers l'état des masses d'eaux et les pressions identifiées dans le cadre de la DCE.

Malgré ce constat, on n'identifie pas de sensibilité majeure sur le territoire.

3-5 Energie

- Une ligne haute tension (400 kV) passe à l'est de la commune de Duras
- En énergie renouvelable il existe:
 - o Le photovoltaïque : 0,01 MW installé en 2012

Sur la région Nouvelle Aquitaine, l'ensoleillement moyen est de 1300 w/m². Ce bon ensoleillement est à nuancer en fonction du contexte géographique local. Le département du Lot et Garonne possède un enjeu moyen pour le développement du photovoltaïque.

L'éolien : Le territoire communal est défavorable à la mise en place d'ouvrage éolien à cause du patrimoine/ paysages alentour. La présence d'un monument historique, le château de Duras, en centre-ville et la position du bourg sur les hauteurs de la commune rend le risque de covisibilité important.

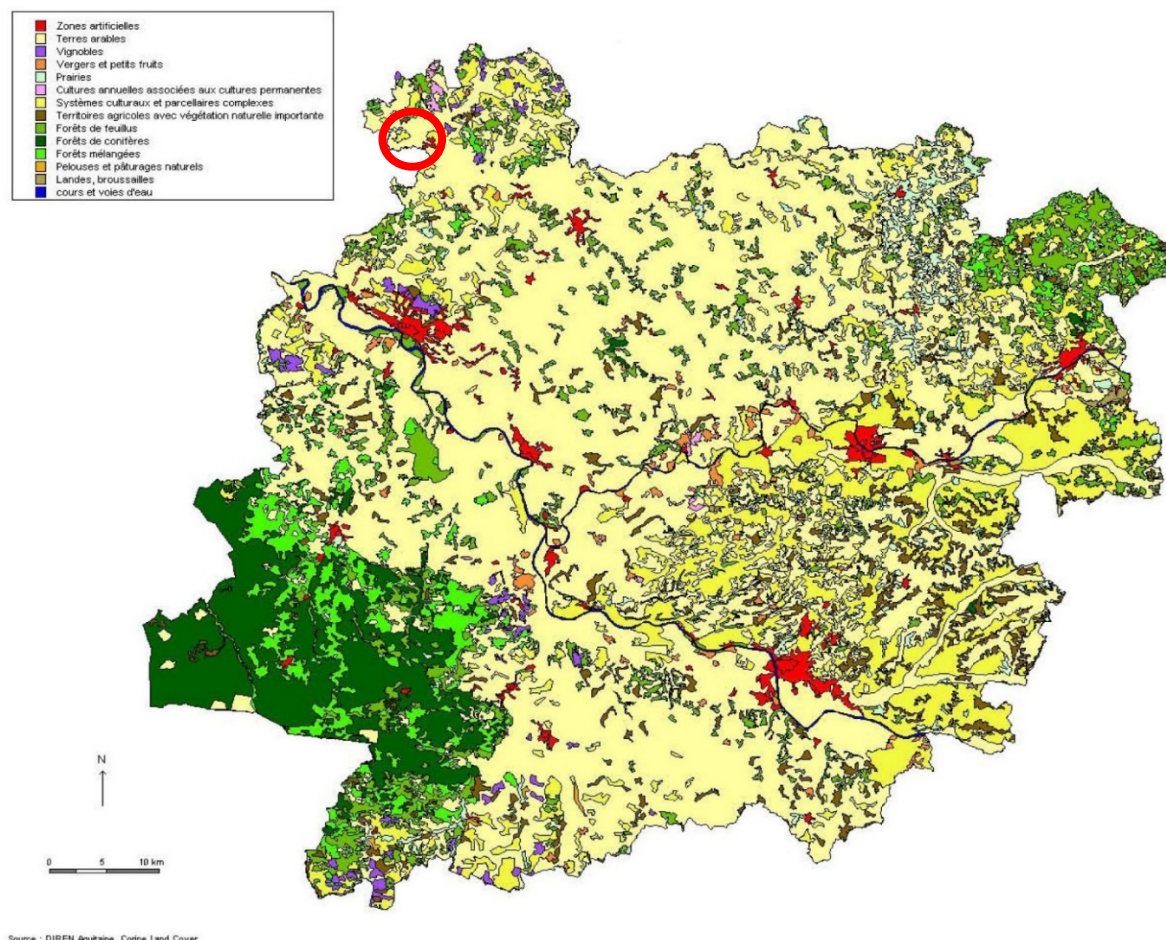
4 - Flore, Faune et milieu « naturel »

4-1 Contexte biogéographique

D'une superficie de 5 361 km², le Lot-et-Garonne est formé de collines, entaillées par de larges vallées du Lot et de la Garonne.

Le calcaire est toujours présent, même si dans les vallées ou dans les coteaux, il disparaît souvent sous de vastes épaisseurs de mollasses sableuses ou argileuses, de sables au sud-ouest et de terrains détritiques ferrugineux au nord-est.

On y ajoutera les très riches alluvions des terrasses emboîtées de la Garonne et du Lot qui en font, par endroits, l'un des meilleurs terroirs de France.



Carte 1 : occupation des sols en Lot-et-Garonne

La commune est localisée principalement dans la région « plateaux des coteaux nord ». Elle présente un territoire occupé principalement par des grandes cultures, un peu d'élevage et d'arboriculture.

4-2 Territoires à enjeux environnementaux

4-2-1 Zonage Natura 2000

Le réseau Natura 2000 regroupe l'ensemble des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sur le territoire européen. Il est destiné à assurer un réseau cohérent d'espaces protégés en vue d'assurer le maintien de la biodiversité des habitats naturels et des espèces sauvages sur le territoire européen des Etats membres.

Ce réseau repose sur deux directives :

- Directive Habitats : Directive n° 92/43 du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (J.O.C.E. 22-7-92).

- Directive Oiseaux : Directive n° 79/409 du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (J.O.C.E. 25-4-79).

Présentation générale du site

Le territoire communal de Duras est concerné par un site Natura 2000 désigné au titre de la Directive Habitat :

- Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « **Réseau hydrographique du Dropt** » (FR 7200692).
Superficie : 6 294 ha, à cheval sur deux départements et 66 communes.

Ce site englobe le réseau hydrographique du Dropt et de ses affluents permanents (dont notamment la Dourdèze et le ruisseau de Saute-Bouc). Sur la commune de Duras, il concerne environ 210 ha (soit 10,3 % du territoire communal).

Six habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés sur le site Natura 2000 dont 2 sont prioritaires (*) :

Code Natura 2000	Intitulé
91E0-8 / 91E0-11 *	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i>
7220-1 *	Sources pétrifiantes avec formation de travertins
6510-3	Pelouses maigres de fauche de basse altitude
6430	Mégaphorbiaies riveraines
3150-4	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de <i>l'Hydrocharition</i>
3140-1	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.

Les pelouses maigres de fauche constituent plus de 90 % de la surface des habitats d'intérêt communautaire. Les forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne commun ainsi que les mégaphorbiaies composent quasiment le reste (8,48 %).

Dix-neuf espèces animales ont été recensées sur le site dont deux sont prioritaires (*) :

Groupe	Code Natura 2000	Nom latin	Nom commun
Mammifères (hors chiroptères)	1356 *	<i>Musteola musteola</i>	Vison d'Europe
	1355	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe
Chiroptères	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe
	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe
	1305	<i>Rhinolophus euryale</i>	Rhinolophe euryale
	1307	<i>Myotis blythii</i>	Petit murin
	1310	<i>Miniopterus schreibersi</i>	Murin de Schreibers

	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreilles échancrées
	1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Murin de Bechstein
	1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin
Odonates	1041	<i>Oxygastra curtisii</i>	Cordulie à corps fin
	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de mercure
Lépidoptères	1060	<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais
	1065	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la succise
Coléoptères	1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant
	1088	<i>Cerambyx cerdo</i>	Grand capricorne
Reptiles	1220	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe
Poissons	1126 *	<i>Chondrostoma toxostoma</i>	Toxostome
	1134	<i>Rhodeus sericeus</i>	Bouvière

Ce site Natura 2000 présente également des espèces végétales à caractère invasif (en dehors des parcelles cultivées et jardins) :

Nom latin	Nom commun	Statut
<i>Robinia pseudoacacia</i>	Robinier faux-acacia	Averé
<i>Heracleum mantegazzia</i>	Berce du Caucase	
<i>Paspalum dilatatum</i>	Paspale	
<i>Buddleia davidii</i>	Buddleia du père David	
<i>Myriophyllum aquaticum</i>	Myriophylle aquatique	
<i>Ludwigia peploides</i> / <i>Ludwigia grandiflora</i>	Jussies	
<i>Ailanthus altissima</i>	Ailanthé	
<i>Acer negundo</i>	Erable négundo	
<i>Cortaderia selloana</i>	Herbe de la pampa ou Gynérium	Potentiel
<i>Euonymus japonicus</i>	Fusain du Japon	
<i>Erigeron canadensis</i>	Vergerette du Canada	A surveiller
<i>Sasa japonica</i>	Bambou	
<i>Polygonum polystachyum</i>	Renouée du Japon	
<i>Bromus catharticus</i>	Brome purgatif	

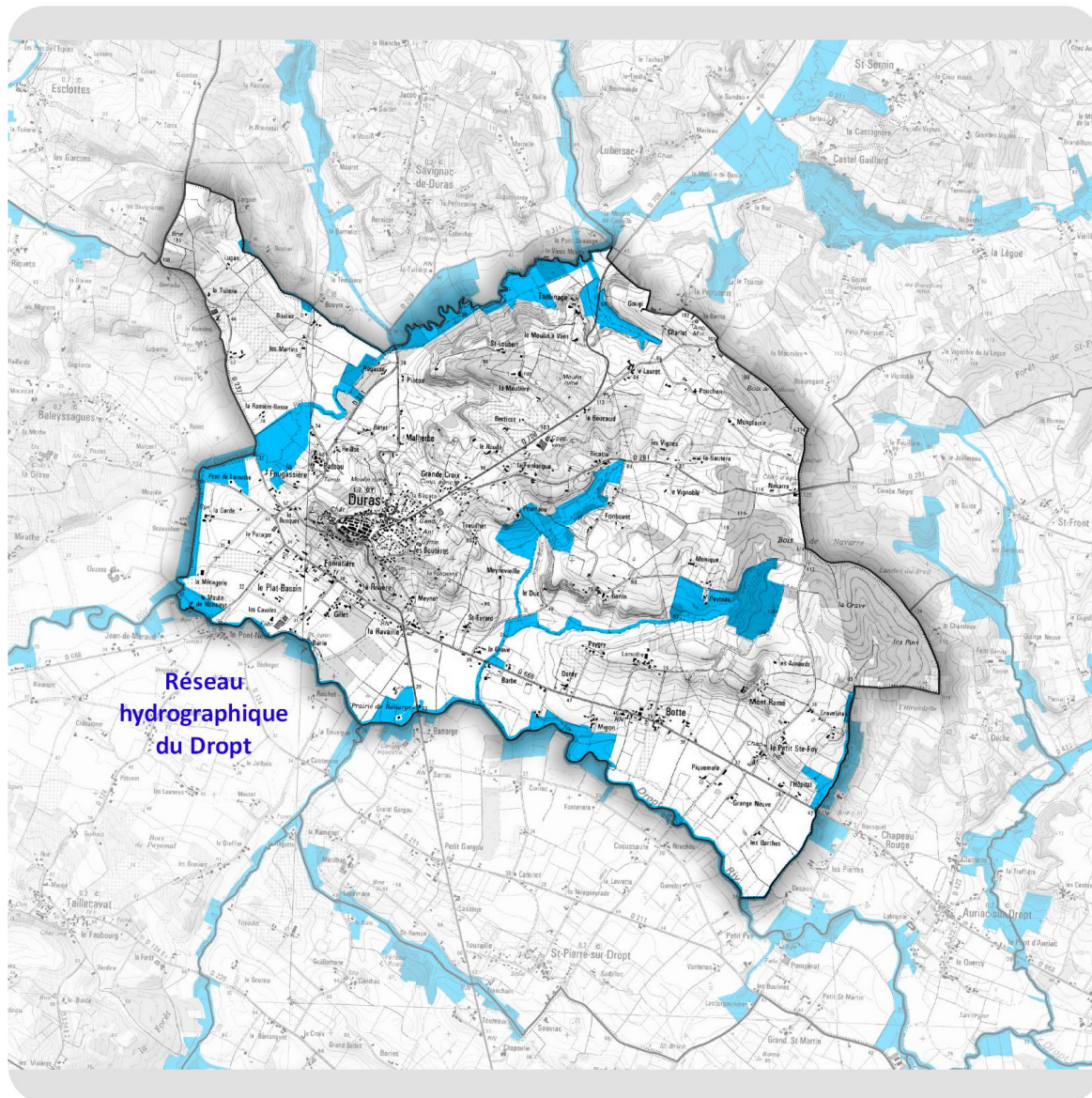
Quinze objectifs de conservation ont été définis et attribués à des entités de gestion pour permettre le maintien de ces espèces patrimoniales :

Entités de gestion	Objectifs de conservation
Milieux aquatiques et zones humides	A – Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des cours d'eau (niveaux d'eau, circulation sédimentaire...)
	B – Entretenir et restaurer les zones d'eaux stagnantes
	C – Restaurer la qualité physico-chimique des cours d'eau
	D – Maintenir des niveaux d'eau

Entités de gestion	Objectifs de conservation
	compatibles avec les exigences de la faune et de la flore
	E – Conserver / restaurer les zones humides
	F – Limiter le dérangement des espèces et la dégradation des habitats (piétinement, déchets...)
	G – Conserver / restaurer la ripisylve
Milieux ouverts / Prairies, pelouses et landes / Boisements et fourrés	H – Favoriser la restauration et la gestion des milieux ouverts et semi-ouverts compatible avec la conservation des habitats et des espèces
	I – Restauration et maintien des corridors biologiques pour assurer la fonctionnalité des milieux à l'échelle du site
	J – Favoriser une gestion des milieux forestiers compatible avec la conservation des habitats et des espèces
Ensemble du site Natura 2000	K – Contrôler la prolifération d'espèces invasives
	L – Assurer la mise en œuvre du DOCOB
	M – Contribuer à la compréhension par le grand public et les acteurs locaux des enjeux écologiques et faciliter leur prise en compte
	N – Contribuer à la mise en cohérence des différents programmes d'aménagement ou de gestion du site et s'assurer de l'intégration des enjeux de biodiversité
	O – Améliorer les connaissances du site et assurer les suivis scientifiques

Présentation du site Natura 2000 sur la commune de DURAS

Le Document d'Objectif de ce site a été réalisé par ETEN environnement et validé en mai 2015.



□ Limites communales

Natura 2000 - Directive Habitat



0 1000 2000 m

Date de réalisation : Septembre 2016

Sources : © IGN scan 25, DREAL

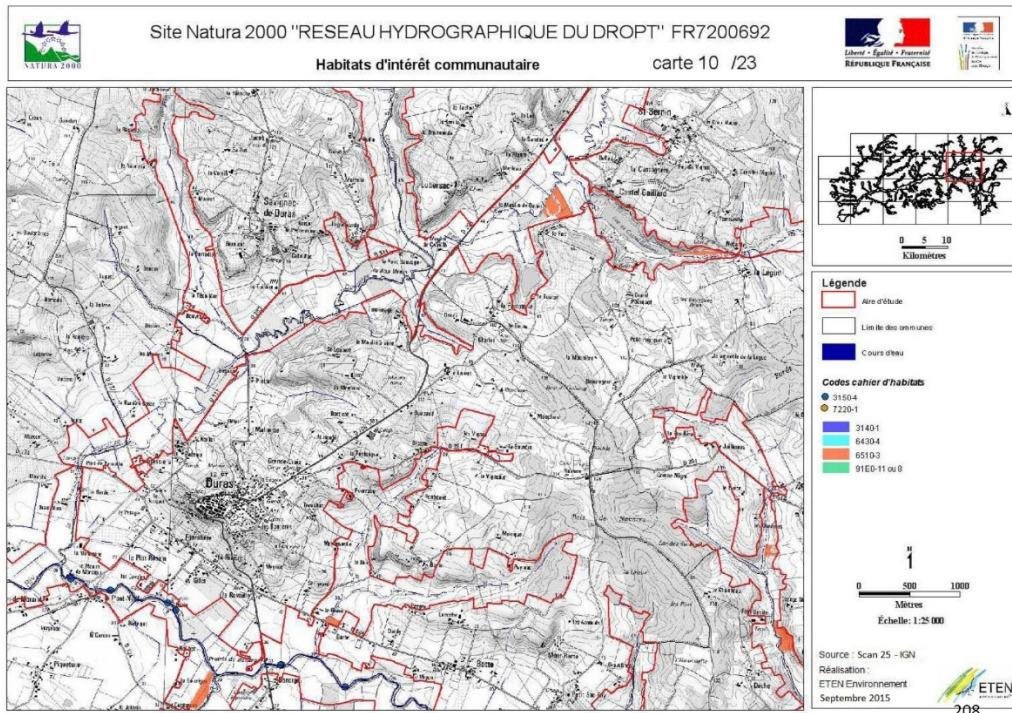
Référence : 95636



Carte 2 : Zone Natura 2000 sur le territoire communal

La cartographie disponible met en évidence la présence de deux habitats d'intérêts communautaire et de plusieurs espèces animales patrimoniales sur le territoire de Duras.

Ainsi, une parcelle de prairie maigre de fauche (6510-3) est mentionnée au niveau du lieu-dit Barbe. Plusieurs herbiers aquatiques (3150-4) sont également présents sur le cours du Dropt au niveau du territoire de Duras.

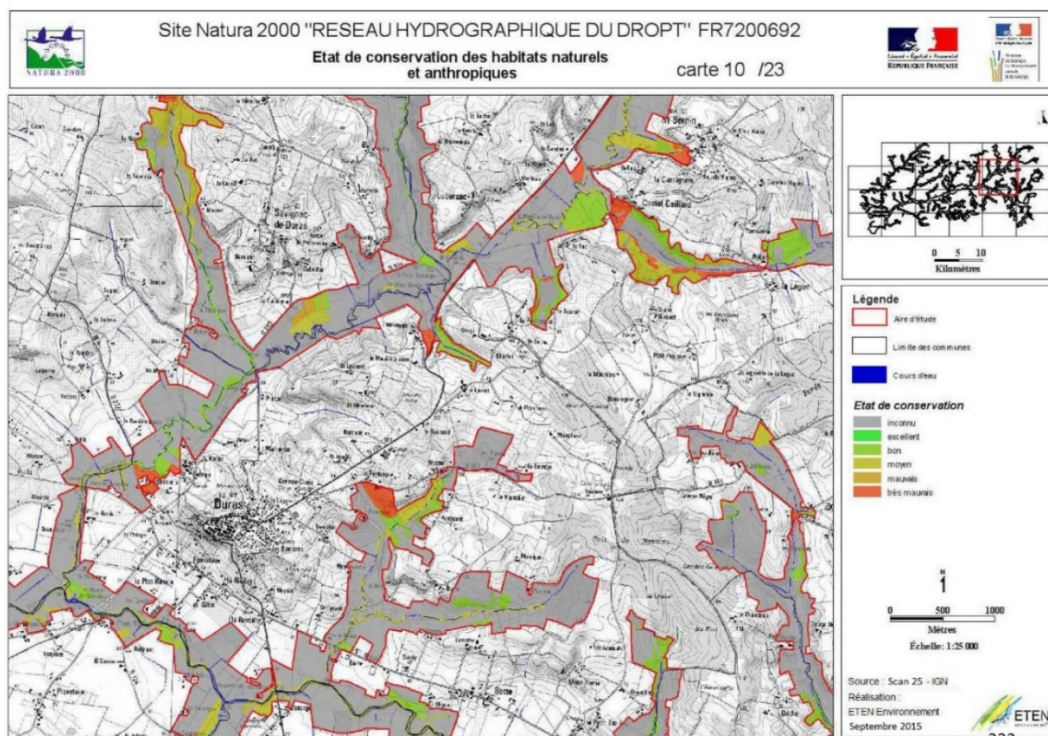


Localisation des habitats d'intérêt communautaire sur le secteur de Duras (Extrait du DOCOB)

L'état de conservation des habitats n'a pas été analysé sur l'ensemble du réseau hydrographique du site. Cependant, sur le territoire de Duras, quelques zones ont été étudiées.

Ainsi, quelques habitats en très mauvais état de conservation sont mis en avant sur la cartographie (en orange). Ils sont localisés au niveau des lieux-dits La Fougassières à l'ouest du bourg de Duras, la Fonlongue à l'est du bourg de Duras et le Moulin à vent au nord-est du territoire communal. D'autres zones en mauvais état sont également localisées (Bicotte par exemple).

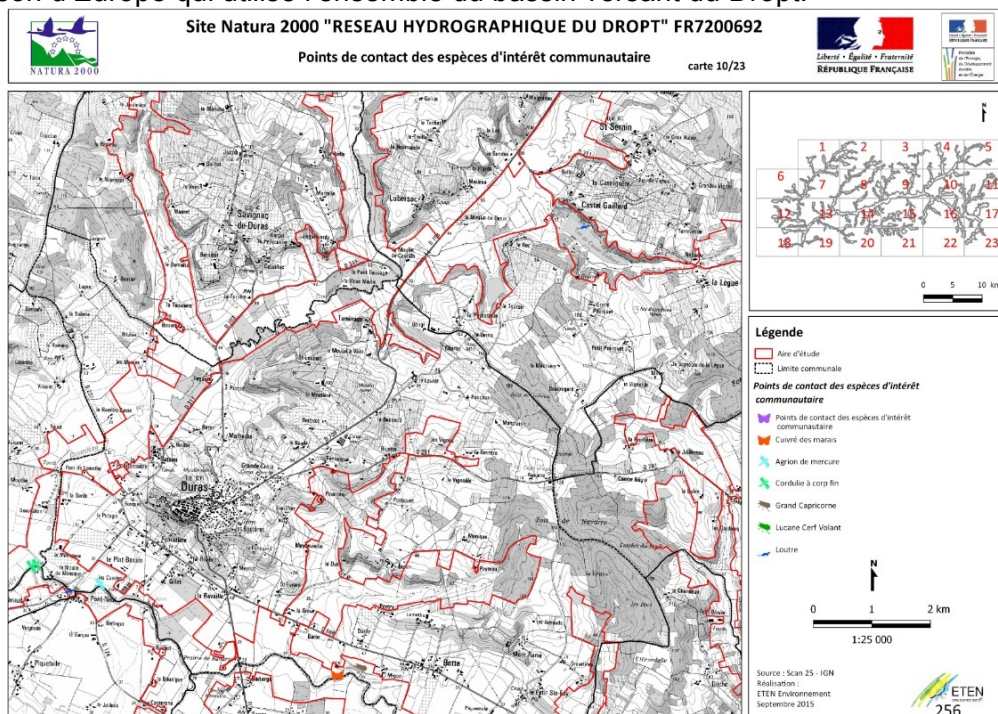
Quelques formations, en revanche, sont en bon état de conservation. On peut citer le Moulin de Monsieur en limite sud-ouest du territoire de Duras, au niveau des lieux-dit Bonin ou Fonbouet.



Etat de conservation des habitats naturels et anthropiques sur le territoire de Duras (Extrait du DOCOB)

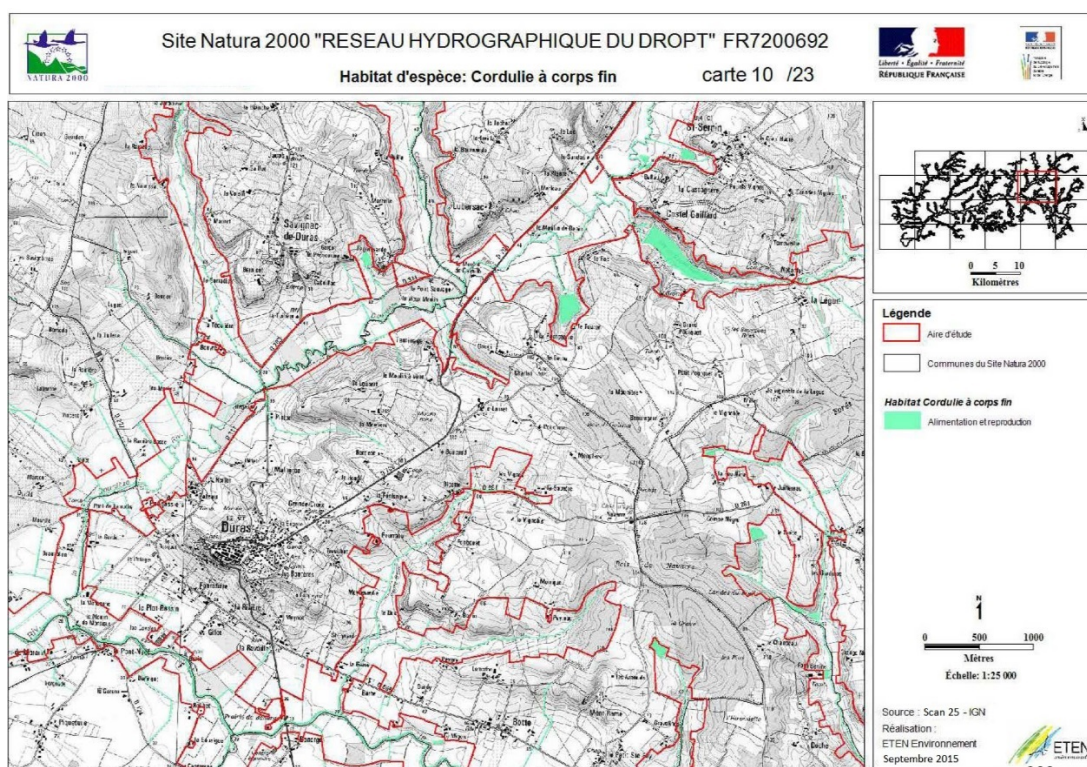
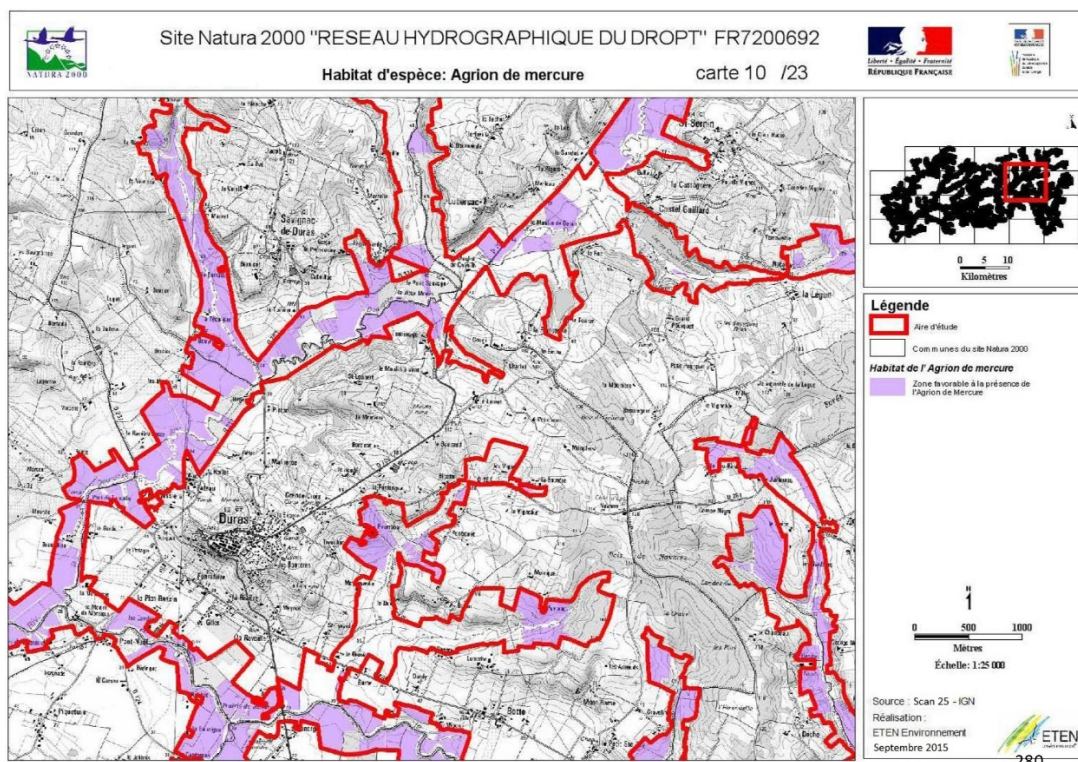
De plus, plusieurs espèces patrimoniales ont été observées sur le territoire de Duras :

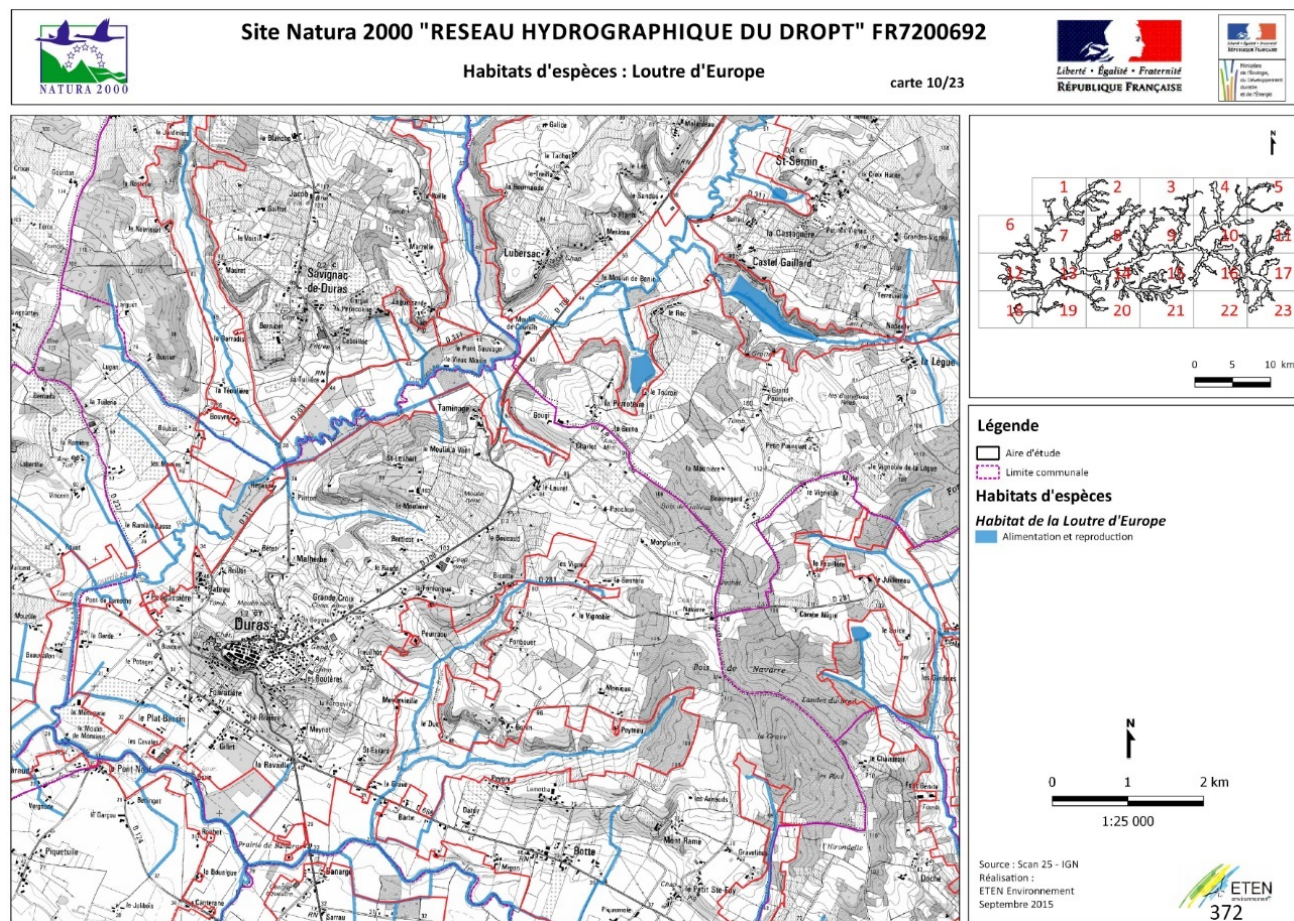
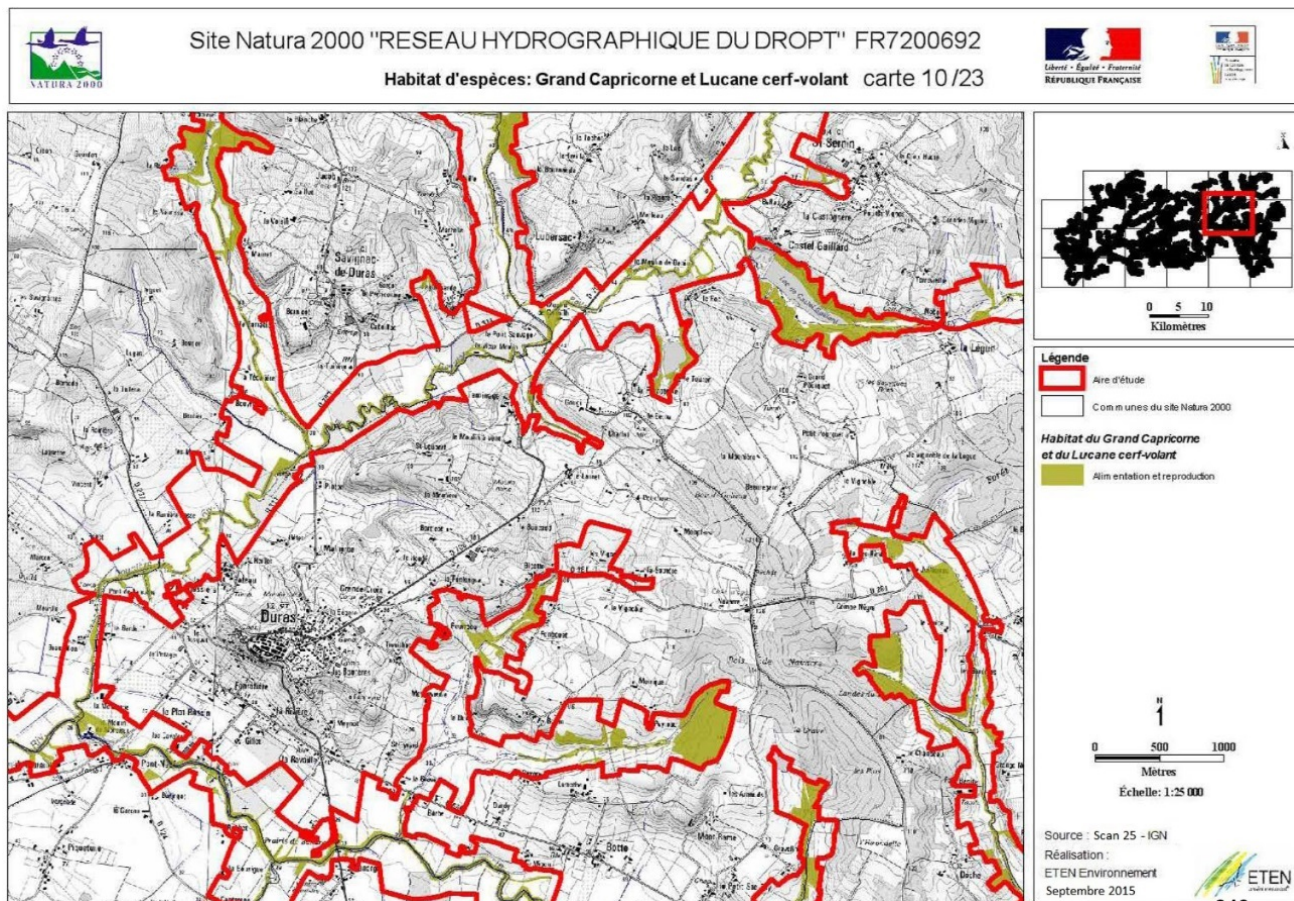
- La loutre d'Europe et l'Agrion de Mercure au sud-ouest du territoire au niveau du Moulin de Monsieur ;
- Le Cuivré des marais et le Grand Capricorne au centre-sud du territoire communal au niveau du lieu-dit Dardy.
- Le Vison d'Europe qui utilise l'ensemble du bassin versant du Dropt.

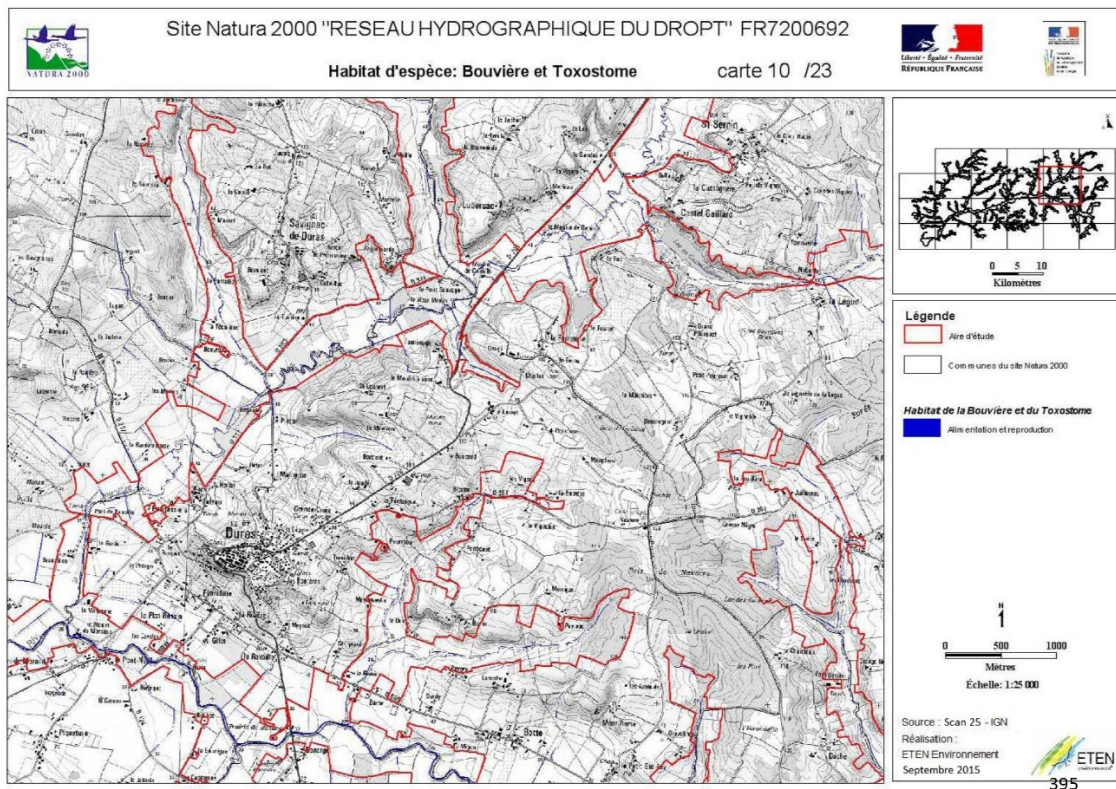


Localisation des observations des espèces animales d'intérêt communautaire (Extrait du DOCOB)

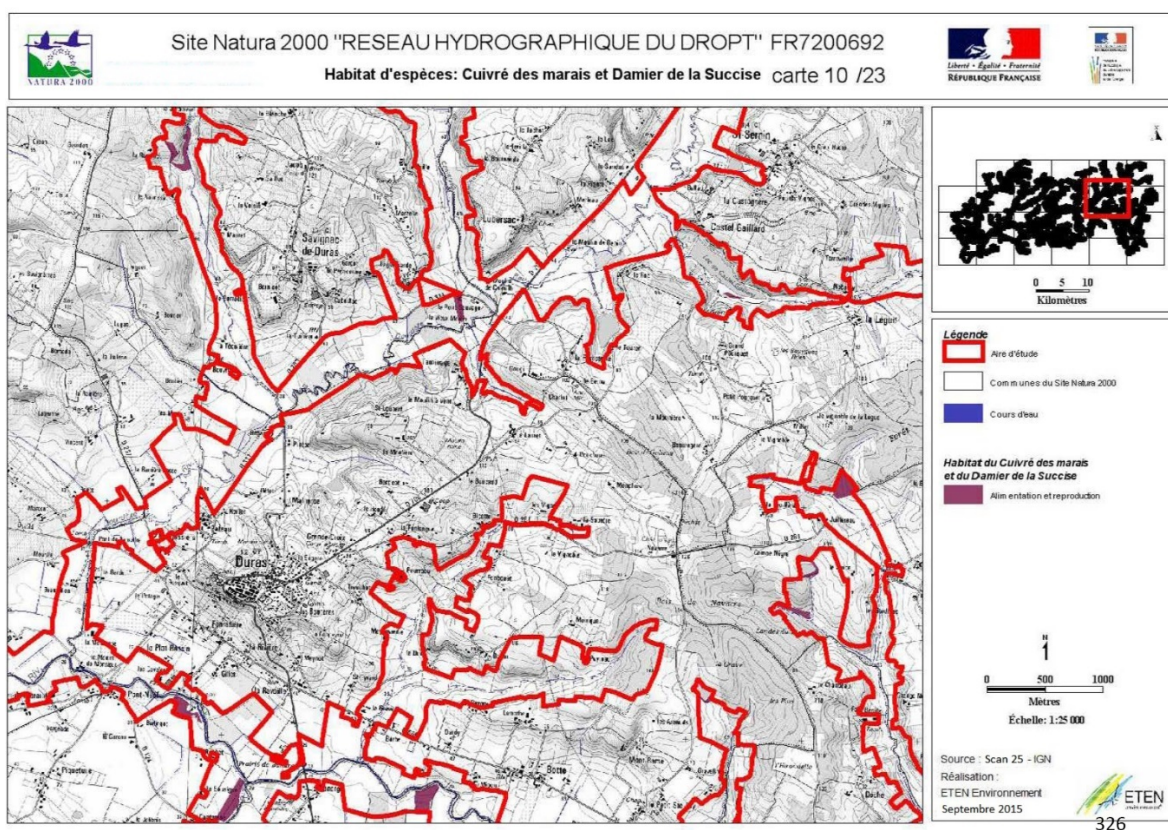
Les habitats d'espèces patrimoniales ont été définis et cartographiés. On notera que le réseau hydrographique et les milieux adjacents traversant le territoire communal est favorable à l'Agrion de Mercure, à la Cordulie à corps fin, au Grand Capricorne, au Lucane cerf-volant, à la Loutre d'Europe, à la Bouvière et au Toxostome (voir cartes ci-dessous).



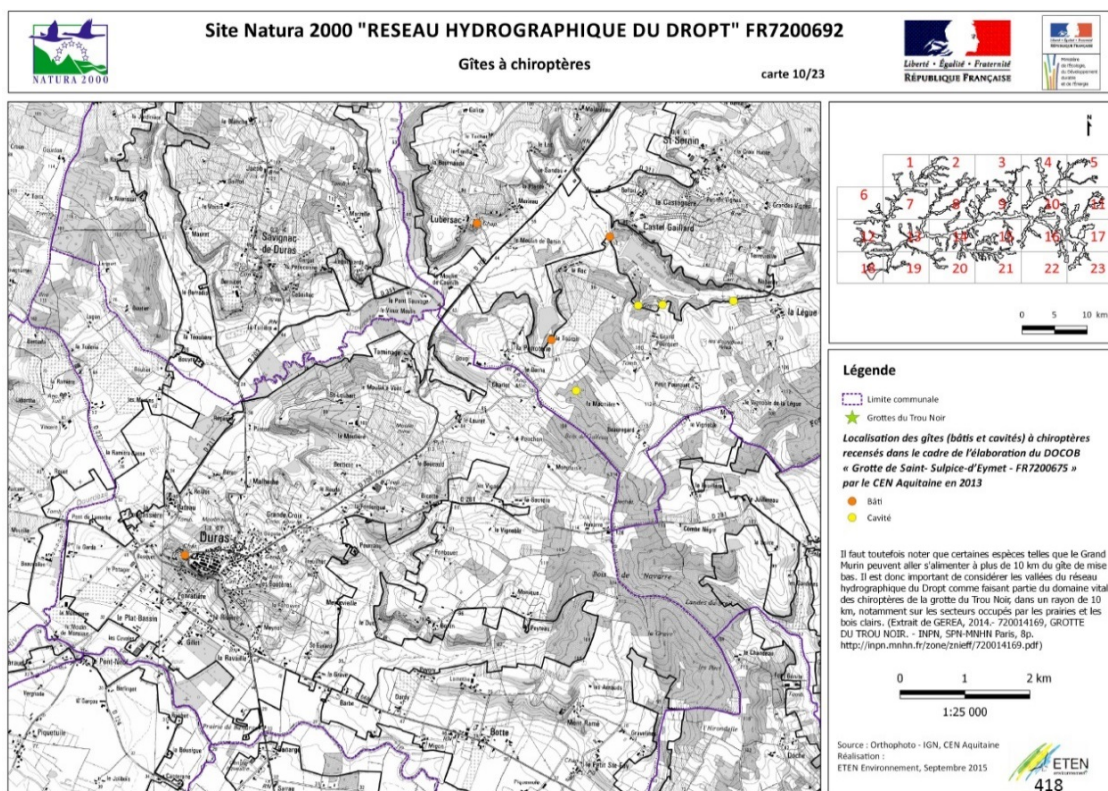




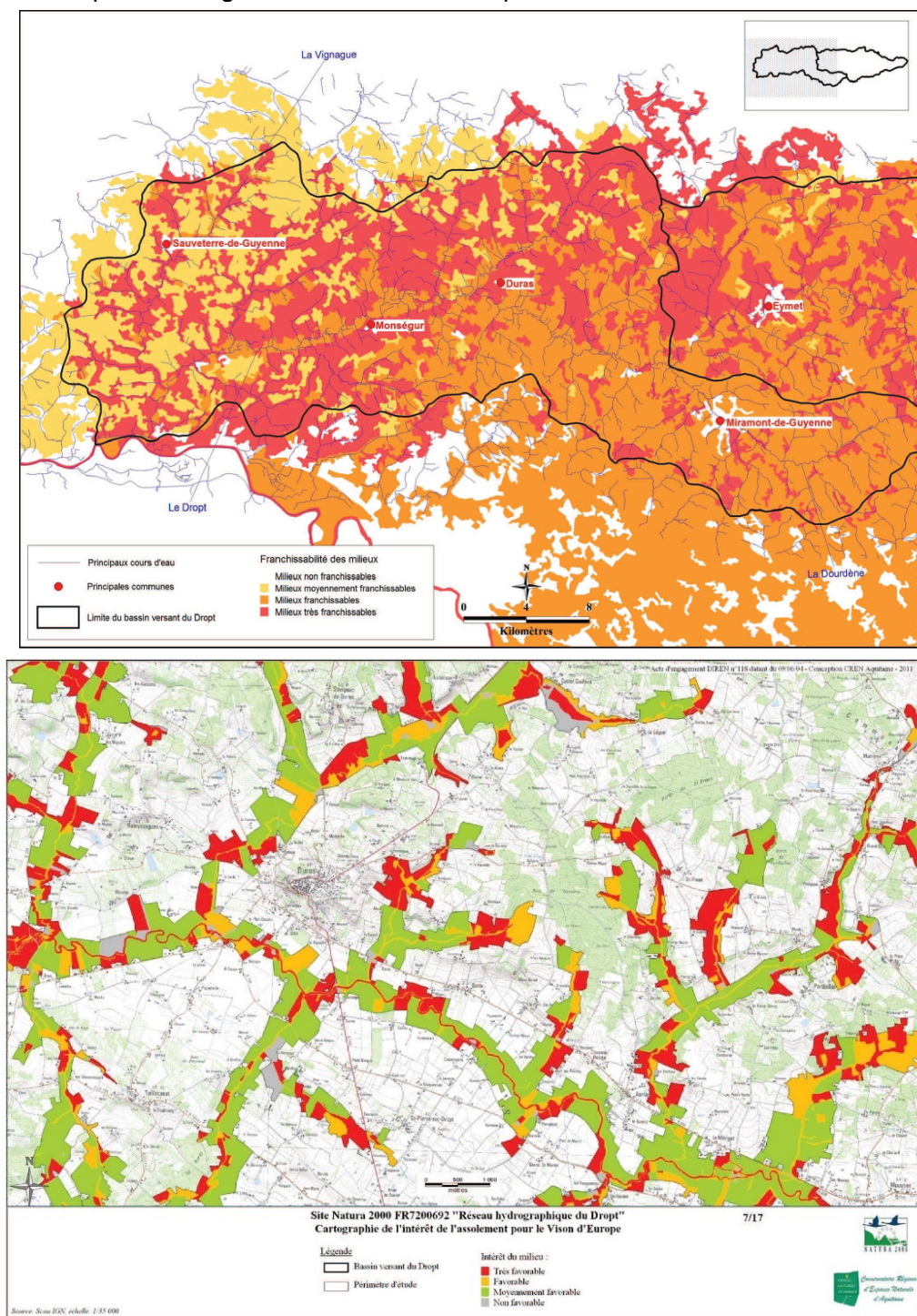
Bien qu'ayant été observé au niveau du lieu-dit Dardy, la cartographie des habitats favorables au Cuivré des marais, réalisée dans le DOCOB, ne mentionne pas de milieux favorables à cette espèce sur le territoire de Duras.



Un gîte à chiroptères est mentionné sur le territoire de Duras. Il est localisé au niveau du château.



Une étude spécifique au Vison d'Europe a été réalisée en parallèle du DOCOB par ETEN Environnement. Une cartographie de la franchissabilité des milieux et de l'intérêt de l'assolement pour le vison a été réalisée sur l'ensemble du site Natura 2000. Ainsi, le territoire de Duras paraît franchissable à très franchissable. De même, l'assolement est globalement favorable à l'espèce. On notera que les zones les moins favorables correspondent globalement à des zones présentant peu de haies et où les parcelles agricoles sont de taille importante.



Enfin, le CEN Aquitaine a réalisé une synthèse des impacts liés à la modification du paysage. Celle-ci met en avant l'importance de certains éléments pour l'espèce comme les haies, les prairies, les parcelles de moindre taille, le sous-bois des peupleraies, la ripisylve des cours d'eau...

Modification du paysage	Impact paysager & écologique	Impact sur les habitats du Vison d'Europe
Remembrement des terres agricoles	- Réduction de la parcellisation des terres agricoles pour en faciliter l'exploitation - Destruction de haies	- Destruction de zones refuge (haies) - Destruction d'axes de déplacements (haies) - Diminution de la ressource alimentaire (régression des prairies au profit des cultures)
Développement de la populiculture (avec sous-stratègie gérée)	- Artificialisation du paysage	- Destruction d'habitats employés pour l'alimentation, pour se gîter ou se déplacer
Rectification des cours d'eau	- Modifications de l'hydromorphologie des cours d'eau - Modifications des composantes physiques des cours d'eau - Modifications du fonctionnement des écosystèmes	- Diminution de la diversité en habitats - Assèchement et régression de milieux humides favorables au vison - Destruction d'habitats employés pour l'alimentation, pour se gîter ou se déplacer
Diminution du linéaire de ripisylve	- Réduction de la qualité des eaux - Modification des habitats aquatiques - Disparition du rôle de corridor biologique - Réduction de la variété du paysage des vallées	- Destruction d'habitats employés pour l'alimentation, pour se gîter ou se déplacer - Vulnérabilité accrue des individus face aux prédateurs
Plans d'eau	- Modification réseau hydrographique	- Destruction d'habitats employés pour l'alimentation, pour se gîter ou se déplacer

*Synthèse des différents impacts liés à la modification du paysage sur le vison
(Source : CEN Aquitaine)*

Des actions de restauration de la ripisylve du Dropt ont été mises en place et certaines notamment ont été réalisées sur le territoire communal de Duras. Le choix d'espèces locales et adaptées a été réalisé (frêne, chêne pédonculé, fusain d'Europe, cornouiller sanguin, noisetier...).



*Localisation des secteurs ayant fait l'objet de plantations de ripisylve sur le Dropt domanial de 2009 à 2011
(Extrait du DOCOB, source Epidropt)*

4-2-2 Zonage d'Inventaire (ZNIEFF, ZICO...)

L'inventaire des ZNIEFF est un outil de connaissance ; il n'a pas une valeur juridique en lui-même. Les ZNIEFF permettent de repérer, en amont des études d'environnement et de planification, la richesse patrimoniale des sites retenus. Les ZNIEFF constituent en outre une base de réflexion pour l'élaboration d'une politique de protection de la nature, en particulier pour les milieux les plus sensibles : zones humides, landes, etc.

ZNIEFF Type II

Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs ZNIEFF de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

ZNIEFF Type I

Les ZNIEFF de type 1 sont des sites de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

Le territoire communal n'est pas concerné par un zonage d'inventaire.

Le zonage d'inventaire le plus proche est situé sur la commune de Soumensac à environ 10 km à l'est de Duras. Il s'agit d'une ZNIEFF de type I « Etang de l'Escourou et grotte de Saint-Sulpice-d'Eymet ».

Conclusion sur les territoires à enjeux environnementaux

Implantée dans un espace globalement homogène, la commune de Duras compte un espace principal intéressant en termes faunistique.

Ainsi, son territoire est principalement concerné par un site Natura 2000 localisé sur le Dropt et ses principaux affluents. Environ 10,3 % du territoire communal est concerné par Natura 2000 (soit 210 ha).

Cet espace contribue à la richesse du territoire notamment à travers la présence d'espèces patrimoniales comme :

-La loutre d'Europe et l'Agrion de Mercure au sud-ouest du territoire au niveau du Moulin de Monsieur ;

-Le Cuivré des marais et le Grand Capricorne au centre-sud du territoire communal au niveau du lieu-dit Dardy.

-Le Vison d'Europe qui utilise l'ensemble du bassin versant du Dropt

Cependant cette richesse écologique reste localisée aux réseaux hydrographiques parcourant le territoire communal et aux milieux qui y sont associés.

Aucune ZNIEFF n'est présente sur le territoire de Duras.

4-3 Autres données bibliographiques

La carte ci-dessous localise les différents types de milieux humides (hors plans d'eau) recensés par le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Aquitaine. Il s'agit majoritairement de prairies humides en bordure du Dropt et de la Dourdèze, quelques mégaphorbiaies et bois marécageux. Ces formations restent ponctuelles et de faible surface. Deux espèces végétales protégées en Aquitaine sont également mentionnées. Il s'agit de la Laîche déprimée (*Carex depressa*) qui se rencontre dans les bois clairs et les pelouses siliceuses et de la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*) qui se rencontrent dans les prés humides.



□ Limites communales

Sites du CEN Aquitaine

▨ Espèces végétales protégées - zonage

● - localisation ponctuelle

Habitats d'Intérêt Communautaire

■ Prairie à fourrage des plaines (CB : 38.2)/ DH 6510

■ Forêts de frênes et d'aulnes des fleuves médio-européens (CB : 44.3)/ DH 91EO

■ Autres sites du CEN



0 500 1000 m

Date de réalisation : Novembre 2016
Sources : © IGN scan 25, CEN Aquitaine

Référence : 95636



Carte 3 : Formations humides (hors plans d'eau) recensées sur le territoire (source : CEN Aquitaine)

4-4 Faune et flore patrimoniale

4-4 1 Faune

De nombreuses espèces animales sont présentes sur le territoire de Duras et certaines sont d'intérêt patrimonial. Les listes présentées ci-après sont issues d'une synthèse (2015) des espèces mentionnées sur le site de Faune Aquitaine (www.faune-aquitaine.org). La commune de Duras est concernée par 4 mailles différentes. Nous avons fait la synthèse de l'ensemble des données disponibles sur les communes limitrophes. De plus, les espèces mentionnées sur le site Natura 2000 ont été ajoutées.

Mammifères (hors chiroptères)

De nombreux mammifères fréquentent le territoire communal. On peut citer :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Capreolus capreolus</i>	Chevreuril européen		
<i>Lepus europaeus</i>	Lièvre d'Europe		
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	An II – An IV	X
<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe	An II – An IV	X
<i>Myocastor coypus</i>	Ragondin		
<i>Oryctolagus cuniculus</i>	Lapin de Garenne		
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux		X

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.



Ecureuil roux © ECTARE

Ces espèces sont majoritairement communes. Trois espèces protégées au niveau national sont mentionnées, la Loutre d'Europe, le Vison d'Europe et l'Ecureuil roux. La loutre et le vison utilisent préférentiellement le réseau hydrographique et les milieux qui leurs sont associés. En revanche, l'Ecureuil roux affectionne les milieux boisés.

Ainsi, pour les espèces de mammifères (y compris les espèces patrimoniales), la préservation d'une mosaïque d'habitats est nécessaire, de même que la préservation des cours d'eau, de leurs berges et de leurs ripisylves.

Chiroptères

L'ensemble des espèces de chauve-souris mentionné dans le site Natura 2000 peuvent potentiellement fréquenter le territoire communal de Duras (notamment territoire de chasse).

Poissons

Les cours d'eau parcourant le territoire communal sont peuplés de nombreuses espèces de poissons. On peut citer les espèces citées dans le site Natura 2000 concernant le Dropt :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Rhodeus amarus</i>	Bouvière	An II	
<i>Parachondrostoma toxostoma</i>	Toxostome	An II	-

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire.

Amphibiens

Peu de zones humides sont présentes sur le territoire communal de Duras. Potentiellement, les espèces les plus communes doivent fréquenter le territoire :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Bufo bufo</i>	Crapaud commun	-	Art 3
<i>Pelodytes punctatus</i>	Pélodyte ponctué	-	Art 3

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Sur le territoire, les milieux favorables aux amphibiens sont les ornières et autres milieux humides temporaires, les zones humides, les fossés, les boisements de feuillus et les boisements mixtes.

Reptiles

Potentiellement, les espèces les plus communes doivent fréquenter le territoire communal :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	IV	Art 2
<i>Lacerta muralis</i>	Lézard des murailles	IV	Art 2

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Sur le territoire, les milieux favorables aux amphibiens espèces sont les cours d'eau, les zones humides, les fossés, les haies, lisières et boisements de feuillus et les boisements mixtes.

Lépidoptères

De nombreux papillons communs peuvent fréquenter le territoire communal, les plus patrimoniaux sont cités ci-dessous :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la succise	An II	Art 3
<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais	An II - IV	Art 2

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Les milieux favorables à ces espèces sur le territoire sont les prairies permanentes mésophiles ou à tendance humide.

Odonates

Quelques espèces d'odonates peuvent fréquenter le territoire communal, les plus patrimoniales sont citées ci-dessous :

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Oxygastra curtisii</i>	Cordulie à corps fin	II - IV	Art 2
<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de mercure	II	Art 3

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Sur le territoire, les milieux favorables aux odonates sont les cours d'eau, les zones humides et les fossés.

Avifaune

De nombreuses espèces d'oiseaux patrimoniales fréquentent le territoire communal pour le repos, l'alimentation, la chasse ou encore la reproduction. Le tableau ci-dessous en liste une partie et principalement les plus remarquables. Y sont ajoutées les espèces observées lors de notre passage sur la commune.

Nom latin	Nom commun	Directive Oiseaux*
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur	An I
<i>Alectoris rufa</i>	Perdrix rouge	
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	
<i>Athena noctua</i>	Chevêche d'Athéna	
<i>Bubulcus ibis</i>	Héron garde-boeufs	
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	
<i>Carduelis cannabina</i>	Linotte mélodieuse	
<i>Carduelis chloris</i>	Verdier d'Europe	
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe	An I
<i>Columba palumbus</i>	Pigeon ramier	
<i>Corvus corone</i>	Corneille noire	

Nom latin	Nom commun	Directive Oiseaux*
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours	
<i>Cuculus canorus</i>	Coucou gris	
<i>Cyanistes caeruleus</i>	Mésange bleue	
<i>Delichon urbicum</i>	Hirondelle de fenêtres	
<i>Dendrocopos major</i>	Pic épeiche	
<i>Emberiza cirius</i>	Bruant zizi	
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	
<i>Galerida cristata</i>	Cochevis huppé	
<i>Garrulus glandarius</i>	Geai des chênes	
<i>Gris grus</i>	Grue cendrée	
<i>Hirundo rustica</i>	Hirondelle rustique	
<i>Larus michahellis</i>	Goéland leucophée	
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	An I
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	An I
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	An I
<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	
<i>Oriolus oriolus</i>	Loriot d'Europe	
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique	
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand cormoran	
<i>Phasianus colchicus</i>	Faisan de Colchide	
<i>Phoenicurus ochrurus</i>	Rougequeue noir	
<i>Pica pica</i>	Pie bavarde	
<i>Picus viridis</i>	Pic vert	
<i>Poecile palustris</i>	Mésange nonnette	
<i>Saxicola torquatus</i>	Tarier pâle	
<i>Streptopelia decaocto</i>	Tourterelle turque	
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte	
<i>Sturnus vulgaris</i>	Etourneau samsonnet	
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon	
<i>Turdus merula</i>	Merle noir	
<i>Turdus philomelos</i>	Grive musicienne	
<i>Tyto alba</i>	Chouette effraie	
<i>Upupa epops</i>	Huppe fasciée	

*Directive 2009/147/CE « Oiseaux » du 30/11/2003

Les espèces mentionnées sont des espèces relativement communes participant à la biodiversité ordinaire. La mosaïque d'habitats présente sur le territoire est favorable à ces espèces. L'engouement d'Europe affectionne des milieux de type landes ou coupes forestières. Les milans fréquentent des territoires ouverts associant élevage et polyculture.

Coléoptères

Nom latin	Nom commun	Directive Habitats*	Protection nationale**
<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	II	-
<i>Cerambyx cerdo</i>	Grand capricorne	II - IV	Art 2

*Directive 92/43/CEE « Habitats – Faune – Flore » du 21/05/1992

**Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Sur le territoire, les milieux favorables à ces insectes xylophages sont les vieux arbres (chênes principalement).

Sont potentiellement présentes sur le territoire communal (et à minima) :

- 2 espèces d'amphibiens protégées au niveau national ;
- 2 espèces de lépidoptères inscrites aux annexes II ou IV de la Directive Habitats ;
- 2 espèces d'odonates inscrites aux annexes II ou IV de la Directive Habitats ;
- 4 espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux ;
- 2 espèces de coléoptères inscrites à l'annexe II ou IV de la Directive Habitats ;
- Et de nombreuses autres espèces animales remarquables.

4-4 2 Flore

Aucune ZNIEFF ne concerne le territoire communal. Les données floristiques mentionnées ci-après proviennent du Conservatoire Botanique Sud-Atlantique (CBSA) et du Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine (CEN). Au total, 264 espèces sont citées sur la commune de Duras. Seules les espèces remarquables sont précisées ici :

- Aucune espèce végétale protégée au niveau national n'est mentionnée sur le territoire de Duras.
- Deux espèces végétales protégées au niveau régional est mentionnée. Il s'agit de la Laîche déprimée (*Carex depressa*) qui se rencontre dans les bois clairs et les pelouses siliceuses et de la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*) qui se rencontre dans les prés humides.
- Quelques espèces d'orchidées participent à la diversité floristique locale :

Nom latin	Nom commun	Types de milieux favorables
<i>Anacamptis pyramidalis</i>	Orchis pyramidal	Pelouses et prairies de préférence calcaires
<i>Himantoglossum hircinum</i>	Orchis bouc	Pelouses, friches, prairies maigres, talus, clairières sur sol calcaire
<i>Limodorum abortivum</i>	Limodore à feuilles avortées	Bois clairs et lisières, sur sol de préférence calcaire
<i>Orchis purpurea</i>	Orchis pourpre	Pelouses, friches, forêts (chênaies), sur sol de préférence calcaire
<i>Platanthera chlorantha</i>	Platanthère à fleurs vertes	Sous-bois lumineux, prairies humides, pelouses, sur sol de préférence calcaire
<i>Serapias lingua</i>	Sérapias à languette	Prés, landes et bois
<i>Serapias vomeracea</i>	Sérapias à labelle allongé	Pelouses, prairies humides, bois clairs

- Présence d'espèces à tendance méditerranéenne
- Quelques espèces végétales messicoles (espèces accompagnatrices des cultures) ont été observées sur le territoire communal :

Nom latin	Nom commun
<i>Alopecurus myosuroides</i>	Vulpin des champs
<i>Anthemis cotula</i>	Anthémis fétide
<i>Avena fatua</i>	Folle avoine
<i>Legousia speculum-veneris</i>	Miroir-de-Vénus
<i>Lycopsis arvensis</i>	Buglosse des champs
<i>Rapistrum rugosum</i>	Rapistre rugueux
<i>Vicia dasycarpa</i>	Vesce à gousses velues

- Présence d'espèces végétales exotiques

Quelques espèces végétales exotiques sont également mentionnées :

Nom latin	Nom commun
<i>Ambrosia artemisiifolia</i>	Ambroisie à feuilles d'armoise
<i>Cyperus eragrostis</i>	Souchet robuste
<i>Datura stramonium</i>	Pomme épineuse
<i>Erigeron canadensis</i>	Vergerette du Canada
<i>Ludwigia peploides</i>	Jussie rampante
<i>Parthenocissus inserta</i>	Vigne vierge
<i>Paspalum dilatatum</i>	Herbe de Dallis
<i>Robinia pseudoacacia</i>	Robinier faux-acacia
<i>Sporobolus indicus</i>	Sporobole tenace

L'évolution de ces espèces végétales sur le territoire communal sera à surveiller et une gestion éventuelle pourra être mise en place pour limiter leur expansion.

Le territoire communal de Duras présente deux espèces végétales patrimoniales au niveau régional : la Laîche déprimée (*Carex depressa*) et la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*). De plus, il présente quelques espèces végétales messicoles ou à tendance méditerranéenne qui participent à la diversité du territoire.

La commune de Duras présente une diversité faunistique intéressante mise en évidence au niveau du site Natura 2000. Ainsi, sont recensées sur le territoire au moins 10 espèces animales (hors chiroptères) inscrites sur une annexe de la Directive Habitats ou de la Directive Oiseaux.

Dans le cadre de son projet de territoire, la commune pourra prendre en compte ces espèces à enjeux ainsi que leurs habitats et maintenir voir restaurer les continuités écologiques permettant une bonne circulation des espèces.

Par ailleurs, des réflexions pourront être menées sur la préservation de la biodiversité ordinaire présente sur le territoire.

4-5 Le contexte local

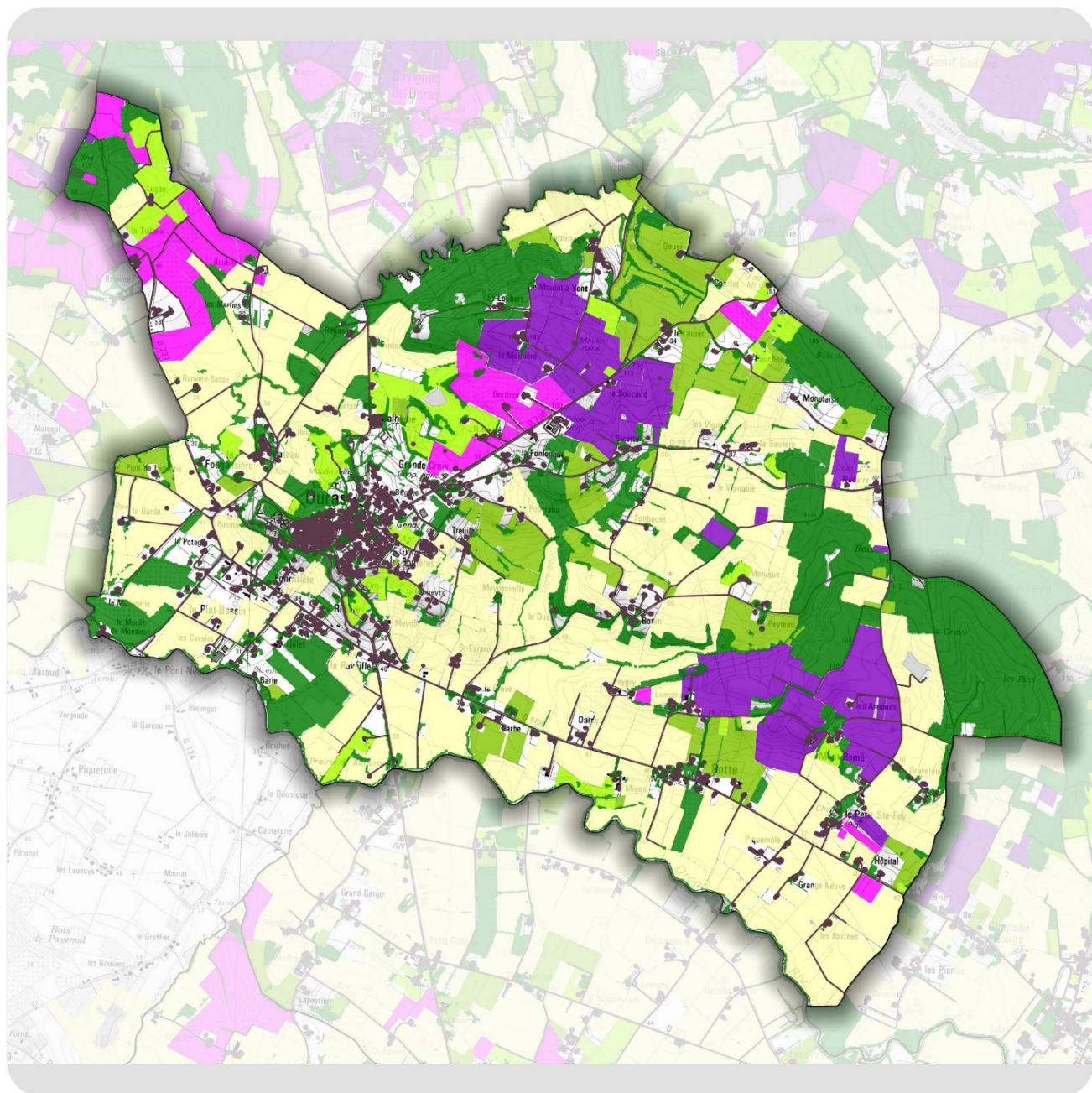
Le territoire de Duras présente un espace essentiellement dominé par la polyculture.

Les milieux agricoles représentent une surface de **1 237 ha soit 60,6 %** du territoire communal. Il s'agit principalement de cultures de céréales, d'oléagineux ou protéagineux et de fruits à coque. Les vergers et les vignes sont également bien présents mais assez localisés sur le territoire (à l'ouest, au nord-ouest et au sud-est). On note également quelques prairies temporaires (fourrage) et des prairies permanentes utilisées pour le fourrage ou le pâturage.

Les espaces forestiers sont peu importants et surtout localisés sur les petites zones de relief (pechs) ou dans les vallons. Ils occupent un peu plus de **441 hectares soit 21,6 %** de la superficie communale. Ce sont principalement des boisements fermés de feuillus qui ponctuent l'espace, avec un ensemble plus important qui se démarque à l'est de territoire (Bois de Navarre). Ponctuellement, en imbrication avec les boisements de feuillus, quelques boisements mixtes sont présents. Au nord-ouest du territoire, on note un boisement de résineux. Localement, le long du Dropt et de la Dourdèze, on note la présence de peupleraies.

Ainsi, **les milieux naturels spécifiques même s'ils sont relictuels** (forêts et bois, espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation, haies) introduisent des **éléments de diversité**.

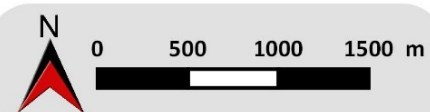
La carte suivante présente l'occupation des sols du territoire communal issu d'une synthèse de plusieurs données : Couche végétation de la BD Topo IGN pour les boisements et RPG 2012 pour les milieux ouverts. Les surfaces mentionnées ci-après sont des estimations faites à partir de ses couches.



□ Limites communales

Occupation du sol

- Boisements et haies
- Zones agricoles
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Vignes
- Surfaces urbanisées



Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, RPG 2012, couche végétation BD topo IGN, surfaces bâties BD topo IGN

Référence : 95636



Carte 4 : Occupation du sol de la commune de Duras

Parcelles agricoles cultivées et prairies temporaires

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Parcelles agricoles cultivées	752,4	36,9	Localisées dans les vallées (Dropt au sud, Dourdèze à l'ouest et l'Hôpital à l'est)
Prairies temporaires	161,4	7,9	Eparpillées sur le territoire avec un grand ensemble au nord du territoire

Cet ensemble regroupe les terres cultivées en céréales (blé, maïs, orge), oléagineux (tournesol, colza), protéagineux, cultures fourragères, plantes sarclées, jachères et gels (parcelles au repos). Il comprend également les cultures florales et légumières (maraîchage) de plein champ, sous serre et sous plastique. Enfin, il englobe les prairies temporaires semées pour le fourrage et incluses dans une rotation culturale. Les prairies permanentes ne sont pas incluses dans cet ensemble.

Ainsi, sur le territoire communal, les parcelles agricoles cultivées et les prairies temporaires représentent le type d'occupation des sols dominant (913,8 ha soit 44,8 % du territoire). On les retrouve partout, ce sont elles qui composent l'espace et constituent la matrice du paysage.

Ce sont souvent des parcelles moyennes à grandes. Elles sont cultivées de façon intensive et ne permettent donc pas le plus souvent l'expression d'un cortège de plantes messicoles (lié aux moissons) intéressant et diversifié.

La végétation se fait rare à l'intérieur de ces parcelles et se concentre sur les bordures, où l'on rencontre de nombreux taxons pionniers sur ce genre de milieu perturbé. Certaines parcelles sont en gel agricole et présentent une végétation herbacée rudérale haute peu diversifiée.



Grandes parcelles cultivées (Navarre / Bonin) © ECTARE



Parcelle en gel agricole (Monplaisir) / Serres (Le Plat Bassin) © ECTARE

En termes de surface, les parcelles cultivées et les prairies temporaires concernent 913,8 ha soit 44,8 % du territoire communal.

Vergers et vignes

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Vergers	84,7	4,1	Deux grands ensembles principaux : à l'ouest et au nord du territoire
Vignes	158,3	7,7	Deux grands ensembles principaux : au nord et au sud-est du territoire

Il s'agit de cultures permanentes qui regroupent les parcelles plantées d'arbres fruitiers ou d'arbustes fruitiers : cultures pures ou mélanges d'espèces fruitières, arbres fruitiers en association avec des surfaces toujours en herbe.

Les vignes sont bien présentes sur le territoire communal. Ce sont souvent de grands ensembles de parcelles localisées sur une partie du territoire communal (au nord : lieux-dits le Moulin à vent, Saint-Loubert, le Boucaud / au sud-est : Lamothe, Mont-Ramé, les Arnauds). Elles offrent un lieu de refuge et d'alimentation à la petite faune locale. Quelques parcelles isolées sont également éparpillées sur le territoire (Lieu-dit Navarre, le Petit Sainte-Foy...).

Les vergers sont également bien présents sur le territoire communal. Ils sont également matérialisés sous forme de grands ensembles de parcelles localisées sur un secteur du territoire communal (A l'est : lieux-dits La Ramière, Les Martins, Boutier / au nord : le Roudé, Berticot). Il s'agit, dans la majorité des cas, de plantations de fruitiers tels que pruniers, servant à la production de pruneaux d'Agen.

En termes de surface, ces vergers et vignes concernent 243 ha soit 11,9 % du territoire communal.



Vergers (Lieu-dit Pouchon / Berticot) © ECTARE



Vignes isolées (Navarre / Le Petit Sainte Foy) © ECTARE

Prairies

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Prairies permanentes	80,8	3,9	Eparpillées sur le territoire communal

Cet ensemble reprend globalement les surfaces enherbées denses de composition floristique constituée principalement de graminacées, non incluses dans un assolement. Elles sont principalement pâturées, mais le fourrage peut être récolté mécaniquement.

Ces zones sont marquées par des étendues en herbe pâturées, délimitées pour certaines par un réseau de haies localement conservé.

Les différentes zones d'implantation des prairies favorisent la présence d'une diversité stationnelle et de faciès de prairies.

Ainsi, différents types de prairies sont observés :

- Majoritairement des prairies mésophiles pâturées (et / ou fauchées), sur des secteurs légèrement pentus de pech s'étendant sur des surfaces moyennes à grandes et

pouvant présenter quelques espèces floristiques intéressantes (orchidées notamment) ;

- Quelques prairies humides s'étendant sur des petites surfaces localisées le long du Dropt au sud du territoire communal.

En termes de surface, ces prairies concernent 80,8 ha soit près de 4 % du territoire communal.



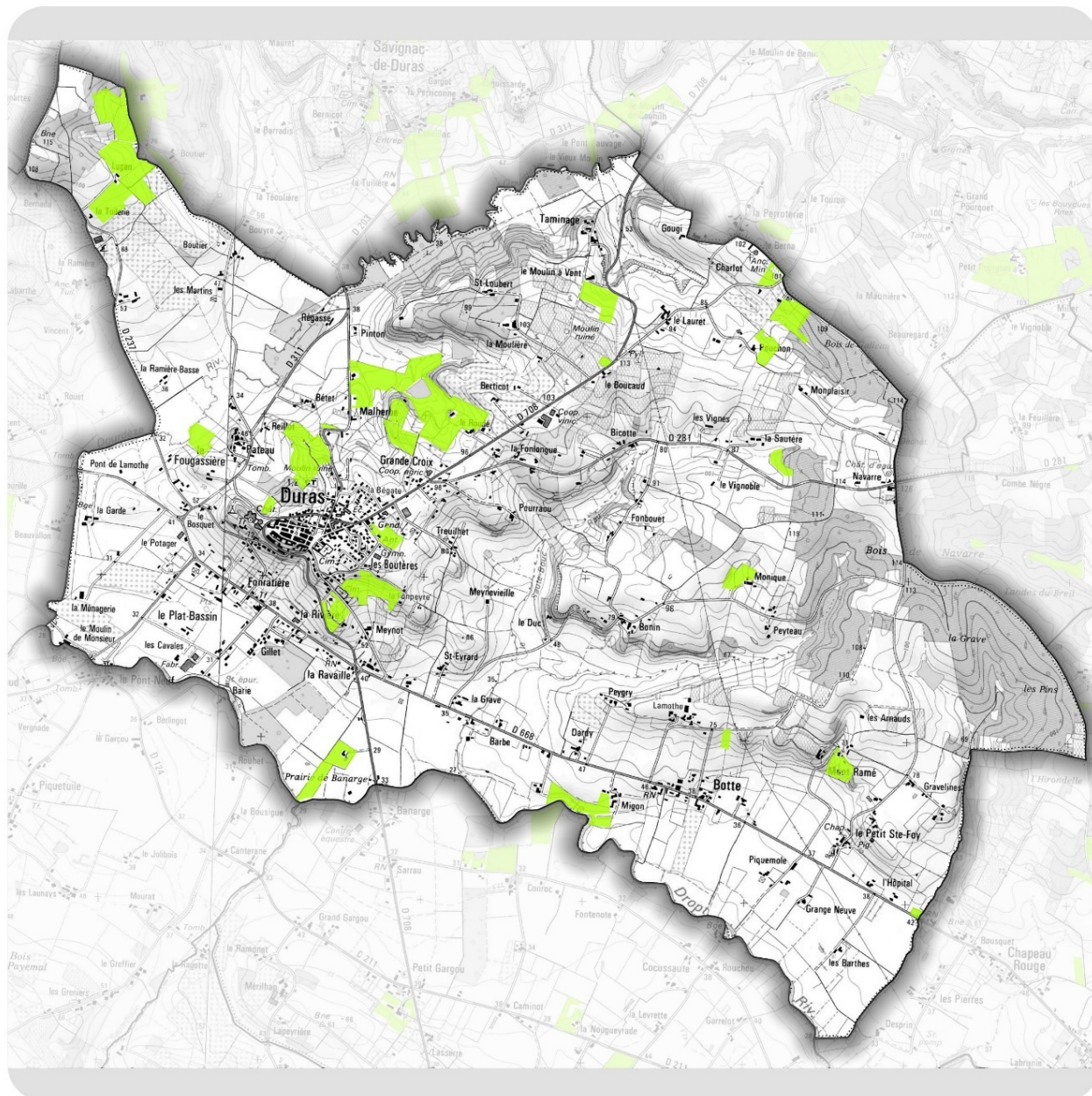
Prairies pâturées (A proximité du lieu-dit Pouchon / Vue sur le vallon du ruisseau de Saute-Bouc depuis Fonbouet) © ECTARE



Prairies pâturées (A proximité du lieu-dit Fonlongue / Maison de retraite) © ECTARE



Autre exemple de prairie au sein du territoire (Le Lauret) © ECTARE



□ Limites communales

Occupation du sol

■ Prairies permanentes



0 500 1000 m

Date de réalisation : Septembre 2016

Sources : © IGN scan 25, RPG2012

Référence : 95636



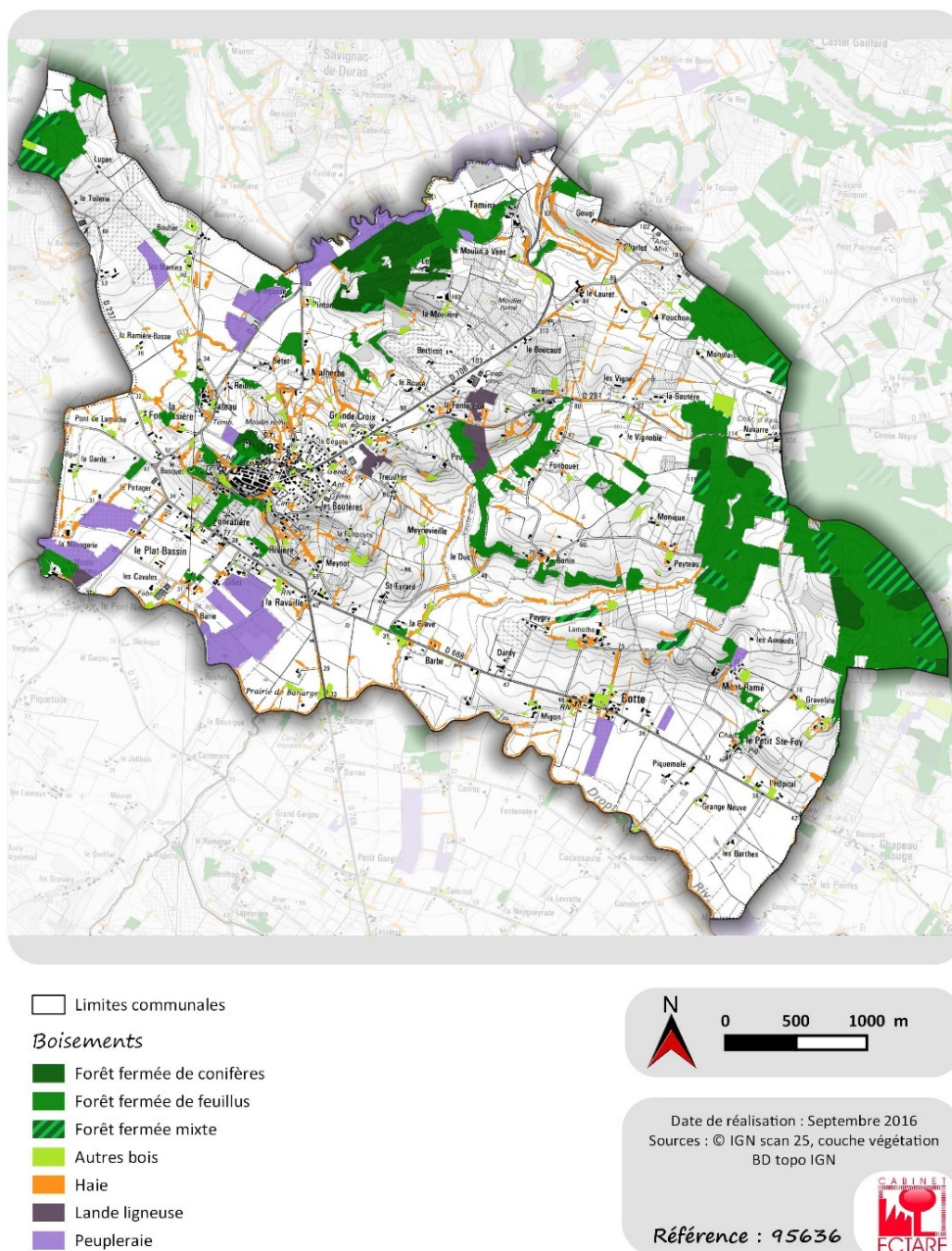
Carte 6 : Répartition des prairies permanentes le territoire de Duras

4-6-2 Les milieux fermés

Les milieux fermés représentent une faible surface du territoire communal (441,4 ha soit 21,6%).

Plusieurs types de boisements ont pu être identifiés et sont décrits ci-après.

Globalement, les secteurs les plus boisés sont situés à l'est et au nord-ouest du territoire communal.



Carte 7 : Milieux boisés à l'échelle de la commune

Landes issues de coupes forestières

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Landes ligneuses issues de coupes forestières	9,7	0,5	Ponctuellement sur le territoire

Quelques landes plus ou moins arbustives sont présentes sur le territoire communal. Il s'agit majoritairement de landes rentrant dans la dynamique de végétation de recolonisation d'une coupe forestière. Il s'agit souvent de petites surfaces ponctuelles et éparées.

Différents types de landes ont pu être observées suivant le type de boisement coupé : landes arbustives denses et diversifiées dont le stade ultime de développement est un boisement de feuillus, landes arbustives denses monospécifiques issues d'une coupe de peupliers.

En termes de surface, ces landes concernent 9,7 ha soit 0,5 % du territoire communal.



Coupe récente d'un bosquet (Vallon du ruisseau Saute-Bouc - Fonbouet) / clairière forestière issue d'une coupe d'un bosquet feuillus (Monique) © ECTARE



Lande arbustive (Monplaisir / La Ménagerie) © ECTARE

Forêts et bois de feuillus

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Bois de feuillus	197,5	9,7	Un grand ensemble à l'est du territoire et éparpillés sur de petites surfaces sur le reste du territoire

Ce sont des formations végétales principalement constituées par des arbres mais aussi par des buissons et des arbustes, où dominent les espèces forestières feuillues.

Les véritables forêts de feuillus sont peu présentes et peu importantes. Ce sont principalement des bois de petites étendues que l'on rencontre sur le territoire de Duras. Ils sont dominés par le chêne sessile (*Quercus robur*), le châtaignier (*Castanea sativa*) ou encore l'alisier torminal (*Sorbus torminalis*). Le sous-bois est assez clairsemé et dominé par les espèces suivantes : prunellier (*Prunus spinosa*), ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*), églantier (*Rosa canina*), aubépine (*Crataegus monogyna*), troène (*Ligustrum vulgare*)...

On note tout de même un grand ensemble principal en limite est du territoire communal (Bois de Navarre). Cet ensemble s'étend dans un axe nord / sud du lieu-dit Les Pins au sud-est au lieu-dit Navarre au nord-est et dans un axe est / ouest jusqu'au lieu-dit Peyteau. Le bois de Galleau, de taille plus petite, s'étend à proximité du Bois de Navarre, en limite nord-est du territoire communal.

D'autres bosquets feuillus, de taille moindre, sont présents sur le territoire communal (lieux-dits Le Duc, Bonin, Bicotte...). Ils sont principalement localisés sur les hauteurs et versants des pechs à l'est et au nord du territoire. Ils sont absents de la partie sud communale.

En termes de surface, ces boisements de feuillus concernent 197,5 ha soit 9,7 % du territoire communal.



Bosquet de Navarre à l'est du territoire communal © ECTARE



Bois de Galleau en limite nord-est du territoire communal / Bosquets sur les hauts d'un pech (Bonin) © ECTARE

Forêt de conifères et peupleraies

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Forêt de conifères	43,1	2,1	Principalement au nord-ouest du territoire (Saint-Loubert) et ponctuellement quelques parcelles éparpillées
Peupleraies	62,3	3	Majoritairement dans les zones de plaine au sud / sud-ouest du territoire communal

Ce sont des formations végétales principalement constituées d'arbres mais aussi de buissons et d'arbustes, où dominent les espèces forestières de conifères. Les boisements de conifères sont ici artificiels. Ils se caractérisent alors par des alignements ordonnés.

Les forêts de conifères sont peu représentées sur le territoire. Ce sont des parcelles peu étendues et qui restent tout de même ponctuelles à l'échelle de la commune. On note quand même un ensemble plus important au nord-ouest du territoire communal au niveau du lieu-dit Saint-Loubert.

Ainsi, la majeure partie des formations résineuses se trouvent au nord-ouest du territoire et ponctuellement quelques plantations éparpillées sur le territoire (notamment en limite nord du bourg de Duras) ou imbriquées dans un boisement de feuillus (notamment à l'est au niveau du lieu-dit Les Pins).



Plantation de résineux (Les Pins à l'est du territoire / Saint-Loubert) © ECTARE

Plus fréquentes sur le territoire comme plantations, les peupleraies de cultures occupent régulièrement les abords du Dropt et ses zones de débordement au sud-ouest de la commune. Ponctuellement, on en observe le long de la Dourdèze à l'ouest du territoire.



Peupleraies de cultures (Botte / Les Cavales / La Ménagerie) © ECTARE

En termes de surface, ces plantations de conifères et peupleraies concernent 105,4 ha soit 5,2 % du territoire communal.

Forêts mixtes

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Forêts mixtes	35,8	1,7	Principalement à l'est du territoire

Quelques secteurs de boisements mixtes ont été observés sur le territoire communal. Il s'agit probablement de feuillus qui se sont développés suite à une coupe forestière de résineux. Elles sont principalement localisées à l'est en mosaïque avec les boisements de feuillus.

En termes de surface, ces forêts mixtes concernent 35,8 ha soit 1,7 % du territoire communal. **Elles sont des éléments secondaires de la trame verte.**

4-6-3 Éléments linéaires ou ponctuels

Sont inclus dans cette partie, les haies, les cours d'eau, les plans d'eau et mares, les zones humides et les formations anthropisées (carrières).

Haies, alignements d'arbres, arbres isolés et bosquets

Intitulé	Linéaire / Surface sur le territoire (en ml / ha)	% du territoire	Localisation
Haies (et ripisylves)	315 825,5 / 63,2	3,1	Eparpillées sur l'ensemble du territoire
Bosquets	29,8	1,5	Eparpillés sur l'ensemble du territoire

Le territoire communal est parcouru d'une multitude de haies. Souvent localisées en limite de parcelles ou en bordure de route, elles participent à la trame verte du territoire et offrent un lieu de refuge, d'alimentation et de reproduction à la petite faune. Sont également incluses les ripisylves des cours d'eau principaux traversant la commune (le Dropt, la Dourdèze et le Saute-Bouc).

De plus, de petits bosquets sont présents soit isolés dans une parcelle ouverte (prairie, culture) soit accolés à une haie formant un épaississement de celle-ci. Ainsi, ces micro-formations concernent 29,8 ha sur le territoire soit 1,5 %.

Les haies sont souvent composées de deux strates, soit herbacée et arbustive soit herbacée et arborée. Elles sont pour la plupart, diversifiées, composées de feuillus et souvent continues.

Au total, environ 315 km de haies ont été recensées sur le territoire communal. **Elles sont un élément majeur de la trame verte du territoire.**



Haie arbustive à arborée en bord de route (Pouchon) / Haie arborée en bord de route (Pouchon) © ECTARE



Bosquets sur un pech (Fonbouet) / Haie arborée dense sur une parcelle cultivée (Bonin) © ECTARE

Quelques vieux arbres isolés (chênes principalement) sont également présents çà et là sur le territoire communal. Ils participent à la trame verte du territoire et sont favorables à divers groupes faunistiques (avifaune, chiroptères, insectes xylophages...).



Arbre isolé (Monplaisir / Le Lauret) © ECTARE



Alignements de vieux chênes (Route communale à proximité du lieu-dit Les Arnauds) / Alignements de vieux tilleuls (Migon) © ECTARE

Le linéaire de haies (et ripisylves) sur le territoire communal de Duras s'élève à environ 315 km. Ce réseau n'est pas réparti de façon homogène sur la commune. Certains secteurs présentent un maillage dense tandis que d'autres en sont dépourvus. La partie « plaine du

Dropt » présente un maillage faible tout comme la pointe ouest du territoire communal. En revanche, le secteur est du bourg de Duras et le nord-est du territoire présentent un maillage dense. On note aussi la continuité de la ripisylve du ruisseau de Saute-Bouc.

Cours d'eau

Intitulé	Linéaire (en km)	Localisation
Cours d'eau	30,3	Deux cours d'eau majeurs au Sud (Dropt) et à l'Ouest (La Dourdèze) / Deux cours d'eau secondaires principaux traversent le territoire (le Saute-Bouc et l'Hôpital)

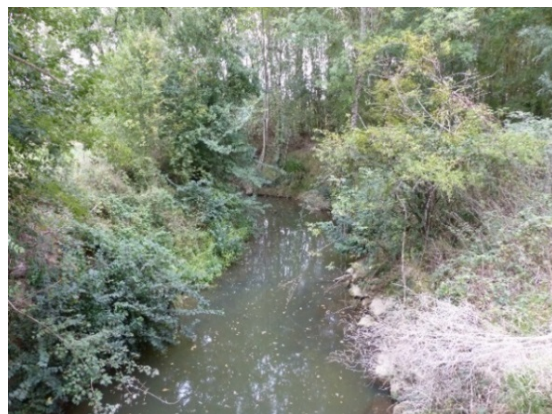
Plusieurs cours d'eau parcourent le territoire communal. De taille variable, ils sont le support d'une végétation plus ou moins dense mais toujours importante à conserver. Ils sont en effet un élément écologique et paysager indéniable, une source de diversité majeure, liée à la présence de milieux humides. Les zones inondables marécageuses des cours d'eau sont des milieux assez rares, donc originaux en Lot-et-Garonne et sur le territoire communal.

Différents types de cours d'eau parcourent le territoire communal :

- Deux cours d'eau majeurs à l'échelle départementale (le Dropt sur 7 km et la Dourdèze sur 7,3 km) ;
- Deux cours d'eau secondaires, plus ou moins temporaires : le Saute-Bouc (3,5 km) et l'Hôpital.



Le Dropt (D708) © ECTARE



La Dourdèze juste avant sa confluence avec le Dropt (La Ménagerie) © ECTARE



La Dourdèze (D134) © ECTARE



Le Saute-Bouc (Bicotte) © ECTARE



Ruisseau Saute-Bouc et sa ripisylve (en amont de La Grave)© ECTARE



Au total, environ 30,3 km de cours d'eau parcourent le territoire communal. **Ils sont un élément majeur de la trame bleue.**

Plans d'eau, zones humides et fossés

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Retenues collinaires	Non estimée	-	Ponctuellement çà et là sur le territoire
Mares et autres petites zones humides	Non estimée	-	Ponctuellement sur le territoire
Fossés	Non estimée	-	Eparpillés sur le territoire

Localement, le territoire communal est ponctué de plan d'eau, de zones humides (hors zones larges des cours d'eau) et de fossés.

Ces plans d'eau ont été créés pour l'irrigation des cultures (retenues collinaires artificielles). Ils sont, pour certains, bordés d'une végétation arbustive ou arborée.

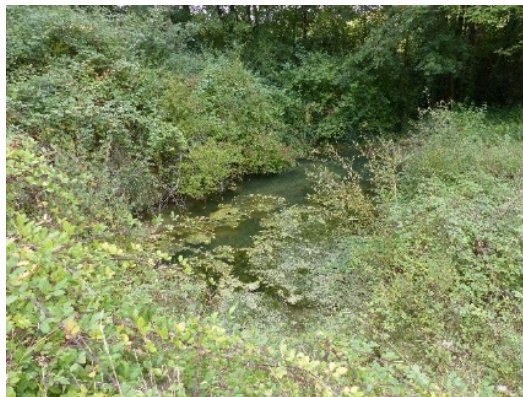
Les mares et petites zones humides sont plus ponctuelles et de plus petites surfaces. Elles sont intéressantes pour la petite faune (amphibiens, odonates notamment).

Les fossés servent principalement à l'évacuation des eaux pluviales. Ils sont entretenus régulièrement par fauche et présentent peu de végétation. Certains restent en eau une partie de l'année et présentent une végétation à tendance hygrophile. Ils peuvent être intéressants localement pour la petite faune (amphibiens, odonates).

Ces éléments ponctuels participent à la diversité du territoire communal et sont des éléments secondaires de la trame bleue.



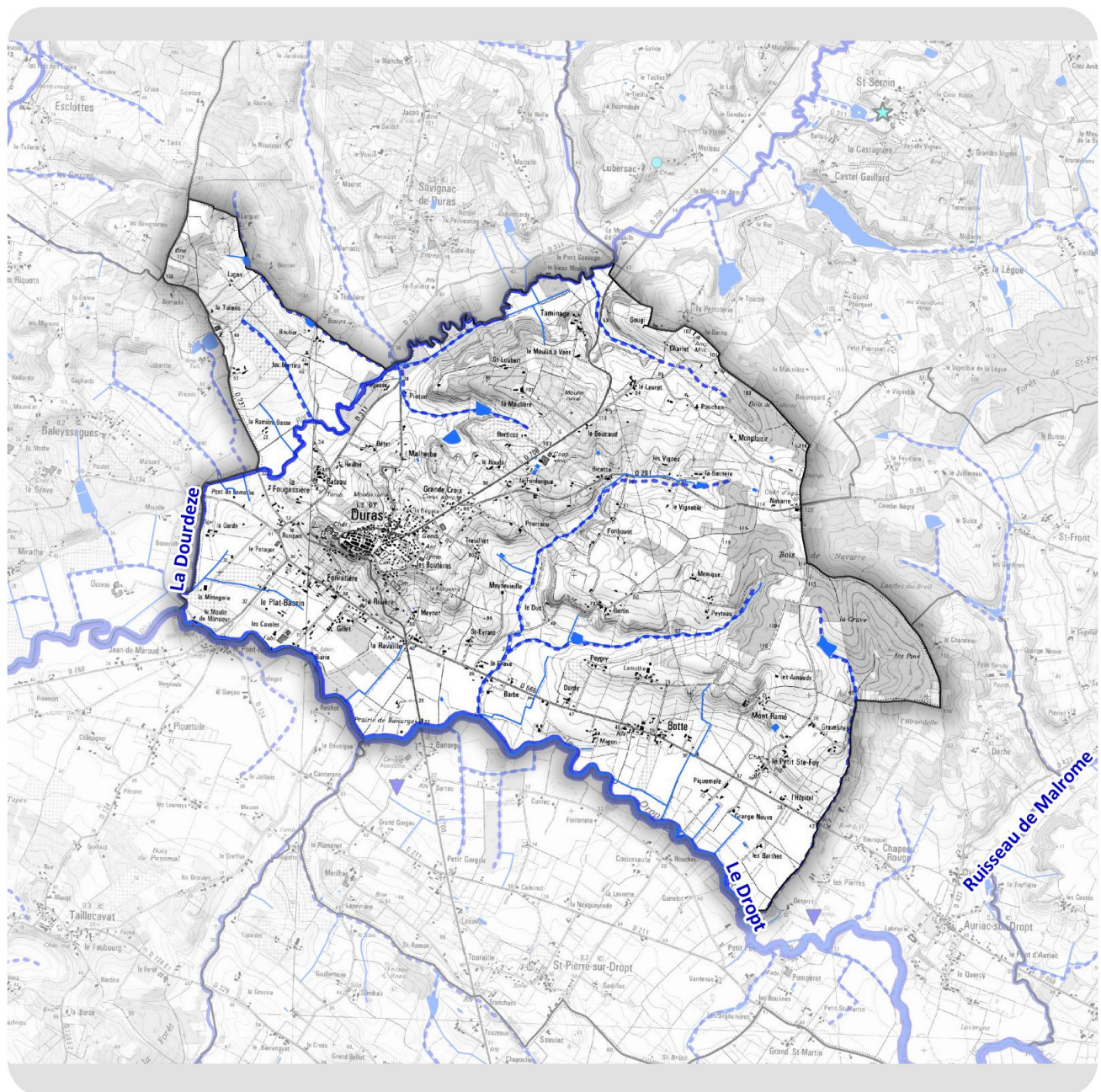
Petite retenue collinaire et cordon arboré (Monplaisir) / Petite retenue collinaire sans végétation riveraine (Peygry / Les Arnauds) © ECTARE



Petite zone humide (Fonbouet / Bicotte) © ECTARE



Fossé avec végétation hygrophile (Grange Neuve) / Fossé fauché (Piquemole) © ECTARE



□ Limites communales

Hydrographie

- Cours d'eau principaux
- Cours d'eau secondaires
- Autres petits ruisseaux
- Plans d'eau



0 1000 2000 m

Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, BD topo

Référence : 95636



Carte 8 : Hydrographie sur le territoire intercommunal

Formations anthropisées

Intitulé	Surface sur le territoire (ha)	% du territoire	Localisation
Formations anthropisées	Non estimée	-	Au centre (Fonbouet) et à l'est (La Grave) du territoire communal

Quelques formations anthropisées ont été observées sur le territoire communal. Il s'agit notamment d'une zone de dépôt (lieu-dit La Grave) et d'une ancienne carrière d'extraction de pierres calcaires (Lieu-dit Fonbouet). Cette ancienne carrière n'est pas visible depuis la route. En revanche la zone de dépôt pourra faire l'objet d'un réaménagement pour favoriser son insertion paysagère.

Les formations anthropisées restent très ponctuelles et concernent une très faible surface du territoire communal.



Zone de dépôt (La Grave au nord-est du territoire) © ECTARE

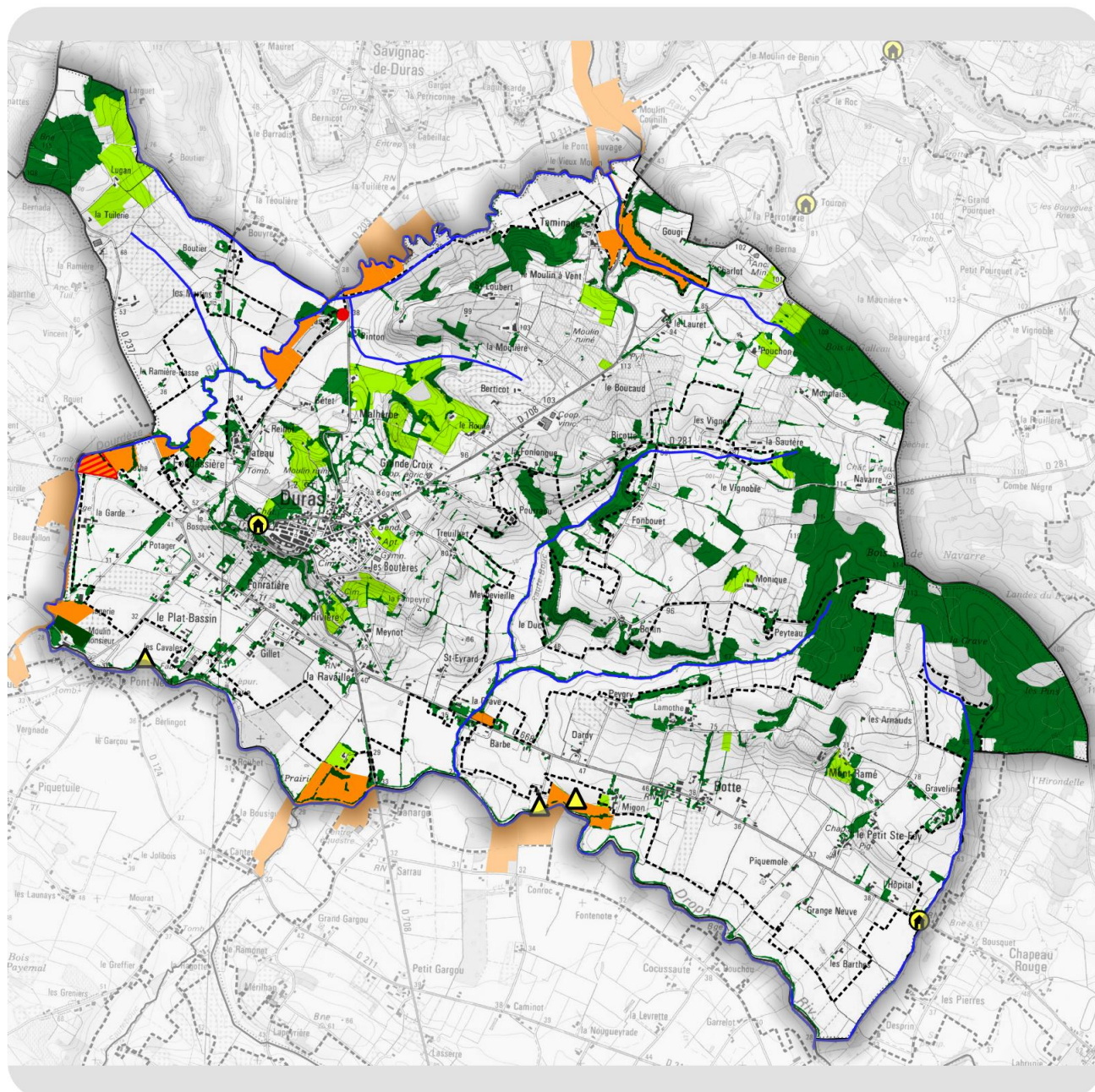


Ancienne carrière de calcaire (Fonbouet) © ECTARE



Secteurs perturbés (La Fonpeyre / Gillet) © ECTARE

L'analyse écologique de la zone étudiée met en évidence la diversité des milieux rencontrés. Ces milieux ont été en grande partie modelés par l'homme notamment à travers l'agriculture qui compose le paysage communal et représentent plus de 60 % du territoire. Le maillage hydrographique contribue à irriguer le territoire et à travers son classement en Natura 2000, favorise la biodiversité et son rayonnement à l'échelle du territoire. Par ailleurs quelques retenues collinaires ponctuent le territoire. En revanche, certains secteurs plus fortement artificialisés peuvent limiter le développement de la richesse écologique et faunistique.



- Limites communales
- Limite de l'aire d'étude Natura 2000

Espèces patrimoniales

- Station flore protégée
- Zonage flore protégée
- Observation faune protégée
- Gîte chiroptère

Habitats

- Habitats d'intérêt communautaire
- Prairies permanentes
- Boisements de feuillus, mixtes et réseau de haies
- Cours d'eau principaux



0 500 1000 m

Date de réalisation : Décembre 2016
Sources : © IGN scan 25, CEN, BD Topo IGN

Référence : 95636



Carte 9 : synthèse des principaux éléments de contexte naturel du territoire

4-7 Le fonctionnement écologique du secteur – Trames verte et bleue

4-7 -1 Généralités

Définition de la trame verte et bleue au sens du Grenelle de l'environnement

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation et à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels ».

La trame verte est constituée :

- de tout ou partie des espaces protégés au titre du livre III du code de l'environnement (Conservatoire de l'espace littoral, Parcs nationaux, Réserves naturelles...) et du titre Ier du livre IV portant sur la protection de la faune et de la flore ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- et, justifiant l'utilisation du terme « trame verte », des corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les espaces mentionnés plus haut.

La trame bleue est constituée :

- des cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L. 214-17 du code de l'environnement et ceux importants pour la préservation de la biodiversité ;
- de tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3, et celles jugées importantes pour la préservation de la biodiversité.

Principes de fonctionnement – Réseau écologique

Un réseau écologique est constitué des éléments suivants :

- Les réservoirs ou pool de biodiversité : milieux naturels de bonne qualité et de surface suffisante pour conserver une bonne fonctionnalité. Ce sont des zones biologiquement riches tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.
- Les zones de développement, constituées par des espaces transformés ou dégradés mais qui restent potentiellement favorables à la présence des espèces spécialisées.
- Les continuums écologiques, formés par des ensembles d'espaces privilégiés dans lesquels peuvent se développer des métapopulations grâce à des échanges permanents.
- Les zones d'extension, potentielles intéressantes pour la faune mais actuellement non accessibles.
- Les corridors biologiques (ou connexions écologiques), constitués par les espaces naturels utilisés par la faune et la flore pour se déplacer pendant un cycle de vie.

4-7-2 La trame verte et bleue à l'échelon supra communal

La constitution de Trames verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. Elle est inscrite dans la Loi Grenelle II du 12 juillet 2010.

Les Trames verte et bleue constituent un outil d'aménagement du territoire qui vise donc à (re)constituer un réseau écologique cohérent pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. Les Trames verte et bleue sont ainsi constituées des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Le chapitre 5 (évaluation environnementale) du présent document explicite l'incidence du projet sur l'état initiale de l'environnement.

L'évaluation environnementale montre que les incidences du projet sont maîtrisées par le PLU et n'impacte de façon irréversible les secteurs à protéger.

Définition de la trame verte et bleue au sens du Grenelle de l'environnement

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation et à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels ».

Le Schéma régional de Cohérence Ecologique d'Aquitaine (SRCE)

Définition du SRCE

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'Environnement, dont un des objectifs est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame verte et bleue. Ainsi, le SRCE a été initié par l'article 121 de la loi « Grenelle II » de juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (codifié dans les articles L.371-1 et suivants du code de l'Environnement).

Le SRCE d'Aquitaine a été arrêté par le Préfet de région le 24/12/2015.

Il traduit à l'échelle régionale les enjeux et objectifs de la Trame verte et bleue. Il a pour objectif de lutter contre la dégradation et la fragmentation des milieux naturels, de protéger la biodiversité, de participer à l'adaptation au changement climatique et à l'aménagement durable du territoire. Il définit pour l'Aquitaine les enjeux et objectifs en termes de continuités écologiques que devront prendre en compte les différents documents d'urbanisme tels que les schémas de cohérence territoriaux (SCoT) et les plans locaux d'urbanisme communaux et intercommunaux (PLU et PLUi) dans les 3 ans à compter de son approbation. Au-delà de sa prise en compte dans les documents d'urbanisme, le SRCE s'adresse à toute personne susceptible de pouvoir œuvrer en faveur des continuités écologiques : l'Etat et ses services

déconcentrés, les collectivités territoriales, les aménageurs, les acteurs socio-économiques ainsi que les structures de gestion et de protection des espaces naturels.

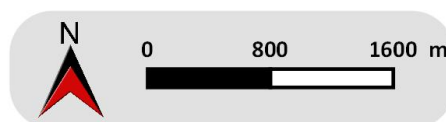
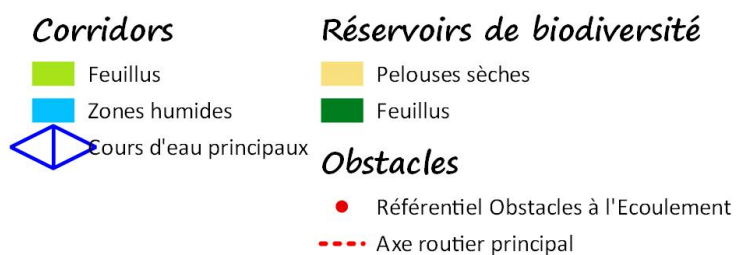
Le SRCE Aquitaine et le territoire communal

Une étude du SRCE a été réalisée sur le territoire communal afin de mettre en avant les grands enjeux régionaux de la trame verte et bleue qui le concernent.

Coteaux et plateaux agricoles à dominante calcaire au Nord de la Garonne

Enjeux régionaux
La limitation de l'urbanisation et de l'artificialisation des sols
La maîtrise du réseau d'infrastructures dense et fragmentant
La préservation des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau
La préservation et la restauration des continuités longitudinales des cours d'eau
Le maintien d'un maillage de milieux ouverts nécessaires au fonctionnement des espèces et à leur déplacement

Enjeux spatialisés
La préservation des zones de biodiversité majeures
Le maintien et le renforcement des milieux naturels diffus au sein du territoire afin d'améliorer les capacités de déplacement de la faune et d'assurer les continuités écologiques



Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © Google imageries, SRCE Aquitaine

Référence : 95636



Carte 10 : Données du SRCE Aquitaine sur le territoire communal

Le contexte

Une approche de la trame verte et bleue, et plus généralement des continuités écologiques a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme communal de la commune de Duras et plus précisément pour la réalisation du diagnostic environnemental du territoire.

- **Les différentes composantes locales de la trame verte**

La trame agricole

Le caractère agricole du territoire étudié conditionne fortement la trame verte et donc les connexions écologiques. En effet, ce sont la taille des parcelles et les modalités de gestion qui vont favoriser ou non la présence d'éléments composant la trame verte (haies, bosquets, fossés, bandes enherbées). Ainsi, la mosaïque de cultures composant le territoire étudié favorise globalement la présence d'éléments composant la trame verte. En revanche, certaines parties du territoire, présentent de grandes parcelles cultivées qui forment une coupure dans la trame verte.



Vue sur la partie Ouest du territoire communal depuis le parc du château



En vert : continuités existantes, en orange : continuités à améliorer (Pouchon)



Exemple de continuité écologique existantes mais pouvant être améliorée : bosquet / haie arborée / plan d'eau / grande parcelle cultivée / bosquet sur pech (Peygry) © ECTARE



Matrice agricole avec très peu de connexions écologiques (Le Petit Sainte Foy) © ECTARE

La trame grise

Le chevelu de petites routes associé aux talus, bandes enherbées, fossés ou haies participent également à la continuité de la trame verte.

Localement, la départementale principale (la RD 708 qui relie Duras à Marmande au sud et à Sainte-Foy-la-Grande au Nord) peut présenter un obstacle aux déplacements de la faune et provoquer une mortalité par collision.



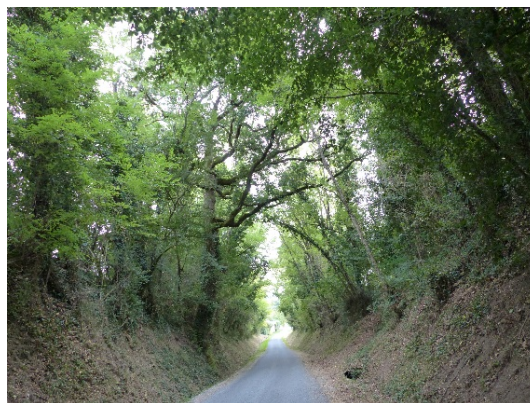
Chemins et bandes enherbées (Monplaisir) © ECTARE



Route et continuités écologiques (en limite nord-est du territoire – Bois de Galleau) © ECTARE



Mosaïque de trame verte à proximité du lieu-dit Pouchon © ECTARE



Haies arborées encadrant une route (Meynot) © ECTARE

La trame verte boisée

Elle correspond à l'ensemble des bois situés sur le territoire communal, les ensembles boisés sur les pechs ainsi que les bosquets isolés. Cette trame forme souvent un pool de biodiversité à l'échelle du territoire communal. Ces bosquets sont souvent peu connectés avec les vallons.



Réseau de trois bosquets sur des pechs entourés de parcelles cultivées présentant peu de connexions écologiques (Le Duc et Bonin) © ECTARE

Ainsi, sur l'ensemble du territoire étudié, la trame verte est composée de :

- Nombreux petits bosquets disséminés,
- Ripisylves des cours d'eau principalement à l'est (Dourdèze), au sud (Dropt) et au centre (Saute-Bouc),
- Quelques boisements artificiels notamment au nord-ouest du territoire,
- Vergers et vignes formant de grands ensembles localisés,
- Réseau de haies lâches,
- Bordures de parcelles, de routes et de chemins (bandes enherbées, haies, talus, fossés).

• Les différentes composantes locales de la trame bleue

Sur l'ensemble du territoire étudié, la trame bleue est composée :

- De quelques petits lacs utilisés pour l'irrigation,
- De quelques petites zones humides,
- Du chevelu du réseau hydrographique.

Un tronçon du Dropt et sa ripisylve sont en cours de restauration sur le territoire.



Exemple de panneaux d'information de restauration de la ripisylve du Dropt (Piquemole) © ECTARE

Plusieurs ouvrages (moulins, seuils) sont présents sur le cours du Dropt lors de son passage sur le territoire communal de Duras. Ces ouvrages peuvent être des obstacles à la libre circulation des espèces animales fréquentant le cours d'eau.



Ouvrages sur le Dropt (Piquemole / Moulin de Monsieur) © ECTARE



Ouvrage sur le Dropt (Gillet) © ECTARE

• Les continuités et les fonctionnalités écologiques de la commune

Le territoire étudié est, comme nous l'avons montré (analyse des habitats naturels), très marqué par son relief qui influence l'occupation du sol. Ainsi, ce territoire morcelé présente des zones ouvertes d'agriculture intensive dans les zones de plaine (au sud notamment) et les premières pentes des collines et des bosquets sur les sommets des pechs.

Aucune barrière écologique ne traverse le territoire communal : pas de réseaux autoroutiers ou autres barrières routières ni de grandes zones urbanisées ... On notera seulement la présence de grandes parcelles cultivées qui ne favorisent pas les connexions écologiques.

Il existe un grand réservoir de biodiversité sur le territoire étudié. Il s'agit du site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Dropt » qui concerne 10,3% du territoire communal. Ce site concerne principalement le Dropt qui passe au sud du territoire et ses principaux affluents comme la Dourdèze à l'est ou le ruisseau Saute-Bouc au centre. Quelques massifs boisés (Bois de Navarre, Bois de Galleau) sont également à noter à l'est du territoire.

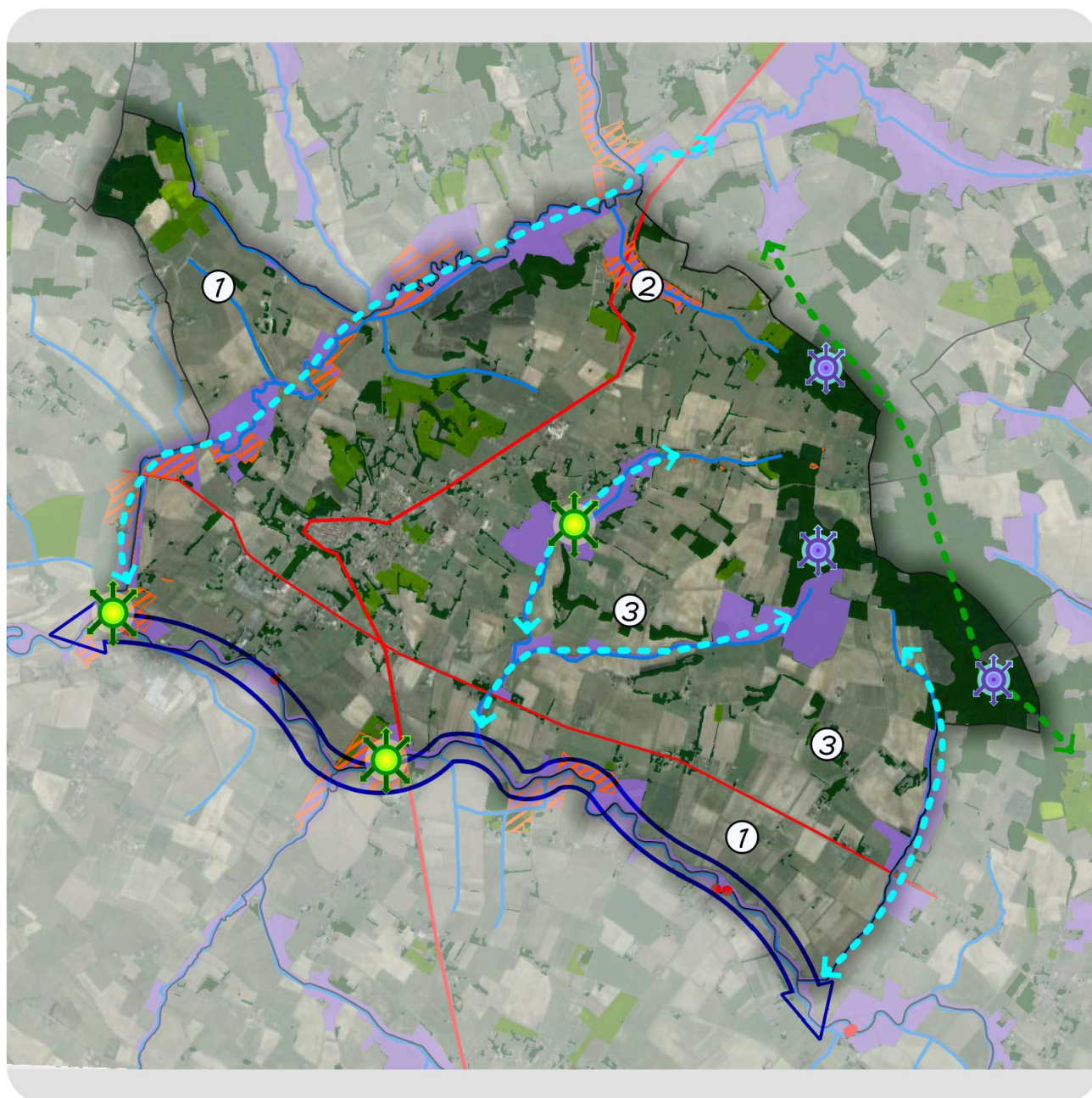
Les connexions écologiques se font principalement au niveau du réseau de cours d'eau traversant le territoire dans un axe est / ouest pour le Dropt et dans un axe nord / sud pour ses affluents et de leurs ripisylves mais aussi au niveau des quelques petits lacs utilisés pour l'irrigation des parcelles cultivées. Les petits bosquets, le réseau lâche de haies et les éléments agricoles ou routiers (talus, bandes enherbées, fossés...) participent également aux échanges faunistiques sur le territoire.

Hormis au sud de la commune, au niveau du Dropt, les échanges Est / Ouest sont peu favorisés par la trame verte et bleue. Le développement des haies et la modification d'exploitation de certaines parcelles favoriserait la connexion entre les pechs et les fond de vallons et permettrait les échanges Est / Ouest. De même, sur la partie sud communale, les échanges nord / sud pourraient être favorisés par le développement d'un maillage de haies et la réduction de tailles des parcelles agricoles.

De plus, la mise en place d'une gestion raisonnée des éléments de la trame verte liée au caractère agricole du territoire (bandes enherbées, talus, fossés...) favoriserait la biodiversité ordinaire et donc la trame verte et bleue ordinaire.

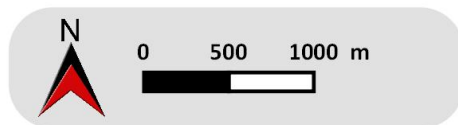


Exemple d'aménagement favorisant la biodiversité ordinaire (Régasse) / Vieil arbre favorable aux insectes xylophages et aux chiroptères (cavités) © ECTARE



- | | |
|-----------------------------|-------------------------------|
| Limites communales | Prairies permanentes |
| Pool de biodiversité | |
| principal | Connexions écologiques |
| secondaire | principales |
| Sites du CEN Aquitaine | secondaires (trame bleue) |
| Zones Natura 2000 | secondaires (trame verte) |
| Boisements | Cours d'eau |
| | Obstacles à l'écoulement |
| | Routes principales |

- | | |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|
| ① | Maillage de haies quasiment absent
=> peu de connexions écologiques possibles |
| ② | Maillage de haies favorables aux connexions écologiques |
| ③ | Réseau de bosquets peu connectés aux vallons
=> maillage de haies à renforcer |



Date de réalisation : Novembre 2016
Sources : © scan25, CEN Aquitaine, DREAL
Aquitaine, SRCE

Référence : 95636



Carte 11 : trame verte et bleue sur le territoire communal

5 – Les risques naturels et technologiques

Sources : SIGORE site prim-net, site info-terre du BRGM, Data.gouv

5-1 Sismicité

Dans la nomenclature des zones de sismicité (décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français), la commune de Duras se trouve en **zone de sismicité 1**, très faible.

Aucune règle de protection particulière n'est à appliquer dans les constructions.

5-2 Feu de forêt

La commune de Duras **n'est pas catégorisée** comme étant soumise au risque feu de forêt.

5-3 Inondation

La commune de Duras est soumise au risque d'inondation notamment au niveau des plaines du Dropt et de la Dourdèze. Le centre-ville de Duras n'est pas inclus dans l'aléa inondation de par sa surélévation par rapport à la plaine.

Le phénomène de remontée de nappes est très faible sur la commune. Cependant certaines zones de la plaine du Dropt sont classées comme ayant une sensibilité très élevée. Celles-ci correspondent aux nappes d'accompagnement des cours d'eau.

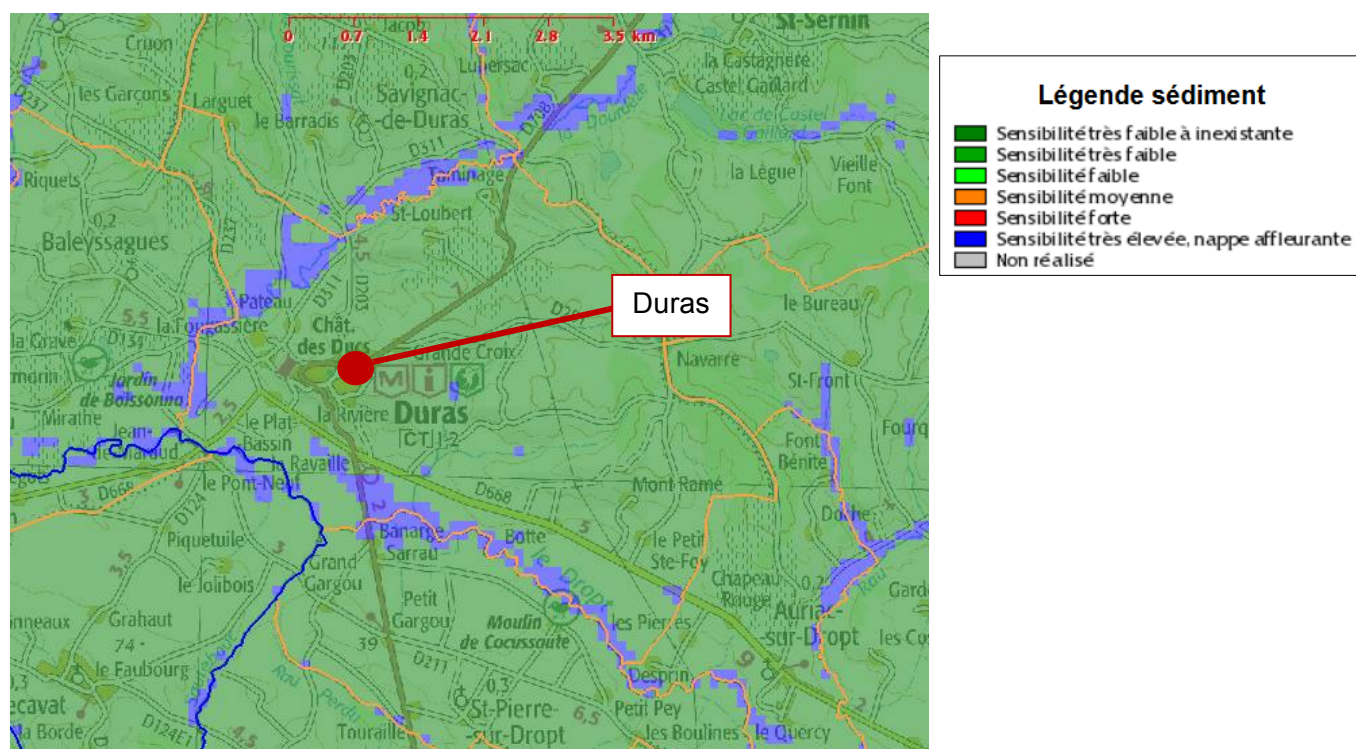


Illustration 6 : Sensibilité de Duras face aux remontées de nappes

5-4 Mouvement de terrain, stabilité

La commune de Duras abrite des cavités souterraines et possède un PPR retrait-gonflement des sols argileux :

- 4 **cavités naturelles** sont disséminées au nord de la commune.
- **L'aléa retrait gonflement des argiles** engendrant des tassements différentiels est, pour sa part, cartographié sur la totalité de la commune.

Il en ressort que :

- o le nord-est de la commune est en zone d'**aléa moyen**,
- o les parties sud et ouest de la communauté de communes sont en **aléa faible**.

Le PPRn dont fait partie Duras est le **PPRn « Mouvement de terrain – tassements différentiels Lot et Garonne »**. le PPR « retrait-gonflement des argiles » a été finalisé et approuvé par arrêté préfectoral du 22 janvier 2018.

5-5 Risques technologiques

Le risque **Transport de Matières Dangereuses** est identifié. **Ce risque est lié à l'axe routier D708**. Le transport de matières dangereuses par voie routière est réglementé par l'Arrêté du 1er juin 2001 dit l'arrêté ADR³. Un règlement ADR datant du 5 décembre 1996 définit les préconisations et la signalisation à respecter.

Le territoire communal ne comporte aucun site réglementé par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral.

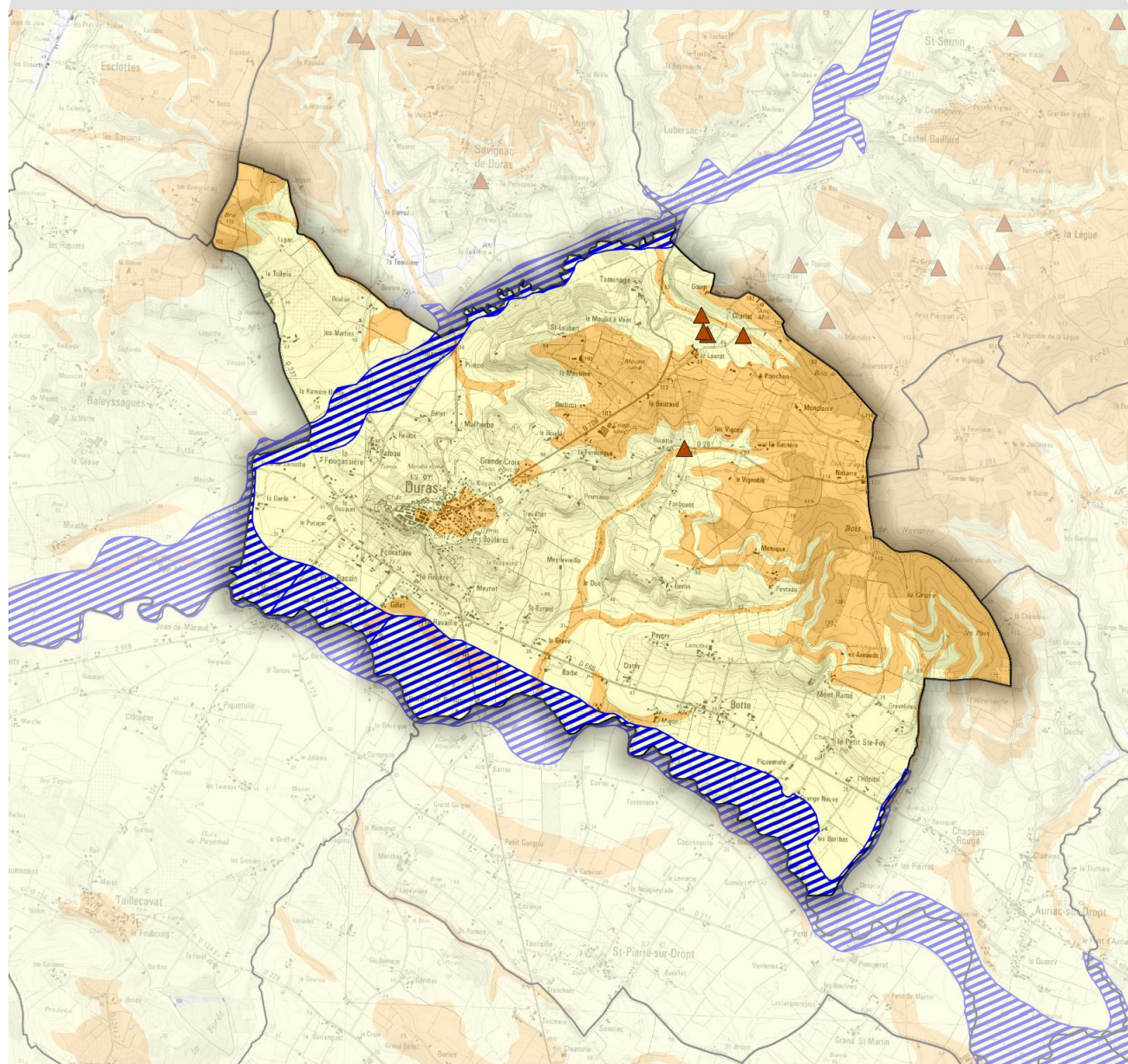
Les différentes **catastrophes naturelles** recensées sur la commune ont donné lieu à 10 arrêtés de catastrophe naturelle. Ils concernent des tempêtes, les inondations, coulées de boues et mouvement de terrain qui totalisent 6 arrêtés de catastrophe naturelle. Les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols ont fait l'objet de 4 arrêtés de catastrophe naturelle. Ainsi, on constate que les risques d'inondations, coulées de boue et mouvements de terrain sont relativement récurrents sur le territoire communal.

Le risque inondation concerne principalement les vallées du Dropt et de la Dourdèze. L'aléa mouvement de terrain est présent dans le nord de la commune et possède également 4 cavités souterraines.

Un PPRn concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles est d'ores et déjà applicable sur le territoire. Ce dernier est actuellement en cours de révision.

La commune est également concernée par le risque transport de matières dangereuses, risque lié à la présence de la D708.

³ Accord pour le transport des marchandises dangereuses par la route



□ Limites communales

Cavités

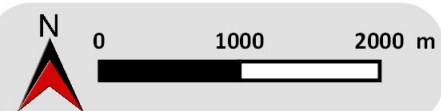
▲ naturelle

Inondations

▨ Aléa inondation

Aléa retrait-gonflement des argiles

■ aléa faible
■ aléa moyen



Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, BRGM

Référence : 95636



Carte 12 : Cartographie des risques naturels sur la commune de Duras

6 – Les Servitudes

Les servitudes d'utilité publique

Plusieurs types de servitude (**cf. annexes 5-1**) existent sur la commune dont:

- AC1 – Monument Historique Inscrit ou classé et périmètre des 500 mètres.
- PPM – Pd'A Site incrit porte de la ville « tour de l'horloge »
- EL3 – servitude de halage et de marchepied (navigation intérieure)
- I4 – servitude au voisinage d'un ligne électrique aérienne ou souterraine
- PT2 – Service de protection des centres radiolélectriques d'émission et de réception contre les obstacles
- PPRN retrait gonflement des argiles.

Les contraintes de risques naturels mentionnées dans le porté à connaissance figurent dans les annexes du PLU : risque retrait/gonflement des argiles

4ème PARTIE Justification des choix retenus (PADD, OAP, règlements écrit et graphique)

La nécessité d'élaborer un document d'urbanisme sur la commune résulte de la volonté de maîtriser son développement pour préserver son cadre de vie, source de son attractivité et accueillir de nouveaux habitants. Et notamment de répondre aux objectifs suivant :

Les objectifs de la municipalité visent à :

- Mettre en accord le PLU de 2006 avec les lois grenelles
- Conforter le développement économique et les liens avec le bassin de vie.
- Créer les conditions pour l'accueil d'une nouvelle population.
- Permettre un développement maîtrisé dans le temps et l'espace, intégrer les nouveaux quartiers avec une maîtrise de la consommation des sols.
- Etre au service des habitants tant pour le maintien des services que de la qualité du cadre de vie
- Préserver une lecture claire des paysages

Pour la commune, la poursuite de l'objectif de la qualité de vie est essentielle au maintien du lien social dans la commune.

La commune a décliné son projet d'aménagement durable, avec les trois axes suivants :

1. Conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie.
2. Développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti.
3. Préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune.

La commune de Duras n'est pas soumise à un document supra communal, et n'est pas dans le périmètre d'un SCOT. Pour ces raisons le PLU de Duras sera soumis au principe d'urbanisation limitée et devra respecter les articles L 141-4 , L142-5 , R 141-2 et R 142-3.

- La commune, dans son contexte départemental, a vocation à être un territoire agricole, rural pouvant accueillir de nouveaux habitants qui veulent vivre dans un cadre de vie de grande qualité.
- La vocation du bourg est un lieu de services et de lien social pour les habitants de la commune (services à la personne, scolaire, commerces, de loisirs et de culture).

La demande pour habiter la commune de Duras existe. Il convient d'y répondre et de créer les conditions les plus appropriées pour, à la fois, respecter :

- le cadre de vie des habitants en créant un habitat de qualité et en anticipant les effets de cette urbanisation par la qualité des espaces publics comme élément structurant des nouveaux quartiers
- les contraintes liées au paysage (les collines et les terres agricoles)
- et créer les conditions pour un accueil de population.

A. Justification des choix retenus

À l'issue de plusieurs ateliers de débats avec les élus, le projet du PLU fait émerger l'expression du maintien du caractère de pôle structurant de Duras, dans un bassin de vie rural.

Ce caractère est traduit par son agriculture, son paysage, les relations entre les habitants.

Le premier objectif du PADD :

AXE 1 – Conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie

1 - a En pérennisant et en adaptant les services à la population ;

1 - b - En favorisant l'accueil de nouveaux habitants par une offre de logements et de foncier diversifiée ;

1 - c - En contribuant au développement des économies locales.

Constat :

Duras, bourg rural accueillant une population totale de 1331 habitants en 2014 (population municipale : 1308 habitants), anime un petit bassin de vie à vocation agricole et viticole, pour lequel il constitue un véritable pôle d'emplois et de services. Ainsi, il procure 39% des emplois recensés sur la communauté de communes, ses résidents n'en occupant qu'un peu plus du tiers. Les équipements et les services à la population sont adaptés aux besoins des habitants du bassin de vie, des nombreux résidents secondaires et touristes, et de la clientèle de passage.

La commune connaît depuis 2008 une reprise démographique sensible, en partie liée à l'ouverture de l'EHPAD Bellevue (personnes âgées hébergées à l'EHPAD mais aussi salariés de l'établissement qui se sont installés à Duras).

Elle est attractive sur le plan résidentiel, en particulier pour des ménages à faibles revenus (le coût de certains biens immobiliers y reste modéré) ou originaires de l'étranger, choisissant Duras pour la qualité patrimoniale de son bâti ancien et son cadre de vie. A contrario, l'offre foncière pour la construction neuve est peu abondante, et souvent proposée à des prix élevés. Le parc locatif y est bien développé (une résidence principale sur trois) et en progression, favorisant l'accueil de nouveaux ménages. La rétention foncière constatée sur la commune nuit à la dynamique de la construction.

L'économie locale est principalement fondée sur le secteur tertiaire (commerces et services), soutenu par l'activité touristique. Les marchés de plein vent (marché hebdomadaire le lundi, marchés nocturnes en saison estivale), très prisés, complètent l'offre commerciale.

Quelques entreprises importantes, dispersées sur le territoire communal, sont également présentes dans les secteurs de la construction (société Duplantier) ou de l'agro-alimentaire (établissements Guinguet, cave viticole Berticot). Afin de permettre l'accueil de nouvelles entreprises et l'extension des activités existantes, un village d'artisans a été réalisé en 2017 par la communauté de communes au lieu-dit « Banarge ».

La couverture numérique, souvent considérée comme insuffisante, est pour sa part en voie de renforcement dans le cadre d'un programme départemental pluri-annuel porté par le Syndicat Mixte Lot-et-Garonne Numérique.

1 – a : en pérennisant et en adaptant les services à la population

Enjeux :

Renforcer l'attractivité de la commune et sa position au sein de son bassin de vie en confortant son niveau d'équipement.

Projet :

Programmer les équipements et services nécessaires à la satisfaction des besoins des personnes qui fréquentent Duras aujourd'hui ou la fréquenteront demain. A cet effet,

1-1- Prévoir les **réserves foncières** nécessaires pour :

1-1a L'extension de la MARPA.

1-1b La création éventuelle, l'adaptation ou l'aménagement de bâtiments publics et de leurs abords. Les projets pourraient concerner les établissements scolaires (collège, école primaire), l'accueil de la petite enfance et de la jeunesse, la gendarmerie, la station d'épuration ... En ce qui concerne cette dernière, deux hypothèses sont actuellement à l'étude par le Syndicat Départemental Eau 47 : l'extension de la station actuelle ou la construction d'une nouvelle unité dans le bassin de la Dourdèze

1-1c La création de jardins familiaux.

1-1d La création de parking de co-voiturage

1- 2 - Développer les services liés aux loisirs, (aménagements autour du stade : pêche/chasse, parcours de santé, hébergement, animation biodiversité...)

1 – b : en favorisant l'accueil de nouveaux habitants par une offre de logements et de foncier diversifiée

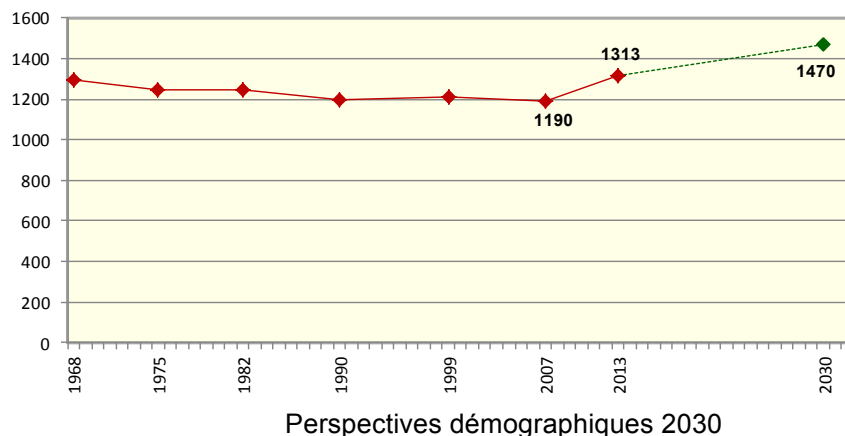
Enjeux :

Conforter la démographie en accueillant de nouveaux foyers, et en particulier :

- permettre aux personnes âgées autonomes du bassin de vie de se rapprocher des services en leur proposant un habitat adapté.
 - améliorer les conditions d'hébergement des travailleurs saisonniers et apprentis.
- Poursuivre la résorption du parc de bâtiments vacants en centre bourg.

Projet :

1 - 3 Inscrire au PLU les capacités foncières nécessaires pour accueillir une population de 1470 habitants en 2030, soit 12 ménages supplémentaires par an, et phaser leur ouverture à la construction dans le temps.



1 - 4 Programmer la réalisation d'opérations destinées à accueillir les seniors autonomes à proximité des services.

1- 5 Favoriser le confortement du parc locatif, en particulier à vocation sociale (HLM ou communal).

1- 6 Prévoir des actions visant à la poursuite de la résorption de la vacance de longue durée, en particulier en renforçant l'attractivité du centre bourg par des aménagements qualitatifs des espaces publics.

1- 7 Dessiner des Orientations d'Aménagement et de Programmation proposant une diversité de taille de parcelles.

1- 8 Permettre la reconversion en logements de bâtiments à vocation économique désaffectés (granges, anciens commerces) sous réserve que ce changement ne perturbe pas l'exercice et le développement des activités présentes.

1- 9 Prendre en compte les besoins en logements liés à l'augmentation régulière du nombre de résidents secondaires.

Pour répondre à l'objectif démographique de 1470 habitants en 2030, il est prévu :

1-10 l'extension de la MARPA, soit 4 logements supplémentaires ;

1-11 la remobilisation de logements vacants et la reconversion de bâtiments désaffectés à hauteur de 27 logements ;

1-12 la construction de 118 nouveaux logements, dont une résidence pour seniors d'environ 40 appartements soit 78 logements pour un accueil hors résidence seniors.

1 – c : en contribuant au développement des économies locales.

Enjeux :

Prendre en compte les activités économiques existantes, favoriser leur développement et l'émergence de nouvelles entreprises.

Ne pas mettre en péril la cohérence des exploitations agricoles, permettre leur développement maîtrisé et leur diversification.

Projet :

Favoriser le développement de l'activité économique :

1-13 en prenant en compte les éventuels besoins de développement sur place des entreprises artisanales existantes.

1- 14 en réservant la possibilité de répondre aux demandes d'installation d'artisans et de petites entreprises sur le territoire dans le cadre de la mixité urbaine, sous réserve que leur activité soit compatible avec l'habitat.

1- 15 en programmant une réserve foncière en vue de l'extension du village d' artisans de « Banarge », afin de permettre le desserrement des entreprises locales et l'accueil d'entreprises nouvelles.

1- 16 Proscrire le mitage et le morcellement des terres agricoles en n'autorisant les urbanisations nouvelles qu'en continuité du bourg ou des groupement d'habitation. N'autoriser le changement d'affectation du bâti existant que lorsque l'activité agricole n'est pas menacée par cette évolution.

1- 17 Permettre l'extension et la diversification des exploitations agricoles existantes (agrotourisme, valorisation locale des productions, vente directe,...).

1- 18 Renforcer l'attractivité commerciale et l'intérêt touristique du centre bourg en poursuivant la politique de mise en valeur (opération en cours de réaménagement de la halle et de ses abords).

1- 19 Programmer un parc communal à vocation de loisirs et de tourisme au lieu dit « La Fontlongue » et prendre en compte les autres projets touristiques identifiés (le camping le cabri, gîtes ...).

1- 20 Programmer des aménagements d'accompagnement en vue de favoriser la découverte du territoire (belvédère, point de vue...)

1- 21 Accompagner en tant que de besoin la mise à niveau de l'offre numérique.

1- 22 Permettre le développement des énergies renouvelables, et l'accès au gaz naturel (étude en cours)

AXE 2 - Développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti.

Constat

La commune de Duras s'inscrit dans l'entité paysagère de la vallée du Dropt. Le paysage de grande qualité aux entités paysagères marquées (vallée, vallon, plateau, ligne de crête, points d'eau) est un élément d'attractivité. L'implantation du bourg sur un rebord de terrasse, caractérise la commune et en constitue un point fort et une singularité par son effet de silhouette. Les accompagnements des abords (co-visibilités) des édifices protégés tel que le château, patrimoine monumental reconnu seront importants.

Les bois existants sur la commune sont peu nombreux, même si certains en limite de commune bénéficient visuellement des points de vues. Le maillage de haies est significatif autour du bourg et dans une moindre mesure sur le plateau. Les ripisylves sont des repères dans la commune.

L'ensemble formé par le bourg et le château est un élément de patrimoine qui permet à chaque habitant de s'identifier à ce territoire.

Les entrées vers Duras sont la conséquence de l'urbanisation et n'expriment pas la volonté de marquer des seuils ou des limites et participent au brouillage de la lecture paysagère. Au nord sur le plateau, c'est l'étirement de la ville sur la crête qui prévaut. Au sud dans la plaine, l'entrée est aussi celle du point du département, et sa lecture marque le conflit de co-visibilité entre les bâtiments présent et la silhouette à l'horizon. Le glacis apparaît à l'approche de la ville, il participe à la qualité de l'entrée de ville.

Le patrimoine bâti et urbain est présent à travers les rues, les architectures de pierre sont parfois disparates et hétéroclites.

Les espaces publics sont constitués de places et de rues. Les places sont principalement occupées par le stationnement, les terrasses des cafés deviennent les principaux espaces d'aménités.

L'extension récente est en rupture avec le tracé de celle-ci et correspond à la forme connue des « lotissements ». La maison érigée la plus part du temps au milieu de sa parcelle est le plus souvent d'une architecture ordinaire et d'une bonne tenue. Les limites des parcelles constituent

l'interface entre l'espace public et l'espace privé. Elles sont matérialisées par les clôtures dont l'hétérogénéité manifeste des singularités qui nuisent parfois à l'harmonie des rues.

Dans la campagne les hameaux sont caractérisés par des ensembles bâtis (corps de ferme) d'une architecture de qualité avec des abords soignés et souvent identifiés par un alignement d'arbre.

Les enjeux :

Préserver les éléments territoriaux qui fondent l'attractivité de Duras.

- Prendre en compte les points de vue majeur pour préserver la lecture claire des paysages ;
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti ;

Mettre en valeur les espaces publics au service de la qualité de vie à Duras

Créer les conditions d'une ambition qualitative de l'aménagement à toutes les échelles.

Projet :

2 - a A l'échelle de la commune

2 - 23 - Préservation des points de vue de la route du nord vers les vallons, vers le bourg et le château, vers la campagne sur les vignes par une conditionnalité de la construction.

2 - 24 - La populiculture sera maîtrisée par la prise en compte des prairies dans un repérage d'élément de paysage au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

2 - 25 - Les sites qui mettent en valeur la silhouette du château depuis le Dropt seront aménagés. Un emplacement réservé sera créée à cet effet.

2 - 26 - L'épannelage actuel sera maintenu afin de maintenir la silhouette du Château et ses effets d'attractivité. Pour cela la hauteur maximale dans le castelnau sera celle qui existe aujourd'hui. La maison du bourg qui est la seule dont la hauteur dépasse les autres n'est pas prise en compte dans cette prescription.

2 - 27 - Les constructions remarquables, le petit patrimoine seront repérés au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme.

2 - 28 - Les éléments naturels qui participent à la qualité du cadre de vie seront repérés au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.

2 - 29 - Les haies qui bordent les chemins de randonnées seront identifiées et éventuellement préservées suivant les sites.

2 - 30 - Les granges seront repérées au titre de l'article L151-11 pour permettre leur changement de destination sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole et de ne pas porter atteinte à la qualité des sites.

2 – b A l'échelle du bourg

2 - 31 - Entrée nord : une réflexion sera menée pour créer un effet de seuil (arbres repères ou alignement). Les ouvertures vers les vallons, de part et d'autre de cet axe seront préservés par des interdictions ou des conditionnalités de construire. Une vigilance sera portée pour ne pas masquer les vues par des plantations

2 - 32 Entrée sud est la porte d'entrée du département. Les angles de vues des différents projets qui seraient programmés seront conditionnés. Une réflexion est menée pour ne pas masquer la vue de la silhouette de Duras.

Le carrefour d'intersection de la route du sud et la route de l'ouest sera aménagé (partenariat avec le CD) et constituera un seuil.

2 - 33 - L'entrée Ouest sera programmée dans le même esprit que l'entrée sud. Repérer les éléments remarquables qui jalonnent son itinéraire. (corps de ferme, allées d'arbres, séchoirs ...)

2 - 34 - Le glacis ne sera pas constructible, hormis pour les équipements liés à l'activité touristique ou au service à proximité de la maison du tourisme. Une vigilance sera portée pour ne pas dénaturer le site. Les secteurs du glacis déjà construits pourront se densifier mais à l'intérieur d'une enveloppe circonscrite aux bâtis et avec des prescriptions particulières liées aux hauteurs et aux plantations des abords.

2 - 35 - L'espace correspondant aux jardins associés au château, figurant sur le plan de Belleyrne, seront repérés dans le plan et accompagné par une programmation de plantation sans mettre en péril la vue sur le château. Les voies vers le Dropt seront plantées. Dans la partie construite et habitée (au niveau de la route), des prescriptions seront proposées dans une OAP « plantations dans les jardins ».

2 - 36 - Les remparts du château seront mis en valeur en créant les conditions de leur visibilité. Des cônes de vue inconstructibles seront créés. Des emplacements réservés devront être créés à cet effet.

2 - 37 - Les espaces publics du castelnau seront repensés pour mettre en valeur les parcours piétonniers, les points de vues et maîtriser le stationnement.

2 - 38 - Les déplacements piétonniers dans le bourg seront mis en valeurs et connectés entre eux. Des emplacements réservés seront créés pour cela.(cf plan guide de la commune)

2 - 39 - Un stationnement périphérique sera créé (un ou plusieurs terrains dédiés sont à trouver) pour diminuer la présence (sans l'interdire) sur certaines places (à définir). L'aménagement de la place de la résistance sera complémentaire.

2 – c A l'échelle de la parcelle

2 – 40 - Dans les nouveaux quartiers (AU), l'implantation de la maison ne sera pas possible au milieu de la parcelle.

2 - 41 - Dans les secteurs déjà urbanisés (U) le contexte de l'existant sera privilégié pour conditionner les implantations des constructions.

2 - 42 - Les clôtures seront pensées pour être harmonisées dans les nouveaux quartiers

2 - 43 - L'aspect extérieur des constructions sera conditionné pour la couleur et les volets, toitures...

AXE 3 - Préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune.

Le relief de la commune de Duras met en évidence deux vallées bien marquées : le Dropt et la Dourdèze qui encadrent le plateau aux limites bien définies. Ces vallées constituent l'armature des trames vertes et bleues.

Le maillage hydrographique est dense et constitue un point fort pour la commune.

Les risques présents sur la commune sont ceux de l'inondation du Dropt et de la Dourdèze, et des glissements de terrain. Dans une moindre mesure les risques sismiques et ceux liés à l'axe routier D708 sont aussi présents.

La commune doit respecter le SDAGE et le SAGE qui déclinent les préoccupations liées à la bonne qualité des eaux, l'inscription du territoire en zone sensible.

La présence d'une station d'épuration d'une capacité de 1600 équivalents habitant possède à ce jour une disponibilité de 422 raccordements.

L'eau potable provient du forage de Auriac sur Dropt.

Présence de sites Natura 2000 sur la commune qui sont répartis essentiellement dans les deux vallées identifiées et sur deux sites du plateau. Les autres sites identifiés au titre de l'habitat d'intérêt communautaire se trouvent dans les deux vallées.

Les milieux ouverts sont majoritaires sur la commune et les milieux fermés sont situés en limites communales. Plus de 60 kilomètres de haies structurent le paysage.

Le SRCE a identifié le nord de la commune comme corridor avec présence de feuillus et les deux vallées.

La consommation passée des sols entre les années 2004 et 2015 est de 18,8 hectares.

Les enjeux :

- Limiter la réduction des surfaces boisées et des linéaires de haies et la consommation des sols.

- Maintenir, quand ce n'est plus le cas, la connexion entre la trame verte du plateau avec la trame bleue des vallées

- Faciliter la prise en compte de la biodiversité ordinaire.

Projet :

3 - a - La trame verte et bleue et la biodiversité.

3 – 44 - Les deux vallées (Dropt et Dourdèze) sont des réserves de biodiversité et participent à la Trame Verte et Bleue. Leur protection prendra en compte les projets connus à ce jour en prescrivant des conditionnalités aux projets.

3 – 45 - Les bois et les haies sont des réserves de biodiversités et constituent la trame verte. Le repérage sera effectif à ce titre. Leur protection sera plus ciblée et circonscrite aux éléments remarquables.

3 – 46 - Les EBC du PLU précédents seront maintenus.

3 – 47 - Une attention particulière auprès du bourg sera portée pour les haies dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation.

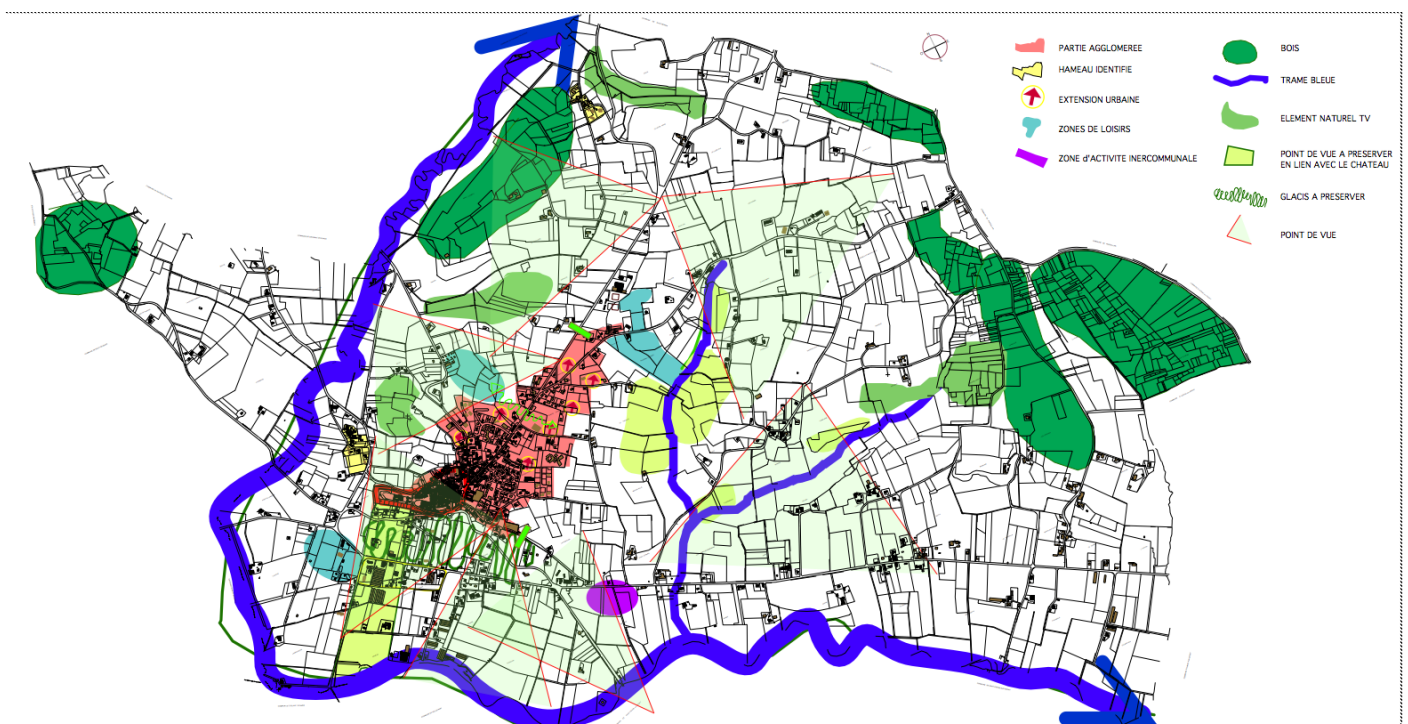
3 - b - La prise en compte des risques.

3 – 48 - Les risques et les servitudes d'utilités publiques seront pris en compte dans les projets.

3 – 49 - La prise en compte du maintien de la qualité des eaux (SDAGE) est effectuée par la création d'une nouvelle station d'épuration (Cf chapitre équipement 1-2)

3 - c – Protéger les sols

3 – 50 – Le coefficient de la modération des sols est fixé à 0,9. Le projet permettra d'économiser 10% de la surface consommée entre les années 2004 et 2015.



B - Description du caractère des zones et de l'évolution du zonage et du règlement

LE REGLEMENT GRAPHIQUE (ZONAGE) et les O.A.P.

La zone urbaine dite zone U est caractérisée par sa forme et sa typologie (la densité, l'alignement par rapport à l'espace public, les façades continues ou discontinues), avant de l'être par sa spécificité fonctionnelle (habitat, équipements). Le caractère principal de la zone U est celui du cadre de vie des habitants : l'habitat, les services et les commerces, les activités compatibles avec l'habitat.

A Duras, la zone urbaine est la résultante de l'histoire du développement de la commune et correspond aux parties agglomérées du bourg, et aux extensions récentes. Elle est décomposée en quatre type de zones : UA, UB, UBX, UC, UX, UL.

La zone UA est justifiée au regard du caractère patrimonial de l'architecture et à l'implantation des constructions. En effet, l'alignement à l'espace public et la mitoyenneté des constructions en sont le principe. Certaines constructions, possèdent un caractère patrimonial avéré ce qui participe aussi au classement en zone UA.

La zone UB correspond aux extensions récentes. Elles sont constituées de lotissements et lots libres. Il s'agit des quartiers pavillonnaires réalisés depuis les années d'après guerre. Les lieux dits de « Les champs de Plats bassin », « Fonratière » et « Vignes du château » au sud, « Les boutères » et « La grande croix » au nord, sont classés en zone UB.

Elles sont constituées de lotissements et lots libres. Il s'agit des quartiers pavillonnaires réalisés depuis les années d'après guerre. Les lieux dits de « Les champs de Plats bassin », « Fonratière » et « Vignes du château » au sud, « Les boutères » et « La grande croix » au nord, sont classés en zone UB.

La zone UBX correspond à un secteur de Duras très particulier caractérisé par une mixité des fonctions très forte. En effet sur une surface de 7 hectares, des entreprises, des habitations sont imbriquées. La complexité de cette situation rend impossible une segmentation des terrains. En conséquence le projet de ce secteur sera de privilégier la mixité des fonctions avec le principe de la comptabilité avec les habitations.

Son potentiel de 1,8 hectare tant pour de l'habitat que de l'activité.

La zone UC correspond aux hameaux. Ils sont au nombre de 4 classés en zone UC. Il s'agit des hameaux de « Pateau » à l'ouest, les « Martins » au nord, « Bonin nord » et « Botte » à l'est. Ces hameaux constitués de groupement d'une dizaine de constructions représentent des possibilités de choix pour des demandes d'habiter en campagne.

Evolution par rapport au PLU de 2006

Au village, la zone UA du PLU est issue de la zone UA du POS, mais en délimitant uniquement la partie du bourg ancien du village et non les quartiers pavillonnaires qui étaient dans la zone UA. La surface est identique.

La zone UA totalise une superficie de 8 ha, avec un potentiel théorique constructible correspondant à la résorption de la vacance. Dans le PLU elle était de 8 hectares.

La zone UB du PLU correspond aux quartiers pavillonnaires autour de la zone UA sur le plateau et des lieux dits de « Les champs de Plats bassin », « Fonratière » et « Vignes du château ». Sa superficie est de 54,8 hectares.

Dans le PLU de 2006 cela correspondait à la zone NB. Sa superficie était légèrement supérieure. En effet la zone UB de 2018 a été réduite et correspond aux parties construites de la zone UB. Seule le lieu dit « Fonratière » a vu la zone UB englober les constructions existantes qui étaient en zone A en 2006.

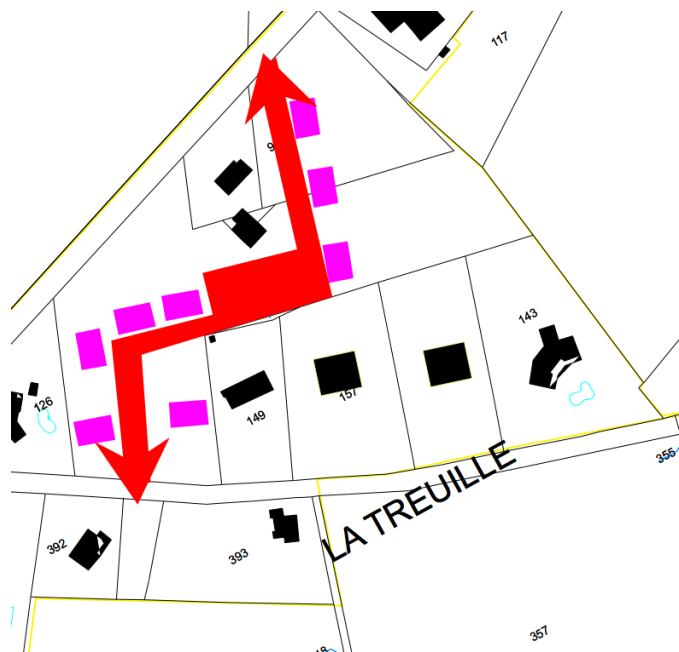
Dans la zone UB du PLU les parties de terrains disponibles sur lesquelles il existe un potentiel constructible ont une surface de 5,1 hectares. Les terrains dont la surface est inférieure à 1000 mètres ne sont pas pris en compte. Le potentiel constructible de la zone UB est relatif et ne constitue pas un potentiel II en résulte que la partie constructible de la zone UB est de 1,5 hectare.

Le quartier de la zone UB au lieu dit « La treuille » est un quartier de lots libres avec un espace potentiel de 1,45 hectare. Afin d'optimiser l'aménagement une OAP s'impose. Cet ilot aujourd'hui en herbe est longé sur deux côtés par une voie secondaire communales.

L'objectif de l'OAP est de mailler le terrain avec une rue de telle sorte que les parcelles puissent être distribuées. Pour cela une boucle sera mise en place à sens unique et permettra de s'adosser avec le chemin existant pour limiter sa largeur. Les rues seront accompagnées par un alignement d'arbres.

L'opération sera réalisée au et à mesure de la réalisation des réseaux, mais pourra également être réalisée dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 7 logements potentiels sur l'ensemble du site.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :
Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.



La zone Uc du PLU correspond aux zones Nh du PLU de 2006. Le PLU de 2006 comprenait de nombreuses zones Nh dont la surface était de 51,2 hectares.

Dans le projet de 2018, seul quatre hameaux sont classés en zone UC .La surface de la zone UC est de 15,9 hectares soit une baisse importante de 35,3 hectares.
Quelques terrains restent constructibles. Leur surface est de 2,77 hectares.

Le potentiel constructible dédié principalement à l'habitat des zones UA, UB, UC représente une surface totale de 7,87 hectares. Au regard du contexte des zones U un taux de rétention est applicable dans les zones U de 0,3.

La surface qui est prise en compte dans le calcul de l'offre sera de $7,87 \times 0,3 = 5,5$ hectare.

Les zones UX sont créées pour permettre l'implantation d'entreprises. La première située au lieu dit «Bernage» est dans la zone d'activité intercommunale. Depuis le 01 07 2019 la compétence lié à l'économique est intercommunale. A ce titre la communauté de commune du Pays de Duras a décidé d'identifier le site de « Barnage » comme un site d'accueil d'activité de niveau intercommunal.

Les deux autres sont dans les faubourgs de Duras et correspondent au super marché. (Carrefour et Gam Vert). La superficie totale est de 9,7 hectares, son potentiel constructible est de 0,78 hectares au lieu dit Grande croix sur le site du super marché.

Evolution par rapport au PLU de 2006

Les super marché « Carrefour » et « Gam vert » était respectivement classé en zone UB et AU. Le classement en zone UX traduit la volonté du projet de marché les potentiels du programme commercial. La surface est la même.

Les zones UL sont créées pour les activités de loisirs. La première est dédiée au sport et la seconde au hébergement de plein air.

La superficie de la zone de sport est de 7,85 hectares (plusieurs terrains, tribunes vestiaires..) avec un potentiel est de 2,6 hectares.

Le site de loisirs au lieu dit « le cabri » d'une surface de 6,75 hectares a fait obtenu un permis d'aménager en 2018 sur l'ensemble du site. Le potentiel constructible de la zone était de 4,5 hectares reste dans le bilan au regard de la temporalité du projet par rapport a celle du PLU. Ce potentiel situé sur la commune aura des usages intercommunaux.

L'ensemble de la zone UL a une surface de 14,6 hectares. Il est ainsi estimé que la part du foncier utilisé par la commune sera de 2,6 hectare et celle de la communauté de communes de 4,5 hectares.

Evolution par rapport au PLU de 2006

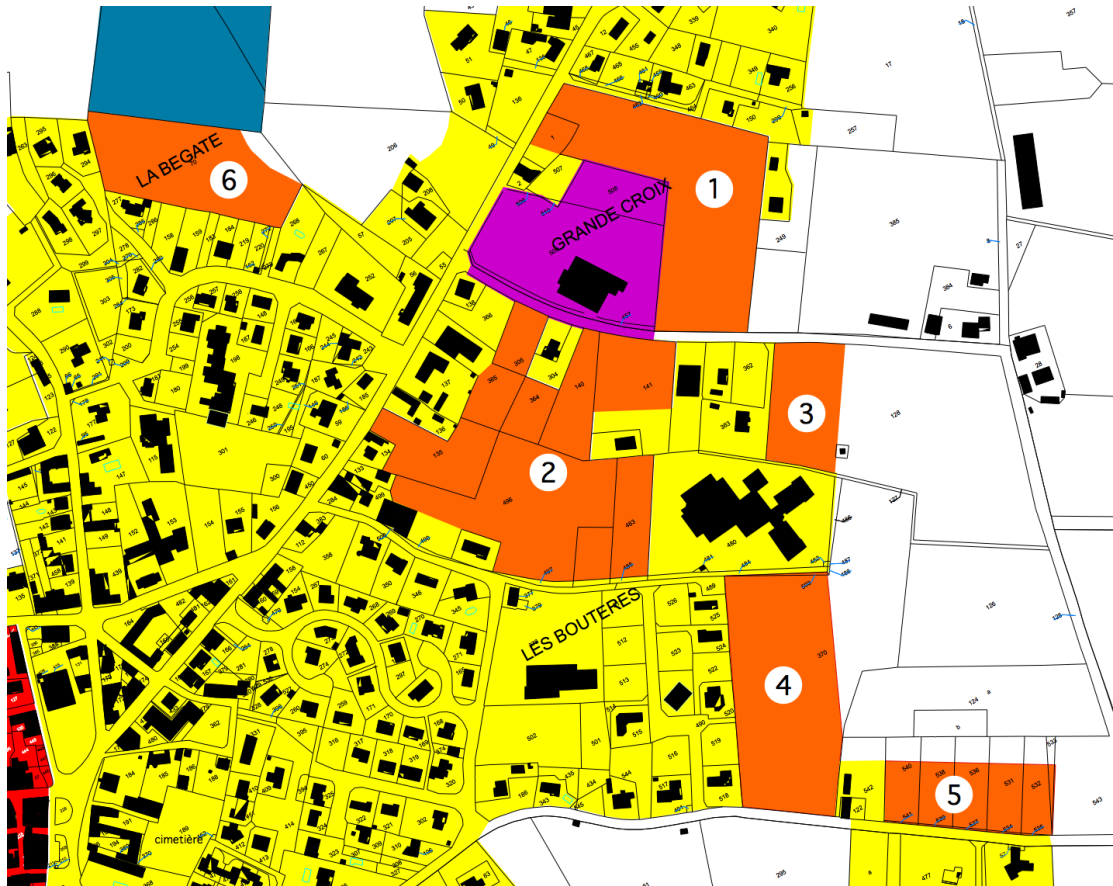
La partie hébergement de plein air est la même en terme de surface. La partie construite est classée en zone UL.

Les terrains de sport classés en UL en 2006 ont vue leur classement réduire. Les terrains contigües étaient en 2006 classés en UB. Le projet en 2018 est de réduire les parties constructibles de la zone UL de 2006 et d'amputer la zone UB de 2006 au profit de la zone UL de 2018. Ainsi une optimisation du foncier avec plus de cohérence bâti est mis en œuvre.

Les zones à urbaniser sont caractérisées par l'insuffisance des réseaux pour une urbanisation à court terme. Il s'agit d'une zone non construite insuffisamment équipée dont la vocation est de devenir une zone urbanisée.

Les zones AU à Duras, seront à dominante d'habitat mais pourront accueillir des services, des commerces, de l'artisanat compatible avec l'habitat afin de constituer une mixité urbaine propre à une vie de bourg.

Les futures zones constructibles sont situées abords du bourg au coeur des zones urbanisées (zone Ub) et se décompose en six sites.



LES OAP

Chaque zone AU devra respecter une OAP conformément au code de l'urbanisme et ceci dans le contexte du respect de leur compatibilité.

Concernant les secteurs des zones AU, les aménageurs devront prendre en compte les principes de la mixité sociale et proposer des logements correspondant à la population susceptible d'en être bénéficiaire. Il est souhaité de tendre vers un pourcentage de 10% de logements respectant les critères des logements sociaux. Dans le secteur de l'OAP n°1 un aménageur est pressenti pour réaliser une sénioriale dont le nombre de logement sociaux sera déterminé.

La collectivité pourra exercer son droit de préemption avec ou non portage de l'EPF aquitaine afin de satisfaire les le besoin de diversifier les catégories de logements avec un objectif de mixité sociale.

Le premier secteur se situe entre le super marché et les quartiers récents plus au nord.

Le site est stratégique et idéalement placé pour accueillir de nouveaux habitants. D'une surface de 1,9 hectare il est stratégique pour la commune.

Cet ilot aujourd'hui en herbe et en friche est longé sur ces deux cotés par une voie principale (RD708) et une voie secondaires communale. Le troisième coté est une voie privée qui pourra être mobiliser pour une plus grande cohérence des liaisons.

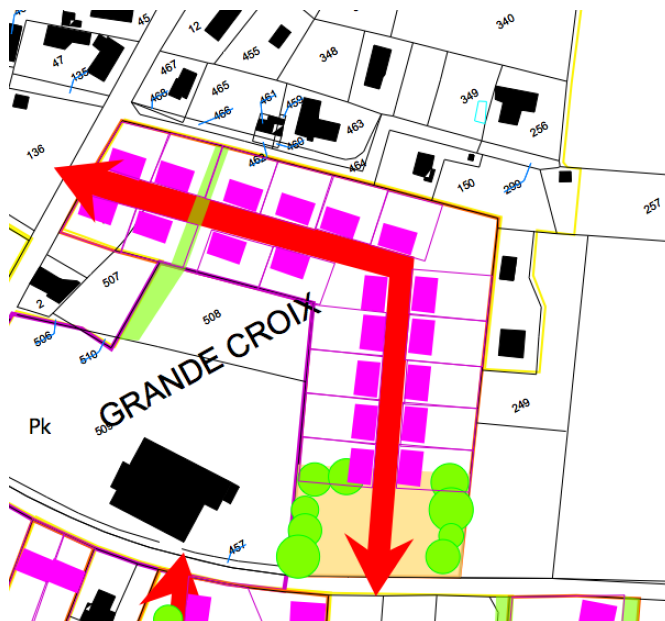
L'objectif de l'OAP est de mailler le terrain avec une rue de telle sorte que la liaison entre le nord et le sud soit la plus simple et direct. Les lots potentiels de part et d'autre de celle-ci permettront de donner l'image d'une rue avec une façade sur l'espace public et des arrières de jardins.

L'opération sera réaliser dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 18 logements potentiels sur l'ensemble du site, mais le projet pourra être décomposé en plusieurs phases.

Les rues seront accompagnées par un alignement d'arbres. Au droit du super marché un espace public sera créé pour à la fois servir d'espace tampon entre les habitations et l'aire de service du super marché et d'autre part de parking.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :

Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.



Le deuxième secteur est au coeur du bourg des années 70 entre la maison de retraite et le super marché. Le site est stratégique et idéalement placé pour accueillir de nouveaux habitants. D'une surface de 3,1 hectares il est stratégique pour la commune.

Cet ilot aujourd'hui en herbe est longé sur ces trois cotés par une voie principale (RD708) et deux voies secondaires communales.

L'objectif de l'OAP est de mailler le terrain avec des rues de telle sorte que les circulations soient les plus aisées pour les déplacements. Les rues seront accompagnées par un alignement d'arbres.

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 29 logements potentiels sur l'ensemble du site, mais le projet pourra être décomposé en plusieurs phases dont la densité sera de 10 logements pour la partie A, 12 pour la B, 3 pour la C, 4 pour la D.

Un espace public sera créé dans la partie centrale afin d'apporter les aménités nécessaires aux habitants.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :
Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.

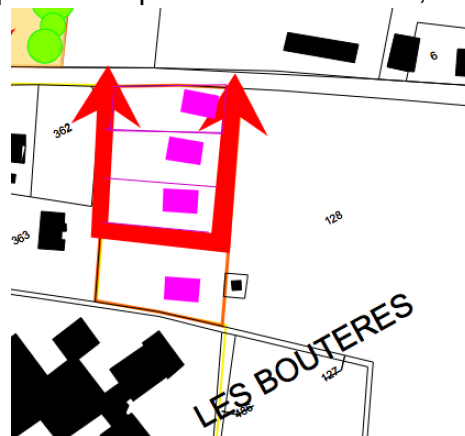


Le troisième secteur est mitoyen avec la maison de retraite d'une surface de 0,57 hectare. Il est caractérisé par son point de vue, mis en scène par un faux plat avant la pente du terrain qui commence après celui-ci. Cet îlot aujourd'hui en herbe est longé sur un côté par une voie secondaire communale.

L'objectif de l'OAP est de mailler le terrain avec une rue de telle sorte que les parcelles puissent être distribuées. Pour cela une boucle sera mise en place à sens unique et permettra de s'adosser avec le chemin existant pour limiter sa largeur. Les rues seront accompagnées par un alignement d'arbres.

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 4 logements potentiels sur l'ensemble du site.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :
Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.



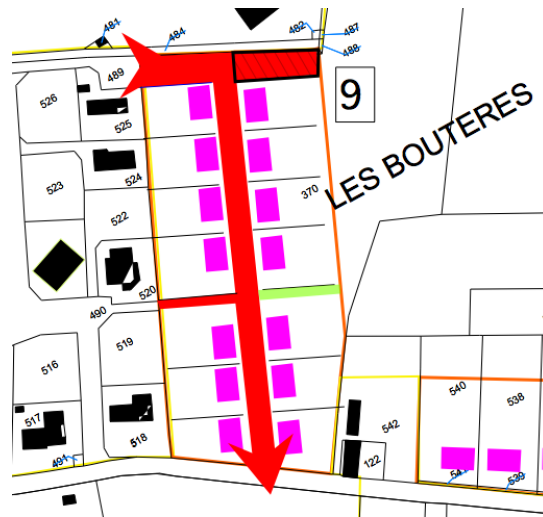
Le quatrième secteur est mitoyen avec un lotissement réalisé ces dernières années. Celui-ci est en partie construit. Les voies en attentes de celui-ci sont les connexions pour le nouveau quartier rendu possible par la zone AU. D'une surface de 1,6 hectare, il représente un potentiel important caractérisé par son point de vue, mis en scène par un faux plat avant la pente du terrain qui commence après la limite de la zone AU vers l'ouest.

Cet îlot aujourd'hui en herbe est longé au sud par une voie secondaire communale et au nord par une voie en attente.

L'objectif de l'OAP est de mailler le terrain avec une rue de telle sorte que les parcelles puissent être distribuées. Pour cela la rue créée du nord au sud le permettra. La rue sera accompagnée par un alignement d'arbres.

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 14 logements potentiels sur l'ensemble du site.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :
Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.



Le cinquième secteur prolonge le quatrième secteur en longeant la rue existante qui est urbanisée sur son côté sud. D'une surface de 0,75 hectare, il représente un potentiel caractérisé par son point de vue.

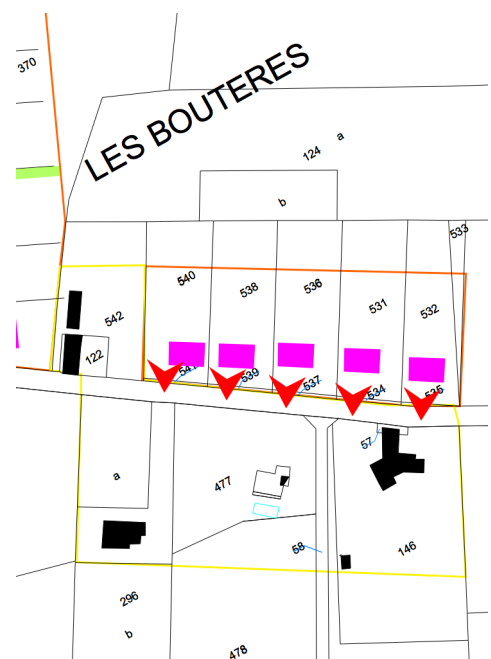
Cet îlot aujourd'hui en herbe avec en limite un talus est longé au sud par une voie secondaire communale.

L'objectif de l'OAP est de s'appuyer sur le projet en cours et desservir les lots potentiels.

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 5 logements potentiels sur l'ensemble du site.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :

Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge



Le sixième secteur est mitoyen au sud avec un quartier de Duras au nord du centre au lieu dit « La begate » réaliser ces dernières décennies, et au sur son coté nord par le projet de parc résidentiel dont le permis d'aménager a été déposé (zone AUL)

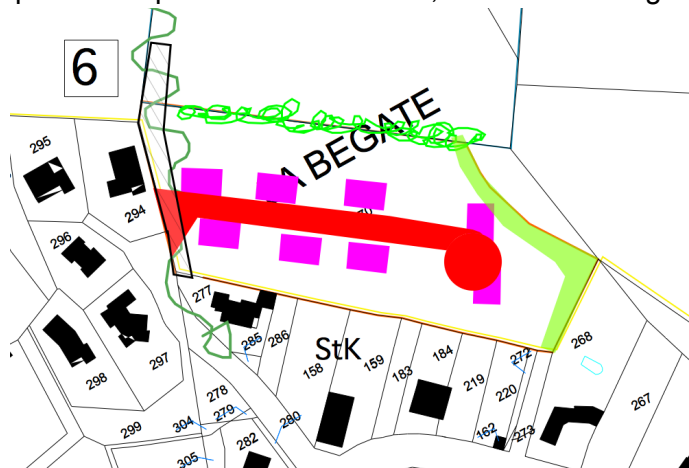
D'une surface de 1 hectare, il représente un potentiel caractérisé par son point de vue, et son interface entre la ville et le parc touristique.

Cet ilot aujourd'hui en herbe est accessible par un point de contact avec une rue communale.

L'objectif de l'OAP est de distribuer le terrain avec une rue de telle sorte que les parcelles puissent être loties. Pour cela la rue sera en impasse pour les voitures mais un prolongement piétonnier sera réalisé pour relier la ville et le centre ville. La rue sera accompagnée par un alignement d'arbres. Ce cheminement doux sera aussi emprunter par les usagers du PRL et ainsi permettre aux touristes de relier le centre sans utiliser leur voiture.

L'opération sera réaliser dans le cadre d'un projet d'ensemble afin d'en assurer la cohérence. La densité sera au minimum de 8 logements potentiels sur l'ensemble du site.

A titre d'exemple les implantations issues de l'OAP pourraient être les suivantes :
Les logements sont représentés par les carrés violets, les rues en rouge.



Les zones naturelles sont caractérisées par la volonté de ne pas urbaniser ces secteurs et d'identifier les parties non cultivées. Leur caractéristique est de préserver l'espace naturel soit pour des raisons environnementales, soit pour des raisons liées au paysage. Il s'agira de protéger le potentiel naturel des ruisseaux et des parties boisées.

Les zones naturelles ne s'opposent pas aux zones urbaines, elles se mettent en valeur mutuellement. Elles sont de plusieurs types, celles qui sont liées au caractère paysager et environnemental des sites (N, Ni, Nb, NL)

Les zones naturelles N du PLU 2018 sont issues des zones N du PLU de 2006. La zone Ni issue des bords du Dropt était dans la zone N du PLU, pour la même surface.

Les bois qui constituent les trames vertes de la commune sont classés en zone Nb. Les parties boisées dont la présence d'arbres remarquables est avérée et ne faisant pas l'objet de plan de gestion sont classées en espaces boisés classés (EBC) pour une plus grande protection. Les autres sont identifiés dans le zonage N sans protection particulière (hormis celle du code forestier).

Les haies dont la présence structure le paysage, notamment le long de chemins, de ruisseaux sont identifiées au titre de l'article L 151-19 et L 151-23 du code de l'urbanisme.

Les abords des ruisseaux majeurs seront classés en zone N pour prendre en compte le caractère environnemental du site sur une bande de 20 mètres de part et d'autre du ruisseau, ce classement constitue la trame bleu de la commune.

Les zones naturelles représentent trois types d'occupation du sol.

La première est une zone dédiée aux boisements (zone Nb) d'une superficie de 351,8 hectares. Elle constitue la trame verte de la commune et le plus souvent classé en EBC (183,7 hectares). Dans le PLU de 2006 son classement était en zone N pour presque la totalité et en zone A pour une petite partie de la commune à l'ouest.

Le classement en EBC est justifié par le SRCE. En effet celui-ci a identifié la partie nord de la commune comme partie à préserver pour ces bois de feuillus et de résineux.

La deuxième dédiée à la trame bleue, identifiée par la zone N et Ni, à une superficie respectivement de 83,8 hectares et 268 hectares.

La troisième identifie deux secteurs liés à la biodiversité NI pour une surface de 8,4 hectares.

Les zones agricoles correspondent aux espaces de campagne dont la principale occupation est liée aux terres agricoles. Il s'agit des secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique. C'est l'enjeu de la pérennité de l'agriculture.

L'espace agricole est aujourd'hui le support de plusieurs usages résultant de l'histoire et de l'évolution de « la vie des campagnes ». Le code de l'urbanisme dans ses dernières lois exprime clairement le principe d'une zone A monofonctionnelle liée à ce qui est nécessaire à l'activité agricole. La zone A a pour objectif de maintenir les sols en terres agricoles, support de l'économie agricole sur une superficie de 1659 hectares ce qui représente 82,25% de la superficie communale.

Le projet du PLU a pris en compte deux activités situées en zone naturelle et conformément à l'article L151-13 du code de l'urbanisme plusieurs stécal artisanales ont été créés.

Le premier Stécal au lieu dit « Cavales » pour l'entreprise de chocolaterie.

Le deuxième Stécal au lieu « Fonratière » et correspond à la maison du vin

Le troisième Stécal au lieu « Barbe » et correspond à la maison du vin

Le quatrième Stécal au lieu « Les vignes » et correspond à la maison du vin

Le quatrième Stécal au lieu « Les vignes » et correspond à la maison du vin

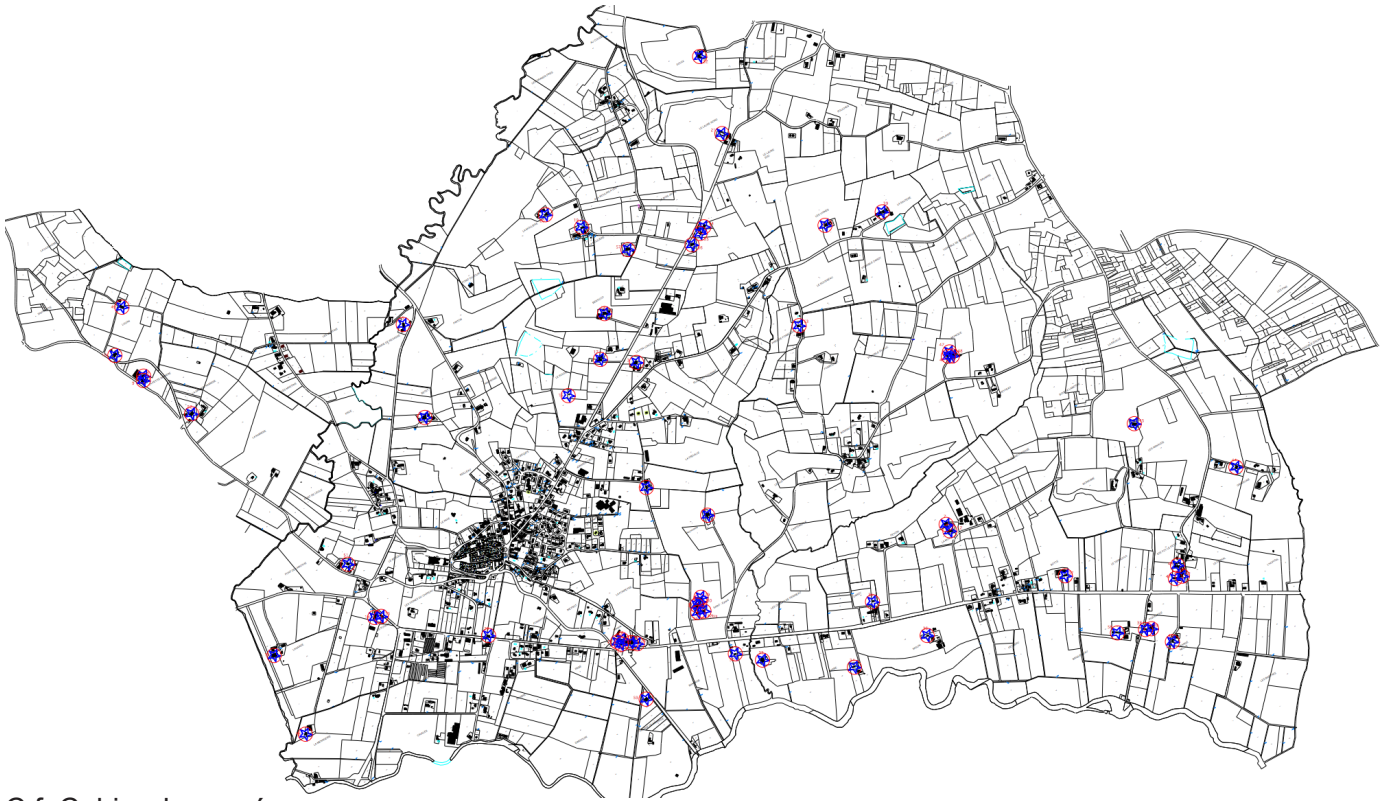
Les zones A1, ont une superficie de 4,1 hectares soit 0,2 % de la superficie totale de la commune.

La protection des haies et bosquets au titre de l'article L 151-23 et L 151-19 est justifiée par rapport à la prise en compte des trames vertes sur la commune. Le repérage est indiqué dans le plan de zonage par le symbole sinusoïdal vert.

Les éléments repérés participent aussi au maintien général du cadre de vie des habitants de la commune et à son attractivité par la protection dans le temps.

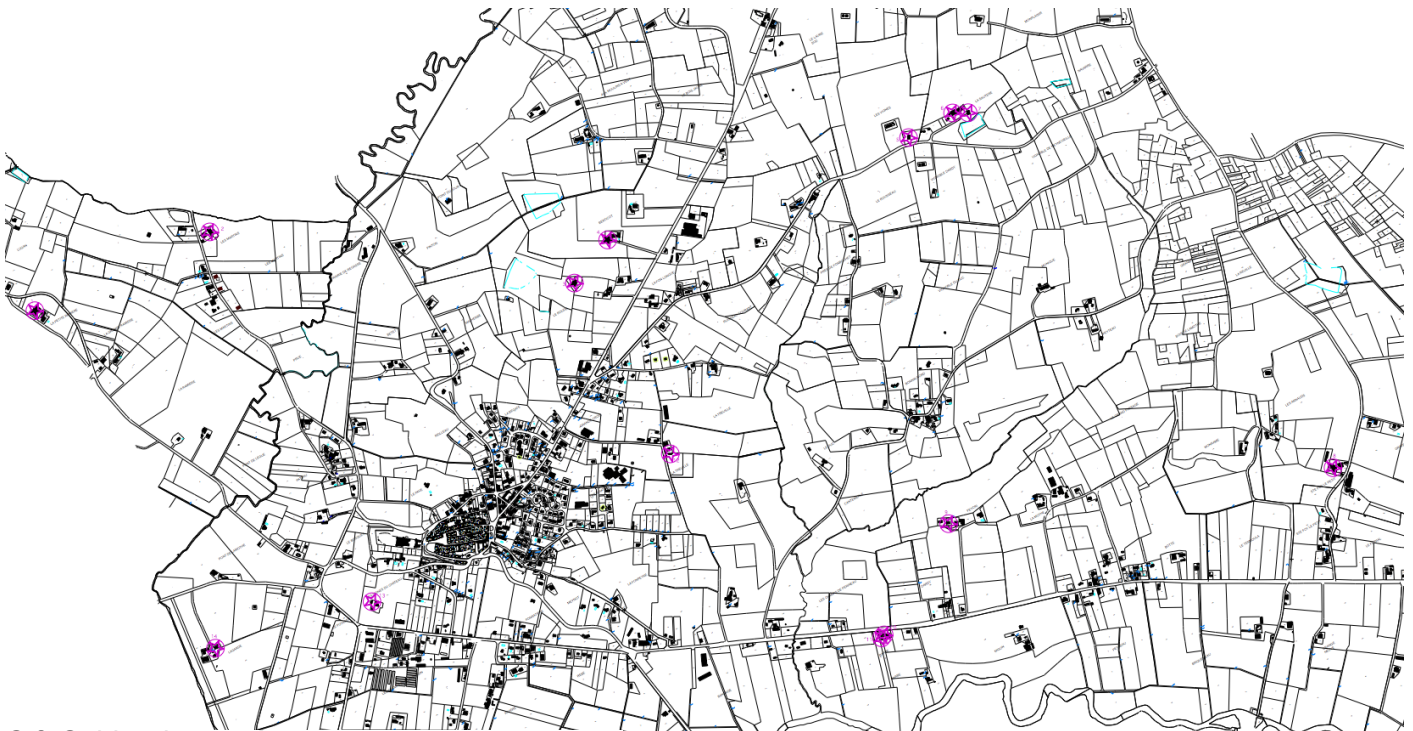
Dans la zone A, le repérage des bâtiments pouvant changer de destination (habitat et activité) a été réalisé conformément à l'article L151-11 du code de l'urbanisme. La liste des bâtiments est en annexe et le repérage sur le plan de zonage correspond à une étoile de couleurs différentes suivant le changement de destination autorisé.

Repérage des granges patrimoniales pouvant changer de destination -



C.f. Cahier des repérages en annexes

Repérage des granges agricole non utilisées pouvant changer de destination -



C.f. Cahier des repérages en annexes

SUPERFICIE DES ZONES DU PLU

ZONES POTENTIELLEMENT CONSTRUCTIBLES		PLU 2006			PLU 2018			Potentiel			
		surface		% / à la surface communale	surface		% / à la surface communale	Duras			EPCI
		zone	ha	%	zone	ha	%	Brut	réten-tion 30%	Total	
	SECTEUR U HABITAT										
	zone urbaine dense										
	Centre ancien	UA	8,50	0,42	Ua	8,00	0,40				
	Quartiers pavillonnaires	UB	81,4	4,04	Ub	54,10	2,68	3,20	2,24	2,24	
		Ubp	3,90	0,19	Ubx	7	0,35	1,80	1,26	1,26	
	Quartier Hameau	Nh	51,20	2,54	Uc	15,90	0,79	2,38	1,666	1,666	
		Total	145,00	7,19	sous Total	85,00	4,21				
	Activités				UX	9,70	0,48		0,78	0,78	
	Sport Loisirs				UL	14,60	0,72			2,60	
					sous Total	24,30	1,20				
				Total	109,30	5,42					
	SECTEUR AU URBANISATION FUTURE										
	Habitat	AU	15	0,74	AU	8,90	0,44			7,66	1,24
		2AU	8,90	0,44							
		sous Total	23,90	1,18	Total	8,90	0,44				
	Activité et Loisirs	AUL	11,70	0,58							
		AUX	8,90	0,44	AUX1,2,3	4,30	0,21				4,30
		sous Total	20,60	1,02							
		Total	44,50	2,21	Total	4,30	0,21				
	ZONE NATURELLE AGRICOLE DÉJÀ BÂTIE										
	Stecal Artisanal				N1/A1	3,85	0,19				
				Total	3,85	0,19					
	ZONE NATURELLE et AGRICOLE NON BÂTIE et BÂTIE										
	Secteur de boisement				Nb	183,8	9,11				
	Zone naturel	N	272,00	13,49	N	84,40	4,18				
	Zone naturel inondable	Ni	268,00	13,29	Ni	268,00	13,29				
	Secteur naturel de loisirs				NL	8,15	0,40				
		Total	540,00	26,77	Total	544,35	26,99				
	ZONE AGRICOLE										
	Zone agricole	A	1287,50	63,83	A	1346,30	66,75				
	Stecal artisanal										
		Total	1827,50	90,60	Total	1346,30	66,75			16,21	5,54
Zones urbanisées ou à urbaniser		189,50	9,40	126,35		6,26	Soit 14,74 pour 10ans				
Zones naturelles ou agricoles dont EBC		1827,50	90,60	1890,65		93,74					
		130,00	6,45	176,20		8,74					

4 – Evolution du PLU de 2006 vers le PLU de 2018

Globalement le projet de 2018, s'appuie sur les bases du précédent document en réduisant considérablement les surfaces constructibles et en accompagnant la constructibilité par des règles d'implantation qui prennent en compte la maîtrise de la consommation des sols et ainsi diminuer la consommation des sols par rapport aux années passées.

La comparaison en terme de surface est matérialisée sur les plans ci-dessous de la façon suivante :

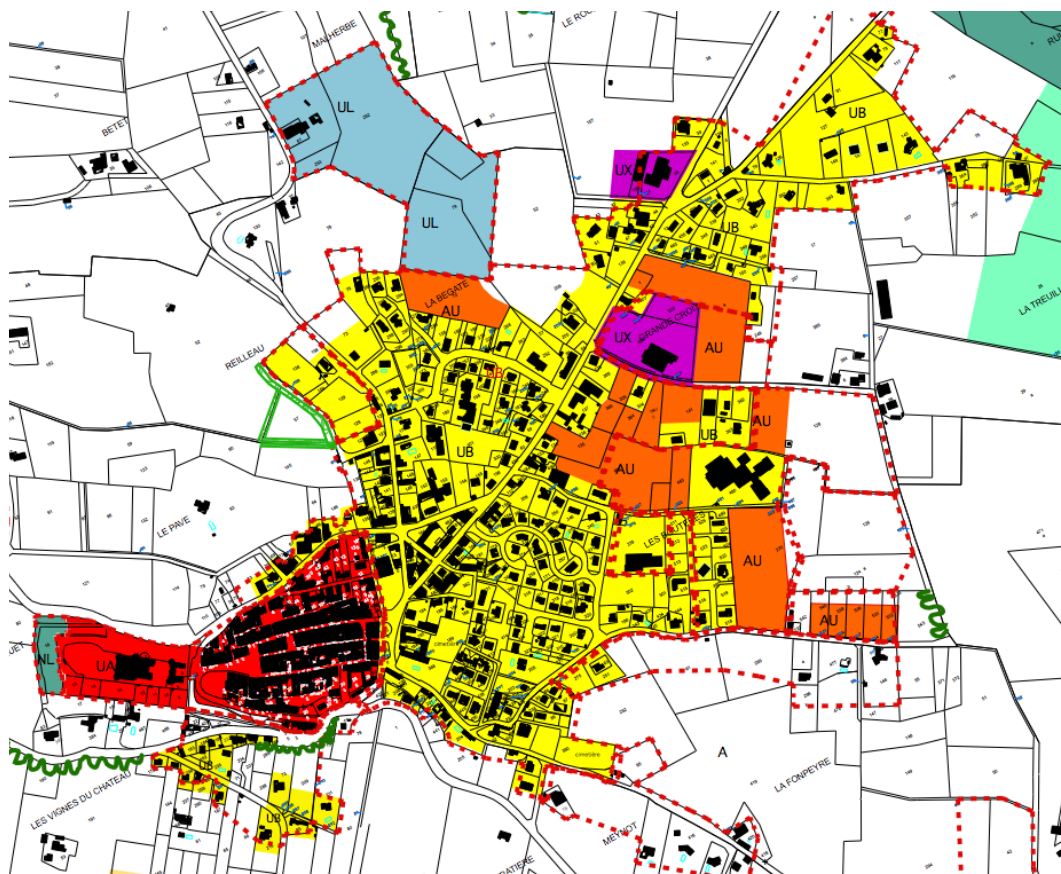
Les pointillés rouge indique le PLU de 2006 et les aplats de couleurs le PLU de 2018

- La zone Ua est identique
- Les zones Ub ont été réduites hormis l'intégration dans la zone Ub du lieu dit « Fonratieire »
- Les zones Nh ont été supprimées et réduites. Les quatre hameaux qui demeurent sont classés en zone Uc et on vu leur surface diminuée par rapport à la zone Nh.
- Les zones UL ont été réduites pour le secteur du stade
- Les zones AUL ont été reclassé en zone UL pour prendre en compte le permis d'aménager accordé en 2018 la zone du PRL
- Les zones AUX2, AUX3 ont été créées d'un seul coté de la RD. Les anciennes du PLU 2006 sont supprimées en partie et reclassée en AUX1 près de la RD. L'augmentation en terme de surface résulte de la prise en compte du besoin de la communauté de commune lié au transfert de compétence du 01 01 2017.
- Des Stecal ont été créés. La surface est circonscrite au bâtiment concerné avec un potentiel constructible d'une centaine de mètre carré.

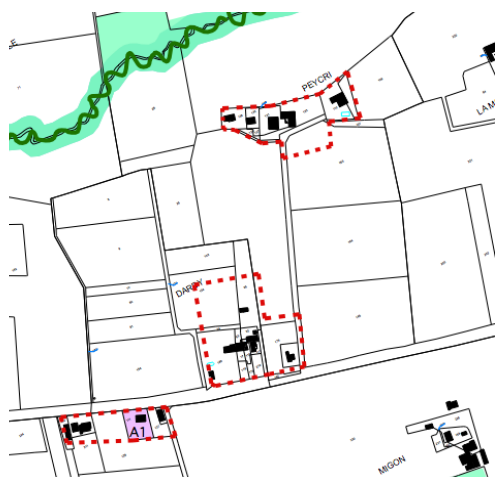
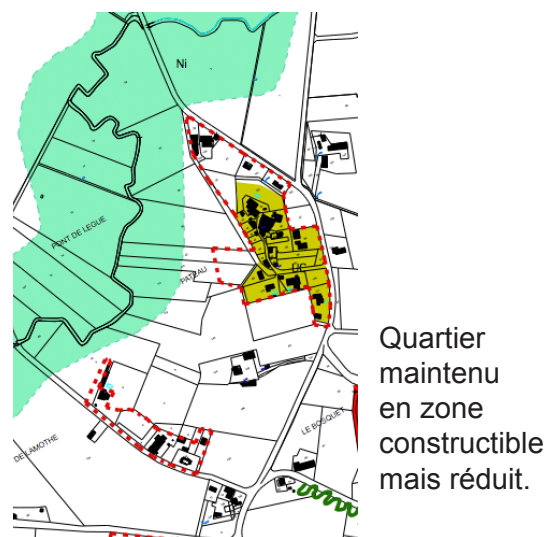
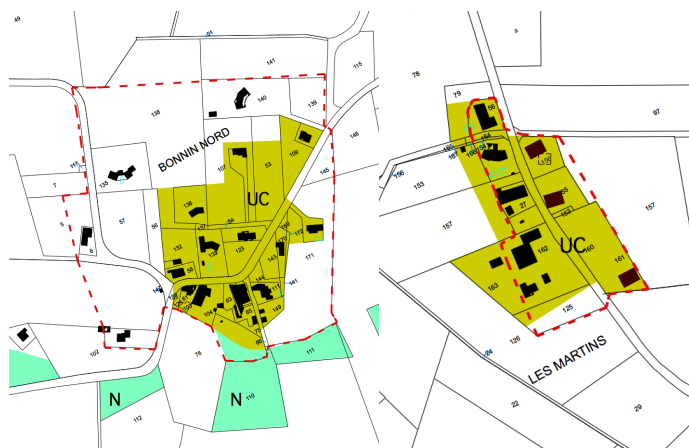
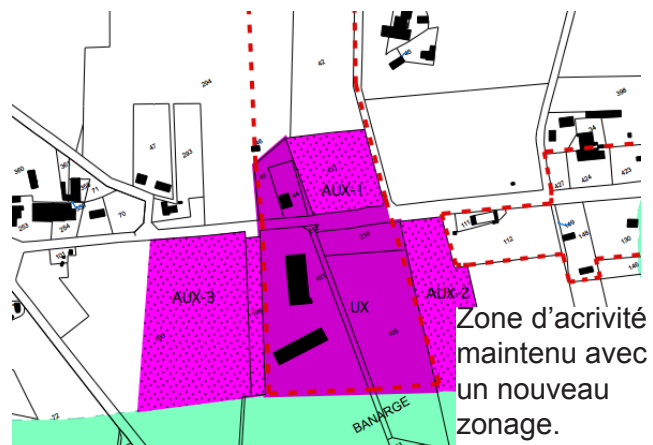
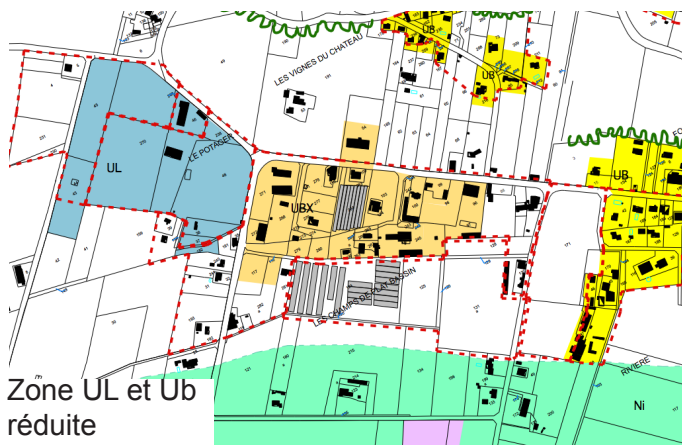
Le pointillé rouge correspond à l'ancien document d'urbanisme de 2006, ainsi on peut constater une nette diminution des zones constructibles.



Zone UB réduite



Comparaison du PLU de 2016 et celui de 2018



Justification de l'OAP transversales

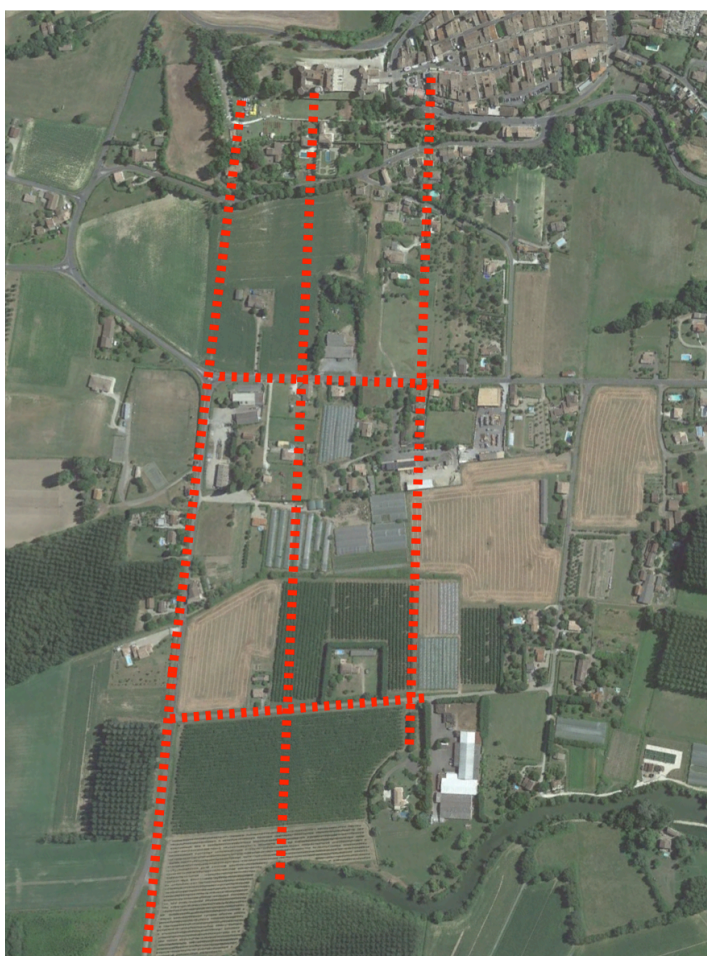
Les éléments de diagnostic, concernant le château et son rapport aux jardins, déterminent pour Duras une exigence de projet de paysage entre le château, ses terrasses et le Dropt.

Les trames historiques des jardins (carte de Bellayme) devront retrouver leur présence dans le parcellaire de 2018.

Pour cela les abords des routes et les jardins des constructions existantes ou futurs, sur les axes définis (traits pointillés rouges sur les cartes ci-dessous) seront plantés par des arbres de hautes tiges et ainsi constituerons à long terme les alignements qui rappelleront les jardins du 18ème siècle.

Le dialogue entre le château et le Dropt ainsi reconstituer sera un axe majeur du projet de paysage de Duras.

Cette mise en oeuvre s'inscrit dans un temps très long et participe à la création du projet de paysage de la commune et notamment depuis les terrasses du château



Tracé des alignements d'arbres qui sont projetés dans le PLU de 2018.



5 - Synthèse

La totalité des zones construites dites U, A1, et à construire dans les zones AU, AUX représente 126,35 hectares soit 6,26 % de la superficie totale de la commune. Dans le PLU elles représentaient 9,4% de la commune soit une superficie de 189,5 hectares.

Les zones agricoles non bâties A et les zones naturelles N, Nb et NL ont une superficie de 1890,65 hectares soit 93,74 % de la superficie de la commune. Dans le PLU, elles représentaient 90,6% de la commune soit une superficie de 1827,5 hectares.

Ces données attestent du caractère rural et naturel de la commune de Duras.

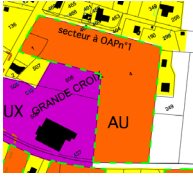

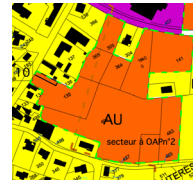

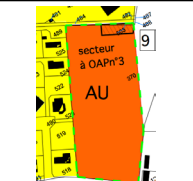

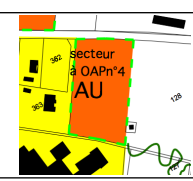
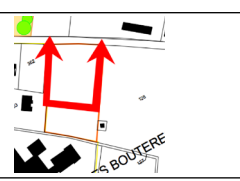
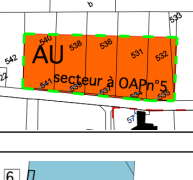
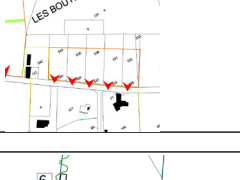
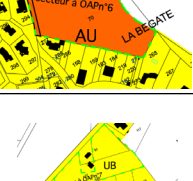



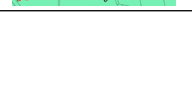
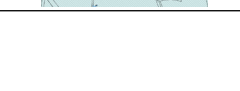
En termes de protection des espaces boisés le PLU de 2018 est plus protecteur. En effet dans le PLU de 2006 153,6 hectares étaient protégés alors que le PLU de 2018 en protège 176,2 hectares.

Si l'on compare l'évolution du zonage entre le PLU (2018) et le PLU (2006) en termes de potentiel de constructibilité, il est constaté que le PLU de 2018 est un projet vertueux en terme de constructibilité puisque les parties urbanisées et urbanisable ne représente plus aujourd'hui que 6,26 % de la commune soit une diminution de 5%. Le projet de 2018 est moins consommateur d'espace.

Complémentarité entre les OAP et le règlement

Les orientations du PADD	Déclinaison dans le règlement graphique	Déclinaison dans les OAP	Déclinaison dans le règlement écrit
--------------------------	-----------------------------------------	--------------------------	-------------------------------------

AXE 1 – Conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie

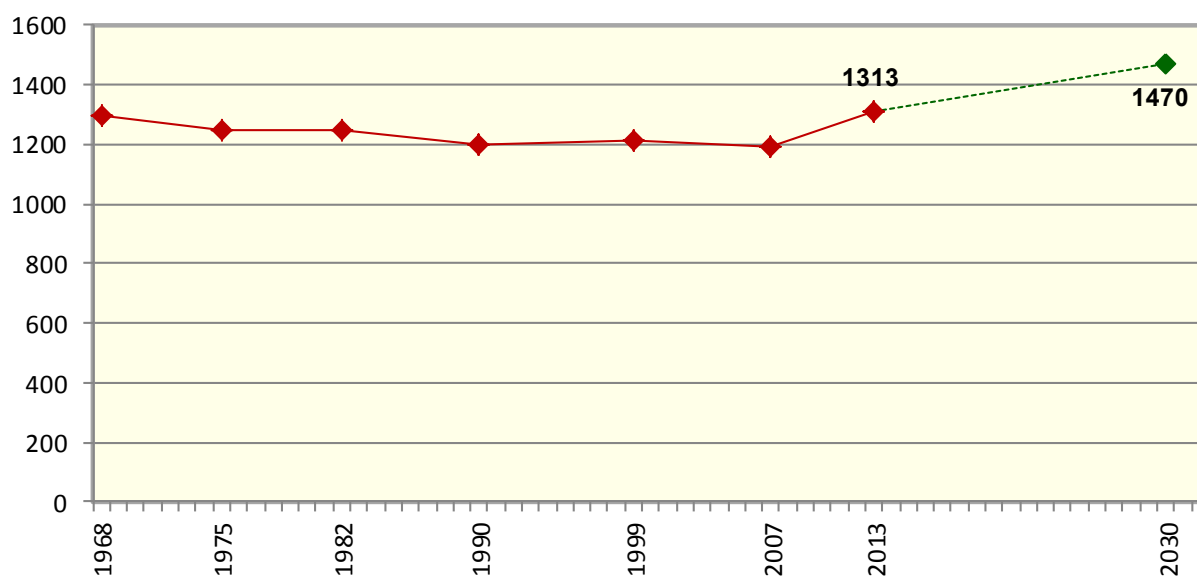
1 - 4 Programmer la réalisation d'opérations destinées à accueillir les seniors autonomes à proximité des services.	L'OAP n° 1 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 17 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
1- 5 Favoriser le confortement du parc locatif, en particulier à vocation sociale (HLM ou communal).			Dans le chapitre introductif des OAP il est écrit : Concernant les secteurs des zones AU, les aménageurs devront prendre en compte les principes de la mixité sociale et proposer des logements correspondant à la population susceptible d'en être bénéficiaire. Il est souhaité de tendre vers un pourcentage de 10% de logements respectant les critères des logements sociaux . Dans l'OAP n°1 il est écrit : dans le cadre de l'accueil de population les aménageurs devront dans l'OAP n°1 réaliser 10 % de logements respectant les critères des logements sociaux.		Dans le règlement il est écrit - Dans les secteurs d'OAP, il s'agira de tendre vers la réalisation de 10% de logements sociaux
1- 7 Dessiner des Orientations d'Aménagement et de Programmation proposant une diversité de taille de parcelles.			Toutes les OPA définissent l'aspect qualitatif des aménagement avec un minimum de densification.		
1-12 la construction de 116 nouveaux logements, dont une résidence pour seniors d'environ 40 appartements soit 76 logements pour un accueil hors résidence seniors.	L'OAP n° 2 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 26 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 3 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 14 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 4 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 4 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 5 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 5 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 6 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 8 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 7 est dédié à ce projet.			La densité minimale permet d'accueillir 7 logements	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.
	L'OAP n° 8 est dédié à ce projet.			La densité minimale n'est pas défini dans la ZAE.	L'OAP est en cohérence avec le PADD au regard de la création de la rue centrale, la densification possible et les règles mise en place dans le règlement écrit qui favorise la densité par une implantation non consommatrice d'espace : la distance avec la limite séparative est limité à la hauteur divisée par 2 avec un minimum de 2 mètres.

6 - PROSPECTIVE : SIMULATION ET COHERENCE

Le projet démographique

L'objectif démographique fixé pour la commune de Duras dans le cadre d'une réflexion menée à l'échelle de la communauté de communes du Pays de Duras est de 1470 habitants (population municipale) à l'horizon 2030.

Cet objectif correspond à une croissance annuelle de 0,70% par an, supérieure à la moyenne observée sur la période 1999-2014 (0,58%). Cet écart se justifie par la volonté affichée dans le projet communautaire de voir Duras accueillir, au bénéfice de l'ensemble du bassin de vie, une résidence pour seniors autonomes de 40 logements environ, correspondant à une population de l'ordre de 50 personnes.



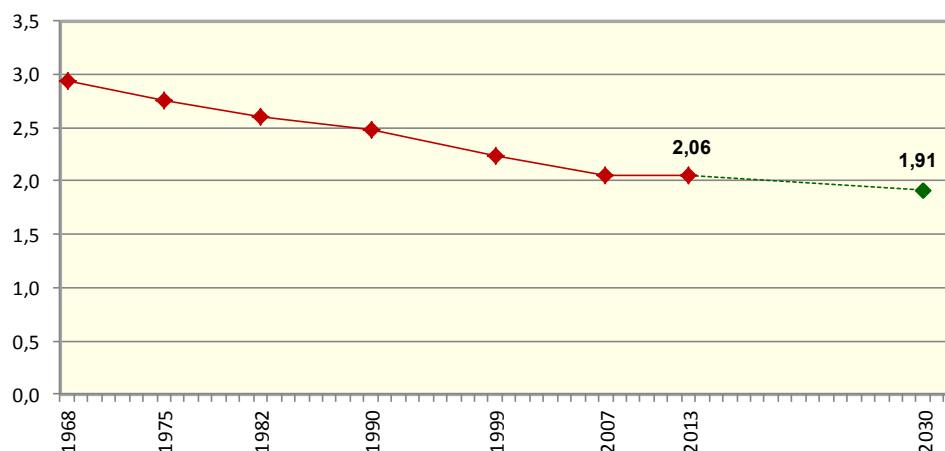
Perspectives démographiques à l'horizon 2030

Ainsi, l'augmentation de population attendue (+ 157 habitants) se décomposerait en :

- Une croissance de la population des ménages de 153 unités, liée :
 - à l'accueil de seniors au nombre de 50 environ dans la résidence précitée, issus, au prorata du nombre de personnes âgées de plus de 75 ans, à 27% de Duras et 73% du territoire communautaire, soit 37 habitants supplémentaires, les 13 autres résidant déjà à Duras
 - à la progression de la population des ménages hors résidences seniors suivant **un taux de 0,56% par an**, soit un gain de 116 habitants
- Un léger renforcement de la population des collectivités, lié à l'extension projetée de la MARPA de 4 logements, soit environ 5 personnes hébergées, dont, au prorata du nombre de personnes âgées de plus de 75 ans comme ci-dessus, 1 issue de Duras et 4 du territoire communautaire.

En tenant compte de la poursuite de la diminution du nombre de personnes par ménage suivant un rythme atténué de 30% par rapport à la période 1999-2013, le nombre de résidences principales nécessaires pour héberger la population des ménages 2030 (1368 personnes) serait de 716.

La moyenne des personnes par ménage est établie à 2 personnes, il est fait l'hypothèse d'une baisse continue qui correspond à un fait de société (célibat, famille monoparental, séparation, veuvage..) pour atteindre 1,9 personnes par ménage en 2030.



Perspectives d'évolutions du nombre de personnes par ménage à l'horizon 2030

Soit, en déduisant les résidences principales recensées en 2013 (590), un besoin de **126 résidences principales supplémentaires par rapport à 2013**.

Tableau récapitulatif des besoins en résidences principales pour le projet d'accueil de Duras

	1999	2013	2030
Population totale	1214	1313	1470
dont population des collectivités	25	97	102
dont population des ménages	1189	1216	1368
Nombre de résidences principales	532	590	716
Nombre de personnes par logement (population des ménages)	2,23	2,06	1,91
Nombre de résidences principales supplémentaires à mobiliser sur la période 2013-2030			126
dont nécessaires au maintien de la population (desserrement des ménages)			46
dont nécessaires à l'accroissement de la population			80

Besoins en résidences secondaires et logements occasionnels 2013-2030

Le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels a augmenté entre 1999 et 2013 de 33 unités, soit 2,4 par an. Même si la demande en résidences secondaires sera peut-être moins vive dans les années futures du fait de la sortie du Royaume-Uni de la Communauté Européenne, les besoins en logements des travailleurs saisonniers tendent à augmenter

(agriculture, tourisme), et leurs conditions d'hébergement actuelles sont parfois précaires. Aussi, la croissance projetée du nombre de résidences secondaires et logements occasionnels à l'horizon 2030 respecte le même rythme que par le passé, soit un besoin **estimé à 40 logements sur la période 2013-2030**.

Besoins totaux en logements sur la période 2018-2030

Les besoins totaux en logements sur la période 2013-2030 sont de :

- Résidences principales : 126 logements
- Résidences secondaires et logements occasionnels : 40 logements

Soit 166 logements

Les logements autorisés sur la période 2013-2017 sont au nombre de 16, la production 2018 est estimée au prorata à 3 logements, soit un total **de 19 résidences** sur la période 2013-2017.

Les besoins totaux en logements à mobiliser sont donc estimés à l'horizon 2030 à 147 logements.

Les ressources considérées sont :

La vacance

L'étude menée par la municipalité sur le parc vacant a conclu à l'existence d'un nombre de logements vacants très inférieur à celui avancé par les différentes sources statistiques, seuls 47 d'entre eux étant réellement vides, les autres étant occupés à des usages divers (résidences principales ou secondaires, locations de vacances, hébergement de saisonnier...). L'objectif de résorption de cette vacance sur la période 2013-2030 est fixé à **8 logements**.

Les mutations et changement de destination.

Le potentiel réalisable en terme de mutation et de changement de destination est estimé à **11 logements soit 1 par an**. En effet identification des 63 granges, se situe au niveau de la planification et correspondent à la volonté municipale d'offrir une diversité d'accueil tout en préservant le bâti vernaculaire existant. Le travail opérationnel qui doit être réalisé pour concrétiser le changement de destination sera long, rajouté à l'inertie de chaque porteur de projet. Le nombre réaliste à l'échelle du PLU est estimé à 11 logements.

Enfin, il convient de prendre en compte les logements qui seront libérés par les duraquois qui intégreront la résidence pour seniors autonomes, soit, au prorata de la population des ménages de plus de 75 ans vivant sur le territoire communautaire (27% habite Duras), **12 logements**.

Soit un nombre de 31 logements en terme de ressources mobilisable pour le projet de la commune.

Le besoin en terme de logements neufs entre 2019 et 2030, est de 116 (147-31) dont 40 en résidence pour seniors autonomes destinée à répondre aux besoins du territoire communautaire.

Les besoins en terme de foncier lié à l'habitat.

Les besoins en terme de foncier dans les zones AU repose sur

- la parcelle de la construction dont la surface est en moyenne d'environ 900 m². Surface estimée à 10,44 hectares.(116 x 0,09hectare)
- les programmes de commerces et services induits par les besoins des nouveaux habitants intitulés la mixité urbaine et dont l'estimation est de 15% de la surface équipée soit 1,56 hectares.
- les espaces publics nécessaires à sa réalisation (rue, chemins, placette, VRD...) estimé à 25 % de la surface totale soit 3 hectares.

Soit une taille moyenne de parcelle en zone AU avec les infrastructures de 1300m².

En zone U la taille moyenne de parcelle sera de 1125m². En effet les besoins en infrastructure ne se justifie pas.

En moyenne le besoin en foncier pour **une parcelle est de 0,12hectare**.

Le total de la surface de foncier qui sera consommé entre 2019 et 2030 pour l'habitat (116 logements) est de **14,1 hectares** soit *12,8 hectares en 10 ans*

Les besoins en terme de foncier lié à l'activité.

En terme d'activité, il existe un seul secteur d'activité au lieu dit « Barnage ». Un permis d'aménager a été accordé en 2018 pour une entreprise de niveau intercommunal. Depuis le 01 janvier 2017 la compétence en terme d'activité est intercommunale. Celle-ci a reconnue le site de « Barnage » comme étant sont pôle d'activité intercommunal.

La communauté de commune souhaite pourvoir accueillir de nouvelles entreprises et offrir aux artisans locaux qui le souhaitent une offre de foncier. Pour cela la surface de la zone de « Barnage » est **de 4,3 hectares**. Cela correspond à l'absence dans cette zone géographique de la communauté de communes de zone artisanale. Les besoins recensés pour les artisans du bassin de vie seront ainsi possibles.

L'offre du foncier dans le PLU

Pour l'habitat

Prospective d'évolution démographique dans les zones urbanisées actuelles:

Les capacités des zones U (Ua, Ub et Uc) sont de 7,38 hectares avant rétention. La rétention applicable aux zones potentiellement constructible est de 0,3 soit un total de 5,2 hectares

Evolution démographique dans les nouvelles zones à urbaniser :

Les capacités des zones à urbaniser AU représentent 8,9 hectares.

Soit un total de 14,1 hectares.

L'offre foncière bénéficie à la commune de Duras et aussi à la communauté de communes dans le cadre de la construction de la résidence séniors. La surface attribuée proportionnellement à la communauté de communes est de 1,24 hectare et à la commune 13,19 hectares.

Soit un potentiel constructible sur la commune de 13,19 hectares sur 11 ans soit 12,24 pour 10 ans.

Pour l'activité

Un foncier est disponible autour du supermarché existant sur la commune, au cœur des quartiers d'extension au nord du bourg historique. Sa superficie de 0,78 hectare constituera une extension au cœur des nouveaux quartiers en zone UX dédié à la commune.

Depuis le 01 Janvier 2017, la compétence dédiée à la création des zones d'activités est intercommunale. A ce titre, le secteur de « Bernage » sur lequel il existe une zone activité est identifiée par les élus communautaires comme étant celle de l'intercommunalité. La superficie dédiée de 4,3 hectares relevant d'un besoin intercommunal n'impact pas la consommation communal, mais communautaire est classée en zone AUX.

Pour les loisirs

De même les besoins en terme de surfaces liées aux activités de loisirs sont issus en partie de l'intercommunalité. Un permis d'aménager a été accordé en 2018 au lieu dit Malherbe il s'agit du prolongement et de l'extension d'un site existant classé en UL (PRL du « Cabri »).

L'offre de foncier est aujourd'hui dédié par ce permis d'aménager n°2017J0005 accordé en mai 2018, ce permis de construire correspond à la construction de 101 mobilhome.

Les installations sportives de la commune ont une disponibilité foncière de 2,6 hectares et sont classées en zone UL.

Le total des zones dédiées aux loisirs est de 7,1 hectares. Au regard des besoins, la part communale de l'offre foncière est estimé à 2,6 hectare et la part intercommunale à 4,5 hectares.

Bilan de l'offre

Le total de foncier disponible pour l'accueil de la population est pour

- la commune de 12,83 sur 11 ans.
- l'intercommunalité 1,24 hectares pour 11 ans.

Le total de foncier disponible pour l'accueil des activités artisanales est pour

- la commune de 0,78 hectares sur 11 ans.
- l'intercommunalité 4,3 hectares pour 11 ans.

Le total de foncier disponible pour l'accueil des activités de loisirs est pour

- la commune de 2,6 hectares sur 11 ans.

Sur une durée de 11ans la consommation liées à l'habitat et aux activités pour la commune de Duras est de 16,21 hectares soit 14,74 hectares pour 10 ans.

Pour la commune, la consommation passée, entre 2007 et 2017, était de 17 hectares.

La commune atteint une diminution de la consommation des sols par rapport aux 10 dernières années. En passant de 17 hectares à 14,74 hectares. Soit une diminution de 13,2%.

Le PLU offre aujourd'hui une superficie potentielle à bâtir correspondant aux objectifs de la commune de Duras.

BILAN DE LA CONSOMMATION**L'OFFRE DE FONCIER**

	U	UX	UL	AU	AUX
DENSIFICATION					
HABITAT					
Bourg Ub					
Zone Ub (plateau et "vigne du chateau")	1,3				
La Fon Longue	1,9				
Les champs de Plat Bassin	1,8				
EXTENSION					
Grande Croix				1,9	
Les Bouteres nord				3,7	
Les Bouteres sud				2,3	
La Begate				1	
ACTIVITE					
Banarge CdC					4,3
Grande Croix		0,78			
LOISIRS					
Le Potager			2,6		

EXTENSION/DENSIFICATION : HAMEAU

Les martins	0,12
Pateau	0,3
Bonnin Nord	0,96
Botte	1
sous total	7,38

Taux de retention de 0,3

TOTAL	5,2	0,78	2,60	8,9	4,3
--------------	------------	-------------	-------------	------------	------------

BILAN

HABITAT					14,07
ACTIVITE					5,08
LOISIRS TOURISME					2,60
TOTAL					21,75

Duras	CdC
12,83	1,24
0,78	4,30
2,60	0,00
16,21	5,54

Soit 14,74 hectares en 10 ans

Surface consommée des 10 dernières années est de 17 hectares pour la commune

C – JUSTIFICATION DU LE REGLEMENT ECRIT:

1 – Les zones U, AU, A et N

La commune de Duras a appliquée le règlement modernisé de décembre 2015. Celui-ci décompose la rédaction du règlement en trois parties :

- I - Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité
- II - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère
- II - Équipements et réseaux

Les zones urbaines (UA, UB, UBX, UC)

Les destination et sous destination sont justifiées par le faite interdire toute construction dont la compatibilité avec le caractère urbain n'est pas avérée. La compatibilité étant liée aux limites acceptables des nuisances pour les habitants, pour les usages situés en ville.

Des autorisations sont admises sous conditions pour les ICPE. Les constructions dont être compatible avec les usages du quartier.

Des autorisations sont admises sous conditions pour les PPR. Les constructions dont être compatible avec les règles en vigueur.

Afin de maîtriser l'évolution de l'architecture et du patrimoine le permis de démolir est obligatoire dans les zones U.

Les édifices repérés au titre de l'article L151-19 devront respecter les principes patrimoniaux de restauration. Respect des volumes, des proportions, des matériaux et de l'harmonie du site.

Dans la zone UA.

I - Destination des constructions

Les commerces sont privilégiés et à ce titre leur changement de destination sont interdit dans les rues principales.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 *L'implantation* des constructions se fera à l'alignement des constructions existantes des parcelles contiguës. En effet, dans le bourg de Duras les implantations sont en limite de l'emprise publique dans la majorité des cas. La volonté de s'inscrire dans le respect de ces implantations implique la rédaction proposée.

En effet, la forme urbaine du centre historique ne doit pas être dénaturée par un dérèglement de sa typologie urbaine. Des implantations différentes peuvent être autorisées dans les cas précis de sécurité ou d'incertitude cadastrale. Ce principe d'implantation respecte les principes existants et permet une densification future des parcelles suivant le projet de chaque pétitionnaire.

L'implantation par rapport aux limites séparatives sera au moins à l'alignement d'une des limites séparatives.

Ne pas empêcher de construire en limite est important pour permettre la densification.

En effet, la forme urbaine du bourg ne doit pas être dénaturée par un dérèglement de sa typologie urbaine ancienne. Des implantations différentes peuvent être autorisées dans les cas précis de sécurité ou d'incertitude cadastrale. Les annexes auront une implantation plus souple en raison de l'usage qui y fait.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de trois niveaux. La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 - L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre en façade et 1,8 en limite séparative.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le stationnement est réglementé pour les parcelles qui le peuvent sans pour autant détruire les rez-de-chaussée en garage.

Le caractère urbain du bourg, très souvent en mitoyenneté incite à ne pas réglementer les abords des constructions qui ne seront pas visibles depuis l'espace public. Néanmoins quand elles sont visibles elles devront privilégier les essences diversifiées et non mono spécifiques.

Dans la zone UB.

I - Destination des constructions

Il n'y a rien de spécifique pour la zone UB s'applique le principes des zones U.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les quartiers pavillonnaires est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 10 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de deux niveaux. La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre en façade et 1,8 en limite séparative.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont définis par les règles identiques à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoire et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le stationnement est réglementé pour les parcelles qui le peuvent sans pour autant détruire les rez-de-chaussée en garage.

Le caractère urbain du bourg, très souvent en mitoyenneté incite à ne pas réglementer les abords des constructions qui ne seront pas visibles depuis l'espace public. Néanmoins quand elles sont visibles elles devront privilégier les essences diversifiées et non mono spécifiques.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone UBX.

I - Destination des constructions

Les spécificités de la zone UBX, résultent de la possibilité de réaliser des programmes d'habitat et d'activité dans la même zone. En effet, l'état des lieux montre qu'il existe en mitoyenneté des activités et des habitations. Les différents projets présentés par les pétitionnaires montre cette difficulté de séparer en zone une réalité de la mixité urbaine.

Choisir un usage plus qu'un autre c'est prendre le risque de tout bloqué. En revanche permettre cet emboîtement, c'est générer un dialogue et des échanges entre propriétaire pour faire aboutir les projets.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les quartiers pavillonnaires est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 10 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de deux niveaux. La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre en façade et 1,8 en limite séparative.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le caractère urbain du bourg, très souvent en mitoyenneté incite à ne pas réglementer les abords des constructions qui ne seront pas visibles depuis l'espace public. Néanmoins quand elles sont visibles elles devront privilégier les essences diversifiées et non mono spécifiques.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone UC.

I - Destination des constructions

Il n'y a rien de spécifique pour la zone UC s'applique le principes des zones U.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les hameaux est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 7 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de deux niveaux. La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnée, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra pendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le caractère urbain du bourg, très souvent en mitoyenneté incite à ne pas réglementer les abords des constructions qui ne seront pas visibles depuis l'espace public. Néanmoins quand elles sont visibles elles devront privilégier les essences diversifiées et non mono spécifiques.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone UL

I - Destination des constructions

Dans la zone UL s'applique le principe des zones U, hormis les destinations qui sont liées à la construction de bâtiments dédiés au tourisme, aux loisirs et aux sports

L'usage d'habitation ne sera possible que pour répondre à un besoin lié au gardiennage, surveillance de bien et de site.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les hameaux est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 7 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra a ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de 7 mètres. En effet, les édifices des zones UL on une hauteur inférieure ou égale.

La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le caractère urbain du bourg, très souvent en mitoyenneté incite à ne pas réglementer les abords des constructions qui ne seront pas visibles depuis l'espace public. Néanmoins quand elles sont visibles elles devront privilégier les essences diversifiées et non mono spécifiques.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone UX et AUX

I - Destination des constructions

Il n'y a rien de spécifique pour la zone UX s'applique le principes des zones U, hormis les destination qui sont liées à la construction de bâtiments dédié aux activité artisanales, de restauration, de commerces, de services, d'hébergement hôtelier.

L'usage d'habitation ne sera possible que pour répondre à un besoin lié au gardiennage, surveillance de bien et de site.

Pour la zone AUX, un phasage à l'urbanisation a été mis en place pour prendre en compte sa maîtrise et ces impacts sur les réseaux. La zone AUX1 au nord de la zone et de la RD est justifiée par la présence de bâtiment et de leur projet d'extension à cours terme. Les phases AUX 2 et AUX 3 au sud de la RD et de part et d'autre des bâtiments présents à venir (permis d'aménager accordé en 2018) est justifier par la logique de l'extension des réseaux qui serait nécessaire pour l'équipement de la zone.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les hameaux est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 7 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de 7 mètres. En effet, les édifices des zones UX ont une hauteur inférieure ou égale.

La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 les prescriptions architecturales décrivent une recherche d'harmonie pour la zone d'activité, tant dans les façades, que les clôtures. En effet, sa situation stratégique au bord de la RD et sa co-visibilité avec le bourg, imposent une qualité qui induit une règle pour les abords et l'aspect architectural.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone AU

I - Destination des constructions

Sont autorisés, toutes les constructions dont le caractère urbain est avérée. La compatibilité étant liée aux limites acceptables des nuisances pour les habitants, pour les usages situés en ville.

Les constructions sous réserve de respecter les orientations d'aménagement. La mixité urbaine et la diversité des modes d'habités (garant entre autre du bon fonctionnement des équipements) nécessitent un projet d'ensemble qui mette en place les conditions de leur

réussite. La réalisation des quartiers dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sera possible au fur et mesure de la réalisation des réseaux pour préserver une souplesse dans la mise en œuvre. Le projet d'ensemble garant d'une cohérence mais moins souple sera souhaité.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 L'implantation des constructions dans les hameaux est en retrait par rapport à l'espace public. L'esprit des lois aujourd'hui de protéger le sol implique une maîtrise de l'implantation. D'où la règle d'imposer un recul maximal de 7 mètres par rapport à l'espace public qui correspond à la distance moyenne constatée sur le terrain.

La distance par rapport à la limite séparative sera possible à l'alignement pour permettre aux porteurs de projets de préserver la possibilité de construire au maximum du potentiel de leur terrain. Néanmoins, pour offrir de la souplesse sans perdre ce principe, il sera possible aussi de s'implanter à une distance maximale égale à la demie-hauteur (mesure du sol à l'égout ou acrotère) de la construction avec un minimum de 2 mètres.

Les annexes auront une implantation plus souple pour des raisons d'usage.

II - 2 La hauteur des constructions est mesurée entre le sol et l'égout du toit, car cela correspond à la meilleure perception des façades des constructions pour un usager depuis la rue. En effet il est très rare de voir apprécier la hauteur du faîtage depuis la rue, en revanche le nombre de niveaux, qui structure le rythme des façades est depuis l'espace public, perceptible par tous les usagers.

Pour cela, les constructions devront s'intégrer de façon harmonieuse qui correspondra à ce qui existe aujourd'hui, une hauteur maximale sera de deux niveaux. En effet, les secteurs contigus sont des zones UB dont la hauteur maximale est de deux niveaux.

La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 L'aspect extérieur des constructions devra respecter l'environnement et le caractère des lieux. Des prescriptions architecturales devront respecter l'esprit des constructions du bourg : la pente des toitures, la forme des tuiles, les enduits, les menuiseries, les clôtures. Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre en façade et 1,8 en limite séparative.

Les espaces publics dédiés au stationnement devront respecter le caractère champêtre de la commune et pour cela les places ne seront pas matérialisées.

Le respect des terrains devra prendre en compte les pentes et ainsi réaliser un minimum d'enrochement uniquement dans le cas précis de problème technique.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Le stationnement est réglementé pour les parcelles qui le peuvent sans pour autant détruire les rez-de-chaussée en garage.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone A

I - Destination des constructions

La zone A strictement réservée aux constructions nécessaires à l'activité agricole et aux édifices des services publics.

A ce titre, aucune construction autre que celle nécessaire à l'activité agricole ne sera possible dans le respect des règles d'implantation liée au paysage.

Dans les zones A, sont soumises à des conditions particulières les maisons des agriculteurs construites sur l'exploitation à une distance proche des bâtiments existants inférieure à 100 mètres, pour ne pas consommer de l'espace agricole. Les extensions des maisons existantes seront également possibles pour être en accord avec l'évolution de chaque agriculteur.

Pour préserver la qualité des sites, les terrassements seront très modérés et intégrés en amont dans la réflexion programmatique du bâtiment.

Dans les zones A, les habitations présentes pourront s'agrandir. Les extensions seront autorisées à compter de la date d'approbation du PLU, sur la base de la surface de la construction à cette date et que la surface d'extension pourra être atteinte en une ou plusieurs fois. Les extensions seront limitées ou mesurées.

Pour l'emprise au sol, la règle la plus favorable s'appliquera :

- soit 60 m² d'emprise au sol ;
- soit 30% de l'emprise au sol de l'habitation principale.

Concernant les annexes, elles doivent permettre le maintien du caractère agricole ou naturel de la zone et ne pas porter atteinte aux paysages. Sa surface doit être inférieure à la construction principale, sous réserve que l'emprise au sol de celles-ci n'excède pas 60m² (hors piscines) et que la distance au bâtiment principal d'habitation n'excède pas 20m et ce uniquement pour les logements existants

- La distance de l'annexe pourra être de 50 mètres par rapport à l'habitation principale existante et cadastrée si celle-ci est dédiée aux animaux de loisirs (ex : Equins)

Les granges, les séchoirs sont identifiées sur le plan de zonage et pourront changer de destination pour de logement si le caractère patrimonial est avéré. Par contre s'il ne l'est pas le changement de destination sera uniquement lié à de l'activité.

La restauration des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs, dans les limites de l'article du code de l'urbanisme et sous réserve de démontrer la valeur architecturale du bâtiment originel. Sont considérés comme construction dont il reste l'essentiel des murs porteurs les édifices dont l'emprise au sol est supérieure ou égale à 15 m² et dont l'existence de trois murs porteurs sur la moitié de leur hauteur est avérée.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 Dans la zone A, l'implantation préconisée des constructions est d'être par principe proche du bâti existant pour maîtriser la consommation des sols. En effet, dans l'espace agricole

l'objectif sera de s'insérer dans l'existant et pour cela être proche des constructions existantes. Néanmoins la distance sera de 5 mètres minimum par rapport aux espaces publics pour les nouvelles exploitations agricoles et de 2 mètres minimum par rapport aux limites séparatives.

II - 2 Les règles de hauteurs s'inscrivent dans une logique d'harmonisation avec les constructions voisines mais adaptées aux besoins et usages de l'espace agricole. C'est pourquoi, la hauteur maximale des constructions liées à l'activité agricole sera de 9 mètres pour être en accord avec l'utilisation d'engins de gros volume, qui nécessitent une hauteur minimale. Celle-ci ne prend pas en compte les équipements techniques tel que les silos et le stockage.

Pour les habitations la hauteur en zone 1 est le plus souvent inférieur ou égal à trois niveaux cette sera appliquer dans le PLU.

La hauteur des annexes ne sera jamais supérieure à 3 mètres à l'égout.

II - 3 : reprend la rédaction du RNU et s'inscrit dans la logique du contexte et de la prise en compte de l'aspect des constructions voisines. Les prescriptions architecturales confirment le caractère traditionnel des constructions (pentes, tuiles, enduits). Néanmoins, les programmes des bâtiments agricoles peuvent être l'expression d'une utilisation de matériaux contemporains.

Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnée, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre.

Les terrassements seront minima pour respecter la pente des terrains : la construction prendra en compte la contrainte de la pente.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone A1 , N1

I - Destination des constructions

Dans les zones A1 et N1, sont autorisées les constructions nécessaires à l'activité présentes lors de la réalisation du PLU.

Pour préserver la qualité des sites, les terrassements seront très modérés et intégrés en amont dans la réflexion programmatique du bâtiment.

Dans les zones A1 et N1, les habitations présentes pourront s'agrandir. Les extensions seront autorisées à compter de la date d'approbation du PLU, sur la base de la surface de la

construction à cette date et que la surface d'extension pourra être atteinte en une ou plusieurs fois. Les extensions seront limitées ou mesurées.

Pour l'emprise au sol, la règle la plus favorable s'appliquera :

- soit 60 m² d'emprise au sol ;
- soit 30% de l'emprise au sol de l'habitation principale.

Les deux zones N1 correspondent respectivement à l'entreprise Guinguet et à la Station service. Les deux étant situées dans la plaine du Dropt en zone inondable.

Concernant les annexes, elles doivent permettre le maintien du caractère agricole ou naturel de la zone et ne pas porter atteinte aux paysages. Sa surface doit être inférieure à la construction principale, sous réserve que l'emprise au sol de celles-ci n'excède pas 60m² (hors piscines) et que la distance au bâtiment principal d'habitation n'excède pas 20m et ce uniquement pour les logements existants

- La distance de l'annexe pourra être de 50 mètres par rapport à l'habitation principale existante et cadastrée si celle-ci est dédiée aux animaux de loisirs (ex : Equins)

Les granges, les séchoirs sont identifiées sur le plan de zonage et pourront changer de destination pour de logement si le caractère patrimoniale est avéré. Par contre s'il ne l'est pas le changement de destination sera uniquement lié à de l'activité.

La restauration des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs, dans les limites de l'article du code de l'urbanisme et sous réserve de démontrer la valeur architecturale du bâtiment originel. Sont considérés comme construction dont il reste l'essentiel des murs porteurs les édifices dont l'emprise au sol est supérieure ou égale à 15 m² et dont l'existence de trois murs porteurs sur la moitié de leur hauteur est avérée.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 Dans les zones A1 les constructions seront implantées dans les zones prévues à cet effet avec un minimum de 2 mètres par rapport à l'espace public et à la limite séparative.

Dans la mesure où l'objet de la règle est de permettre le confortement de l'existant, et vu le peu de surface proposé à l'extension, la souplesse de la règle permettra de réaliser cet objectif.

II - 2 Les règles de hauteurs s'inscrivent dans une logique d'harmonisation avec les constructions voisines mais adaptées aux besoins et usages de l'espace agricole. C'est pourquoi, la hauteur maximale des constructions liées à l'activité agricole sera de 9 mètres pour être en accord avec l'utilisation d'engins de gros volume, qui nécessitent une hauteur minimale. Celle-ci n

e prend pas en compte les équipements techniques tel que les silos et le stockage.

II - 3 : reprend la rédaction du RNU et s'inscrit dans la logique du contexte et de la prise en compte de l'aspect des constructions voisines. Les prescriptions architecturales confirment le caractère traditionnel des constructions (pentes, tuiles, enduits). Néanmoins, les programmes des bâtiments agricoles peuvent être l'expression d'une utilisation de matériaux contemporains.

Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnerie, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre.

Les terrassements seront minima pour respecter la pente des terrains : la construction prendra en compte la contrainte de la pente.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

L'imperméabilisation des sols devra être un minimum pour éviter de surcharger les réseaux d'eau pluviale, d'où les principes écrits dans le règlement.

Dans la zone N et Ni

I - Destination des constructions

Dans les zones N sont autorisées les constructions nécessaires à l'activité agricole et forestière.

Si il existe des habitations, seules les extensions mesurées seront possibles.

Dans les zones A, les habitations présentes pourront s'agrandir. Les extensions seront autorisées à compter de la date d'approbation du PLU, sur la base de la surface de la construction à cette date et que la surface d'extension pourra être atteinte en une ou plusieurs fois. Les extensions seront limitées ou mesurées.

Pour l'emprise au sol, la règle la plus favorable s'appliquera :

- soit 60 m² d'emprise au sol ;
- soit 30% de l'emprise au sol de l'habitation principale.

Concernant les annexes, elles doivent permettre le maintien du caractère agricole ou naturel de la zone et ne pas porter atteinte aux paysages. Sa surface doit être inférieure à la construction principale, sous réserve que l'emprise au sol de celles-ci n'excède pas 60m² (hors piscines) et que la distance au bâtiment principal d'habitation n'excède pas 20m et ce uniquement pour les logements existants

- La distance de l'annexe pourra être de 50 mètres par rapport à l'habitation principale existante et cadastrée si celle-ci est dédiée aux animaux de loisirs (ex : Equins)

Pour préserver la qualité des sites, les terrassements seront très modérés et intégrés en amont dans la réflexion programmatique du bâtiment.

Les granges, les séchoirs sont identifiées sur le plan de zonage et pourront changer de destination pour de logement si le caractère patrimoniale est avéré. Par contre s'il ne l'est pas le changement de destination sera uniquement lié à de l'activité.

La restauration des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs, dans les limites de l'article du code de l'urbanisme et sous réserve de démontrer la valeur architecturale du bâtiment originel. Sont considérés comme construction dont il reste l'essentiel des murs porteurs les édifices dont l'emprise au sol est supérieure ou égale à 15 m² et dont l'existence de trois murs porteurs sur la moitié de leur hauteur est avérée.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 Dans les zones N les constructions seront implantées dans les zones prévues à cet effet avec un minimum de 2 mètres par rapport à l'espace public et à la limite séparative.

Dans la mesure où l'objet de la règle est de permettre le confortement de l'existant, et vu le peu de surface proposé à l'extension, la souplesse de la règle permettra de réaliser cet objectif.

II - 2 Les règles de hauteurs s'inscrivent dans une logique d'harmonisation avec les constructions voisines mais adaptées aux besoins et usages de l'espace agricole. C'est pourquoi, la hauteur maximale des constructions liées à l'activité agricole sera de 9 mètres pour être en accord avec l'utilisation d'engins de gros volume, qui nécessitent une hauteur minimale. Celle-ci ne prend pas en compte les équipements techniques tel que les silos et le stockage.

II - 3 : reprend la rédaction du RNU et s'inscrit dans la logique du contexte et de la prise en compte de l'aspect des constructions voisines. Les prescriptions architecturales confirment le caractère traditionnel des constructions (pentes, tuiles, enduits). Néanmoins, les programmes des bâtiments agricoles peuvent être l'expression d'une utilisation de matériaux contemporains.

Les clôtures quand elles existent seront soit en mur de pierre maçonnée, soit composées d'un muret surmonté d'un grillage soit d'une haie vive d'essences champêtres. Leur hauteur maximum sera de 1,5 mètre.

Les terrassements seront minima pour respecter la pente des terrains : la construction prendra en compte la contrainte de la pente.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Chaque opération devra prendre en compte le service de ramassage des ordures.

Dans la zone NL

I - Destination des constructions

Dans les zones NL sont autorisées les aménagement de loisirs (parcours ...) et les habitations atypiques démontable.

Pour préserver la qualité des sites, les terrassements seront très modérés et intégrés en amont dans la réflexion programmatique du bâtiment.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 Dans les zones NL les constructions seront implantées dans les zones prévues à cet effet avec un minimum de 2 mètres par rapport à l'espace public et à la limite séparative.

II - 2 Les règles de hauteurs ne sont pas règlement au regard des destinations possibles.

II - 3 Dans la mesure où seules les constructions atypiques sont autorisé, l'attention portera sur les couleurs et leur intégration dans le site.

III - Équipements et réseaux

Les accès aux parcelles sont défini par les règles identique à celle du RNU : accès soumis aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Le raccordement aux réseaux publics est obligatoires et aux autres réseaux quand ils existent (eaux usées, eau pluviale, réseaux divers) afin de maîtriser les risques en termes de pollution et de respecter la loi sur l'eau.

Dans la zone Nb

I - Destination des constructions

Dans les zones Nb sont autorisées les exploitations forestières et les locaux techniques de service public sous condition de respecter le site.

Pour préserver la qualité des sites, les terrassements seront très modérés et intégrés en amont dans la réflexion programmatique du bâtiment.

II - Caractéristiques urbaine

II - 1 Dans les zones Nb les constructions seront implantées dans les zones prévues à cet effet avec un minimum de 2 mètres par rapport à l'espace public et à la limite séparative.

II - 2 Les règles de hauteurs ne sont pas règlement au regard des destinations possibles.

II - 3 Dans la mesure où seules les constructions atypiques sont autorisées, l'attention portera sur les couleurs et leur intégration dans le site.

III - Équipements et réseaux

Non règlementé au regard des destinations possibles.

2 - Les emplacements réservés

Le projet de la commune de Duras a défini 13 emplacements réservés pour les raisons suivantes :

La prise en compte de l'évolution des équipements de la commune qui nécessite une extension on fait l'objet d'un emplacement réservé.

Le 2 pour l'extension de la Step

Le 5 pour l'extension du cimetière

Le besoin de liaison tant pour le maillage des futurs quartiers que des liaisons piétonnes.

Le 6 pour la liaison piétonne entre le camping et le bourg

Le 7 pour la liaison entre les deux rues principales du bourg en cœur d'îlot

Le 8 création d'un accès en cœur d'îlot

Le 9 création d'un amorce de liaison pour un développement futur

Le 10 création d'un amorce de liaison pour un développement futur

Le 13 création chemin piétonnier pour relier le stade et la ville en toute sécurité

La volonté d'aménager des espaces publics

Le 4 création d'une placette en continuité du cimetière

La volonté d'assurer la défense incendie

Le 1 pour mobiliser du foncier pour une bâche incendie

La volonté d'assurer une meilleure sécurité routière

Le 3 pour sécuriser un virage au droit de la sortie du PRL

Le 11 pour aménager un carrefour

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

N° des emplacements	Désignation des opérations	Bénéficiaire
1	Implantation d'une bâche sécurité incendie au lieu dit les Martins	Commune
2	Extension de la Station d'épuration	Commune
3	Sécurisation d'un virage	Commune
4	Placette devant cimetière	Commune
5	extension du cimetière	Commune
6	Liaison camping, ville	Commune
7	Liaison entre les rues du bourg	Commune
8	Accès à la parcelle 278	Commune
9	création d'une liaison	Commune
10	création d'une liaison pour un nouveau quartier	Commune
11	création d'un chemin piétonnier	Commune

Les secteurs de préemption

La commune a prévu de mettre en place un droit de préemption dans les zones U, AU du PLU (dans le cadre réglementaire du code de l'urbanisme).

5^{ème} partie :

Evaluation Environnementale

1 – Méthode utilisé pour l'évaluation environnementale

De manière générale, les données utilisées dans le cadre de l'évaluation se rapprochent le plus possible de l'objectif de fixer un état des lieux récent à l'échelle du territoire.

L'analyse des effets notables probables sur l'environnement porte sur le PADD et la version du PLU arrêté du 03 08 2018.

L'évaluation des incidences environnementales du PLU consiste à apprécier les effets du projet retenu sur l'environnement au regard des enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

L'analyse environnementale se fonde ainsi sur 7 dimensions environnementales auxquelles sont associés les enjeux environnementaux prioritaires du territoire. Les thématiques environnementales retenues sont les suivantes :

- Dimension écologique,
- Dimension pollution,
- Dimension ressources naturelles
- Dimension sécurité
- Dimension cadre de vie
- Dimension patrimoine
- Changement climatique

L'évaluation des incidences environnementales du PLU a pris comme hypothèse préalable le respect de la réglementation en vigueur liée à la prise en compte de l'environnement.

L'évaluation des incidences environnementales a ainsi permis de procéder à l'identification des impacts environnementaux du projet.

- **Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.**

2 – Difficulté rencontrées et limites de l'évaluation

La démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre s'applique à un document de planification stratégique et réglementaire, fixant un cadre d'orientations pour la réalisation de travaux ou d'aménagement.

Cette caractéristique de la démarche d'évaluation environnementale peut dans certains cas rendre l'analyse incertaine dans la mesure où les conditions de mise en œuvre et le descriptif des projets ne sont pas précisément connus.

Certains effets identifiés dans le cadre de la démarche d'évaluation environnementale pourront ainsi être accentués ou a contrario annulés selon les conditions de mise en œuvre des projets d'aménagement.

3 – Présentation du diagnostic et articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et plans ou programmes.

L'analyse de l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement doit permettre d'apprécier de vérifier la compatibilité du PLU avec ces documents ou la prise en considération de ces documents.

3-1 Le Scot

Aucun SCOT n'est actuellement en vigueur sur le territoire. Le PLU devra démontrer la non incidence que la construction limitée.

3-2 Autres plans

Les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article L122-4 du Code de l'environnement, et fixés par le décret 2012-616 à l'article R122-17 du même Code, sont repris dans le tableau ci-après, mentionnant également s'ils doivent ou non être pris en considération par le PLU au regard de leur champ d'action territorial et des objectifs fixés.

Plan, schéma, programme, document de planification	Concerné ou non
Programme opérationnel mentionné à l'article 32 du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999	non
Schéma décennal de développement du réseau prévu par l'article L. 321-6 du code de l'énergie	non
Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévu par l'article L. 321-7 du code de l'énergie	non
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	oui
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	oui
Document stratégique de façade prévu par l'article L. 219-3 code de l'environnement et document stratégique de bassin prévu à l'article L. 219-6 du même code	non
Plan d'action pour le milieu marin prévu par l'article L. 219-9 du code de l'environnement	non
Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu par l'article L. 222-1 du code de l'environnement	oui
Zone d'actions prioritaires pour l'air mentionnée à l'article L. 228-3 du code de l'environnement	non
Charte de parc naturel régional prévue au II de l'article L. 333-1 du code de l'environnement	non
Charte de parc national prévue par l'article L. 331-3 du code de l'environnement	non
Plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée prévu par l'article L. 361-2 du code de l'environnement	non
Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L. 371-2 du code de l'environnement	oui
Schéma régional de cohérence écologique prévu par l'article L. 371-3 du code de l'environnement	oui
Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L. 122-4 même du code	oui
Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement (Schéma Départemental des carrières)	non
Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	oui
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	oui
Plan régional ou interrégional de prévention et de gestion des déchets dangereux prévu par	oui

Plan, schéma, programme, document de planification	Concerné ou non
l'article L. 541-13 du code de l'environnement	
Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement	oui
Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement	oui
Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement	non
Plan de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement	non
Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs prévu par l'article L. 542-1-2 du code de l'environnement	non
Plan de gestion des risques d'inondation prévu par l'article L. 566-7 du code de l'environnement	non
Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	non
Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L. 122-2 du code forestier	non
Schéma régional mentionné au 2° de l'article L. 122-2 du code forestier	non
Schéma régional de gestion sylvicole mentionné au 3° de l'article L. 122-2 du code forestier	non
Plan pluriannuel régional de développement forestier prévu par l'article L. 122-12 du code forestier	non
Réglementation des boisements prévue par l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	oui
Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L. 621-1 du code minier	non
4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes, prévus à l'article R. 103-1 du code des ports maritimes	non
Schéma régional de développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime	non
Schéma national des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1212-1 du code des transports	non
Schéma régional des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1213-1 du code des transports	non
Plan de déplacements urbains prévu par les articles L. 1214-1 et L. 1214-9 du code des transports	non
Contrat de plan Etat-région prévu par l'article 11 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification	non
Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu par l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	non
Schéma de mise en valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	non
Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévu par les articles 2,3 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris	non
Schéma des structures des exploitations de cultures marines prévu par l'article 5 du décret n° 83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines	non
Directive de protection et de mise en valeur des paysages prévue par l'article L. 350-1 du code de l'environnement	non
Plan de prévention des risques technologiques prévu par l'article L. 515-15 du code de l'environnement et plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu par l'article L. 562-1 du même code	non
Stratégie locale de développement forestier prévue par l'article L. 123-1 du code forestier	non
Zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (zones d'assainissement collectif, non collectif, zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ...).	oui
Plan de prévention des risques miniers prévu par l'article L. 174-5 du code minier	non
Zone spéciale de carrière prévue par l'article L. 321-1 du code minier	non
Zone d'exploitation coordonnée des carrières prévue par l'article L. 334-1 du code minier	non
Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine prévue par l'article L. 642-1 du code du patrimoine	non
Plan local de déplacement prévu par l'article L. 1214-30 du code des transports	non
Plan de sauvegarde et de mise en valeur prévu par l'article L. 313-1 du code de l'urbanisme	non

3-3 Schéma directeur d'aménagement et de Gestion de l'Eau Adour Garonne (SDAGE)

Le SDAGE Adour-Garonne a été adopté par le Comité de Bassin, le 1^{er} décembre 2015. Pour les années 2016 à 2021, la mise à jour des dispositions du SDAGE est organisée autour de 4 orientations et de 152 dispositions :

- Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE
- Orientation B : Réduire les pollutions
- Orientation C : Améliorer la gestion quantitative
- Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.

Ces orientations répondent aux objectifs des directives européennes et particulièrement de la DCE. Elles prennent aussi en compte les dispositions du SDAGE 2010-2015 qu'il était nécessaire de maintenir, de décliner ou de renforcer.

Le programme de mesures constitue le recueil des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. Le PDM a été retravaillé pour répondre aux objectifs de bon état des eaux à l'échéance de 2021 en ciblant les mesures priorisées les plus pertinentes pour atteindre les objectifs environnementaux fixés dans le SDAGE. À compter de 2016, le PDM a été mis en œuvre de façon opérationnelle au travers des plans d'action opérationnels territorialisés (PAOT) pour le cycle 2016-2021.

Le projet de PLU a été construit en compatibilité avec les grandes orientations stratégiques fixées par le SDAGE Adour-Garonne. Il répond notamment à l'objectif de réussir l'urbanisation au regard des enjeux de l'eau en :

- **évitant la régression des surfaces agricoles ou naturelles et réduisant l'étalement urbain;**
- **préservant la biodiversité au travers de la création de continuités écologiques ;**
- **promouvant la gestion économe des ressources et de l'espace.**

En effet, travers son axe 3 « Préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune », le PLU envisage de préserver et valoriser les deux vallées (Dropt et Dourdèze) comme réserves de biodiversité participant à la Trame Verte et Bleue et répond ainsi à la disposition D27 du SDAGE « Préserver les milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux ». De plus, l'ensemble du Dropt qui traverse la commune est classé en axe à enjeux pour les migrateurs amphihalins. Ainsi sa préservation dans la PLU est en cohérence avec la disposition D29 du SDAGE « Préserver les zones majeures de reproduction de certaines espèces ».

En concevant des formes urbaines soucieuses de la gestion de l'eau notamment concernant la voirie, la densité, l'étalement urbain, l'imperméabilisation des sols, le PLU participe aux orientations C et D du SDAGE visant à améliorer la gestion quantitative et préserver/restaurer les milieux aquatiques. En effet, le règlement du PLU prévoit que pour tout projet d'aménagement, de construction, ou d'utilisation du sol entraînant une imperméabilisation des sols, des mesures compensatoires des eaux pluviales doivent être prévues et dimensionnées de telle sorte que le rejet issu du projet ne soit pas de

nature à aggraver la situation existante. Ce point du règlement est compatible avec les dispositions D50 « Adapter les projets d'aménagement » et B2 « Réduire les pollutions dues au ruissellement d'eau pluviale ». Pour ces différents points le PLU propose un zonage N dédiée à la trame bleue pour le Dropt et la Dourdèze ainsi que pour les affluents Hôpital et Saute bouc. Concernant le volet inondation, le PLU prévoit un surzonage zone inondable sur le Dropt et la Dourdèze ayant la même emprise que l'atlas des zones inondables.

De manière générale, le SDAGE demande d'intégrer (orientation A), les enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme notamment dans une perspective de changements globaux.

3-4 - Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Dropt

Le SAGE du Dropt est actuellement dans sa phase d'élaboration. EPIDROPT a rédigé le dossier de consultation du périmètre du SAGE Dordogne amont et a saisi les préfets du bassin concerné entre octobre 2013 et février 2014. Le périmètre du SAGE du Dropt a été soumis à une consultation (2013-2014) à l'issue de laquelle ce dernier a été défini par arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2015. L'arrêté fixant la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) a été pris le 19 mai 2015. Ce SAGE s'étend sur 171 communes réparties sur 3 départements (Dordogne, Gironde et Lot et Garonne) avec une superficie de 1339 km², de la source du Dropt (Capdrot) jusqu'à Caudrot.

L'élaboration du SAGE est bâtie autour de quatre grands enjeux généraux :

- Veiller à la mise en œuvre d'une gestion quantitative de la ressource en eau et d'une gestion hydraulique ;
- Etablir une gestion qualitative de la ressource en eau ;
- Mettre en œuvre la gestion et la protection des milieux aquatiques et humides ;
- Veiller à maintenir une coexistence des activités d'agrément avec les autres usages.

Sur le territoire, plusieurs thèmes majeurs ont été identifiés :

- Mise en place d'une démocratie locale de l'eau au travers de la Commission Locale de l'Eau * (CLE *) ;
- Approche intégrée de l'ensemble des usages de l'eau dans le cadre du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- Gestion coordonnée à l'échelle d'un territoire pertinent ;
- Adaptation des orientations du SDAGE aux problématiques locales et une meilleure gouvernance avec la participation des acteurs et des citoyens.

Le projet de PLU s'inscrit dans les grands enjeux du SAGE Dropt en cours d'élaboration, en particulier autour de la préservation des deux vallées (Dropt et Dourdèze) comme réserves de biodiversité ainsi que la prise en compte des risques avec un zonage spécifique zone inondable. De plus, afin de répondre à une approche intégrée de l'ensemble des usages de l'eau, la commune prévoit une emprise foncière dans le cadre d'une extension potentielle de la station d'épuration des eaux usées.

3-5 - Schéma régional du climat, de l'air et de l'Energie (SRCAE) de l'Aquitaine

Le Schéma régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) de l'Aquitaine a été approuvé par l'Etat et la Région Aquitaine le 15 novembre 2012. L'Aquitaine dispose ainsi d'un document stratégique partagé dont le processus d'élaboration a été nourri par une forte participation des aquitains. Il permet ainsi à l'ensemble des acteurs aquitains de disposer d'un cadre de cohérence « Climat, Air, Énergie » notamment les collectivités en charge d'un PCET.

Le SRCAE définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air. Les objectifs fixés par le scénario de référence du SRCAE d'Aquitaine sont les suivants :

- une réduction de 28,5% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008,
- une production des énergies renouvelables équivalente à 25,4% de la consommation énergétique finale en 2020,
- une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 1990,
- une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote et les particules en suspension.

Ce schéma permettra de renforcer et de montrer la cohérence des actions territoriales et l'articulation de celles-ci avec les engagements nationaux et internationaux de la France.

L'Aquitaine se positionne ainsi sur une trajectoire devant permettre d'atteindre une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050, par rapport à celles enregistrées en 1990.

Les enjeux et principes liés à la lutte contre le changement climatique global seront encouragés grâce au développement des énergies renouvelables et l'accès au gaz naturel prévus dans le PADD.

La commune de Duras souhaite repenser les espaces publics pour mettre en valeur les parcours piétonniers et les connecter entre eux. Ainsi, ces aménagements seront de nature à favoriser la réduction de GES. De plus, la création d'une zone de stationnement périphérique au bourg de Duras et d'un parking de covoiturage limitera le nombre de véhicules en déplacement sur la commune. Enfin, la mise en place de jardins familiaux pourra constituer un poumon vert dans le bourg.

3-6 Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques & Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de l'Aquitaine

La Trame verte et bleue a pour objectif de contribuer à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques afin d'enrayer la perte de biodiversité. Elle vise à favoriser la libre expression des capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, en prenant en compte les effets positifs des activités humaines et en limitant ou en supprimant les freins et barrières d'origine humaine.

La Trame verte et bleue doit permettre d'appréhender chaque territoire dans une échelle plus large, d'identifier et favoriser la solidarité entre territoires et, afin de répondre aux objectifs qui lui ont été assignés par les dispositions du I de l'article L. 371-1 du Code de l'environnement, elle doit également permettre :

- de conserver et d'améliorer la qualité écologique des milieux et de garantir la libre circulation des espèces de faune et de flore sauvages ;
- d'accompagner les évolutions du climat en permettant à une majorité d'espèces et d'habitats de s'adapter aux variations climatiques ;
- d'assurer la fourniture des services écologiques ;
- de favoriser des activités durables, notamment agricoles et forestières ;
- de maîtriser l'urbanisation et l'implantation des infrastructures et d'améliorer la perméabilité des infrastructures existantes.

Approuvé par délibération du Conseil régional d'Aquitaine le 19 octobre 2015, le SRCE a été adopté par arrêté préfectoral du 24/12/2015. Le SRCE d'Aquitaine identifie 10 grands enjeux régionaux, à savoir :

- Une urbanisation croissante et une artificialisation des sols à limiter
- Un réseau d'infrastructures dense et fragmentant à maîtriser
- Des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau à préserver / remettre en bon état
- Les continuités longitudinales des cours d'eau à préserver / restaurer
- Un maillage de milieux ouverts
- Le particularisme du Massif des Landes de Gascogne
- L'arc forestier du Périgord
- Un littoral préservé mais fragile
- Un espace montagnard riche et spécifique à préserver
- Un maillage de milieux naturels diffus et de faible superficie au sein des grandes régions naturelles à dominante agricole du Nord de la Garonne et de l'Adour
- L'amélioration et le partage des connaissances liées aux continuités écologiques ;
- La consolidation et la création d'outils au service des continuités écologiques ;
- La sensibilisation et la valorisation des services rendus par la Trame verte et bleue ;
- L'articulation du SRCE avec les différentes politiques publiques.

Le projet de PLU est compatible avec le SRCE de l'Aquitaine notamment à travers l'axe 3 du PADD qui prévoit de préserver la biodiversité. Plus spécifiquement, le PADD prend en compte la TVB à l'échelle communale par :

- **La préservation des deux vallées (Dropt et Dourdèze) comme réserves de biodiversité.**
- **La préservation des bois et des haies participant à la trame verte et bleue.**

- **Le maintien des EBC du PLU précédent.**
- **La prise en compte particulière des haies dans les OAP.**

Les éléments de la TVB identifiés dans le PADD sont traduits dans un zonage naturel N pour les principaux corridors et réservoirs et parfois en agricole A pour les éléments de la TVB identifiés plus localement. La Dourdèze, le Dropt et ses affluents sont classés en zonage naturel permettant de maintenir ou d'améliorer la qualité et la fonctionnalité des milieux aquatiques.

3-7- Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Nouvelle Aquitaine

En application de la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, le « schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires » (SRADDET) doit se substituer à plusieurs schémas régionaux sectoriels (schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire, schéma régional de l'intermodalité, schéma régional de cohérence écologique, schéma régional climat air énergie) et intégrer à l'échelle régionale la gestion des déchets.

Le SRADDET doit fixer des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant sur :

- l'atténuation du changement climatique, via la limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la lutte contre la pollution atmosphérique ;
- la maîtrise de la consommation d'énergie, tant primaire que finale, notamment par la rénovation énergétique ; un programme régional pour l'efficacité énergétique doit décliner les objectifs de rénovation énergétique fixés par le SRADDET en définissant les modalités de l'action publique en matière d'orientation et d'accompagnement des propriétaires privés, des bailleurs et des occupants pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique de leurs logements ou de leurs locaux privés à usage tertiaire ;
- le développement des énergies renouvelables et des énergies de récupération, notamment celui de l'énergie éolienne et de l'énergie biomasse, le cas échéant par zones géographiques.

Ces objectifs quantitatifs seront fixés aux horizons 2021 et 2026 et aux horizons plus lointains 2030 et 2050.

Élaboré sous la responsabilité du Conseil régional, le SRADDET doit être approuvé avant le 1^{er} janvier 2019, date à laquelle les schémas sectoriels encore en vigueur – dont les SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) – deviendront caducs.

Les dispositions actuellement en vigueur dans les différents schémas sectoriels deviendront caducs au 1^{er} Janvier 2019. Le PLU de Duras ne peut se prononcer aujourd'hui sur les modifications qui seront apportées dans le cadre du futur SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine.

3-8 - Plan de gestion du Risque Inondation (PGRI)

Le plan de Gestion du Risque Inondation du Bassin Adour-Garonne a été approuvé par arrêté préfectoral le 1^{er} décembre 2015. Il a été approuvé pour la période 2016-2021 et s'appuie sur la Stratégie National de Gestion des Risques d'Inondation dont les objectifs poursuivis sont :

1. Augmenter la sécurité des populations exposées ;
2. Stabiliser, à court terme, et réduire à moyen terme, le coût des dommages liés à l'inondation ;
3. Raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Plus localement, le territoire n'est pas concerné par un TRI. Un aléa inondation couvre une partie du territoire communal, il suit le tracé des deux cours d'eau présents sur le territoire, à savoir la Dourdèze et le Dropt.

3-9 - Programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole

Arrêté le 19 décembre 2011, ce programme d'actions propose diverses mesures visant à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Ces mesures concernent notamment les capacités de stockage des effluents d'élevage, le stockage de certains effluents au champ, les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés, la limitation de l'épandage des fertilisants afin de garantir l'équilibre de la fertilisation azotée, les modalités d'établissement du plan de fumure et du cahier d'enregistrement des pratiques, les modalités de calcul de la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par chaque exploitation et les conditions d'épandage par rapport au cours d'eau.

La protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole s'appuie sur la directive 91/676/CEE dite directive « nitrates ». Une réforme de l'application de la directive nitrates a été engagée par la France à la demande de la Commission européenne.

Grâce à la mise en place d'un bande tampon le long des cours de 5 m ou 10 m pour la Dourdèze et le Dropt, le PLU du Duras est cohérent avec la mesure 8 du plan nitrates visant à la mise en place d'une couverture végétale permanente le long de certains cours d'eau.

3-10 - Programme national de prévention des déchets 2014-2020

Dans la lignée du plan national de prévention des déchets 2004-2020, le programme national de prévention des déchets 2014-2020 a pour ambition de rompre la corrélation entre production de déchets et croissance économique et démographique.

A compter de 2015 (parution de la loi de transition énergétique pour la croissance verte), la politique française de prévention des déchets s'intègre dans le cadre plus large de la transition vers l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources, pour permettre la mutation de notre économie vers un mode plus économe en ressources mais restant porteur de croissance économique.

Le programme traite de l'ensemble des catégories de déchets : déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux.

Le programme concerne l'ensemble des acteurs économiques : déchets des ménages, déchets des entreprises privées, déchets des administrations publiques, déchets de biens et de services publics.

Articulé en trois grandes parties, le programme vise à :

- faire le bilan des actions de prévention menées jusqu'alors, notamment dans le cadre du plan national de prévention 2004-2012 ;
- fixer des orientations et objectifs pour la période 2014-2020 ;
- préparer la mise en œuvre, le suivi ainsi que l'évaluation des mesures élaborées.

Le programme fixe notamment comme objectifs :

- une diminution de 7 % de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010, dans la continuité du précédent plan national (limité aux ordures ménagères) ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques (DAE) d'ici à 2020 ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP d'ici à 2020, avec un objectif de réduction plus précis à définir.

Il n'existe aucun objectif particulier affiché aujourd'hui dans le cadre du PLU de Duras. Il doit s'inscrire dans les objectifs nationaux en matière de réduction des déchets. Cependant celui-ci prévoit une emprise foncière pour une extension potentielle de la déchetterie gérée par la communauté de communes de Duras.

3-11 - Plan régional de prévention et de gestion des déchets de Nouvelle Aquitaine

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié les compétences relatives à la planification de la prévention et de la gestion des déchets. Les Conseils Régionaux sont désormais compétents pour établir des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Afin de donner au plus tôt le cadre structurant, la Région a choisi d'engager rapidement les travaux d'élaboration du PRPGD et de pouvoir proposer un projet de PRPGD pour la fin de l'année 2017. Pour ce faire, les principales étapes sont les suivantes :

- Février 2017 : délibération de lancement de l'élaboration du plan ;
- Juin 2017 : finalisation de l'état des lieux ;
- Juillet 2017 : présentation de l'état des lieux à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) ;
- Septembre 2017 : finalisation de la phase prospective ;
- Fin 2017 : projet de plan ;
- Fin-2018 : approbation du plan.

Le projet de PLU de Duras ne peut se prononcer sur le PRPGD de Nouvelle Aquitaine aujourd'hui en cours d'élaboration et dont l'approbation est prévue fin 2018

4 – Analyse de l'état initial de l'environnement et perspective de son évolution

4-1 Perspective d'évolution de l'environnement

Ce chapitre concerne les évolutions générales prévisibles des éléments constitutifs de l'environnement sur le territoire communal, en l'absence de nouveau plan d'urbanisme.

Synthèse de l'état actuel	Perspectives d'évolution
Géologie et topographie	
La commune de DURAS se trouve sur des sols divers, en lien avec la géologie et la topographie avec une dominante de sols argilo-calcaires et de boulbènes. Sur les terrasses alluviales, les sols sont argilo-graveleux; sur les calcaires blancs et gris de l'Agenais, les sols sont de type rendzine et de types sols bruns sur les zones molassiques. Le plateau est découpé par deux cours d'eau le Dropt et la Dourdèze, dont la confluence se situe à l'ouest du territoire.	Il n'y a pas d'évolution particulière à attendre au regard de la géologie et de la topographie, excepté éventuellement au regard des pratiques culturelles qui peuvent être réalisées sur le territoire mais qui ne modifieront pas la nature du sous-sol et du sol.

Risques naturels	
<p>Le risque inondation concerne principalement les vallées du Dropt et de la Dourdèze. L'aléa mouvement de terrain est présent dans le nord de la commune et possède également 4 cavités souterraines. Un PPRn concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles est d'ores et déjà applicable sur le territoire. Ce dernier est actuellement en cours de révision.</p> <p>La commune est également concernée par le risque transport de matières dangereuses, risque lié à la présence de la D708.</p>	<p>→ Le changement climatique a des impacts sur les principaux risques majeurs, de par l'intensification des forts épisodes pluvieux en hiver et l'augmentation des températures et des périodes de sécheresse (augmentation du risque d'inondation et des risques d'érosion des sols notamment).</p> <p>→ Dans les années à venir, on tend vers une hausse de l'intensité et de la récurrence des événements naturels, en raison notamment du changement climatique. Les moyens mis en œuvre permettent néanmoins de limiter les impacts pour certains de ces risques (notamment pour les risques d'inondations : PGRI).</p>
Qualité et quantité de la ressource en eau	
<p>Les deux masses d'eau présentes sur le territoire possèdent un état écologique moyen et un bon état chimique. On observe également sur ce territoire une pression agricole avec, de façon récurrente une pression au niveau des pollutions diffuses : pesticides et/ou azote mais également une pression significative au niveau des prélèvements pour l'irrigation et une pression hydromorphologique. La Dourdèze est concernée par une pression significative des rejets de station d'épuration domestique.</p> <p>La commune est située en zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole (ZV) et en zone sujette à l'eutrophisation (Zs), De plus, le territoire est concerné par un Plan de Gestion des Etiages (PGE).</p> <p>Il en découle certaines sensibilités au regard de cette ressource : sensibilité au regard du respect des objectifs de qualité, sensibilité en termes d'utilisation et de partage de la ressource.</p>	<p>→ Le changement climatique a des impacts sur la pluviométrie : intensification des épisodes pluvieux en hiver et allongement des périodes de sécheresse en été, ce qui va avoir une incidence directe sur la ressource en eau du territoire (impact sur la recharge en eau des nappes souterraines, baisse des débits des cours d'eau, accentuation de l'étiage) et donc de manière induite sur les différents usages. Les évolutions pluviométriques induisent une accentuation des besoins agricoles pour les cultures. La croissance démographique induit une augmentation des consommations domestiques de la ressource en eau.</p> <p>→ Dans les années à venir, l'état quantitatif de la ressource en eau aura tendance à se dégrader dans tout le bassin Adour-Garonne avec des déséquilibres entre la ressource disponible et les prélèvements dans chaque sous-bassin de la région. En outre, les conflits d'usage pourraient augmenter, notamment entre les usages domestiques et agricoles. Toutefois, les moyens mis en œuvre pour développer une gestion intégrée de la ressource et en assurer la disponibilité pour tous se développent (SDAGE, SAGE, PGE...) et permettront néanmoins de limiter la survenue de crise à l'étiage.</p> <p>→ La qualité de l'eau pourrait se dégrader si aucune solution n'est envisagée au regard de l'implantation de nouvelles habitations.</p>

Climatologie	
Les caractéristiques climatologiques locales ne présentent pas de sensibilité limitant la réalisation du projet communal.	→ Avec l'augmentation des températures et des périodes de canicules liées au changement climatique, les pics de pollution à l'ozone se multiplient. Les émissions de polluants et de gaz à effet de serre liées à l'agriculture, aux déplacements, aux activités humaines, se poursuivent. Cependant la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (LETCV) devrait participer à la limitation de ces phénomènes.
Milieux naturels	
<p>Implantée dans un espace globalement homogène, la commune de Duras compte un espace principal intéressant en termes faunistique.</p> <p>Ainsi, son territoire est principalement concerné par un site Natura 2000 localisé sur le Dropt et ses principaux affluents. Environ 10,3 % du territoire communal est concerné par Natura 2000 (soit 210 ha). Cet espace contribue à la richesse du territoire notamment à travers la présence d'espèces patrimoniales comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La loutre d'Europe et l'Agrion de Mercure au sud-ouest du territoire au niveau du Moulin de Monsieur ; -Le Cuivré des marais et le Grand Capricorne au centre-sud du territoire communal au niveau du lieu-dit Dardy. -Le Vison d'Europe qui utilise l'ensemble du bassin versant du Dropt <p>Cependant cette richesse écologique reste localisée aux réseaux hydrographiques parcourant le territoire communal et aux milieux qui y sont associés.</p> <p>Aucune ZNIEFF n'est présente sur le territoire de Duras.</p>	<p>→ Le manque de prise en considération des espaces qui revêtent un caractère écologique important (haie, boisement, trame bleue) peut tendre à leur disparition ou à leur déconnexion, et donc à la perte de leur intérêt. En effet, la fragmentation des habitats naturels et agricoles fragilise les milieux et détruit les continuités écologiques.</p> <p>→ L'intensification ou au contraire la déprise agricole constituent des éléments de menaces pesant sur les espaces agricoles ouverts à bocagers du territoire, qui constituent des biotopes d'importance pour le développement de la biodiversité ordinaire, mais également pour celui d'espèces d'intérêt patrimonial</p> <p>→ La modification du climat pourrait favoriser le développement de nouvelles espèces parasites ou envahissantes fragilisant la biodiversité locale.</p>

4-2 Zoom sur les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en oeuvre du plan.

Du fait de leur sensibilité environnementale, certaines zones sont susceptibles d'être davantage impactées par la mise en œuvre du PLU. C'est la raison pour laquelle, « l'état initial de l'environnement » se voit complété par une analyse plus fine des zones susceptibles d'être touchées de manière notable. Ces zones sont susceptibles d'être impactées directement ou indirectement, positivement ou négativement.

Ainsi, sont considérées comme zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet du territoire, les zones qui ne sont pas urbanisées mais qui ont vocation à l'être, ainsi que les espaces naturels faisant l'objet d'une protection et susceptibles d'être touchés de manière indirecte par la mise en œuvre du PLU.

Conformément aux objectifs de limitation de la consommation des espaces naturels et de réduction des déplacements, les secteurs de développement de l'habitat ont été considérés au regard des possibilités via une densification de l'existant. La commune prévoit un renouvellement urbain via un remplissage des dents creuses.

Duras possède de nombreux espaces interstitiels. Ces espaces constructibles sont conservés afin de densifier un espace bâti existant. L'objectif du PADD est donc de densifier les secteurs d'habitat existants et de développer l'urbanisation en continuité des noyaux urbains constitués en optimisant l'utilisation de l'espace, afin de lutter contre le mitage et en préservant les grands ensembles naturels et agricoles.


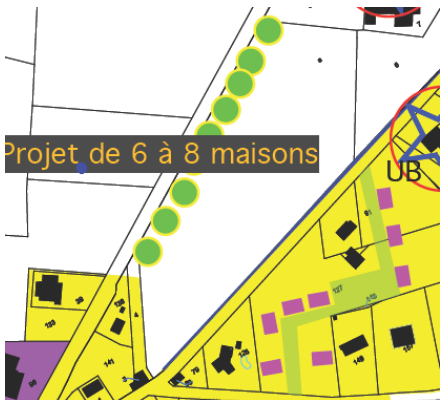
4-2-1 Zones Urbanisées

Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du projet sont les zones urbaniser Ub.

Secteur 1

Zone Route de Savignac (n°31) Zone ouverte à l'urbanisation	Localisée au nord du bourg
Sensibilités et enjeux	Nature des incidences prévisibles
<p>Cette zone englobe deux parcelles présentant une occupation du sol différente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Au nord</u> : Pâturages mésophiles : cette parcelle est occupée par une végétation de type prairial présentant une faible sensibilité écologique. Elle est fauchée régulièrement. - <u>Au Sud</u> : parcelle cultivée ne présentant pas de sensibilité écologique particulière. - Présence d'une haie arborée de chênes mûres à sénescents : intéressants pour conserver l'intérêt du secteur pour certaines espèces inféodées à ces éléments (Avifaune des milieux bocagers, Coléoptères saproxyliques, Chiroptères...). De plus, cette haie joue un rôle anti-érosif et paysager (masque la vue directe sur le château de Duras). - Présence d'un élément bâti du patrimoine : un ancien moulin en ruine - Les parcelles concernées ne sont pas englobées dans le périmètre Natura 2000. 	<p>Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse.</p> <p>L'urbanisation de cette parcelle aura pour conséquence majeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'aménagement d'une parcelle cultivée déjà perturbée par l'activité humaine et ne présentant pas de grande sensibilité écologique ; ▪ L'aménagement d'une parcelle de prairie de fauche présentant une sensibilité écologique faible ; ▪ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de route d'accès ; ▪ La perte d'habitat d'alimentation pour des espèces liées aux milieux ouverts ; ▪ Le dérangement des espèces animales fréquentant le secteur.
<div data-bbox="130 965 445 1200" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="458 965 772 1200" data-label="Image"> </div> <p data-bbox="205 1200 697 1229"><i>Petit patrimoine, haie arborée de chênes</i></p> <div data-bbox="255 1258 649 1552" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="255 1552 649 1845" data-label="Image"> </div> <p data-bbox="244 1845 659 1874"><i>Parcelles ouvertes à l'urbanisation</i></p>	<p data-bbox="1094 958 1209 987">⇒ Faible</p> <div data-bbox="815 1016 1489 1081" data-label="Section-Header"> <p>Mesures de suppression ou atténuation intégrées au PLU (Incidences positives)</p> </div> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien de la haie arbustive jouant un rôle anti-érosif et paysager mais aussi favorable au maintien de la biodiversité ▪ Préservation de l'élément bâti au titre de du L151-19 <div data-bbox="839 1294 1485 1592" data-label="Image"> </div>





Secteur 2

Zone Chemin de Pourraou Zone ouverte à l'urbanisation	Localisée au nord du bourg
Sensibilités et enjeux	Nature des incidences prévisibles
<p>Cette zone englobe deux parcelles présentant une occupation du sol identique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pâturages mésophiles : cette parcelle est occupée par une végétation de type prairial présentant une faible sensibilité écologique. Elle est fauchée régulièrement. - Présence de quelques arbres ponctuels offrant un lieu de refuge à l'avifaune locale. - Parcelle encadrée par des habitations. - Les parcelles concernées ne sont pas englobées dans le périmètre Natura 2000. <div data-bbox="225 685 671 1016">  </div> <p data-bbox="225 1352 671 1384"><i>Parcelles ouvertes à l'urbanisation</i></p>	<p>Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'urbanisation de cette parcelle aura pour conséquence majeure : ▪ L'aménagement d'une parcelle de prairie de fauche présentant une sensibilité écologique faible ; ▪ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de route d'accès ; ▪ La perte d'habitat d'alimentation pour des espèces liées aux milieux ouverts ; ▪ Le dérangement des espèces animales fréquentant le secteur. <p data-bbox="1094 779 1211 810">⇒ Faible</p> <p data-bbox="815 846 1490 909">Mesures de suppression ou atténuation intégrées au PLU (Incidences positives)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'îlots arbustifs favorables au maintien de la biodiversité et jouant un rôle paysager. <div data-bbox="940 1032 1382 1429">  </div>

4-2-2 Zones à Urbaniser

Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du projet sont les zones à urbaniser AU.



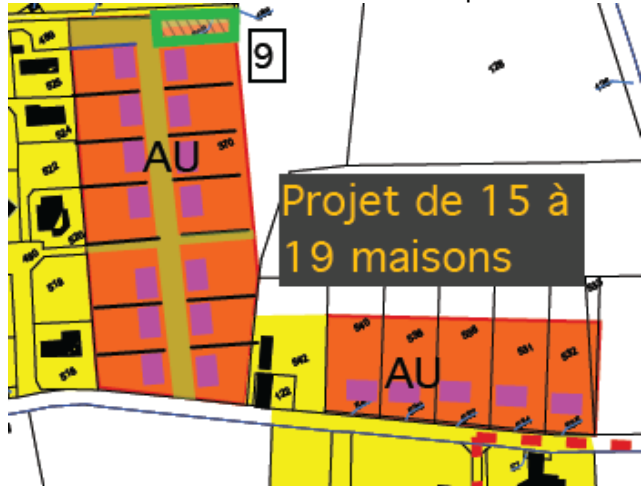
Secteur 3

Zone Impasse du soleil levant Zone ouverte à l'urbanisation	Localisée au nord du bourg de Duras, à proximité de zones déjà urbanisées
Sensibilités et enjeux	Nature des incidences prévisibles
<p>- Friche herbacée fauchée présentant une faible sensibilité écologique. Lieu d'alimentation et de reproduction pour la faune liée aux milieux herbacés ouverts. Parcelle en pente sur la partie sud.</p> <p>- Présence d'une haie arbustive à arborée présentant quelques chênes mûres (au nord-est) participant au fonctionnement écologique local et jouant un rôle anti-érosif important.</p> <p>- Les parcelles concernées ne sont pas englobées dans le périmètre Natura 2000.</p> <p>- Présence d'un réseau de prairies bocagères en aval de la parcelle ouverte à l'urbanisation.</p>   <p><i>Parcelle ouverte à l'urbanisation</i></p>  	<p>Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse.</p> <p>L'aménagement de cette zone naturelle aura pour conséquence majeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La modification du paysage ; ▪ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de route d'accès ; ▪ L'aménagement d'une parcelle de friche herbacée présentant une sensibilité écologique faible ; ▪ La perte d'habitat d'alimentation et de reproduction pour des espèces liées aux habitats ouverts ; ▪ Le dérangement des espèces animales fréquentant le secteur. <p>⇒ Faible</p> <p>Mesures de suppression ou atténuation intégrées au PLU (Incidences positives)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préservation de la haie arbustive à arborée jouant un rôle dans le maintien de la biodiversité ; 

Secteur 4

Zone au nord-est du supermarché Zone ouverte à l'urbanisation	Localisée au nord-est du bourg de Duras, à proximité d'habitations et du supermarché de la commune
Sensibilités et enjeux	Nature des incidences prévisibles
<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une parcelle utilisée en verger, vignes et jardin à usage familial présentant une faible sensibilité écologique. - La majeure partie de la zone concerne des prairies pâturées par des bovins inscrites en prairies permanentes dans le RPG (2014). Ces parcelles présentent une sensibilité écologique faible. - La parcelle à l'est concerne une partie d'une grande parcelle cultivée ne présentant pas de sensibilité écologique particulière. - Les parcelles concernées ne sont pas englobées dans le périmètre Natura 2000. - Pas de grande sensibilité sur cette zone si ce n'est son rôle de refuge, d'alimentation et de reproduction pour la faune locale et son rôle dans le maintien de la biodiversité ordinaire dans cette zone urbanisée.   <p><i>Parcelle de verger, vignes, jardin / Prairie pâturée</i></p>  <p><i>Parcelle cultivée</i></p>	<p>Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse.</p> <p>L'aménagement de cette zone naturelle aura pour conséquence majeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La suppression d'un espace de verdure ; ▪ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de routes d'accès ; ▪ L'aménagement de parcelles présentant une sensibilité écologique faible ; ▪ La perte d'habitat d'alimentation et de reproduction pour des espèces liées aux milieux ouverts ; <p>Le dérangement des espèces animales fréquentant le secteur.</p> <p>⇒ Faible et très faible</p> <p>Mesures de suppression ou atténuation intégrées au PLU (Incidences positives)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création et maintien de haies composées d'essences champêtres locales. 

Secteur 5

Zone au sud de la maison de retraite – chemin de la Fompeyre (n°25 et 26) Zone ouverte à l'urbanisation	Localisée à l'est du territoire communal, à proximité d'habitations et de la maison de retraite de la commune
Sensibilités et enjeux	Nature des incidences prévisibles
<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une parcelle en jachère présentant une très faible sensibilité écologique. On notera également la présence d'une butte de terre au sud de la parcelle sur laquelle se développe des espèces végétales rudérales. - Présence d'une prairie pâturée présentant une sensibilité écologique faible. Cette parcelle est bordée d'une haie arbustive à arborée participant au fonctionnement écologique local. - Les parcelles concernées ne sont pas englobées dans le périmètre Natura 2000. 	<p>Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse.</p> <p>L'aménagement de cette zone naturelle aura pour conséquence majeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La suppression d'un espace de verdure dans ce secteur; ▪ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de routes d'accès ; ▪ L'aménagement de parcelles présentant une sensibilité écologique faible à très faible ; ▪ La perte d'habitat d'alimentation et de reproduction pour des espèces liées aux milieux ouverts ; <p>Le dérangement des espèces animales fréquentant le secteur</p> <p style="text-align: center;">⇒ Faible et très faible</p>
 <p>Panorama de la parcelle en jachère au sud de la maison de retraite (chemin de la Fompeyre)</p>	<p>Mesures de suppression ou atténuation intégrées au PLU (Incidences positives)</p>
 <p>Panorama de la zone au lieu-dit « La Fompeyre »</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien de la haie arbustive à arborée. En limite nord des parcelles de 531, 532, 540, 538, 536. ▪ Préservation des îlots arborés à proximité 

Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne présentent pas d'enjeu majeur dans la mesure où les sensibilités identifiées dans l'état actuel de l'environnement ont été prises en compte et que les zonages AU se tiennent hors des zones à enjeux.

Concernant les secteurs déjà urbanisés, le zonage s'insère au plus près de l'urbanisation existante et, là encore, prend en compte les sensibilités connues. La prise en compte de certains éléments linéaires (haies arbustives à arborescentes) et ponctuels (arbres mûre à sénescents isolés) serait intéressante afin de maintenir un réseau fonctionnel d'éléments de biodiversité.

5 – Présentation des choix au regard des objectifs de protection de l'environnement

Les choix sont ici présentés au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, avec, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

Texte Niveau Référence	OBJECTIFS ET ORIENTATIONS	Motifs des choix du programme
Protocole de Kyoto <i>International</i> Décision 2002/358/CE du 25 avril 2002	Ses objectifs sont de : - stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du climat - prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes de changements climatiques et en limiter les effets néfastes, - réduire les émissions des 6 gaz à effet de serre considérés comme la principale cause du réchauffement climatique (dont le protoxyde d'azote)	La mise en œuvre du PLU permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce notamment au maintien et au renforcement des boisements de feuillus et des éléments naturels (bosquets, haies, arbres remarquables) présents sur la commune. De plus, la création d'une zone de stationnement périphérique au bourg de Duras et d'un parking de covoiturage limitera le nombre de véhicules en déplacement sur la commune. Enfin, la mise en place de jardins familiaux pourra constituer un poumon vert dans le bourg. Le PADD prévoit également le développement des énergies renouvelables et l'accès au gaz naturel.
Convention de RAMSAR <i>International</i> 2 février 1971	La Convention de Ramsar est un traité international pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides, visant à enrayer la dégradation et la perte de zones humides, aujourd'hui et demain, en reconnaissant les fonctions écologiques fondamentales de celles-ci ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative. Elle engage les signataires à : - tenir compte de la conservation des zones humides dans leurs plans d'aménagements, et veiller à une utilisation « rationnelle » des zones humides ; - inscrire des sites sur la liste Ramsar et promouvoir leur conservation ; - préserver les zones humides inscrites ou non dans la liste Ramsar, - soutenir la recherche, la formation, la gestion et la surveillance dans le domaine des zones humides ; - coopérer avec les autres pays, notamment pour préserver ou restaurer les zones humides transfrontalières.	La mise en œuvre du PLU n'entre pas en contradiction avec l'application de la convention de Ramsar. Les zones destinées à l'urbanisation future se tiennent à l'écart des zones humides. De plus, l'ensemble des cours d'eau et leur ripisylve sont préservés dans le règlement graphique (zone N). Le PADD prévoit de préserver et de valoriser ces zones de biodiversité. Il est également prévu de maîtriser la populiculture, qui se développe majoritairement le long de la Dourdèze par la prise en compte des prairies comme un élément de paysage au titre de l'article L 151-23.
Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage <i>International</i>	Adoptée le 23 juin 1979 et entrée en vigueur le 1er novembre 1983, la convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage a pour objectif d'assurer à l'échelle mondiale la conservation des espèces migratrices terrestres, marines et aériennes sur l'ensemble de leurs aires de répartition.	La mise en œuvre du PLU va contribuer à l'application de la convention de Bonn. En effet, la prise en compte et le maintien de corridors écologiques devrait permettre d'assurer la continuité de circulation des espèces migratrices. En effet, le PADD rappelle que les deux vallées (Dropt et Dourdèze) sont des réserves de

23 juin 1979	s'agit d'une convention-cadre fixant des objectifs généraux aux 112 Etats signataires (au premier août 2009). Ces objectifs visent à favoriser les travaux de recherche sur les espèces migratrices et la mise en oeuvre de mesures de protection immédiate pour les espèces menacées. A titre d'exemple conserver et restaurer leurs habitats, prévenir et réduire les entraves aux migrations et les menaces supplémentaires (contrôle des espèces exotiques envahissantes, changement climatique, grippe aviaire, etc.) offrir la possibilité de conclure des accords spécifiques concernant une aire géographique ou portant sur des espèces dont le statut de conservation paraît défavorable ou menacé.	biodiversité et participent à la trame verte et bleue. De même, il mentionne que les bois et les haies sont des réserves de biodiversité qui constituent la trame verte. Leur repérage sera effectif à ce titre et leur protection sera associée aux éléments remarquables. La définition de la trame verte et bleue a été prise en compte dans la définition du zonage par la préservation des pools de biodiversité (Natura 2000) et des corridors de déplacement par un zonage adapté (Zone naturelle corridor écologique), par leur classement en EBC ou en éléments remarquables au titre de l'article L151-23.
Convention de Bern relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe <i>International</i> 19 septembre 1979	Développée sous l'égide du Conseil de l'Europe, cette convention est le premier instrument juridique contraignant qui vise la protection des espèces végétales et animales rares et en danger, ainsi que les habitats naturels de l'Europe. Tous les pays qui ont signé la convention de Berne doivent prendre les mesures nécessaires pour : - mettre en œuvre des politiques nationales de conservation de la faune et de la flore sauvages et des habitats naturels ; - prendre en considération la conservation de la faune et la flore sauvages dans leurs politiques d'aménagement et de développement et dans leurs mesures de lutte contre la pollution ; - encourager l'éducation et la diffusion d'informations générales concernant la nécessité de conserver les espèces sauvages ainsi que leurs habitats ; - encourager et coordonner les travaux de recherche en rapport avec la finalité de la Convention ; - coopérer afin de renforcer l'efficacité des mesures prises par la coordination des efforts de protection des espèces migratrices et les échanges d'informations ; pour renforcer le partage des expériences et du savoir-faire.	La mise en œuvre du PLU va contribuer à l'application de la convention de Bern. La conservation de la faune et de la flore sauvages est en effet prise en compte à travers la préservation et la mise en valeur du patrimoine végétal et naturel de la commune. On peut notamment préciser que l'ensemble des stations d'espèces végétales protégées mentionnées sur le territoire communal seront préservées. Par ailleurs, l'absence d'incidence majeure sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire va contribuer à la conservation de la faune et flore sauvage et des habitats naturels.
Directive Cadre sur l'eau (DCE) <i>Communautaire</i> Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000	L'Europe a adopté en 2000 une directive-cadre sur l'eau (DCE). L'objectif général est d'atteindre d'ici à 2015 le bon état des différents milieux aquatiques sur tout le territoire européen. Elle définit les modalités de gestion et impose la non-dégradation de toutes les masses d'eau en : - gérant de façon durable les ressources en eau - prévenant toute dégradation des écosystèmes aquatiques - assurant un approvisionnement suffisant	La mise en œuvre du PLU va contribuer à l'application de la DCE en assurant un taux d'épuration des eaux usées suffisant avant rejet dans le milieu récepteur et en garantissant ainsi la non dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. En effet, il est prévu l'extension de la Station d'épuration communale. De plus, la mise en place de bandes

	<p>en eau potable de bonne qualité</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduisant la pollution des eaux souterraines les rejets de substances dangereuses - supprimant les rejets des substances dangereuses prioritaires. 	<p>enherbées d'une largeur de 5 à 10 m minimum le long des cours d'eau ainsi que le maintien d'un couvert végétal en hiver permettra de limiter la perturbation des milieux aquatiques.</p>
<p>Directive eaux souterraines</p> <p><i>Communautaire</i></p> <p>Directive 2006/118/CE du 12 décembre 2006</p>	<p>Directive fille de la Directive Cadre sur l'Eau, cette directive établit un cadre de mesures de prévention et de contrôle de la pollution des eaux souterraines, notamment des mesures d'évaluation de l'état chimique des eaux et des mesures visant à réduire la présence de polluants. Elle vise à prévenir et lutter contre la pollution des eaux souterraines. Les mesures prévues à cette fin comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des critères pour évaluer l'état chimique des eaux ; - des critères pour identifier les tendances à la hausse significatives et durables de concentrations de polluants dans les eaux souterraines ; - la prévention et la limitation des rejets indirects de polluants dans les eaux souterraines. 	<p>La mise en œuvre du PLU va contribuer à l'application de la DCE en assurant un taux d'épuration des eaux usées suffisant avant rejet dans le milieu récepteur et en garantissant ainsi la non dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. En effet, il est prévu l'extension de la Station d'épuration communale.</p> <p>De plus, la mise en place de bandes enherbées d'une largeur de 5 à 10 m minimum le long des cours d'eau ainsi que le maintien d'un couvert végétal en hiver permettra de limiter la perturbation des milieux aquatiques.</p>
<p>Directive Oiseaux</p> <p><i>Communautaire</i></p> <p>Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979</p>	<p>L'objectif est de promouvoir la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen. Cette protection s'applique aussi bien aux oiseaux eux-mêmes qu'à leurs nids, oeufs et habitats. Par la mise en place de Zones de Protection Spéciales (ZPS), la directive consacre également la notion de réseau écologique en tenant compte des mouvements migratoires des oiseaux pour leur protection et de la nécessité d'un travail transfrontalier.</p>	<p>Une ZSC concerne les franges sud et ouest ainsi que la partie centrale du territoire de Duras, le « Réseau hydrographique du Dropt ».</p> <p>Aucune évolution de l'occupation des sols n'est envisagée au niveau de la ZSC ni à proximité.</p> <p>L'aménagement de la zone de loisirs au niveau du lieu-dit Fonbouet concerne une petite partie de ce zonage.</p>
<p>Directive Habitat</p> <p><i>Communautaire</i></p> <p>Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992</p>	<p>L'objectif est de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces faunistiques et floristiques à valeur patrimoniale dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles. Elle s'appuie pour cela sur un réseau cohérent de sites écologiques protégés, le réseau Natura 2000. Elle a été rédigée dans le cadre du 4ème programme d'action communautaire en matière d'environnement de l'UE (1987 - 1992), dont elle constitue la principale participation à la convention sur la diversité biologique, adoptée lors du sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.</p>	<p>Cependant le projet prévoit uniquement l'aménagement d'une aire de pique-nique en amont de la parcelle le long de la route et la création d'un sentier de randonnée le long du ruisseau Saute Bouc.</p> <p>Aucune imperméabilisation du sol ne sera réalisée. Les travaux s'intégreront dans le paysage et n'impacteront pas d'habitat d'intérêt communautaire. Les travaux pourront engendrer un dérangement de la faune fréquentant le site, cependant, cela restera temporaire. L'incidence sera donc faible.</p>
<p>Stratégie nationale pour la biodiversité Nationale</p> <p>2011 - 2020</p>	<p>La SNB 2011-2020 vise un engagement plus important des acteurs dans tous les secteurs d'activité, à toutes les échelles territoriales, en métropole et outre-mer. Il s'agit d'atteindre les 20 objectifs fixés pour préserver, restaurer, renforcer, valoriser la biodiversité et en assurer un usage durable.</p>	<p>La mise en œuvre du PLU s'inscrit dans les objectifs de la stratégie nationale pour la biodiversité à travers la préservation et la mise en valeur du patrimoine végétal et naturel de la commune.</p> <p>La prise en compte des pools de</p>

	<p>et équitable. Ces objectifs visent les buts stratégiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique dans l'ensemble du gouvernement et de la société - Réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et encourager l'utilisation durable - Améliorer l'état de la diversité biologique en sauvegardant les écosystèmes, les espèces et la diversité génétique - Renforcer les avantages retirés pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes - Renforcer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités 	<p>biodiversité (Natura 2000) et des corridors de déplacement se traduit directement dans le zonage et le règlement par l'instauration de zones N, du classement des bois en EBC et du classement des haies, arbres isolés et bosquets au titre de l'article L151-23 sur certaines zones du territoire.</p>
<p>Plan National santé Environnement (PNSE)</p> <p>2015 - 2019</p>	<p>Le PNSE 3 s'articule autour de 4 grandes catégories d'enjeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des enjeux de santé prioritaires ; - des enjeux de connaissance des expositions et de leurs effets ; - des enjeux pour la recherche en santé environnement ; - des enjeux pour les actions territoriales, l'information, la communication, et la formation. 	<p>La mise en œuvre du PLU participe à l'atteinte des objectifs du PNSE par sa contribution à la limitation de la dégradation de la qualité de l'air et des eaux souterraines et superficielles. A travers les objectifs du PADD, la commune participe au bien-être de ces habitants. Elle encourage la diversité des types d'habitats permettant ainsi de satisfaire à l'épanouissement de toutes les tranches d'âges, de répondre notamment aux besoins des personnes âgées et des travailleurs saisonniers et apprentis. De plus, le PADD prévoit une mobilisation des logements vacants ainsi qu'une reconversion des bâtiments désaffectés.</p>
<p>Plan Climat de la France</p> <p><i>National</i></p>	<p>Le Grenelle de l'environnement a permis l'émergence d'un consensus très fort sur des objectifs ambitieux pour la France en termes de lutte contre le changement climatique. La phase de mise en œuvre des engagements du Grenelle Environnement est aujourd'hui en cours. Elle devrait permettre de ramener les émissions de la France à 437 MteqCO₂ en 2020, soit une réduction de 21,8 % des émissions de gaz à effet de serre de la France par rapport à 2005 (558 MteqCO₂) et une réduction de 22,8 % par rapport à 1990 (565 MteqCO₂). Cette forte diminution des émissions de la France proviendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des secteurs résidentiel et tertiaire, - du secteur industriel, - des industries de l'énergie, - du transport. <p>La France s'est engagée, dans le cadre du paquet énergie climat à réduire de 14 % entre 2005 et 2020 ses émissions des secteurs non soumis au système de quotas.</p>	<p>La mise en œuvre du PLU participe à l'atteinte des objectifs du Plan Climat par sa contribution à la limitation des émissions de gaz à effet de serre en concentrant les habitations et les activités au niveau du bourg. Le PLU, vise notamment la possibilité de développer les énergies renouvelables permettant ainsi de limiter les émissions de GES. En créant un parking périphérique au bourg et un parking de covoiturage, la commune de Duras favorise la réduction du nombre de véhicule en circulation et répond donc aux enjeux de réduction de GES.</p>

6 – Analyse des incidences notables prévisibles et conséquences éventuelles sur le protection des zones d'importance pour l'environnement.

6-1 Analyse des incidences sut la biodiversité et les milieux naturels

L'analyse thématisée des incidences du PLU sur l'environnement consiste en l'étude des différentes caractéristiques du contexte territorial qui ont été abordées au cours de l'Etat Initial de l'Environnement, confrontées au projet d'urbanisme incarné par le PLU. Il s'agit notamment d'évaluer, au regard des enjeux identifiés sur le territoire, les incidences potentielles du PLU au regard des caractéristiques physiques du territoire (eau, risques naturels...), de ses composantes naturelles, mais également en matière de patrimoine, et de fonctionnement urbain (déplacements, énergies, déchets...).

La présente analyse des incidences est réalisée sur la base de l'état initial du PADD et du règlement. L'incidence du zonage a ainsi été analysée au regard des enjeux environnementaux identifiés lors de l'analyse de l'état initial.

6-1-1 Analyse sur la dimension écologique

Le territoire du PLU présente un territoire naturel agricole avec un patrimoine naturel à préserver localisé principalement au niveau des cours d'eau (site Natura 2000) et des éléments boisés (corridor écologique du SRCE). Par ailleurs, bien que soumis à une pression foncière, la commune de Duras a su conserver un environnement rural et naturel (vallée du Dropt et de la Dourdèze). On précisera que ces deux vallées du Dropt et de la Dourdèze sont classées comme corridors « zones humides » au titre du SRCE.

A travers son document d'urbanisme, la commune a souhaité affirmer sa volonté de placer l'environnement au cœur de son projet. Elle prévoit notamment dans l'axe 3 du PADD de préserver la biodiversité sur la commune. Ainsi, la commune a prévu de :

- Limiter la réduction des surfaces boisées et des linéaires de haies lorsqu'ils participent à l'identité patrimoniale de la commune ou quand ils participent à la trame verte à l'échelle communale. C'est notamment le cas pour les zones AU, où la plantation d'arbres d'alignement est préconisé en appuie au maintien des haies. Les Espaces Boisés Classés existants dans l'ancien PLU ont été conservés. De plus, un repérage des bois et des haies jouant un rôle particulier à l'échelle communale (paysager, écologique, anti-érosif...) a été réalisés afin de mieux les protéger et d'en classer certains comme éléments naturels remarquables au titre de l'article L 151-19
- Limiter la consommation de l'espace en ouvrant à l'urbanisation uniquement des zones présentes dans la continuité du bourg ou autour des hameaux existants. Cela permettra de réduire le mitage du territoire et limitera les impacts négatifs de l'urbanisation sur les milieux naturels (fragmentation, pollution, dégradation). Des coupures vertes de type agricole ou naturel entre les espaces urbains seront maintenues comme par exemple au nord-est du bourg en direction du lieu-dit Fonbouet avec le maintien d'une zone naturelle classée en NL le long du ruisseau Saute-Bouc.
- Maintenir la connexion entre la trame verte du plateau et la trame bleue des vallées en maintenant des espaces sans urbanisation et en repérant les éléments naturels

permettant des échanges vallées / plateau. De même, la maîtrise de la populiculture à travers la mise en place d'un zonage spécifique dans le PLU.

- Faciliter la prise en compte de la biodiversité ordinaire en créant notamment des jardins familiaux au cœur du bourg. De même, les éléments naturels remarquables au cœur du bourg ont été inventoriés et seront protégés au titre de l'article L 151-23.
- Préserver et valoriser les ripisylves des cours d'eau (végétation arbustive à arborée) et les prairies humides favorables à certaines espèces végétales et animales patrimoniales. L'ensemble de ces éléments a été classé en zone N ou A.
- Mettre en place des bandes tampons de 5 à 10 m de large le long des cours d'eau afin de limiter l'érosion, jouer un rôle de filtre naturel pour obtenir une meilleure qualité de l'eau ou encore jouer un rôle d'obstacle au ruissellement. Ces éléments vont participer au maintien et au renforcement de la qualité de l'eau du Dropt et de ses affluents : les cours d'eau majeurs (Le Dropt sur la partie sud de la commune, la Dourdèze à l'Ouest, le Saute-Bouc au centre et l'Hôpital à l'Est du territoire de Duras) sont classés dans une zone N dans le zonage.

De manière générale le document d'urbanisme participera indirectement à la préservation des milieux naturels et les continuités écologiques notamment à travers la prise en compte :

- A l'Est et au Nord du territoire (Bois de Navarre, Bois de Galleau), des boisements feuillus, des bosquets et des haies formant un corridor vert à l'échelle communale mais également à l'échelle du SRCE ;
- Au centre, un ensemble de haies et de bosquets formant un corridor écologique vert dans un axe Est / Ouest entre le Saute-Bouc et son sous-affluent.

Ainsi, le projet de PLU contribue à préserver les équilibres environnementaux en optimisant les potentialités d'augmentation de la population à l'échelle communale, avec une surface de 8,5 hectares en zone AU, de 5,21 hectares en zone U dédié à l'habitat et 4,3 hectares dédié à l'activité pour un usage intercommunal.

De plus, afin de limiter les incidences du projet sur la qualité et le fonctionnement écologique des zones qui seront ouvertes à l'urbanisation ou identifiées en corridor ou réservoir de biodiversité, le règlement pourrait intégrer :

- La restauration d'un cordon arbustif à arboré constitués d'essences locales sur le périmètre des retenues collinaires afin de les intégrer au mieux dans la trame verte et bleue communale. Cela favoriserait la biodiversité localement en offrant des lieux de refuge, d'alimentation et de reproduction à la faune locale (avifaune liée aux milieux aquatiques notamment) et en intégrant les retenues collinaires dans le fonctionnement écologique local.

SYNTHESE des incidences sur la dimension écologique

Objectif : *Préserver la biodiversité et la validité des écosystèmes par le maintien de leurs conditions de développement*

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Milieux naturels ▪ Flore et faune ▪ Préservation des continuités écologiques | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Espèces invasives ▪ Espaces naturels inventoriés, gérés, protégés |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Milieux naturels/milieux inventoriés : Le PLU aura un effet positif sur les milieux naturels, car le projet tel que défini prévoit un classement des espaces naturels (Natura 2000) en zonage N. De plus, une zone localisée au centre du territoire communal à proximité du ruisseau de Saute-Bouc, sera classée en zone N Aire naturelle. Elle constituera ainsi un « poumon vert » à l'échelle communale.

Natura 2000 : L'impact du projet sur le site N2000 concernant la partie Sud (Dropt), Ouest (Dourdèze), et Est (L'Hôpital) est nul dans la mesure où :

- aucune zone urbanisable n'est prévue au sein de ce site,
- aucun des habitats et espèces d'intérêt communautaire visés par ce site Natura 2000 n'est a priori recensé sur les terrains potentiellement touchés par le PLU.

L'impact du projet sur le site N2000 concernant la partie Centre (Saute-Bouc) est faible dans la mesure où :

- il est prévu l'aménagement d'une zone de loisirs au lieu-dit Fonbouet comprenant une aire de pique nique (table, toilettes sèche) et un sentier de randonnée pédestre. Aucune imperméabilisation du sol ne sera effectuée. Les milieux occupant la zone sont des prairies pâturées présentant une faible valeur patrimoniale faunistique et floristique et présentant quelques secteurs en cours de fermeture.

Flore et faune : Les incidences du projet sur la faune et la flore devraient rester très limitées car :

- les zones susceptibles d'être touchées sont limitées en surface, puisque de 13,7 ha d'extension répartis le territoire communal (soit 0,68 %),
- les milieux concernés par l'urbanisation restent peu propices à l'accueil d'espèces faunistiques et floristiques sensibles ou protégées (majoritairement des parcelles cultivées ou des friches herbacées à arbustives),
- les espèces potentiellement concernées sont relativement communes ou avec des possibilités de déplacement faciles aux abords des zones urbanisables (biodiversité ordinaire).

Une identification des ripisylves sur le plan graphique, des haies bocagères, des bosquets et des arbres isolés d'intérêt pour une préservation au titre du règlement, a été réalisée sur l'ensemble du territoire, afin de conserver l'intérêt fonctionnel et patrimonial de ces éléments vis-à-vis de la biodiversité ordinaire.

Continuités écologiques : La prise en compte des éléments constituant la trame verte et bleue actuelle du territoire (cours d'eau, haies, bosquets, arbres isolés...) par le PLU va permettre d'éviter toute incidence notable négative du projet sur le fonctionnement et les continuités écologiques du secteur. Cependant, les éléments de la TVB inclus dans un zonage agricole (A) pourraient faire l'objet de prescriptions particulières afin de renforcer la préservation des continuités écologiques.

Niveau d'incidence : positif indirect

De manière globale, le projet retenu permet de préserver les milieux naturels mais aussi de consolider la trame verte et bleue à l'échelle communale. A travers le maintien et la valorisation des massifs boisés et des haies bocagères (trame verte) ainsi que la préservation des prairies humides, des cours d'eau majeurs (Dropt, Dourdèze, Saute-Bouc, L'Hôpital), la commune a placé la préservation et la valorisation du cadre de vie naturel et paysager comme axe important de son développement.

6-1-2 Analyse sur la dimension pollution

A travers son document d'urbanisme, la commune s'inscrit dans une logique de développement durable visant à préserver la qualité de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol.

Concernant la qualité des eaux, la commune est concernée par deux masses d'eau possédant un état écologique moyen et un bon état chimique. On observe également une pression agricole avec, de façon récurrente une pression au niveau des pollutions diffuses : pesticides et/ou azote mais également une pression significative au niveau des prélèvements pour l'irrigation et une pression hydromorphologique. La Dourdèze est concernée par une pression significative des rejets de station d'épuration domestique. Ainsi, il en découle certaines sensibilités au regard de cette ressource : respect des objectifs de qualité, utilisation et partage de la ressource.

A travers son axe 3 du PADD, la commune précise sa volonté de préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune. Ainsi, la mise en place d'une bande tampon de 5 à 10 m le long des cours d'eau pourra jouer un rôle d'épurateur en absorbant une partie des pesticides et des rejets d'azotes agricoles épandus et limiter leur migration dans l'eau permettant d'améliorer les fonctions épuratrices des milieux mais surtout de maintenir et renforcer la qualité de l'eau du Dropt et de la Dourdèze. Outre la préservation des cours d'eau dans le zonage, le zonage prévoit une emprise foncière pour l'extension de la station d'épuration localisée le long du Dropt.

Sur la commune la qualité de l'air ne présente pas, actuellement, de problématiques particulières. Au regard de la faible circulation routière induite par les évolutions territoriales envisagées, les incidences de la mise en œuvre du PLU sur la qualité de l'air devraient rester négligeables. En effet, le PADD prévoit la création d'un parking périphérique et d'un parking de covoiturage sur le territoire communal permettant ainsi de limiter le nombre de véhicules circulant sur le territoire. De plus, les parcours piétonniers seront mis en valeur et connectés entre eux.

La mise en œuvre du PLU va avoir une incidence localisée sur la conservation des sols du territoire. Cette incidence reste minime au regard des aménagements envisagés et elle se fera sentir de façon progressive dans le temps. De plus, la préservation des haies structurantes devrait limiter les risques liés à l'érosion. Il est également prévu de planter des arbres afin de relier le glacis au Dropt afin de recréer de jardins anciens.

L'augmentation de la population engendre nécessairement une augmentation des rejets d'assainissement. Le PLU prévoit le traitement de ces rejets par une extension de la station d'épuration existante le long du Dropt.

Bien qu'à l'origine d'une augmentation de la production de déchets, l'élaboration du PLU ne devrait pas avoir d'incidences notables sur la collecte et la gestion des déchets, étant donné que :

- L'augmentation de la population restera équilibrée au regard de la commune
- Les extensions d'habitats et d'activités se font en continuité de zones existantes, facilitant les modalités d'intégration des nouveaux secteurs dans les circuits de collecte.
- Une réserve foncière est prévue pour l'extension de la déchetterie.

Les évolutions envisagées dans le cadre de l'élaboration du PLU ne devraient pas modifier l'ambiance olfactive et sonore du secteur, ni soumettre à des nuisances particulières de futures zones habitables sur le territoire. Par ailleurs, le maintien de coupure verte de type agricole ou naturel entre les espaces urbains devrait participer à limiter les nuisances. A l'instar de la haie prévue au niveau du parking visiteur à proximité du supermarché.

Objectif : <i>Minimiser les rejets dans les milieux et adapter ces rejets aux capacités de ces milieux</i>
Milieux récepteurs : air, eau, sol <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activités à l'origine des nuisances (sonores, olfactives, ...) ▪ Gestion des déchets ▪ Présence de polluants dans l'environnement ▪ Incidence des pollutions et nuisances, au plan général et local <p><u>Qualité des eaux</u> : L'incidence du projet sur la qualité des eaux reste très faible dans la mesure où les espaces concernés par l'ouverture à l'urbanisation, donc à l'imperméabilisation et aux éventuels rejets de polluants sont peu importants au regard de la superficie du territoire, et identifiés pour l'essentiel à l'écart des cours d'eau et de la zone inondable. Par ailleurs, les milieux sensibles sont protégés par le zonage et le règlement du PLU. En outre, l'ensemble des nouvelles habitations et activités feront l'objet d'un assainissement conforme à la réglementation en vigueur avec notamment l'extension de la station d'épuration communale.</p> <p><u>Qualité de l'air</u> : les incidences de la mise en œuvre du PLU sur la qualité de l'air devraient rester négligeables.</p> <p><u>Qualité des sols</u> : La mise en œuvre du PLU va avoir une incidence très localisée sur la qualité des sols du territoire.</p> <p><u>Nuisances</u> : Les évolutions envisagées dans le cadre de l'élaboration du PLU ne devraient pas modifier l'ambiance olfactive et sonore du secteur, ni soumettre à des nuisances particulières de futures zones habitables sur le territoire.</p>
Niveau d'incidence positif indirect à moyen et long termes
Le projet de PLU devrait permettre de limiter la pollution par la recherche d'un développement urbain maîtrisé et durable.

6-1-3 Analyse sur la dimension ressources naturelles

La commune confirme sa volonté de préserver les ressources naturelles à travers les 3 axes développés dans son PADD :

- Conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie,
- Développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti,
- Préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune.

Concernant **la consommation de l'espace**, plusieurs objectifs sont poursuivis :

Les objectifs de modération de la consommation des espaces sont conditionnés par le scénario de développement choisi par la commune de Duras : accueillir 157 habitants supplémentaire pour les 11 prochaines années. A cet objectif démographique, se joignent une recherche de résorption des logements sous-occupés et notamment des logements vacants en facilitant leur réhabilitation et une volonté de limiter le développement urbain des hameaux. La reconversion en logements de bâtiments à vocation économique est également étudiée.

L'objectif pour la commune est ainsi d'optimiser les potentiels du tissu urbain existant en favorisant :

- la construction des terrains encore disponibles à l'intérieur de l'enveloppe bâtie des hameaux en proposant notamment une diversité de taille de parcelles,
- la densification du Bourg afin d'asseoir rôle de centralité,
- le renouvellement urbain et la reconversion de bâtiments économiques désaffectés.

Définir l'intensité des zones urbaines ou à urbaniser

Pour ce faire, le développement résidentiel s'appuiera sur une densification modérée des hameaux via l'ouverture à la construction des dents creuses. Mais aussi par la réalisation d'opérations qui répondent au principe de mixité urbaine afin d'optimiser l'urbanisation des ressources foncières dans des secteurs prédéfinis.

Le PLU participe au soutien de la dynamique démographique évolutive, sans pour autant dénaturer le bourg et les hameaux, ce qui permet d'accueillir des habitants sans mettre en péril le compartiment abiotique « sol ». Cependant, il prévoit des ouvertures à l'urbanisation AU (nouveau quartier à urbaniser) qui auront un impact indirect négatif sur la consommation de l'espace. Cette consommation de l'espace reste néanmoins largement compensée par sa politique de gestion économe et rationalisée de l'espace.

Délimitation des espaces naturels, agricoles et forestiers

La protection et la valorisation des paysages, des boisements et des milieux naturels remarquables constituent une orientation fondamentale du projet de PLU de la commune de Duras. Ces espaces sont protégés de toute urbanisation.

La stratégie d'aménagement développée dans le PLU favorise le maintien des secteurs agricoles. Le PADD vise ainsi, dans l'axe 3 « conforter et développe le rôle de Duras au sein de son bassin de vie en contribuant au développement des économies locales », à encourager le maintien de l'activité agricole en :

- Préservant les surfaces agricoles exploitées et en protégeant les sièges d'exploitation : cet objectif assurera l'entretien des espaces, l'ouverture des milieux et la conservation du cadre de vie. Le mitage et le morcellement des terres agricoles en faveur de l'urbanisation sont proscrits. De même, la cohérence des exploitations agricoles ne sera pas mise en péril. Au contraire, cela permettra leur développement maîtrisé et leur diversification.
- Permettant le changement de destination des bâtiments agricoles désaffectés sous réserve que ce changement ne perturbe pas l'exercice et le développement des activités présentes.

Concernant **la forêt** en tant que ressource, le PADD propose de préserver ces milieux en les protégeant via la conservation des EBC mentionnés dans l'ancien PLU.

Concernant **la ressource en eau**, le PADD prévoit de préserver et de valoriser les ripisylves des cours d'eau (végétation arbustive à arborée) ainsi que maintenir et renforcer la qualité de

l'eau, du Dropt, de la Dourdèze et de leurs affluents. La préservation de ces milieux sur le territoire va contribuer à la recharge hivernale des nappes alluviales et à la réalimentation des cours d'eau en période d'été. Très peu d'aménagement seront réalisés à proximité des cours d'eau. Seul l'agrandissement de la STEP à proximité du Dropt et la création d'une mise à l'eau sur la Dropt son prévu. Ces opération seront réaliser dans le respects des textes en vigueur assisté des partenaires compétent pour cela.

Objectif : assurer l'utilisation durable des diverses ressources naturelles (eau, sol, énergie, espace, air, etc...) en les prélevant de manière à ce que les générations futures puissent avoir le même niveau de développement

- Sol en tant qu'espace à gérer : limitation de la consommation d'espace
- Richesse liée au sol : agriculture, sylviculture
- Eaux superficielles et souterraines, et les usages qui leurs sont liées : eau potable, pêche, pisciculture, irrigation...
- Réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre

Consommation d'espace : Le projet de PLU va avoir une incidence négative assez faible sur l'utilisation des sols du territoire grâce à une utilisation rationnelle de l'espace. A terme, les zones constructibles (U, AU et AUX) représenteront 15,06 ha, soit 0,75 % du territoire. Au regard de la Surface Agricole Utilisée, le projet de PLU va représenter une diminution des surfaces agricoles utilisées par les exploitations de 0 hectares. Toutes les zones étaient en zones constructible de PLU de 2006 et sont en friches.

Ressource en eau : L'incidence sur la ressource en eau est directement liée à l'augmentation des besoins mais sera limitée au regard des surfaces concernées, et de la population nouvelle attendue (157 habitants).

L'élaboration du PLU n'aura donc pas d'incidence majeure sur la ressource en eau potable du secteur dans la mesure où :

- les nouveaux besoins peuvent être couverts par les installations existantes
- le captage d'eau potable se situe en dehors de la commune.

Ressource en matériaux : L'impact du PLU sur la ressource en matériaux est négligeable dans la mesure où les ouvertures à l'urbanisation sont concentrées à proximité des bourgs et hameaux existants et qu'il n'y a aucun zonage dédié à des carrières sur le territoire.

Ressource énergétique : Les incidences du PLU sur la ressource énergétique, notamment non renouvelable, devraient rester tout à fait limitées. Elles seraient même positives au regard des objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire communal.

Niveau d'incidence : Positif direct et indirect à moyen et long termes

La commune prévoit de préserver ses ressources naturelles à travers une gestion économe peu consommatrice d'espace, ainsi qu'un aménagement prenant en compte les ressources en eau du territoire. L'utilisation du sol pour l'agriculture représente un enjeu fort pour la commune.

6-1-4 Analyse sur la dimension de sécurité

La vulnérabilité du territoire communal aux risques naturels est très faible. Quelques aléas (mouvement de terrain, inondation, cavités souterraines, érosion) concernent localement, et

dans une faible mesure, le territoire. Il existe un document de prévention des Risques Naturels applicable sur le territoire pour le retrait-gonflement des sols argileux. Il s'agit du PPRn « Mouvement de terrain – tassements différentiels Lot et Garonne » en cours de révision depuis mai 2015. De plus, une ICPE agricole est recensée sur le territoire au nord-est du bourg.

Cinq cavités souterraines naturelles sont recensées sur la partie nord-est du territoire communal. Aucune urbanisation n'est prévue à proximité.

Le territoire communal de Duras est concerné par un aléa fort pour l'érosion. Le maintien des haies aura des incidences positives sur le maintien des sols. De plus, le maintien de cultures intermédiaires en hiver participera à limiter ce risque.

Au regard des risques naturels, le zonage du PLU n'engendre aucune incidence particulière : les zones d'aléa sont peu importantes et ne concernent que très peu les zones à urbaniser.

La gestion de l'urbanisation, notamment au regard de la trame bleue, à l'écart des cours d'eau permet de garder les espaces urbanisables loin des zones soumises à l'aléa inondation. De même, la limitation des zones urbanisables limite l'imperméabilisation des sols et donc l'augmentation des potentiels de risques.

Au regard des risques technologiques, le PLU prend en compte le réseau de gaz qui traverse le territoire communal. Aucune urbanisation n'est envisagée autour de ce réseau assorti d'une servitude.

Objectif : minimiser et prévenir les risques naturels, sanitaires et technologiques pour l'homme et pour la nature afin de lutter contre tout ce qui peut porter atteinte à la santé de l'homme et des espèces vivantes

- Risques naturels (inondation, érosion, cavités souterraines, mouvements de terrain...)
- Risques industriels et technologiques

Risques naturels : Etant donné que la commune est en zone de sismicité très faible, aucune règle de protection sismique particulière n'est à appliquer dans les constructions.

Le PLU tel qu'envisagé n'engendre aucune incidence sur le risque d'inondation dans la mesure où :

- les zones dédiées à l'urbanisation sont à l'écart de toute zone inondable,
- les zones « imperméabilisables » représentent 6,32% du territoire et que le règlement prévoit d'imposer des surfaces non imperméable pour chaque projet réalisé.

Le projet de PLU aura une incidence limitée sur le risque mouvement de terrain en évitant au maximum le développement de l'urbanisation sur les secteurs d'aléa.

Risque technologique : Il existe peu de risque technologique sur le territoire. Aucune évolution d'envergure pouvant engendrer l'implantation d'une nouvelle source de risque n'est envisagée. Le réseau de gaz est à l'écart des zones urbanisables.

Niveau d'incidence : Positif indirect à moyen et long termes

Le PLU de Duras n'entraînera aucune aggravation de l'exposition vis-à-vis des risques naturels et technologiques. Aucune nouvelle zone de risque n'est mise à jour du fait du PLU.

6-1-5 Analyse sur la dimension du cadre de vie

La préservation du cadre de vie est particulièrement prise en compte dans le projet de PLU qui mise sur la qualité paysagère de son territoire comme élément structurant du territoire, tout en

conservant son caractère rural. En effet, la commune de Duras dispose d'un patrimoine bâti, paysager et naturel remarquable.

Le PADD s'attache ainsi à conserver le cadre de vie au travers de trois axes prioritaires :

- L'axe 1 « conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie » en maintenant l'offre d'équipements et de services existante, en restructurant le bourg (extension de la Maison d'Accueil Rural des Personnes Agées, aménagements de bâtiments publics), en développant les services liés aux loisirs (parcours de santé...) et en favorisant les modes de déplacements alternatifs (parking de covoiturage).
- L'axe 2 « développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti » en préservant les points de vue notamment vers et depuis le château (point phare de la commune), en maîtrisant la populiculture, en conservant les éléments naturels qui participent au cadre de vie au titre de l'article L153-23 (haies bordant les chemins de randonnées, arbres, alignements d'arbres). Le petit patrimoine bâti sera également protégé via l'article L153-19.
- L'axe 3 « préserver la biodiversité » en maintenant et valorisant les éléments naturels qui participent à l'identité patrimoniale de la commune (surfaces boisées, linéaires de haies), en préservant la qualité de l'eau, en préservant les connexions écologiques (trame verte, trame bleue) et en facilitant la prise en compte de la biodiversité ordinaire.

La commune prévoit la mise en place de jardins familiaux afin de créer du lien social tout en offrant un espace de verdure à la population de Duras. De même, il est prévu la création d'un espace à vocation de loisirs au lieu-dit « Fontlongue ».

SYNTHESE des incidences sur la dimension Cadre de vie
Objectif : améliorer le cadre de vie quotidien des hommes et réduire les nuisances
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à la nature et à la campagne ▪ Déplacement ▪ Paysage (unités paysagères, points de vue, points noirs paysagers, ...) <p><u>Accès à la nature</u> : L'incidence du projet de PLU sur les loisirs et l'accès à la nature est plutôt positive dans la mesure où les espaces de qualité et de loisirs ont été identifiés et pris en compte dans le cadre d'un zonage spécifique à vocation naturelle et de loisirs (Fontlongue).</p> <p><u>Déplacements</u> : Le projet de PLU, en donnant l'occasion au territoire d'accueillir une population et des activités supplémentaires, aura un impact sur les déplacements. Cependant cet impact restera peu significatif, en effet, la densification des zones urbaines et un développement des zones d'activités en continuité des zones existantes limitent les incidences en termes d'espace. La restructuration du bourg autour de la voirie vise à améliorer la sécurité. En outre, le projet s'accompagne de la création de déplacements piétonniers connectés entre eux, de stationnements périphériques et d'une aire de covoiturage.</p> <p><u>Paysage</u> : Les incidences visuelles du projet de PLU, à travers la création de zones constructibles, devraient rester limitées sur le paysage actuel étant donné que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface constructible reste faible, - la densification du bourg, des hameaux est favorisée

- toutes les zones U et AU sont prévues en continuité de l'existant, autant que possible dans les dents creuses,
- les cônes de visibilité sur les espaces de qualité sont préservés, d'autres seront aménagés,
- les éléments d'intérêt paysagers sont identifiés et protégés au titre de l'article L123-1-5 7°.

L'élaboration du PLU va donc avoir une incidence plutôt positive sur le paysage communal, en affirmant l'identité du territoire.

Niveau d'incidence : Positif direct à court et moyen et termes

La commune place le maintien de l'ambiance naturelle et rurale et de la qualité paysagère comme fil conducteur de son projet de territoire souhaitant améliorer son cadre de vie pour les habitants mais aussi comme support du maintien et du développement d'une économie respectueuse du milieu.

6-1-6 Analyse sur la dimension patrimoniale

La commune de Duras est riche d'un petit patrimoine bâti hérité d'un passé plus ou moins lointain et constitue avec le bâti ancien, l'identité même du territoire. Ainsi, la commune souhaite favoriser l'accueil de nouveaux résidents grâce à la reconquête du bâti ancien à la faveur de la préservation du patrimoine bâti et architectural.

L'axe 2 du PADD « développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti » vise directement à la prise en compte de la dimension patrimoine. Les objectifs de cet axe sont en effet :

- De préserver en mettant en valeur les structures paysagères caractéristiques, l'enveloppe urbaine du bourg et les hameaux agricoles tout en évitant l'urbanisation linéaire ou isolée ;
- De mettre en valeur le petit patrimoine (granges, séchoirs,) ainsi que les arbres remarquables, qui seront protégés au titre de l'article L151-23

Cette valorisation du patrimoine passe, à l'échelle du territoire, par le maintien de l'ouverture des paysages, des ouvertures visuelles vers le château notamment. Ce maintien des perspectives permettra d'asseoir le caractère rural du territoire tout en offrant, ponctuellement, une image urbaine de qualité.

SYNTHESE des incidences sur la dimension patrimoine

Objectif : conserver et transmettre aux générations futures des éléments remarquables du patrimoine.

- Patrimoine culturel et architectural
- Formes urbaines

Patrimoine architectural : L'instauration des zones AU en partie au sein de périmètre de protection MH s'accompagne de la mise en œuvre de règles d'architecture strictes. L'identification au titre de l'article

L151-19 des constructions remarquables et du petit patrimoine local permet de limiter l'incidence du projet de PLU sur celui-ci, voire d'avoir une incidence positive en assurant la prise en compte adaptée, en termes d'architecture et de co-visibilités, du patrimoine protégé et la pérennité du patrimoine vernaculaire.

On précisera que l'ensemble des orientations du PADD ont été prises pour préserver et mettre en valeur le château de Duras et ses abords.

Le projet de PLU pourrait avoir des incidences sur le patrimoine archéologique au niveau des zones constructibles pour lesquelles aucun site n'est aujourd'hui connu. Les sites repérés sont quant à eux intégrés au zonage.

Niveau d'incidence positif direct et indirect à moyen et long termes

La commune participe à la préservation du patrimoine par son identification et sa protection au PLU et à travers le développement d'un tourisme patrimonial.

6-1-7 Analyse sur le changement climatique

La commune prend en compte le changement climatique à travers :

- La limitation de la consommation foncière.
- Le soutien à une urbanisation durable basée sur la reconversion en logements de bâtiments à vocation économique désaffectés.
- Le développement possible des énergies renouvelables.
- Le maintien de la nature voire le renforcement de la végétation au niveau des zones urbanisées (jardin du château, jardins familiaux...).
- L'implantation de services sur le territoire communal.
- Le développement des déplacements piétonniers dans le bourg et sur sa périphérie (chemin de randonnée), d'aires de stationnement périphérique au bourg et d'un parking covoiturage.

Ces objectifs concourent plus ou moins directement à :

- Limiter les déplacements motorisés et les émissions de GES,
- Conserver un niveau d'espaces verts sur le territoire communal et notamment dans la périphérie du bourg.

SYNTHESE de l'incidence sur le changement climatique

Objectif : atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique

- Evolutions climatologiques
- Consommations et productions énergétiques

La commune prend en compte, à son niveau, les incidences liées au changement climatique et participe, au travers des déplacements notamment, à la limitation des consommations et des émissions de GES.

Niveau d'incidence positif indirect à long terme

A travers une gestion économe de ses ressources et par une ambition de développement adaptée à son territoire et aux évolutions climatiques, la commune participe à l'effort et à l'adaptation de son territoire face au changement climatique.

6-2 Analyse des incidences sur les sites Natura 2000

6-2-1 Présentation du site FR7200692 « réseau hydrographique du Dropt »

Le site Natura 2000 FR 7200692 « Réseau hydrographique du Dropt » est classé en ZSC par arrêté ministériel du 27/10/2015. Il s'étend sur 6 294 ha, dont environ 210 ha concernent la commune de Duras, sous la forme d'un linéaire, en limite Sud, à l'Ouest et au centre de son territoire.

Ce site englobe le réseau hydrographique du Dropt et de ses affluents permanents (dont notamment la Dourdèze et le ruisseau de Saute-Bouc). Six habitats d'intérêts communautaire ont été inventoriés dont deux sont présents sur le territoire de Duras. Il s'agit de pelouse maigre de fauche (6510-3) et d'herbiers aquatiques (3150-4) sur le cours du Dropt.

Les pelouses maigres de fauche concernent des prairies peu à assez fertilisées, fauchées et fleuries. Elles sont dominées par des graminées hautes et peuvent atteindre jusqu'à 1 m en pleine floraison. Ces formations sont favorables à de nombreux insectes et oiseaux notamment. Les herbiers aquatiques sont composés de plantes aquatiques enracinées et non enracinées formant un tapis végétal dans le cours d'eau favorable à de nombreuses espèces comme par exemples les odonates.

Dix-neuf espèces animales inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats ont également été recensées. La majorité est inféodée aux cours d'eau et milieux riverains comme la Loutre d'Europe, le Vison d'Europe ou encore la Cordulie à corps fin.

L'inventaire des espèces et des habitats naturels patrimoniaux autres que ceux ayant justifié la désignation du site fait ressortir nettement l'enjeu très fort lié à la conservation des milieux humides (amphibiens, reptiles) et des prairies (papillons). Ainsi, les mesures de gestion favorables à ces habitats prises pour la préservation des espèces patrimoniales liées au Dropt, à ses affluents et à leurs milieux riverains, bénéficieront largement à d'autres espèces remarquables mais non protégées. Les espèces patrimoniales pourront donc jouer un rôle d'espèce « parapluie », c'est-à-dire que la conservation de ces espèces et en particulier de leurs habitats bénéficiera à de nombreuses autres espèces.

NUMERO	NOM	SURFACE	CLASSEMENT
	Réseau hydrographique du Dropt	6 294 ha	Désigné ZSC le 27/10/2015
	1-Présentation de la Zone Spéciale de Conservation et niveaux d'interaction avec le PLU		
	<p>Classes d'habitats et pourcentage de couverture pour le N2000: N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) 20 % N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières, 5 % N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana 10 % N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées 20 % N20 : Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques) 10 % N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) 35 %</p> <p>Autres caractéristiques : Le site englobe un cours d'eau dans une plaine alluvionnaire.</p> <p>Vulnérabilité, menaces et pressions : Le site constitué d'un ensemble de cours d'eau traversant de grandes plaines agricoles est vulnérable aux activités humaines (qualité et niveaux des eaux, intensité de l'activité agricole). Les activités touristiques existent déjà sur le site, elles devraient pouvoir continuer à se développer dans un esprit de développement durable. L'activité agricole essentiellement basée sur la céréaliculture et la viticulture participe à la régression des surfaces prairiales associées à l'élevage. Elle peut avoir un impact indirect non négligeable sur les espèces patrimoniales et les habitats d'intérêt communautaire (risques de pollutions diffuses par les engrais et les produits phytosanitaires, érosion si le sol est sans couverture hivernale). L'activité forestière est assez réduite sur le territoire. La chasse, le piégeage ou encore la pêche peuvent avoir un impact important sur les espèces animales d'intérêt communautaire.</p> <p>Qualité et importance : La vallée du Dropt constitue un habitat pour de nombreuses espèces patrimoniales inféodées aux cours d'eau et leurs milieux riverains pour se nourrir, se reproduire et se déplacer.</p> <p>Espèces animales inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats : 2 mammifères (<i>Loutre d'Europe</i>, <i>Vison d'Europe</i>), 8 chauve-souris (<i>Petit et Grand Rhinolophe</i>, <i>Petit et Grand Murin</i>, <i>Minioptère de Schreibers</i>, <i>Rhinolophe euryale</i>, <i>Murin à oreilles échancrées</i>, <i>Murin de Bechstein</i>), 2 libellules (<i>Cordulie à corps fin</i>, <i>Agrion de Mercure</i>), 2 papillons (<i>Damier de la Succise</i>, <i>Cuivré des marais</i>), 1 coléoptères (<i>Grand Capricorne</i>), 1 reptiles (<i>Cistude d'Europe</i>), 2 poissons (<i>Toxostome</i>, <i>Bouvière</i>).</p>		
ZPS FR7200692	Niveau d'interaction avec le PLU		Moyen

2-Objectifs de conservation du DOCOB

Objectifs liés aux habitats naturels, aux espèces et aux activités humaines

1) Milieux aquatiques et zones humides

- A - Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des cours d'eau (niveaux d'eau, circulation sédimentaire...)
- B - Entretenir et restaurer les zones d'eaux stagnantes
- C - Restaurer la qualité physico-chimique des cours d'eau
- D - Maintenir des niveaux d'eau compatibles avec les exigences de la faune et de la flore
- E - Conserver / restaurer les zones humides
- F - Limiter le dérangement des espèces et la dégradation des habitats (piétinement, déchets...)
- G - Conserver / restaurer la ripisylve

2) Milieux ouverts / Prairies, pelouses et landes / Boisements et fourrés

- H - Favoriser la restauration et la gestion des milieux ouverts et semi-ouverts compatible avec la conservation des habitats et des espèces
- I - Restauration et maintien des corridors biologiques pour assurer la fonctionnalité des milieux à l'échelle du site
- J - Favoriser une gestion des milieux forestiers compatible avec la conservation des habitats et des espèces

Objectifs transversaux (ensemble du site Natura 2000)

- K - Contrôler la prolifération d'espèces invasives
- L - Assurer la mise en œuvre du DOCOB
- M - Contribuer à la compréhension par le grand public et les acteurs locaux des enjeux écologiques et faciliter leur prise en compte
- N - Contribuer à la mise en cohérence des différents programmes d'aménagement ou de gestion du site et s'assurer de l'intégration des enjeux de biodiversité
- O - Améliorer les connaissances du site et assurer les suivis scientifiques

Des bandes enherbées en bordure de cours d'eau

Action concrète de mise en application des lois environnementales, les bandes enherbées se généralisent de plus en plus en limite de parcelles et bordures de cours d'eau. Ceci est dû au fait qu'elles apparaissent dans plusieurs textes réglementaires :

- la conditionnalité des aides PAC ;
- le 4^{ème} programme d'action de la directive Nitrates ;
- l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- les arrêtés Installations Classées de février 2005 ;
- le Grenelle de l'environnement.

Par exemple, dans le cas du site Natura 2000 du Dropt, le bassin versant étant classé en zone vulnérable, il convient depuis 2010 de border l'ensemble des cours d'eau par une bande enherbée d'au moins 5 m de large.

6-2-2 Incidence et articulation avec le PLU

Natura 2000 est un réseau de sites représentatifs de l'importante variété et richesse de la diversité biologique observée sur le territoire et au sein duquel la préservation des espèces et des espaces naturels de l'Union Européenne est assurée.

La frange sud du territoire communal ainsi que les parties Ouest et centrale sont concernées par un site Natura 2000, pour une superficie de 210 ha, comprenant essentiellement les cours d'eau majeurs drainant le secteur (Dropt, Dourdèze, Saute-Bouc) et leurs milieux riverains.

L'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000, mentionnée à l'article L. 414-4 du Code de l'environnement, a été réalisée de manière à s'assurer que le PLU ne porte pas gravement atteinte à l'intégrité du réseau Natura 2000. Ainsi, l'analyse des incidences du PADD sur les objectifs du DOCOB a permis de mettre en évidence la compatibilité du PLU avec les objectifs de gestion de ces sites.

De manière globale, le PLU prend en compte le site Natura 2000 à travers sa préservation vis-à-vis des zones à urbaniser. Les secteurs concernés par le périmètre de la ZSC sont ainsi concernés pour 351,8 hectares par un zonage N, correspondant aux secteurs de la commune riveraine du Dropt, de la Dourdèze et du Saute-Bouc. Une zone tampon de 10 m de large de part et d'autre des cours d'eau a été définie pour le maintien d'une bande enherbée. Les parcelles limitrophes à ces cours d'eau sont majoritairement des parcelles cultivées classées en zone A.

L'axe 3 du PADD vise directement à préserver la biodiversité de la commune et notamment :

- Limiter la réduction des surfaces boisées, des linéaires de haies et la consommation des sols à travers le maintien des EBC du PLU précédent ;
- Maintenir, quand ce n'est plus le cas, la connexion entre la trame verte du plateau et la trame bleue des vallées ;
- Faciliter la prise en compte de la biodiversité ordinaire.

Les deux vallées (Dropt et Dourdèze) sont identifiées comme des réserves de biodiversité et participent à la Trame Verte et Bleue. Leur protection prendra en compte les projets connus à ce jour avec des prescriptions.

Cet axe participera à répondre notamment aux objectifs suivants du Docob : A « Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des cours d'eau (niveaux d'eau, circulation sédimentaire...) », C « Restaurer la qualité physico-chimique des cours d'eau » et G « Conserver / restaurer la ripisylve ».

Le maintien des boisements et des haies présents sur le territoire répond à l'objectif I du Docob à savoir, « restauration et maintien des corridors biologiques pour assurer la fonctionnalité des milieux à l'échelle du site ». En effet, le maintien de la trame verte à l'échelle du territoire participera au renforcement des corridors écologiques depuis et vers le site Natura 2000.

L'axe 2 du PADD enfin, qui concerne le développement urbain, de manière maîtrisée, en protégeant notamment les paysages, participe indirectement à l'atteinte des objectifs du DOCOB. En effet, aucune zone de développement (UA, UB, UBX, UC, UX, AU, AUX) n'est prévue au niveau du site N2000. Le développement de la commune a comme préalable de densifier les secteurs d'habitats existants en préservant les éléments boisés, les haies, les exploitations agricoles.

On précisera qu'une zone de loisirs est prévue le long du ruisseau Saute-Bouc dans des parcelles classées dans le périmètre Natura 2000. Il s'agit de l'aménagement d'un chemin de randonnée et d'une aire de pique-nique. Aucune imperméabilisation du sol ne sera effectuée. De même, des panneaux d'information / sensibilisation pourraient être installés pour aller dans le sens de l'objectif M « Contribuer à la compréhension par le grand public et les acteurs locaux des enjeux écologiques et faciliter leur prise en compte ».

7 – Présentation des mesures

A partir des incidences ainsi analysées, des mesures sont mise en place pour :

- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine,
- réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits.

Ces mesures devront être prises en compte lors de la mise en œuvre du PLU afin de garantir l'absence d'incidence notable significative sur l'environnement et la santé humaine.

7-1 Mesures concernant la dimension écologique

Nom de la zone	Type de milieu	Eléments majeurs du territoire et du PLU	Incidence probable	Mesures	Incidence probable après mesures
Zone Impasse du soleil levant	- Friche herbacée fauchée présentant une faible sensibilité écologique	Le zonage a été défini à l'écart des zones humides inventoriées, à proximité de l'urbanisation existante pour combler une dent creuse. Aucune zone à urbaniser se trouve en zone Natura 2000	Faible à très faible	<u>Mesure d'évitement :</u> - Maintien de haies arbustives jouant un rôle anti-érosif et paysager mais aussi favorable au maintien de la biodiversité - Planifier les périodes de travaux (plutôt de septembre à février) pour éviter le dérangement des espèces animales et notamment l'avifaune lors des périodes de nidification (d'avril à juin). Cela concerne principalement les travaux de terrassement liés aux constructions. Eviter la réalisation des travaux lourds (terrassement, mouvements de terres) lors des	Très faible
Zone au nord-est du supermarché	- La parcelle au nord de la route concerne un jardin enherbé et arboré présentant une très faible sensibilité écologique. - La parcelle à l'est du supermarché est en cours de fermeture par le développement d'une friche arbustive dense	L'aménagement de ces zones a pour conséquence majeure : ⇒ La modification du paysage ; ⇒ L'imperméabilisation de la zone via la construction de bâtiments et de route d'accès ; ⇒ L'aménagement de parcelle de			
Zone au sud du supermarché	Présence d'une parcelle utilisée en verger,	présentant une			

Nom de la zone	Type de milieu	Eléments majeurs du territoire et du PLU	Incidence probable	Mesures	Incidence probable après mesures
(n°27 et 28)	vignes et jardin à usage familial présentant une faible sensibilité écologique. La majeure partie de la zone concerne des prairies pâturées par des bovins inscrites en prairies permanentes dans le RPG (2014). Ces parcelles présentent une sensibilité écologique faible. - La parcelle à l'est concerne une partie d'une grande parcelle cultivée ne présentant pas de sensibilité écologique particulière.	sensibilité écologique faible ; ⇒ La perte d'habitat d'alimentation et de reproduction pour des espèces liées aux habitats ouverts ; ⇒ Le dérangement des espèces animales fréquentant ces milieux.		journées pluvieuses. <u>Mesure de compensation :</u> - Création d'îlots arbustifs favorables au maintien de la biodiversité et jouant un rôle paysager - Création et maintien de haies composées d'essences champêtres locales. <u>Mesure de réduction</u> Dans toutes les zones U et AU au sein desquelles des éléments d'intérêt écologique ont été identifiés, le document doit prévoir de maintenir les plantations existantes ou, en cas d'impossibilité, de les replanter par des plantations équivalentes en quantité et en qualité. Préserver au maximum les boisements et les haies afin d'éviter la destruction d'habitats et la perturbation des axes de déplacement (corridors). Prévoir des clôtures perméables à la faune sauvage. Privilégier la mise en remblai des matériaux de déblai extraits des différents chantiers de construction. Limiter l'apport de remblais extérieur afin de supprimer le risque d'introduction d'espèces exogènes	
Chemin de la Fompeyre	- Présence d'une parcelle en jachère présentant une très faible sensibilité écologique. - Présence d'une prairie pâturée présentant une sensibilité écologique faible				
Zone Route de Savignac	- Au nord : Pâturages mésophiles : cette parcelle est occupée par une végétation de type prairial présentant une faible sensibilité écologique. Elle est fauchée				

Nom de la zone	Type de milieu	Eléments majeurs du territoire et du PLU	Incidence probable	Mesures	Incidence probable après mesures
	régulièrement. - Au Sud : parcelle cultivée ne présentant pas de sensibilité écologique particulière.			invasives.	
Zone Chemin de Pourraou	Cette zone englobe deux parcelles: - Pâturages mésophiles.				

7-1 Mesures concernant les autres dimensions

Dimension	Sous-dimension	Mesures ERC	
Pollution, qualité des milieux et nuisances	Qualité de l'eau	-Intégration de bandes tampons de 5 à 10 m de large le long des cours d'eau afin de limiter l'érosion, jouer un rôle de filtre naturel pour obtenir une meilleure qualité de l'eau ou encore jouer un rôle d'obstacle au ruissellement. - Eviter l'implantation de bâtis au niveau des zones humides.	Incidence positive à moyen et long termes
	Qualité des sols	Maintien / Développement de l'activité agricole	
	Qualité de l'air	Absence de sources majeures de pollution Recherche d'un développement urbain durable	
	Nuisances	Absence de source de nuisance majeure Instauration de périmètres autour des bâtiments d'élevage Concentration des zones urbanisées	
Ressources naturelles	Consommation d'espace	13,5 ha de superficie ouverte à l'urbanisation	Impact indirect négatif localement Niveau d'incidence positif direct et indirect à moyen et long termes
	Ressource en eau	Augmentation de la population raisonnée , recherche d'un urbanisme durable, prise en compte de la ressource en eau	
	Ressource en matériaux	Aucune carrière envisagée sur le territoire Espaces boisés identifiés au zonage du PLU	
	Ressources énergétiques	Recherche d'un recours aux énergies	

		renouvelables. Mise en œuvre de solutions alternatives à l'utilisation des énergies fossiles	
Risques naturels et technologiques	Risques naturels	Les zones dédiées à l'urbanisation sont à l'écart de toute zone inondable : Evitement.	Positif indirect à moyen et long termes
	Risques technologiques	Aucune urbanisation n'est envisagée autour du réseau de transport de gaz.	
Cadre de vie	Accès à la nature	Recherche du développement d'activités touristiques basées sur le patrimoine et la nature : secteur UI de Fontlongue.	Positif direct à court et moyen termes
	Déplacement	Mise en place de circulations douces, d'un parking relais et d'une aire de covoiturage.	
	Paysage	Protection des paysages et éléments de valeur patrimoniale Préservation des points de vue Mise en exergue d'un tourisme vert	
Patrimoine	Patrimoine architectural et archéologique	Protection des éléments de petit patrimoine (L123-1-5-7). Mise en valeur du patrimoine bâti, du sanctuaire gallo-romain	Positif direct et indirect à moyen et long termes
Changement climatique	Evolutions climatologiques	Maintien de la nature voire renforcement de la végétation au niveau des zones urbanisées	Positif indirect à long terme
	Consommations et productions énergétiques	L'utilisation des énergies renouvelables Implantation de services sur le territoire communal Développement des voies douces et d'un parking covoiturage	

6ème partie : Indicateur d'évaluation du PLU

6 - Critères indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du PLU

Les principes édictés par les lois Grenelle et Alur, ont modifié le regard porté sur les documents d'urbanisme et notamment dans le rapport entre les actions (le projet) et ces conséquences sur un état initial du territoire décrit dans les phases d'études.

Tant dans le domaine de l'accueil de population, est ce que le projet est bien réalisé ? que par rapport à son impact sur l'état initial de l'environnement, les conditions de la réalisation du projet sont elles vertueuses par rapport aux textes en vigueur.

Le législateur ayant anticipé le principe d'une évaluation par l'obligation de réaliser une évaluation (L 153-27) 9 ans après l'approbation, il est opportun de mettre en place des indicateurs afin de réaliser au mieux l'évaluation.

Les critères et les indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du PLU prévue par le code de l'urbanisme suppose de suivre les effets du PLU sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Il est rappelé qu'une analyse des résultats de l'application du PLU, notamment en ce qui concerne l'environnement, doit être réalisée avant l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de son approbation.

Le rapport de présentation définit donc les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2.

Ces indicateurs doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

6 -1 Méthode de suivi : objectifs et principes

L'évaluation stratégique environnementale ne constitue pas un exercice autonome. Si elle doit permettre d'assurer la meilleure prise en compte des critères environnementaux au moment de l'élaboration de la PLU, l'analyse doit également permettre d'assurer la prise en compte de ces critères tout au long de la durée de vie du document de planification.

Au plus tard 3 ans après l'approbation ou la dernière révision d'un PLU, le conseil municipal est tenu d'organiser un débat sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation. Cette disposition vise à favoriser une évaluation régulière de l'application du PLU et la mise en œuvre ou l'adaptation du projet territorial.

Le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement et la maîtrise de la consommation des espaces (L 123-13-1), **au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision.**

Ce dispositif de suivi est basé sur des indicateurs. On peut rappeler ici la difficulté à construire des indicateurs qui soient à la fois :

- pertinents au regard des enjeux environnementaux du territoire et des effets attendus de la PLU,
- suffisamment significatifs pour être compréhensibles du plus grand nombre,
- facilement renseignables afin de pouvoir établir un état zéro.

6-1-1 - Indicateurs liés à l'impact sur l'état initial de l'environnement

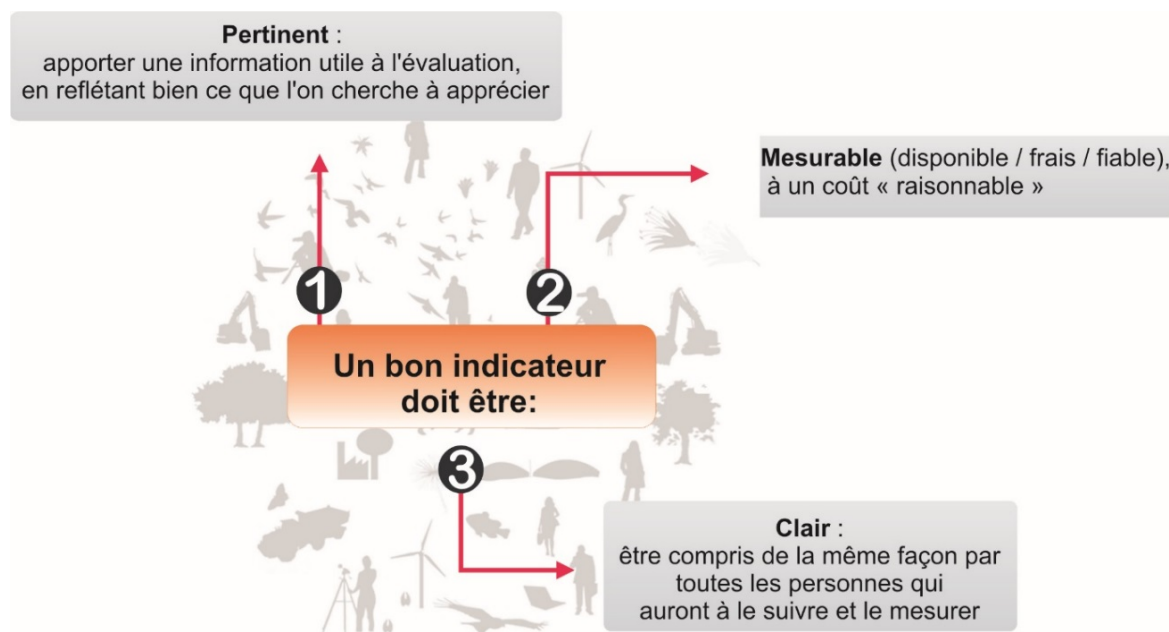
Un dispositif de suivi et d'évaluation doit donc être intégré au PLU, afin d'en évaluer les effets sur l'environnement au fur et à mesure de sa mise en application.

Ce dispositif de suivi est basé sur des indicateurs. On peut rappeler ici la difficulté à construire des indicateurs qui soient à la fois :

- pertinents au regard des enjeux environnementaux du territoire et des effets attendus du PLU
- suffisamment significatifs pour être compréhensibles du plus grand nombre,
- facilement renseignables afin de les rendre possible.

Les indicateurs définis devront, dans la mesure du possible, être renseignés en fonction d'une année et d'une situation de référence.

Les indicateurs définis devront, dans la mesure du possible, être renseignés en fonction d'une année et d'une situation de référence. Pour chacun d'entre eux, un objectif quantifié devra être déterminé.



Toutes les données recueillies devront être intégrées à une base de données et à un système d'information qui en permettra l'exploitation.

Ces indicateurs pourront être :

Thématique	Indicateur
Consommation de l'espace et étalement urbain	<p>Production globale de logements : 116 logements prévu dans le PLU de 2018.</p> <p>Densité de logements/ha : La taille moyenne des parcelles projetées est de 1000 mètres carrés</p> <p>Part de la surface urbanisée sur le territoire : (122,5ha en 2018, soit 6,07% du territoire – <i>Source : PLU</i>)</p> <p>Part de renouvellement urbain : 5,5 hectares.</p>
Maintien des espaces agricoles	<p>Part de la SAU par rapport au territoire 1 413 ha en 2010, soit 70,05 % du territoire – <i>Source : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat</i>)</p> <p>Surface définie en zone A : (1345,55ha en 2018, soit 66,71% du territoire – <i>Source : PLU</i>)</p> <p>Nombre d'exploitations agricoles 21 exploitations recensé en 2018. (27exploitations en 2010 – <i>Source : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat</i>)</p>
Milieu naturel - Continuités écologiques - TVB	<p>Superficie définie en zone N (352,4 ha en 2018, soit 17,47% du territoire – <i>Source : PLU 2018</i>)</p> <p>Linéaire de haies recensé (315 825 ml/ha en 2018, soit 3,1 % du territoire – <i>Source : BD TOPO</i>)</p> <p>Superficie de boisements (183,8 hectares soit 9,11 % du territoire – <i>Source PLU</i>)</p> <p>Superficie définie en zone N (352,4 ha en 2018, soit 17,47% du territoire – <i>Source : PLU 2018</i>)</p>
Eau - Eau potable - Eaux usées - Eaux pluviales	<p>Consommation (80 342 m³ d'eau potable facturés en 2017 – <i>Source : http://www.eau47.fr/fichier_article/file/rpqs/rpqs-2017/RE%20global%202017.pdf</i>)</p> <p>Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif (36,19 % en 2017 – <i>Source : http://www.eau47.fr/fichier_article/file/rpqs/rpqs-2017/RE%20global%202017.pdf</i>)</p>
Risques naturels	<p>Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (1 arrêté en 2018 : arrêté interministériel NOR INTE 1824833A pour les phénomènes « Inondations et coulées de boues » du 30 mai 2018)</p>
Nuisances	<p>Nombre de plaintes du voisinage relatives aux nuisances sonores (non connu)</p> <p>Nombre d'alerte aux pollutions de l'air sur le territoire communal par année (non connu)</p>

6-1-1 - Indicateurs liés à la réalisation du programme d'accueil des habitants et de constructions.

Pour cela plusieurs indicateurs seront mis en place lors des dépôts de permis de construire, de déclaration préalable et de permis d'aménager.

Il s'agira de relever :

- Le nombre de maisons par an pour en connaître la somme annuelle soit en réhabilitation soit en extension (neuf) issue d'un permis isolé ou d'un permis d'aménager (permis groupé)
- Le nombre de personnes par maison pour estimer le nombre de personnes qui arrivent sur la commune.
- La surface des maisons construites pour ainsi connaître la surface totale consommée par l'habitat
- La surface des annexes et des extensions
- L'imperméabilisation des sols sera contrôlée par des visites réalisées par les services techniques
- La vacance sera comptabilisée dans le centre du bourg et à Pont des Sables un relevé annuel réalisé par les employés municipaux.

- La même procédure sera effectuée pour les activités
- La surface consommée sera alors connue et comparée aux estimations décrites dans le PLU pour agir éventuellement conformément à la loi.

7ème partie : Résumé non technique

« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation :

(...) Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

1. PRESENTATION GENERALE DU PROJET DE PLU

1.1. OBJECTIFS ET CONTENU DU PROJET

À travers son projet de territoire, la commune de Duras souhaite répondre aux attentes des habitants présents et futurs, dans le respect du code de l'urbanisme et notamment de la prise en compte de la protection des espaces naturels agricoles et forestiers.

Les grands objectifs de ce projet politique sont traduits et détaillés dans le *projet d'aménagement et de développement durables* (PADD). Ils reposent sur trois axes stratégiques :

- Axe I - Conforter et développer le rôle de Duras au sein de son bassin de vie : la commune souhaite renforcer l'attractivité de son territoire et sa position au sein de son bassin de vie, en confortant son niveau d'équipement, en accueillant de nouveaux foyers, en favorisant le développement des activités économiques existantes et l'émergence de nouvelles entreprises, ainsi qu'en permettant un développement maîtrisé et une diversification des exploitations agricoles.
- Axe II - Développer l'attractivité du territoire en protégeant ses paysages, ses points de vue, son patrimoine bâti : la commune souhaite préserver les éléments territoriaux qui fondent l'attractivité de son territoire (notamment les points de vue et le patrimoine bâti) et mettre en valeur les espaces publics au service de la qualité de vie.
- Axe III - Préserver la biodiversité et s'assurer de la prise en compte des risques présents sur la commune : la commune souhaite limiter le recul des surfaces boisées et des linéaires de haies, maîtriser la consommation des sols, maintenir la connexion entre la trame verte du plateau et la trame bleue des vallées, ainsi que faciliter la prise en compte de la biodiversité ordinaire.

1.2. ARTICULATION DU PROJET AVEC D'AUTRES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION

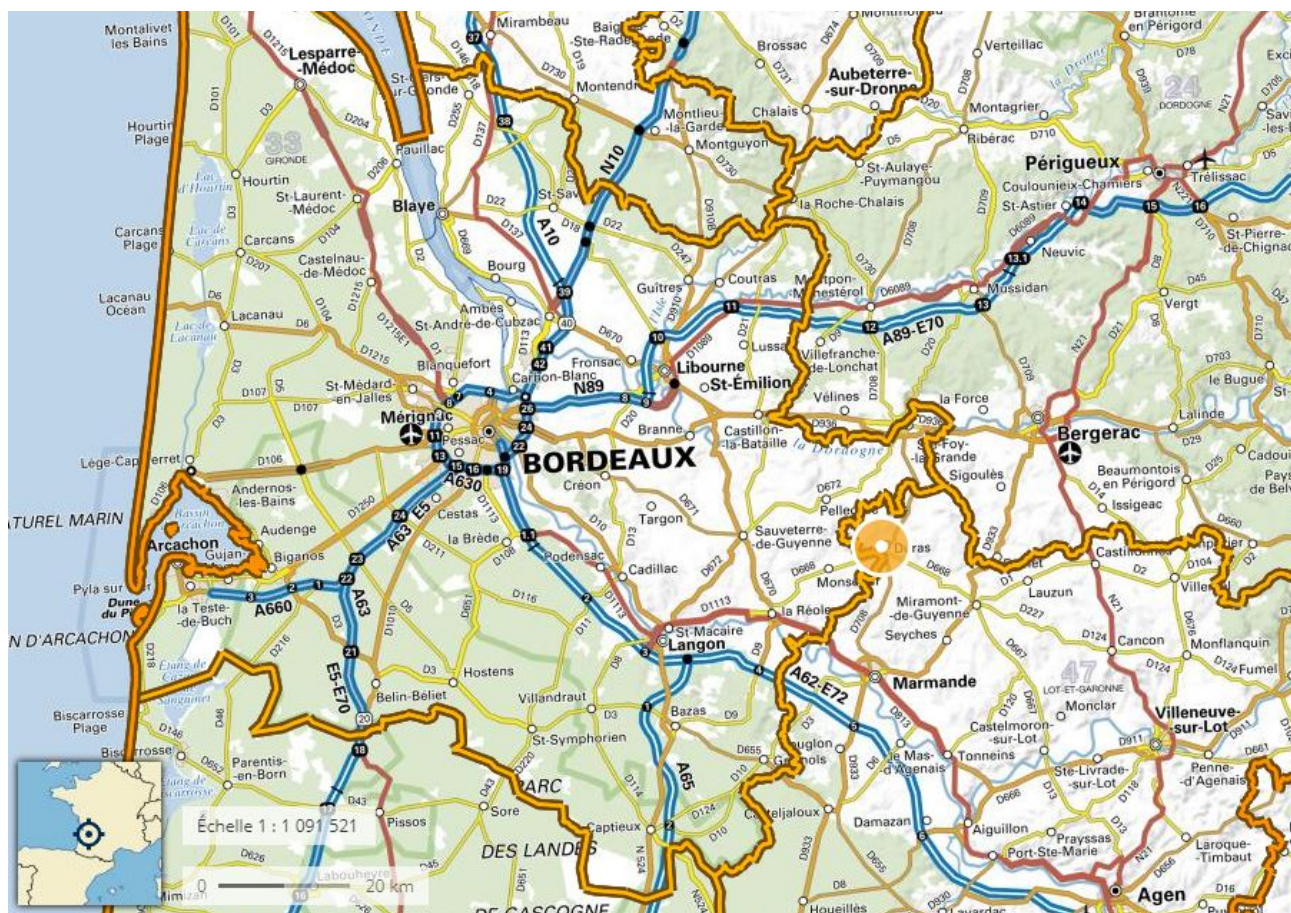
Le projet de PLU a été construit en compatibilité avec :

- Les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) Adour-Garonne ;
- Les grands enjeux définis dans le cadre de l'élaboration en cours du SAGE Dropt ;
- Les enjeux et principes liés à la lutte contre le changement climatique global, définis dans le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) d'Aquitaine ;
- Les objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques ciblés par le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Aquitaine ;
- Les objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Nouvelle Aquitaine ;
- La stratégie de gestion des risques définie par le plan de gestion du risque inondation (PGRi) du bassin Adour-Garonne ;
- Le programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Le programme national de prévention des déchets 2014-2020.

2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Duras est située en limite nord-ouest du département du Lot-et-Garonne, à environ 60 km à l'est de Bordeaux (cf carte 1). Elle couvre un territoire de 20,41 km², au sein de la communauté de communes du Pays de Duras, qui compte au total 17 communes. Son territoire est traversé du nord au sud par la D708 reliant Marmande à Angoulême.



Carte 13 Localisation de la commune de Duras (Source : Géoportail)

2.2. MILIEU PHYSIQUE

2.2.1. Climat

La commune de Duras est concernée par un climat océanique dégradé, avec une amplitude thermique annuelle plus marquée et des précipitations moins abondantes que sur le littoral aquitain. Ce climat se caractérise principalement par des hivers doux, des étés chauds, des précipitations relativement bien réparties tout au long de l'année et des vents forts.

2.2.2. Caractéristiques géologiques, pédologiques et topographiques

La commune de Duras se situe dans la partie nord-est du bassin aquitain. Son territoire est ainsi dominé par les molasses oligocènes et éocènes, intercalées avec d'autres formations fluvio-lacustres ou marines (argiles et calcaires de Castillon ; calcaires à Astéries – cf carte 2).

Cet ensemble est traversé par deux vallées, celle du Dropt au sud et celle de la Dourdèze à l'ouest, le long desquelles on observe des dépôts fluviaux récents (cf carte 2).

En raison de la nature des terrains géologiques dominants (sableux ou argileux), le territoire présente des sols fertiles et des modelés relativement doux (relief collinaire). Le dénivelé est néanmoins notable, avec une altitude maximale d'environ 125 m à l'est et une altitude minimale d'environ 30 m en fond de vallée.

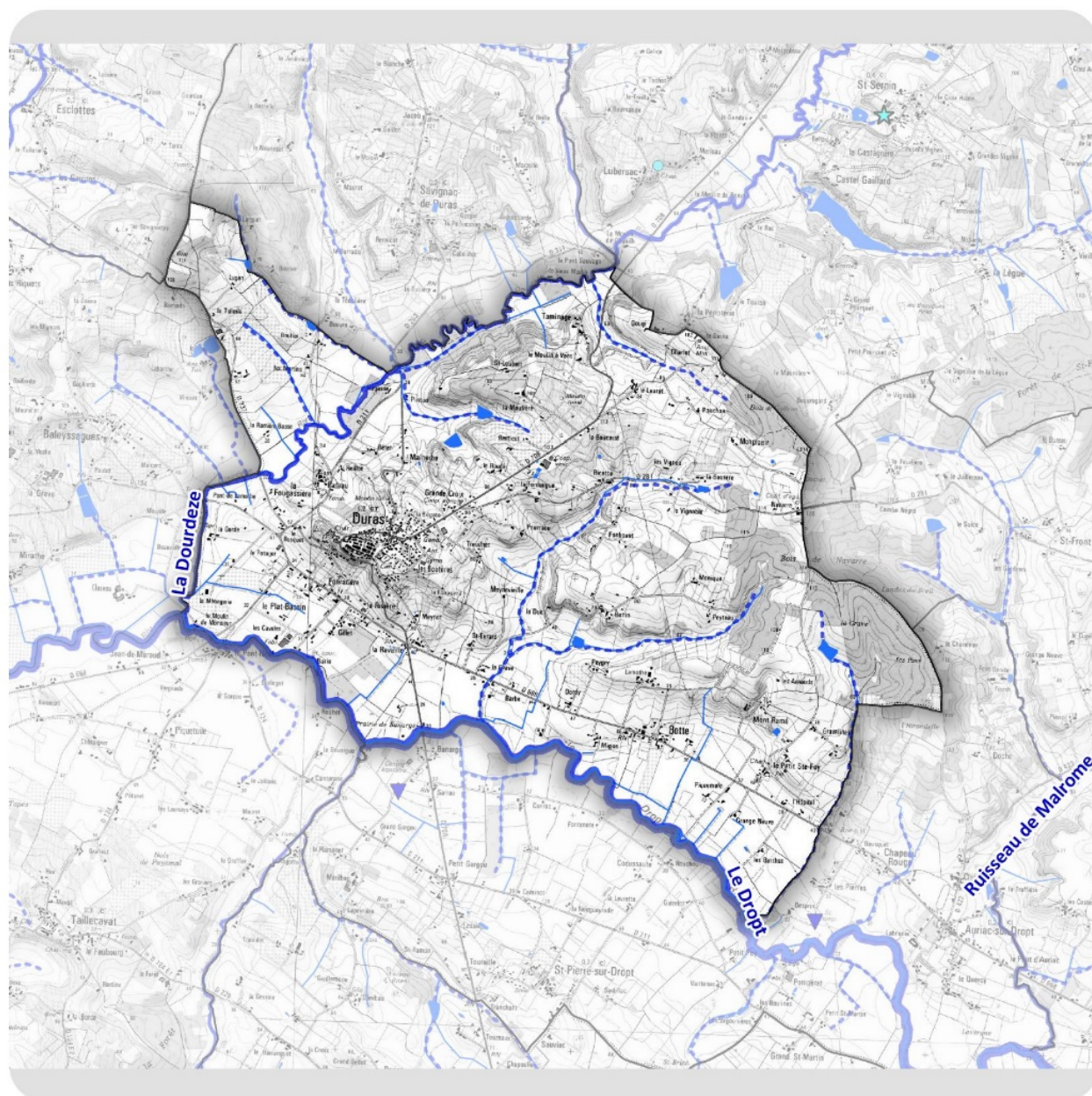
2.2.3. Réseau hydrographique

La commune de Duras est traversée par deux cours d'eau principaux (cf carte 3) : le Dropt au sud (affluent direct de la Garonne) et la Dourdèze à l'ouest (sous-affluent). Deux petits cours d'eau quadrillent également le territoire : le Saute-Bouc au centre et l'Hôpital à l'est.

2.2.4. Ressource en eau

Le territoire communal de Duras est concerné par sept masses d'eau souterraines. La masse d'eau « FRFG071 - sables, graviers et galets et calcaires de l'éocène Nord Garonne » est soumise à une pression liée aux prélèvements d'eau. Les six autres ne sont pas ou peu soumises à ce type de pression.

Concernant les eaux superficielles, les deux masses d'eau principales (Dropt et Dourdèze), présentent un état écologique moyen et un bon état chimique. Néanmoins, on observe une pression agricole importante, avec la présence de pollutions diffuses (pesticides et/ou azotes), une pression liée aux prélèvements pour l'irrigation, ainsi qu'une pression hydromorphologique. La Dourdèze est également concernée par des rejets de station d'épuration domestique.



□ Limites communales

Hydrographie

- Cours d'eau principaux
- Cours d'eau secondaires
- Autres petits ruisseaux
- Plans d'eau



0 1000 2000 m

Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, BD topo

Référence : 95636



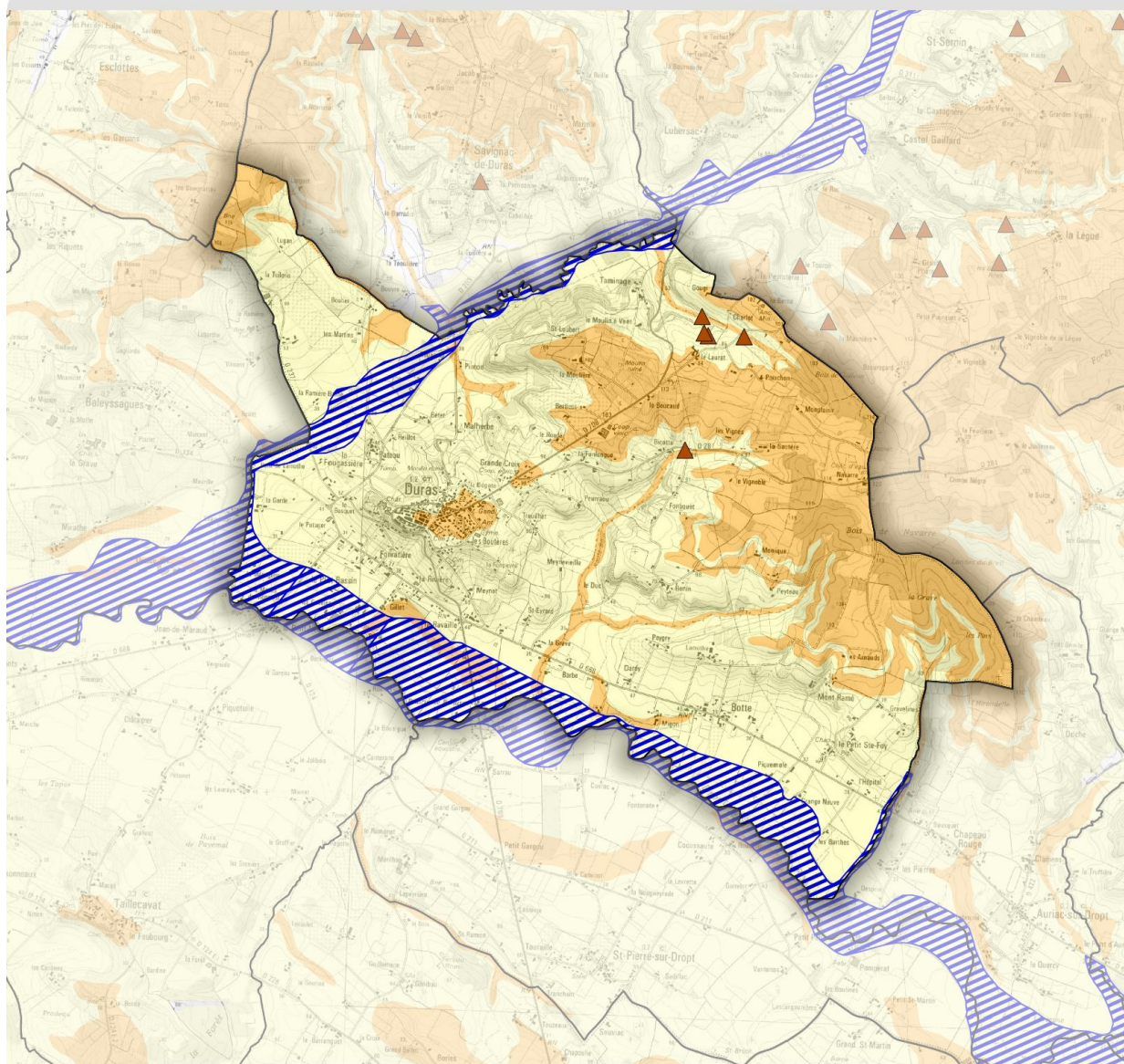
Carte 14 Réseau hydrographique de la commune de Duras

2.2.5. Risques naturels et technologiques

La commune de Duras est soumise à un risque inondation au niveau des plaines du Dropt et de la Dourdèze (cf cartes 4). Certaines zones de fond de vallée sont également concernées par un phénomène de remontée de nappe. Néanmoins, le centre-ville se situe hors du périmètre concerné par ces risques.

La commune de Duras est également soumise au risque mouvement de terrain, lié à la présence de quatre cavités naturelles au nord de la commune et à un phénomène de retrait-gonflement des argiles, notamment dans la partie nord-est (cf carte 4). La commune est ainsi concernée par le Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) « Mouvements de terrain – tassements différentiels Lot-et-Garonne ».

Par ailleurs, la commune de Duras est concernée par un risque transport de matières dangereuses, lié à l'axe routier D708.



□ Limites communales

Cavités

▲ naturelle

Inondations

▨ Aléa inondation

Aléa retrait-gonflement des argiles

■ aléa faible
■ aléa moyen



0 1000 2000 m

Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, BRGM

Référence : 95636



Carte 15 Risques naturels sur la commune de Duras

2.3. QUALITE DES MILIEUX, NUISANCES ET POLLUTIONS

2.3.1. Usages de l'eau

Les prélèvements d'eau identifiés sur la commune de Duras proviennent principalement des eaux de surface, avec un usage majoritairement agricole. Concernant l'eau potable, l'alimentation de la commune provient du forage d'Auriac sur Dropt et est assurée par le syndicat départemental d'adduction d'eau potable et de l'assainissement du Lot-et-Garonne (EAU 47). L'eau distribuée est globalement de bonne qualité (conforme en bactériologie et en physico-chimie). Néanmoins, sur le plan quantitatif, il est à noter une baisse du niveau des nappes profondes, observée chaque année.

La commune de Duras possède une station d'épuration, également gérée par EAU 47 et située au sud-ouest du territoire, au bord du Dropt. Cette station, mise en service en 1989, a été réhabilitée en 2014. En 2015, la commune comptait également 315 installations d'assainissement non collectif.

2.3.2. Qualité de l'air

Bien que le département du Lot-et-Garonne soit muni d'une station de mesure de fond (suivi du niveau d'exposition moyen de la population aux phénomènes de pollution atmosphérique dits de "fond" dans les centres urbains) et d'une station trafic, il n'existe aucune station de mesure à proximité de la commune de Duras. Compte tenu du faible tissu industriel et de la ruralité du territoire, on peut supposer que la qualité de l'air y est relativement bonne.

2.3.3. Ressources du sous-sol, risques industriels, sols pollués, gestion des déchets

Les ressources du sous-sol ne constituent pas un débouché économique important sur la commune. Seules deux carrières sont en effet recensées, qui ne sont aujourd'hui plus en activité.

Par ailleurs, 17 sites sont répertoriés au titre des anciens sites industriels et activités de services, parmi lesquels cinq à six sont encore en activité. Deux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont également recensées (base des installations classées) et soumises à enregistrement.

Concernant la gestion des déchets, c'est la communauté de commune Pays de Duras qui gère cette compétence pour les 17 communes. La déchèterie est située sur la commune de Duras. De manière globale, près de 70% des déchets ménagers et assimilés vont en stockage ou incinération sans valorisation. Les 30% restants sont valorisés sous forme de matière ou d'organique.

2.3.4. Contexte sonore

Le contexte sonore du secteur est caractéristique d'un secteur rural, rythmé essentiellement par les activités domestiques (déplacements, vie locale) et agricoles. Des sources de nuisance sont particulièrement à noter le long de la D708, qui traverse la commune au niveau du centre-ville.

2.4. FLORE, FAUNE ET MILIEUX NATURELS

2.4.1. Milieux naturels

La commune de Duras est dominée par les milieux agricoles, qui couvrent 1 237 ha (60,6 % du territoire communal – cf carte 5). Il s'agit principalement de cultures de céréales, d'oléagineux ou protéagineux et de fruits à coque. Les vergers et les vignes sont également bien présents mais assez localisés sur le territoire (à l'ouest, au nord-ouest et au sud-est). On note également quelques prairies temporaires (fourrage) et des prairies permanentes (fourrage ou le pâturage).

Les espaces forestiers sont moins importants. Ils ne couvrent en effet qu'un peu plus de 441 ha (21,6 % du territoire communal - cf carte 5). Ces milieux sont surtout localisés sur les petites zones de relief (pechs) ou dans les vallons et correspondent principalement à des boisements fermés de feuillus qui ponctuent l'espace. Sont néanmoins à noter : un ensemble plus important qui se démarque à l'est de territoire (Bois de Navarre) ; quelques boisements mixtes en imbrication avec les boisements de feuillus ; un boisement de résineux au nord-ouest du territoire et la présence de quelques peupleraies le long du Dropt et de la Dourdèze.

2.4.2. Territoires à enjeux environnementaux

La commune de Duras est concernée par un site Natura 2000, désigné au titre de la Directive Habitat : zone spéciale de conservation (ZSC) « Réseau hydrographique du Dropt » (FR 7200692).

Sur le territoire communal, ce site concerne environ 210 ha (10,3 % du territoire) le long du Dropt et de ses affluents permanents, dont la Dourdèze et le ruisseau de Saute-Bouc .

Deux habitats d'intérêts communautaires y ont été recensés :

- une parcelle de prairie maigre de fauche (6510-3) au lieu-dit Barbe ;
- plusieurs herbiers aquatiques (3150-4) sur le cours du Dropt.

Plusieurs espèces animales patrimoniales y ont été observées :

- la loutre d'Europe et l'agrion de Mercure au sud-ouest (lieu-dit Moulin de Monsieur) ;
- le cuivré des marais et le grand capricorne au centre-sud (lieu-dit Dardy – NB : aucun habitat favorable au cuivré des marais n'a pourtant été identifié) ;
- le vison d'Europe sur l'ensemble du bassin versant du Dropt.

Ont également été identifiés, des habitats favorables à d'autres espèces patrimoniales :

- la cordulie à corps fin,
- le lucane cerf-volant,
- la Bouvière,
- le toxostome.

De plus, un gîte à chiroptères est mentionné au niveau du château.

Outre ce classement Natura 2000, différents types de milieux humides ont été recensés par le conservatoire d'espaces naturels (CEN) d'Aquitaine. Il s'agit majoritairement de prairies humides en bordure du Dropt et de la Dourdèze, ainsi que quelques mégaphorbiaies et bois marécageux (cf carte 7). En revanche, le territoire communal n'est concerné par aucun zonage d'inventaire.

2.4.3. Faune et flore patrimoniale

La commune de Duras présente une diversité faunistique intéressante, mise en évidence au niveau du site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Dropt » (cf partie 1.4.2). Ainsi, sont recensées sur le territoire au moins 10 espèces animales (hors chiroptères) inscrites sur une annexe de la Directive Habitats ou de la Directive Oiseaux.

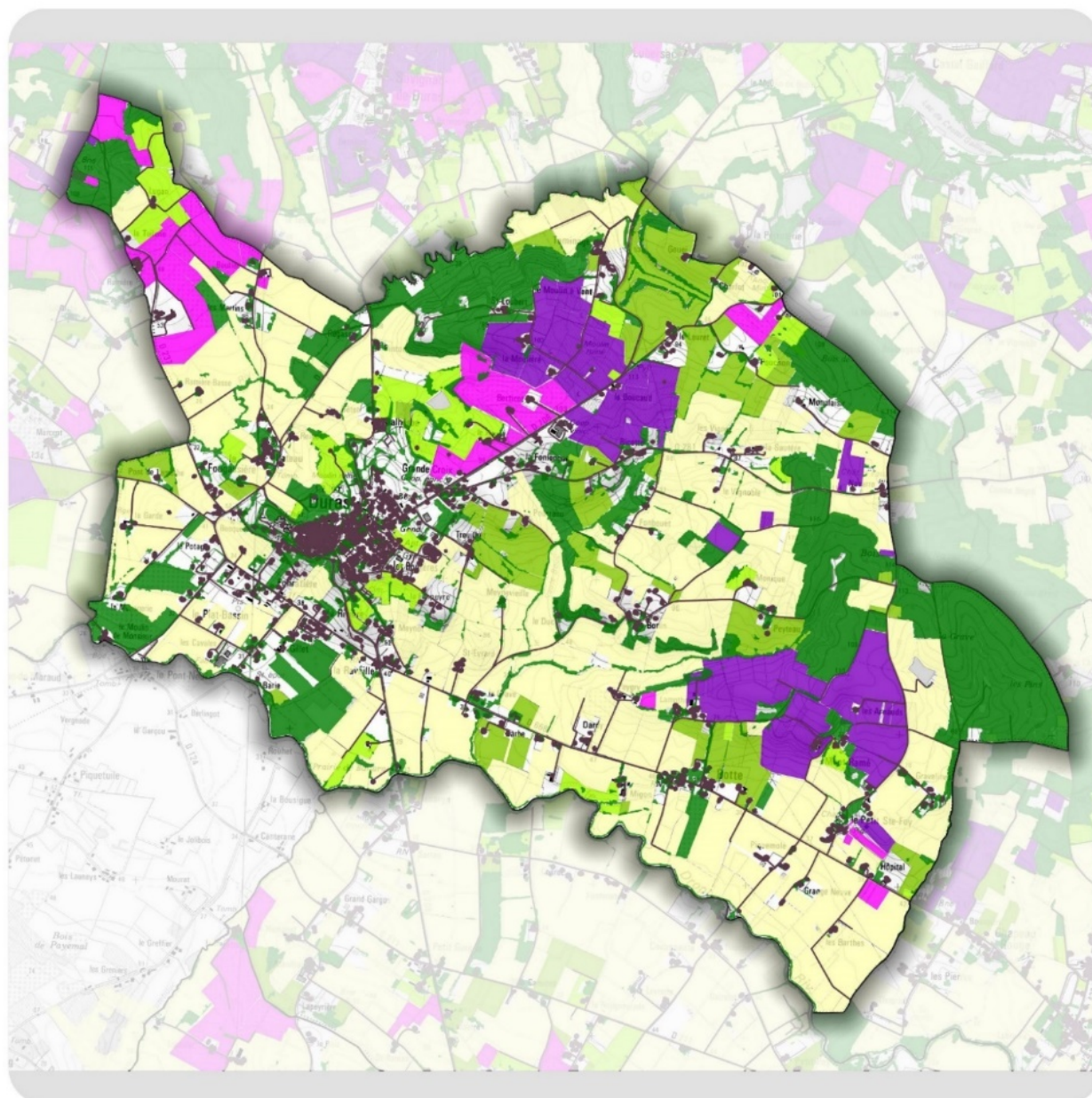
Le territoire communal de Duras présente également deux espèces végétales patrimoniales au niveau régional : la laîche déprimée (*Carex depressa*) et la fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*). De plus, il présente quelques espèces végétales messicoles ou à tendance méditerranéenne qui participent à la diversité du territoire.

2.4.4. Trame verte et bleue

Les parcelles agricoles moyennes à grandes cultivées de façon intensive, qui couvrent la majeure partie du territoire communal de Duras, ne favorisent pas les connexions écologiques (végétation rare et peu diversifiée, concentrée sur les bordures).

Néanmoins, la zone identifiée par le site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Dropt » (cf partie 1.4.2), ainsi que quelques boisements à l'est du territoire, représentent un réservoir de biodiversité sur la commune. Les connexions écologiques se font donc principalement au niveau du réseau de cours d'eau traversant le territoire, dans un axe est/ouest pour le Dropt et dans un axe nord/sud pour ses affluents (cf carte 8). Les petits lacs utilisés pour l'irrigation, les bosquets, le réseau lâche de haies et certains éléments agricoles ou routiers (talus, bandes enherbées, fossés...) participent également aux échanges faunistiques sur le territoire.

Il est également à noter que des actions de restauration de la ripisylve du Dropt ont été mises en place sur le territoire communal de Duras, à partir d'espèces locales et adaptées (frêne, chêne pédonculé, fusain d'Europe, cornouiller sanguin, noisetier...).



□ Limites communales

Occupation du sol

- Boisements et haies
- Zones agricoles
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Vignes
- Surfaces urbanisées

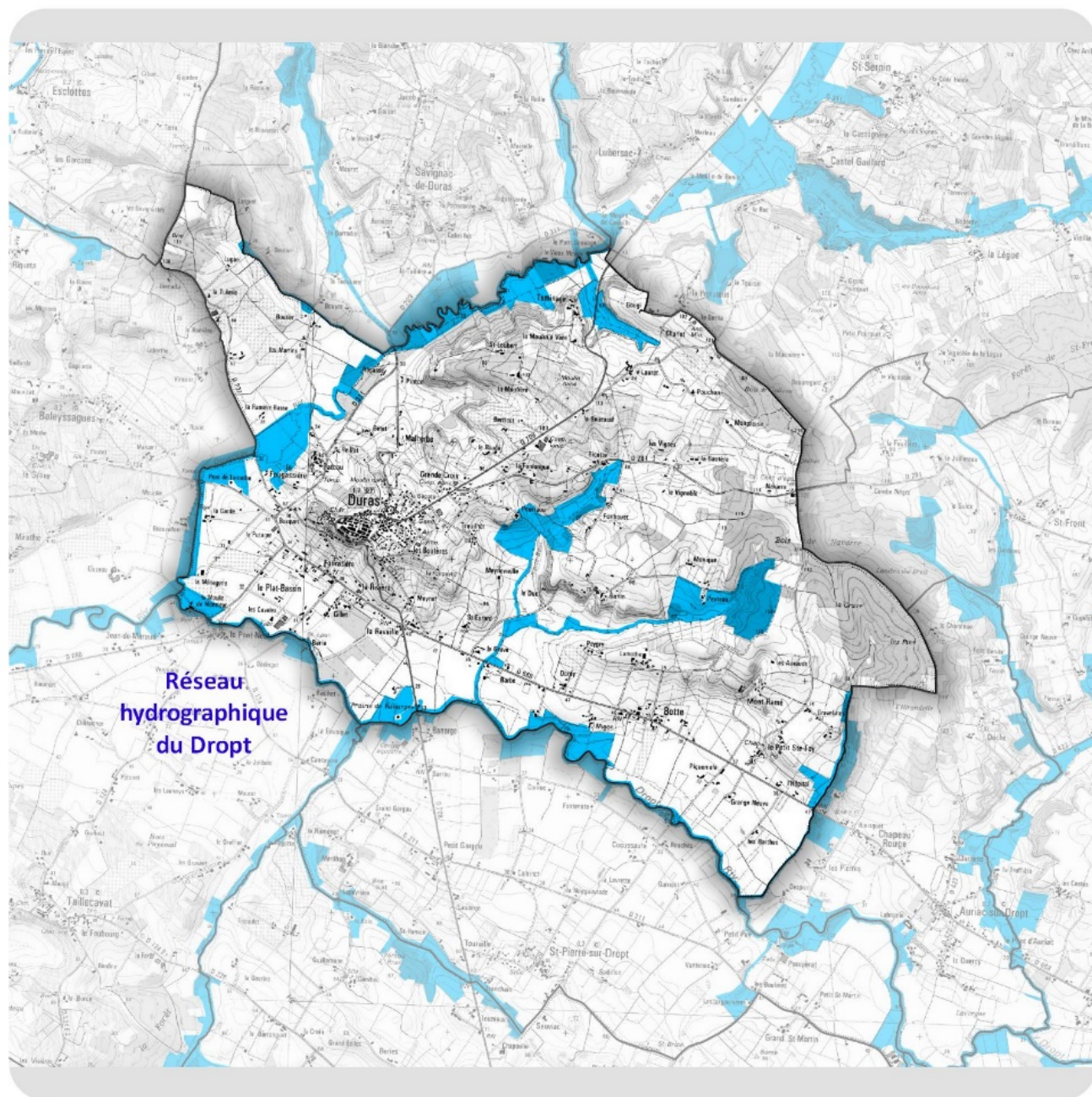


Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, RPG 2012, couche végétation BD topo IGN, surfaces bâties BD topo IGN

Référence : 95636

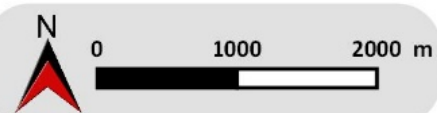


Carte 16 Occupation du sol sur la commune de Duras



□ Limites communales

Natura 2000 - Directive Habitat



Date de réalisation : Septembre 2016
Sources : © IGN scan 25, DREAL

Référence : 95636



Carte 17 Zone Natura 2000 sur la commune de Duras



□ Limites communales

Sites du CEN Aquitaine

▨ Espèces végétales protégées - zonage

● - localisation ponctuelle

Habitats d'Intérêt Communautaire

■ Prairie à fourrage des plaines (CB : 38.2)/ DH 6510

■ Forêts de frênes et d'aulnes des fleuves médio-européens (CB : 44.3)/ DH 91EO

■ Autres sites du CEN



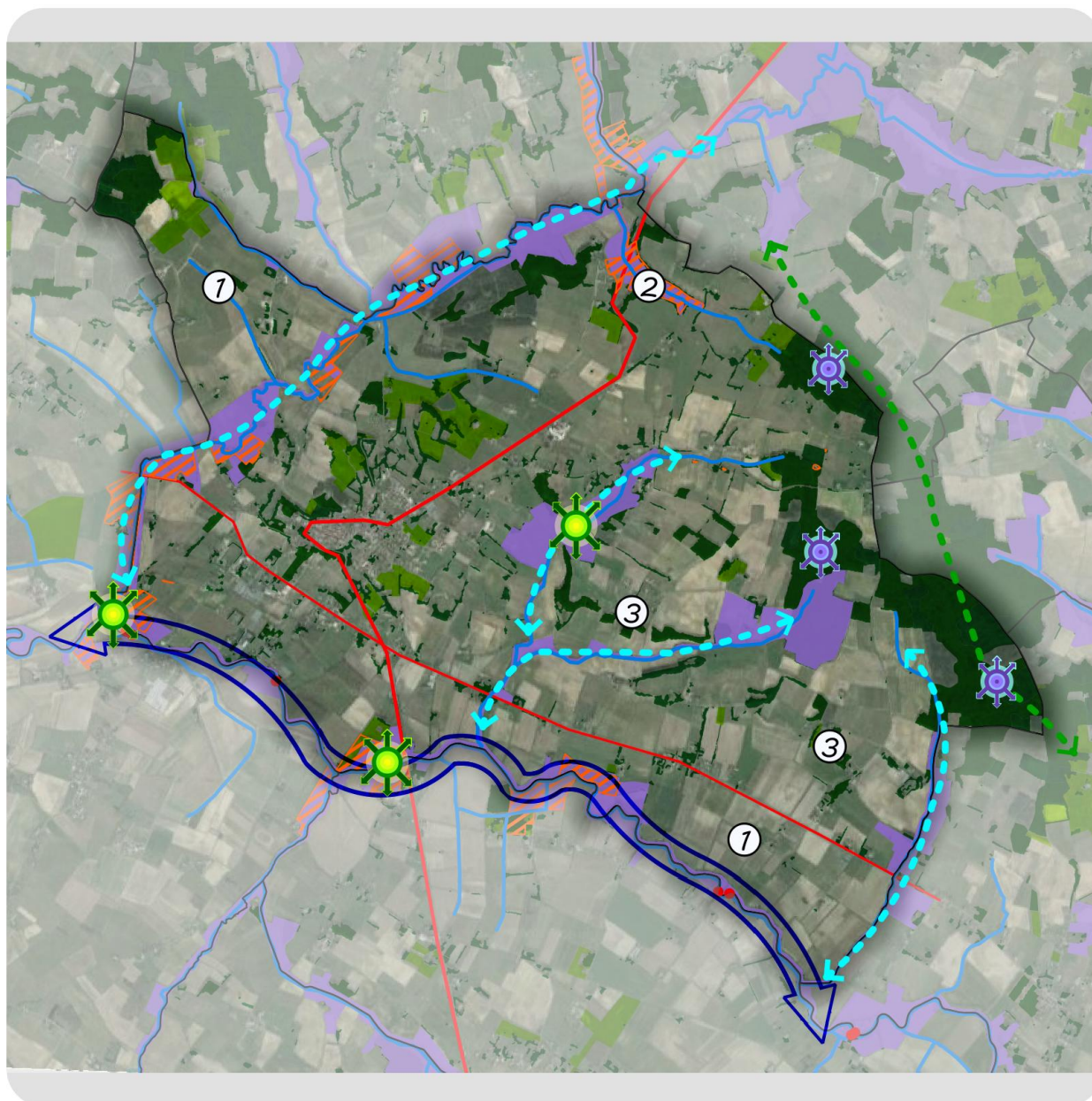
0 500 1000 m

Date de réalisation : Novembre 2016
Sources : © IGN scan 25, CEN Aquitaine

Référence : 95636

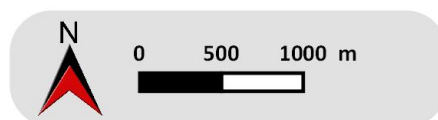


Carte 18 Sites du CEN Aquitaine sur la commune de Duras



- | | |
|-----------------------------|---------------------------|
| Limites communales | Prairies permanentes |
| Pool de biodiversité | |
| principal | principales |
| secondaire | secondaires (trame bleue) |
| Sites du CEN Aquitaine | secondaires (trame verte) |
| Zones Natura 2000 | Cours d'eau |
| Boisements | Obstacles à l'écoulement |
| | Routes principales |

- | | |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|
| ① | Maillage de haies quasiment absent
=> peu de connexions écologiques possibles |
| ② | Maillage de haies favorables aux connexions écologiques |
| ③ | Réseau de bosquets peu connectés aux vallons
=> maillage de haies à renforcer |



Date de réalisation : Novembre 2016
Sources : © scan25, CEN Aquitaine, DREAL
Aquitaine, SRCE

Référence : 95636



Carte 19 Trame verte et bleue sur la commune de Duras

2.5. PAYSAGES ET PATRIMOINE

La commune de Duras appartient à l'entité paysagère de la vallée du Dropt, composée de la vallée qui porte son nom et des collines de Guyenne (cf «Atlas des paysages du 47»). Elle est implantée sur un belvédère, qui laisse entrevoir des points de vue majeurs sur l'horizon, notamment sur les vallées du Dropt et de la Dourdèze.

Le château de Duras constitue le point d'attractivité de la commune. Il est sous la protection des autorités compétentes en termes de patrimoine (ABF, conservateur des MH, Drac etc...) ainsi que ces abords. Néanmoins, dans l'espace des faubourgs au pied du glacis et jusqu'au Dropt, un problème covisibilité est à souligner.

Hormis le château, la commune possède plusieurs édifices de qualité qui méritent une attention particulière, notamment un patrimoine bâti non protégé (maisons vernaculaires et éléments du petit patrimoine identifiés au titre de l'article L 151-19 et L151-23).

3. CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le projet de PLU a été élaboré en tenant compte des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire et national.

Objectifs de protection	Choix du PLU
<p>Lutte contre le changement climatique</p> <p>(Protocole de Kyoto ; Plan Climat de la France)</p>	<p>Le projet de PLU cible la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> la concentration des habitations et des activités au niveau du bourg ; la création d'une zone de stationnement périphérique au bourg de Duras et d'un parking de covoiturage, qui limiteront le nombre de véhicules en déplacement sur la commune ; le maintien et le renforcement des boisements de feuillus et des éléments naturels (bosquets, haies, arbres remarquables) présents sur la commune ; la mise en place de jardins familiaux, qui pourront constituer un poumon vert dans le bourg ; le développement des énergies renouvelables et de l'accès au gaz naturel.
<p>Lutte contre les pollutions</p> <p>(Directive cadre sur l'eau – DCE ; Directive eaux souterraines ; Plan national santé environnement - PNSE)</p>	<p>Le projet de PLU cible la préservation de la qualité des eaux à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'extension de la station d'épuration communale, qui permettra d'assurer un taux d'épuration des eaux usées suffisant avant rejet dans le milieu récepteur ; la mise en place de bandes enherbées le long des cours d'eau et le maintien d'un couvert végétal en hiver, qui permettront de limiter la perturbation des milieux aquatiques.
<p>Préservation des milieux naturels et de la biodiversité</p> <p>(Convention de RAMSAR ; Convention de Bonn ; Convention de Bern ; Directive Oiseau ; Directive Habitat ; Stratégie nationale pour la biodiversité)</p>	<p>Le projet de PLU cible la préservation des milieux naturels et de la biodiversité du territoire à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> le classement en zone N des pools de biodiversité (Natura 2000) et des corridors de déplacement, notamment l'ensemble des cours d'eau et leur ripisylve (NB : les seuls aménagements prévus en zone Natura 2000 concernent une aire de pique-nique et un sentier de randonnée) ; l'évitement des zones humides lors de la définition des zones à urbaniser ; le classement de certains boisements en EBC ; le classement de haies, arbres isolés et bosquets au titre de l'article L151-23 ; la maîtrise de la populiculture le long de la Dourdèze, par la prise en compte des prairies comme un élément de paysage au titre de l'article L 151-23.

4. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES ET PRESENTATION DES MESURES ERC

4.1. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES PRINCIPALES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES

L'analyse du projet de PLU révèle des incidences positives directes ou indirectes sur l'ensemble des dimensions environnementales.

DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES	INCIDENCES DU PLU	NIVEAU D'INCIDENCE
Écologie	De manière globale, le projet de PLU permettra de préserver les milieux naturels mais aussi de consolider la trame verte et bleue à l'échelle communale. À travers le maintien et la valorisation des massifs boisés et des haies bocagères (trame verte), ainsi que la préservation des prairies humides et des cours d'eau majeurs, la commune a en effet placé la préservation et la valorisation du cadre de vie naturel et paysager comme axe important de son développement.	Positif indirect
Pollution	Le projet de PLU devrait permettre de limiter la pollution par la recherche d'un développement urbain maîtrisé et durable.	Positif indirect à moyen et long termes
Ressources naturelles	La commune prévoit de préserver ses ressources naturelles à travers une gestion économe peu consommatrice d'espace, ainsi qu'un aménagement prenant en compte les ressources en eau du territoire. L'utilisation du sol pour l'agriculture représente notamment un enjeu fort pour la commune.	Positif direct et indirect à moyen et long termes
Sécurité	Le projet de PLU n'entraînera aucune aggravation de l'exposition vis-à-vis des risques naturels et technologiques. Aucune nouvelle zone de risque n'est en effet mise à jour du fait du PLU.	Positif indirect à moyen et long termes
Cadre de vie	La commune place le maintien de l'ambiance naturelle et rurale et de la qualité paysagère comme fil conducteur de son projet de territoire souhaitant améliorer son cadre de vie pour les habitants mais aussi comme support du maintien et du développement d'une économie respectueuse du milieu.	Positif direct à court et moyen et termes
Patrimoine	La commune participe à la préservation du patrimoine par son identification et sa protection au PLU et à travers le développement d'un tourisme patrimonial.	Positif direct et indirect à moyen et long termes
Changement climatique	À travers une gestion économe de ses ressources et par une ambition de développement adaptée à son territoire et aux évolutions climatiques, la commune participe à l'effort et à l'adaptation de son territoire face au changement climatique.	Positif indirect à long terme

4.2. PRESENTATION DES MESURES VISANT A EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT (MESURES ERC)

Le bilan positif de l'analyse des incidences découle d'une série de mesures visant à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du projet.

DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES	MESURES ERC
Écologie	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintien des haies arbustives jouant un rôle anti-érosif et paysager mais aussi favorable au maintien de la biodiversité ; • Planification des périodes de travaux (plutôt de septembre à février) pour éviter le dérangement des espèces animales et notamment l'avifaune lors des périodes de nidification (d'avril à juin) ; • Limitation des travaux lourds (terrassement, mouvements de terres) lors des journées pluvieuses. <p><u>Mesures de réduction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans toutes les zones U et AU au sein desquelles des éléments d'intérêt écologique ont été identifiés, le document doit prévoir de maintenir les plantations existantes ou, en cas d'impossibilité, de les replanter par des plantations équivalentes en quantité et en qualité ; • Préservation au maximum des boisements et des haies afin d'éviter la destruction d'habitats et la perturbation des axes de déplacement (corridors) ; • Prévoir des clôtures perméables à la faune sauvage ; • Privilégier la mise en remblai des matériaux de déblai extraits des différents chantiers de construction ; • Limiter l'apport de remblais extérieur afin de supprimer le risque d'introduction d'espèces exogènes invasives. <p><u>Mesures de compensation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer des îlots arbustifs favorables au maintien de la biodiversité et jouant un rôle paysager ; • Créer et maintenir des haies composées d'essences champêtres locales.

Pollution	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche d'un développement urbain durable. <p><u>Mesures de réduction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration de bandes tampons de 5 à 10 m de large le long des cours d'eau afin de limiter l'érosion, jouer un rôle de filtre naturel pour obtenir une meilleure qualité de l'eau ou encore jouer un rôle d'obstacle au ruissellement ; • Pas d'implantation de bâtis au niveau des zones humides ; • Instauration de périmètres autour des bâtiments d'élevage ; • Concentration des zones urbanisées
Ressources naturelles	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Classement de boisements en EBC ; • Pas d'ouverture de carrières. <p><u>Mesures de réduction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture de seulement 13,5 ha à l'urbanisation ; • Recherche d'un urbanisme durable ; • Prise en compte de la ressource en eau ; • Recherche d'un recours aux énergies renouvelables et mise en œuvre de solutions alternatives à l'utilisation des énergies fossiles.
Sécurité	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones dédiées à l'urbanisation sont à l'écart de toute zone inondable ; • Aucune urbanisation n'est envisagée autour du réseau de transport de gaz.
Cadre de vie	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection des paysages et éléments de valeur patrimoniale ; • Préservation des points de vue. <p><u>Mesures d'accompagnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche du développement d'activités touristiques basées sur le patrimoine et la nature : secteur UI de Fontlongue ; • Mise en place de circulations douces, d'un parking relais et d'une aire de covoiturage ; • Mise en exergue d'un tourisme vert.
Patrimoine	<p><u>Mesures d'évitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection des éléments de petit patrimoine (L123-1-5-7). <p><u>Mesures d'accompagnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en valeur du patrimoine bâti, du sanctuaire gallo-romain.
Changement climatique	<p><u>Mesures de réduction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintien de la nature voire renforcement de la végétation au niveau des zones urbanisées ; • Utilisation des énergies renouvelables ; • Implantation de services sur le territoire communal ; • Développement des voies douces et d'un parking covoiturage.

4.3. ANALYSE DES INCIDENCES ET MESURES ERC SUR LES SITES NATURA 2000

De manière globale, le PLU prend en compte le site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Dropt » à travers sa préservation vis-à-vis des zones à urbaniser. Les secteurs concernés par le périmètre de la ZSC sont ainsi concernés pour 351,8 hectares par un zonage N, correspondant aux secteurs de la commune riveraine du Dropt, de la Dourdèze et du Saute-Bouc. Une zone tampon de 10 m de large de part et d'autre des cours d'eau a été définie pour le maintien d'une bande enherbée. Les parcelles limitrophes à ces cours d'eau sont majoritairement des parcelles cultivées classées en zone A.

On précisera qu'une zone de loisirs est prévue le long du ruisseau Saute-Bouc dans des parcelles classées dans le périmètre Natura 2000. Il s'agit de l'aménagement d'un chemin de randonnée et d'une aire de pique-nique. Aucune imperméabilisation du sol ne sera effectuée. De même, des panneaux d'information / sensibilisation pourraient être installés pour aller dans le sens de l'objectif M « Contribuer à la compréhension par le grand public et les acteurs locaux des enjeux écologiques et faciliter leur prise en compte ».

5. PRESENTATION DES INDICATEURS DE SUIVI

L'évaluation environnementale stratégique ne constitue pas un exercice autonome. Si elle doit permettre d'assurer la meilleure prise en compte des critères environnementaux au moment de l'élaboration du PLU, l'analyse doit également permettre d'assurer la prise en compte de ces critères tout au long de la durée de vie du document de planification.

Le PLU fera en effet l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement et la maîtrise de la consommation des espaces (L 123-13-1), **au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision.**

Afin de permettre cette analyse, un dispositif de suivi basé sur des indicateurs sera mis en place. Les indicateurs définis devront, dans la mesure du possible, être renseignés en fonction d'une année et d'une situation de référence. Pour chacun d'entre eux, un objectif quantifié devra être déterminé.

Ces indicateurs pourront être :

Thématiques	Indicateurs
Consommation de l'espace et étalement urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de logements (590 logements en 2013 – <i>Source : INSEE RGP&RP</i>) • Part de la surface urbanisée sur le territoire (122,5ha en 2018, soit 6,07% du territoire – <i>Source : PLU</i>)
Maintien des espaces agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Part de la SAU sur le territoire (1 413 ha en 2010, soit 70,05 % du territoire – <i>Source : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat</i>) • Surface définie en zone A (1345,55ha en 2018, soit 66,71% du territoire – <i>Source : PLU</i>) • Nombre d'exploitations agricoles 21 exploitations recensées en 2018. (27exploitations en 2010 – <i>Source : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat</i>)
Milieu naturel - Continuités écologiques - TVB	<ul style="list-style-type: none"> • Superficie définie en zone N (352,4 ha en 2018, soit 17,47% du territoire – <i>Source : PLU 2018</i>) • Linéaire de haies recensé (315 825 ml/ha en 2018, soit 3,1 % du territoire – <i>Source :BD TOPO</i>) • Superficie de boisements (183,8 hectares soit 9,11 % du territoire – <i>Source PLU</i>)
Eau - Eau potable - Eaux usées - Eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation (80 342 m³ d'eau potable facturés en 2017 – <i>Source : http://www.eau47.fr/fichier_article/file/rpqs/rpqs-2017/RE%20global%202017.pdf</i>) • Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif (36,19 % en 2017 – <i>Source : http://www.eau47.fr/fichier_article/file/rpqs/rpqs-2017/RE%20global%202017.pdf</i>)
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (1 arrêté en 2018 : arrêté interministériel NOR INTE 1824833A pour les phénomènes « Inondations et coulées de boues » du 30 mai 2018)
Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de plaintes du voisinage relatives aux nuisances sonores (non connu) • Nombre d'alerte aux pollutions de l'air sur le territoire communal par année (non connu)

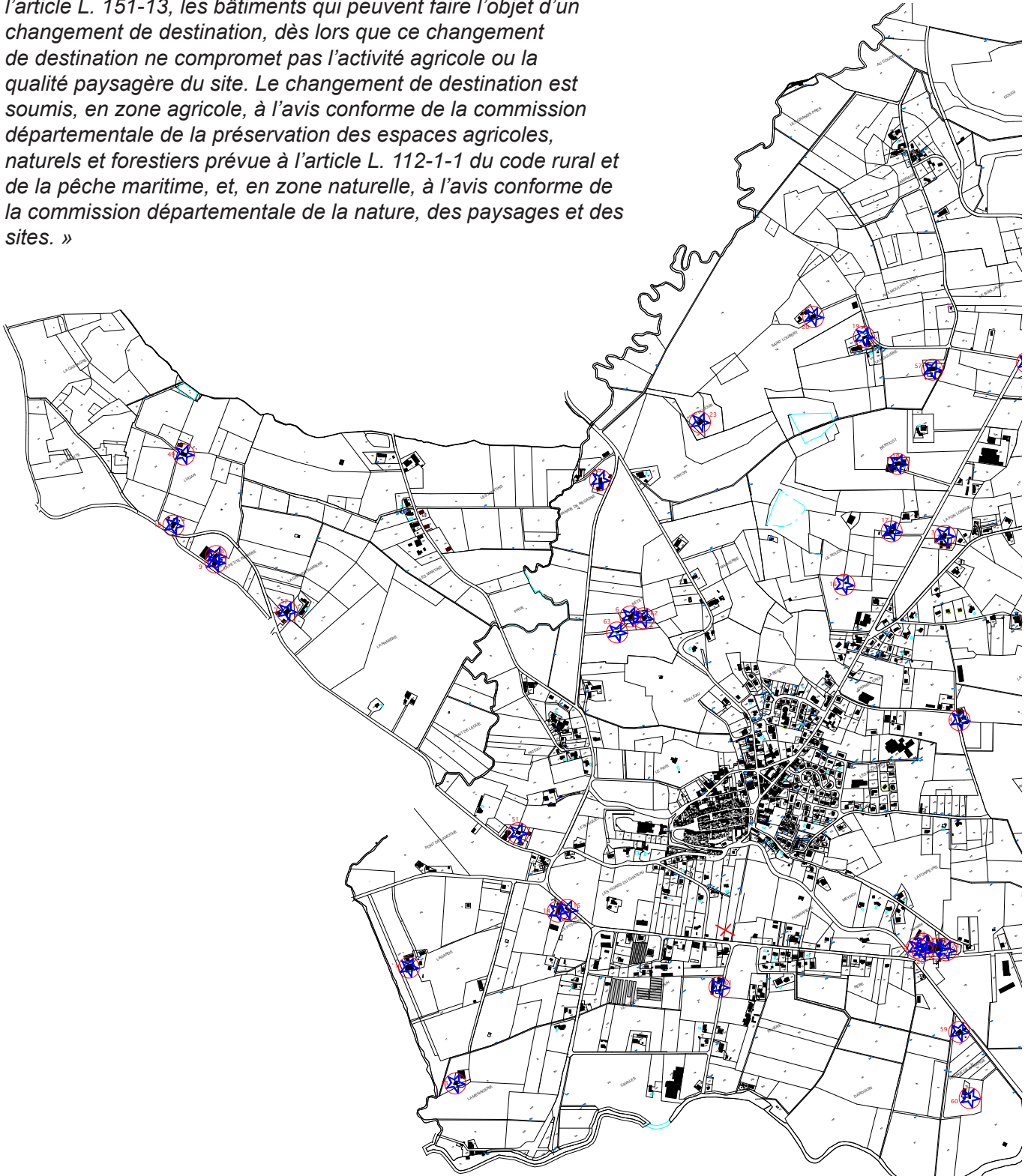
ANNEXES - 1

Repérage au titre de l'article L151-11 dédié à l'habitat.

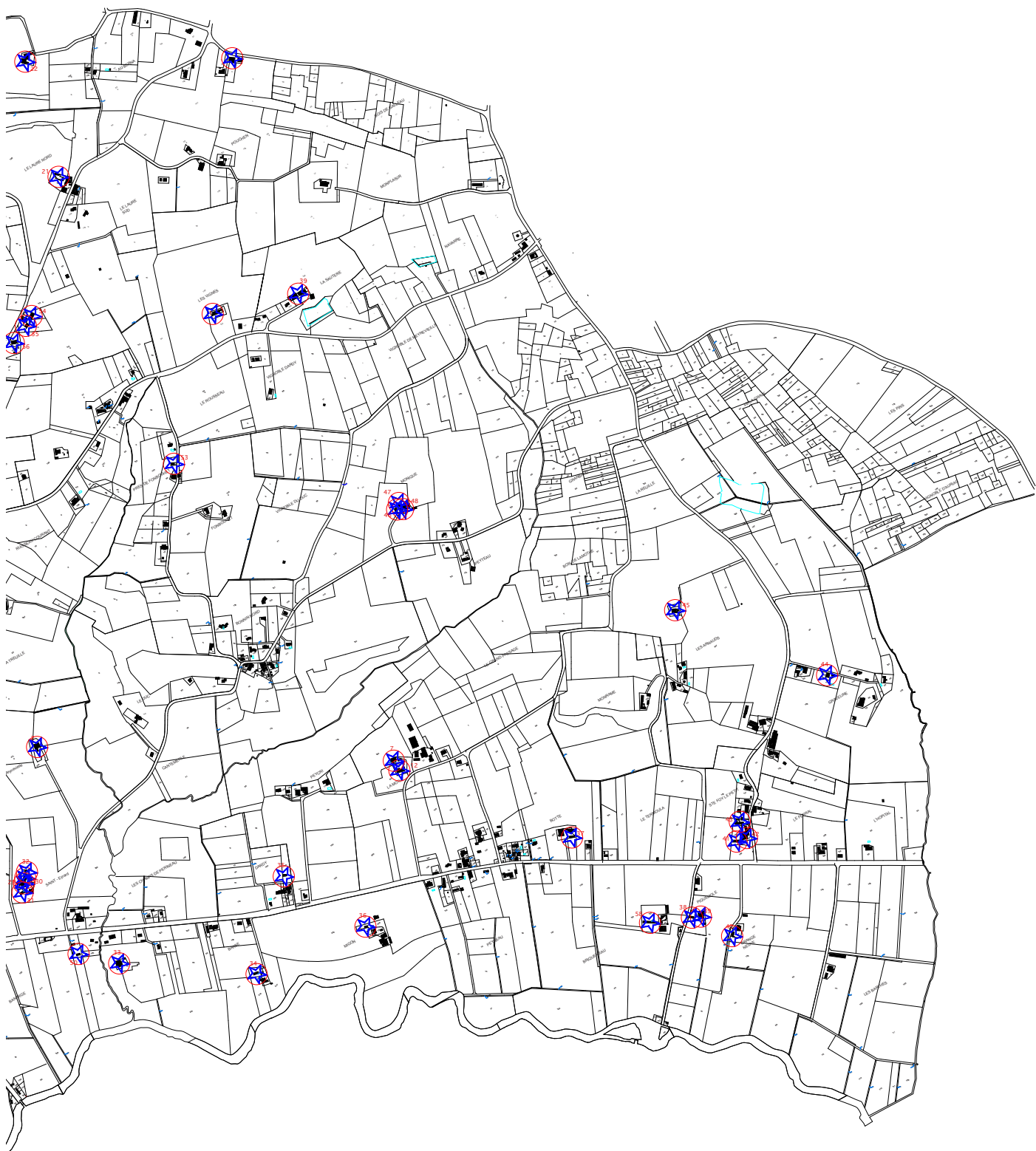
Au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme les granges dont l'architecture et le patrimoine permettent un changement de destination sont repérées sur l'ensemble du territoire communal.

Article L151-11 : « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

..... 2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. »

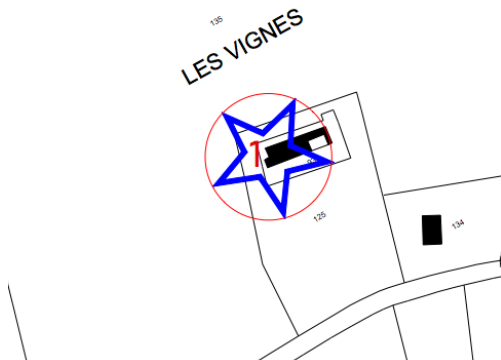


rapport de présentation du PLU de DURAS
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



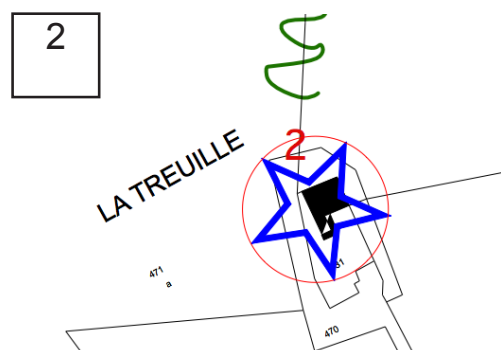
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11

1



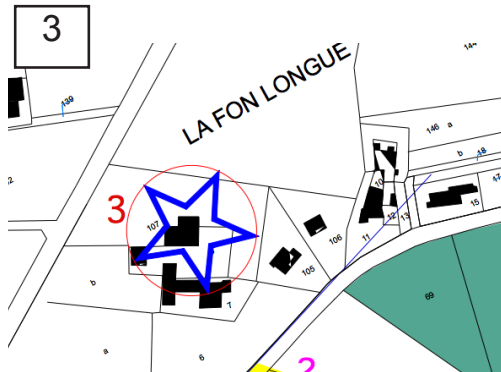
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

2



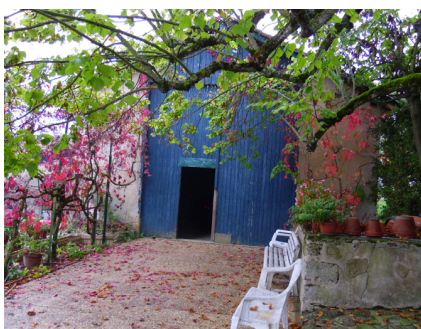
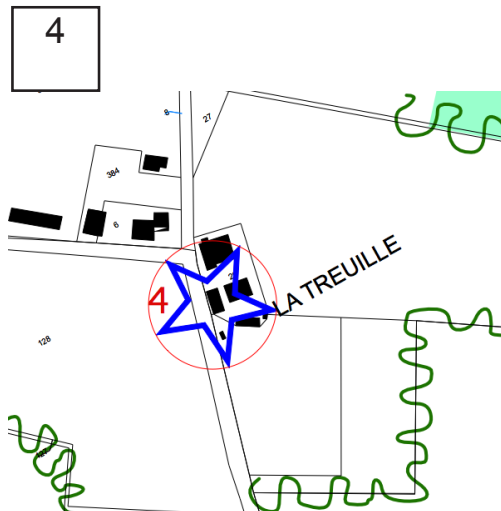
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres enduits. Sa toiture à deux pentes avec croupe, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

3



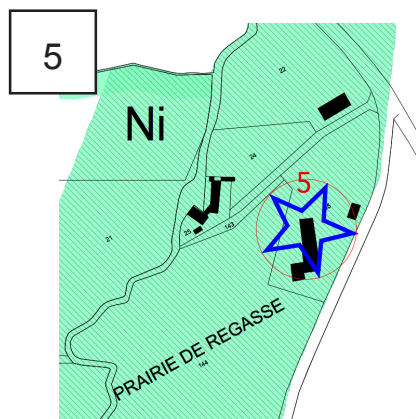
Grange en extension de l'habitation, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

4

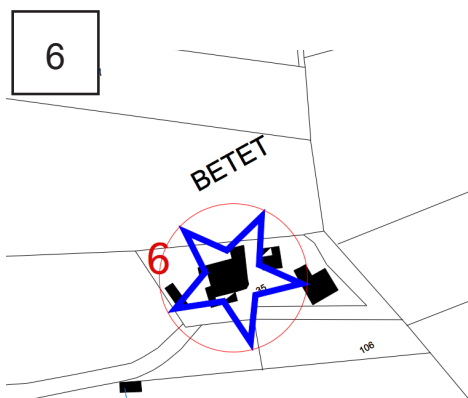


Grange en bois avec une toiture à deux pentes. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

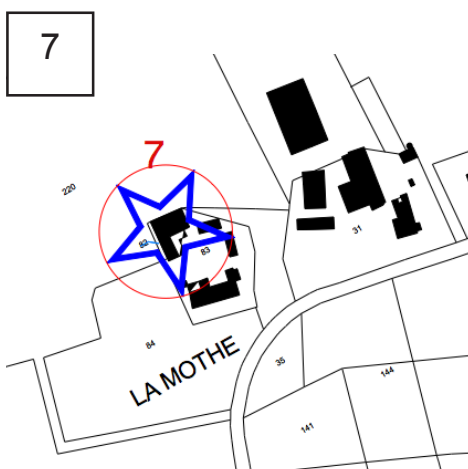
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



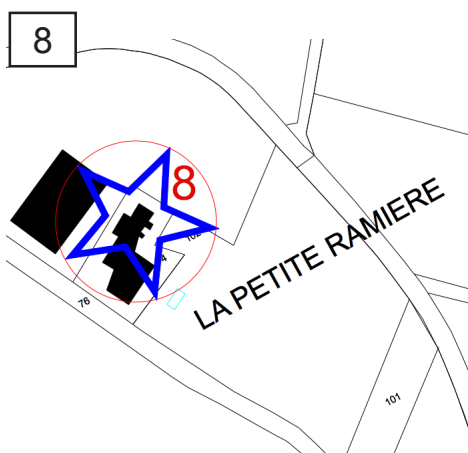
Grange en extension de l'habitation, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



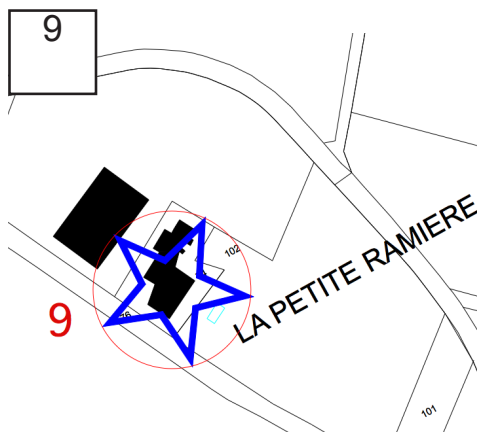
Grange en pierre avec son extension en bardage bois et la toiture à deux pentes. Son volume imposant caractérise le bâtiment. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



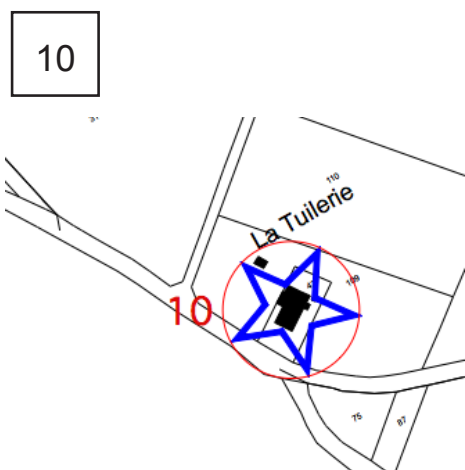
Grange en bois avec une toiture à deux pentes. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



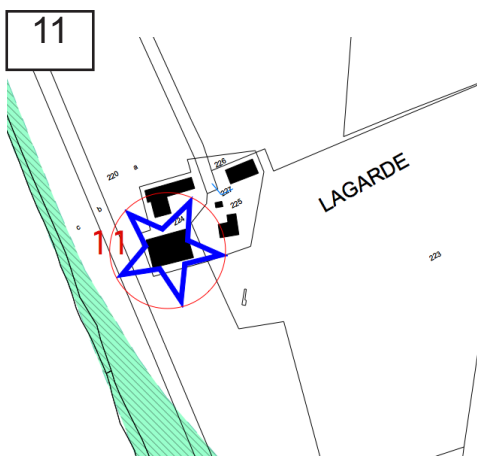
Grange avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



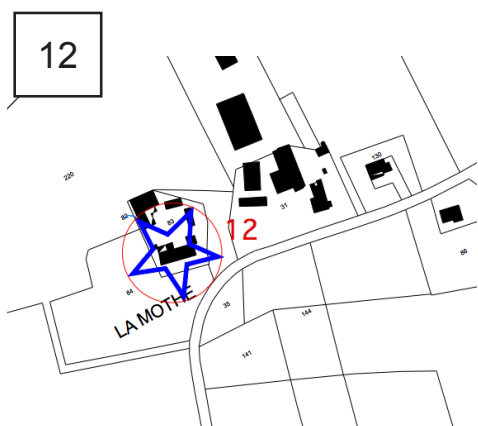
Grange en pierre avec son extension en bardage bois et la toiture à deux pentes. Son volume imposant caractérise le bâtiment. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Grange en pierre avec son extension et la toiture à deux pentes avec croupe. Son volume imposant caractérise le bâtiment. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

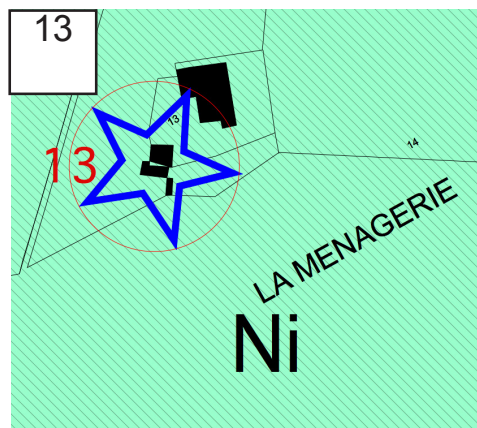


Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

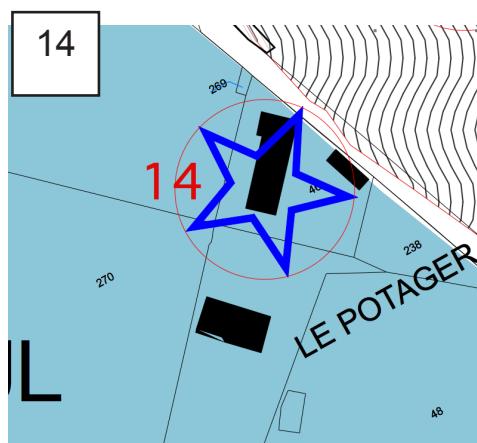


Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

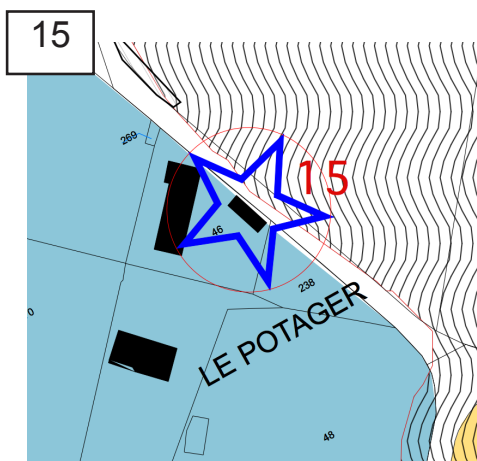
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



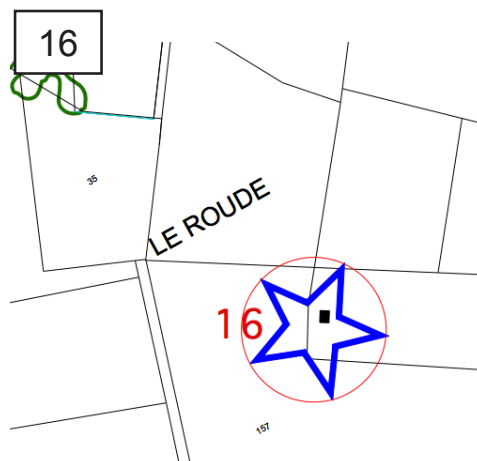
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



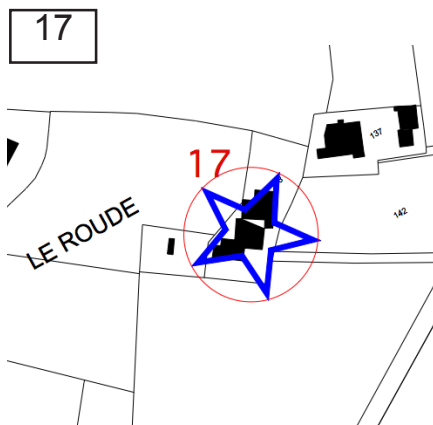
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



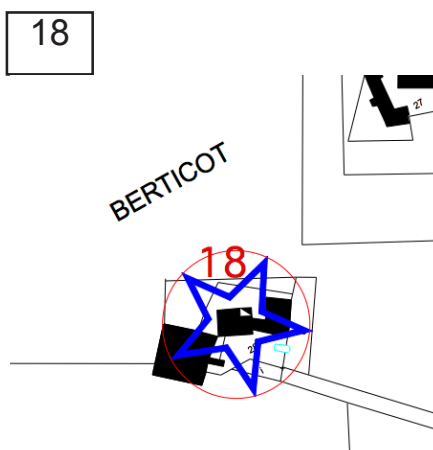
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



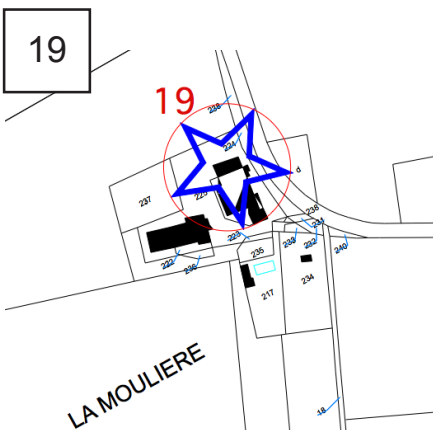
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



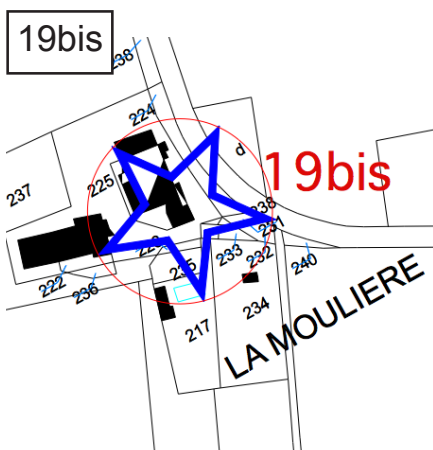
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



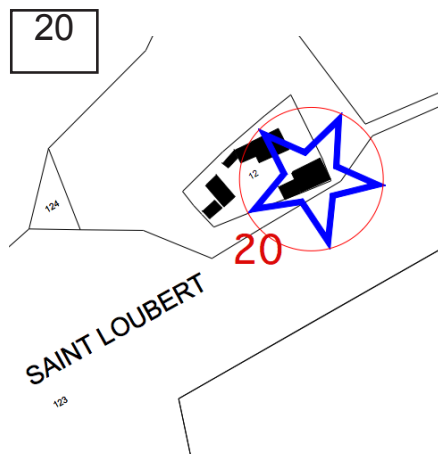
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



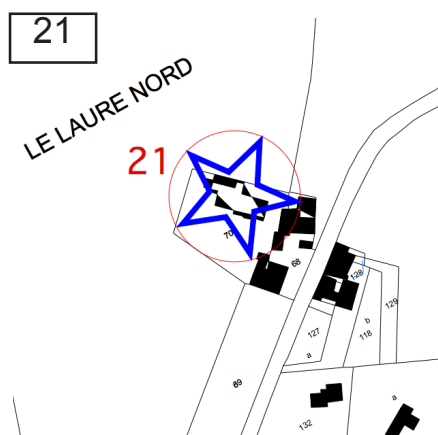
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



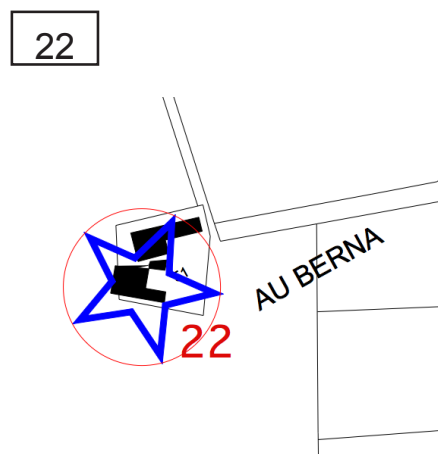
Grange en pierre. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant, ses ouvertures impossantes aux linteaux en ane de panier, caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des granges. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11.



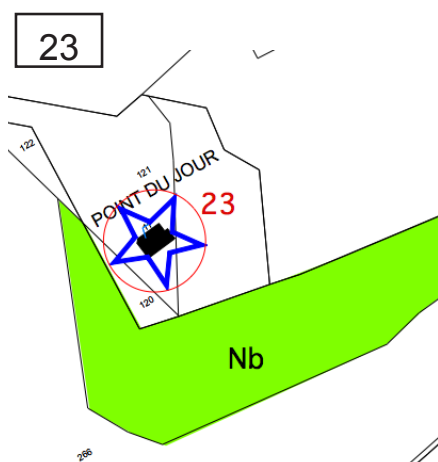
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

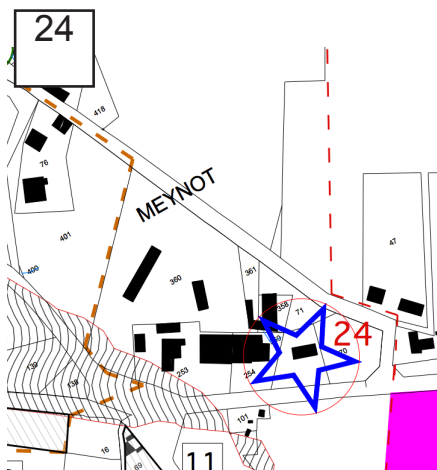


Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à quatre pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

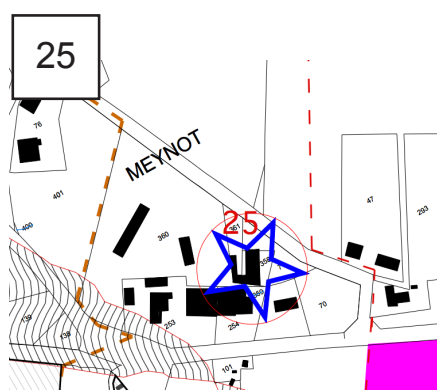


Grange au volume tout en longueur en rez de chaussée, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, les percements caractérisent son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

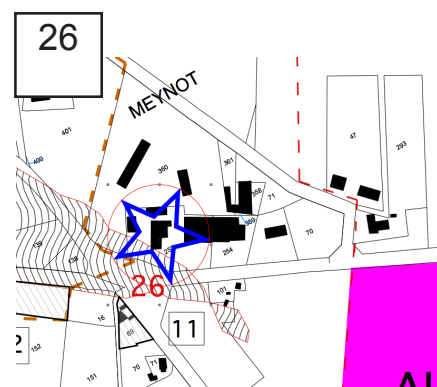
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



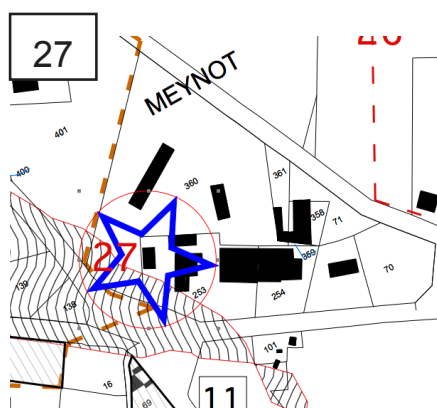
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



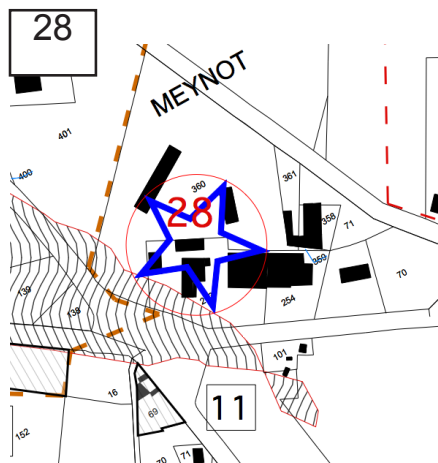
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



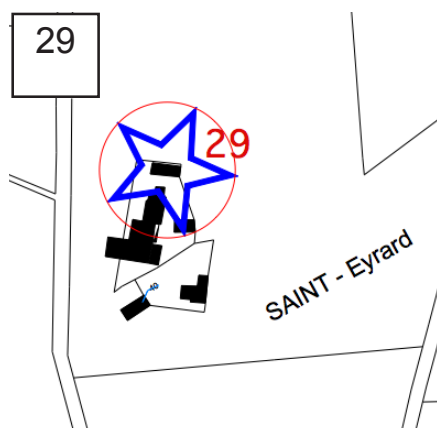
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



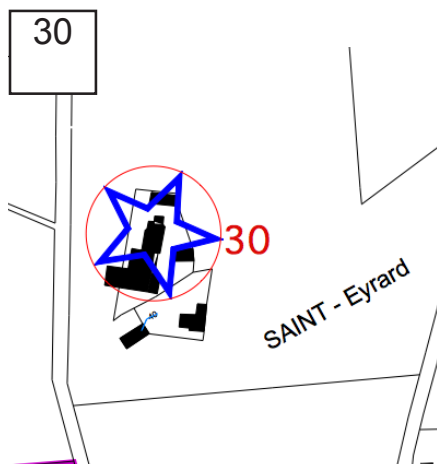
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



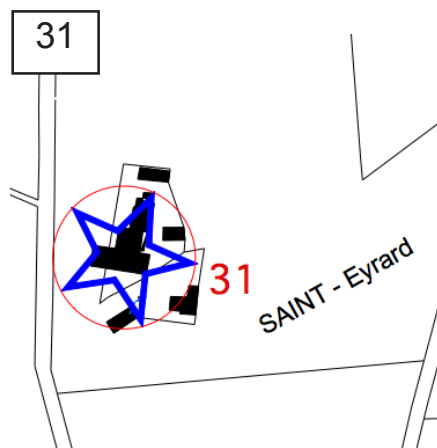
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



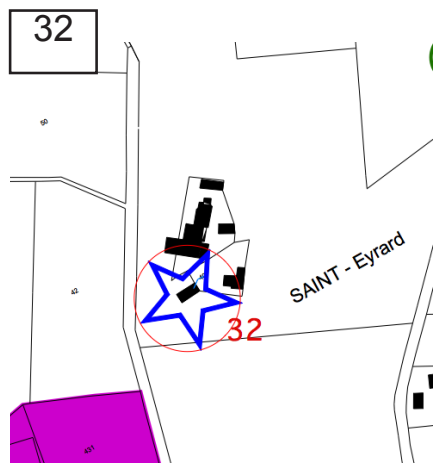
Grange en pierre avec son extension en structure bois et la toiture à deux pentes. Son volume imposant caractérise le bâtiment. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



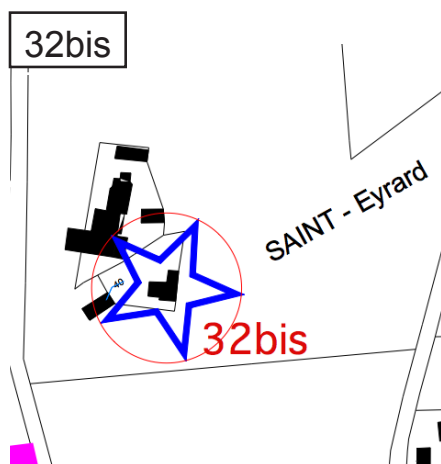
Grange de rez de chaussé, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



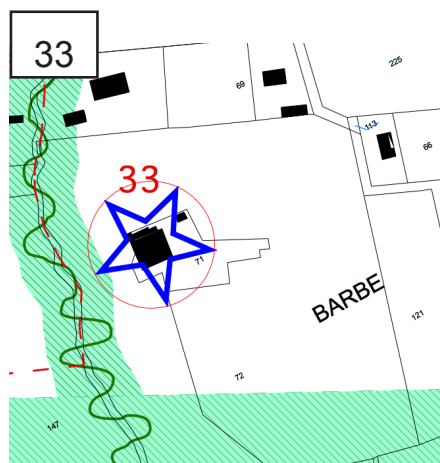
Grange de rez de chaussé, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



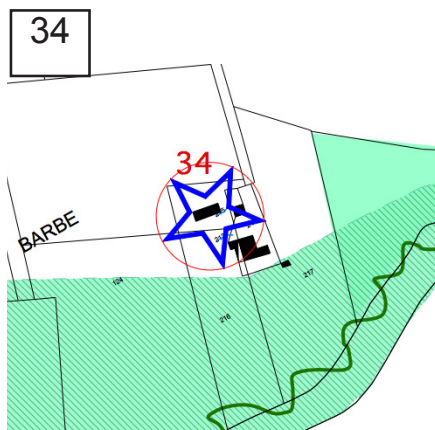
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



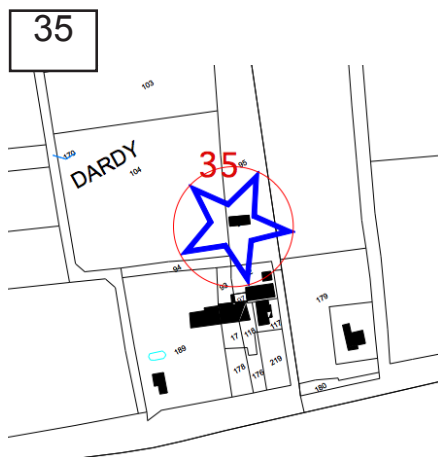
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



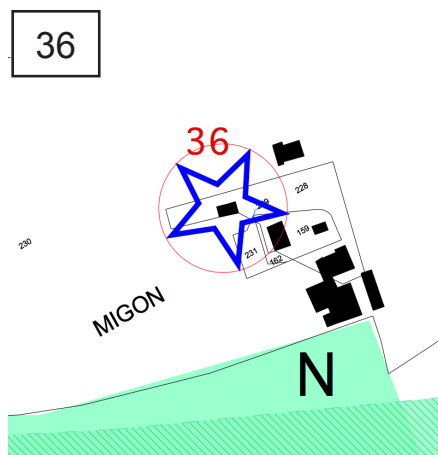
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



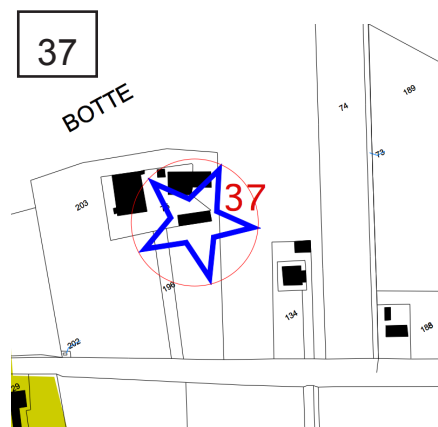
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



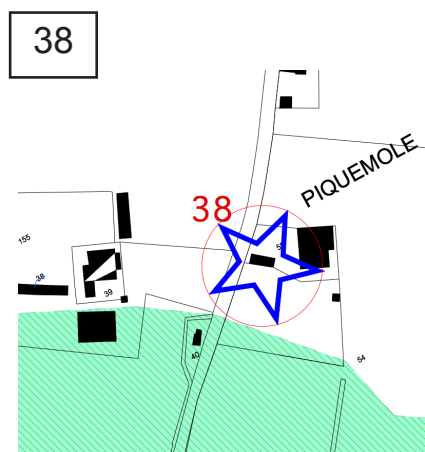
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



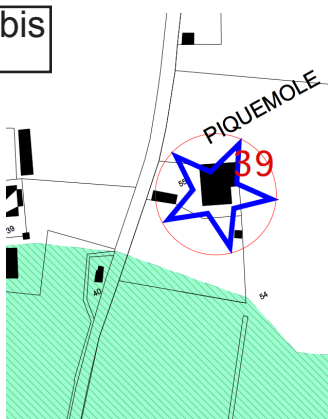
Grange au volume imposant, en extension de l'habitation avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Grange au volume imposant, attenante à l'habitation avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

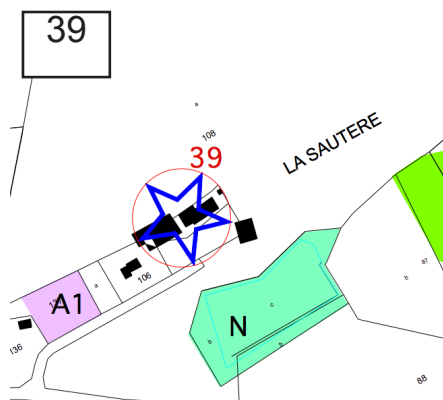
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11

38bis



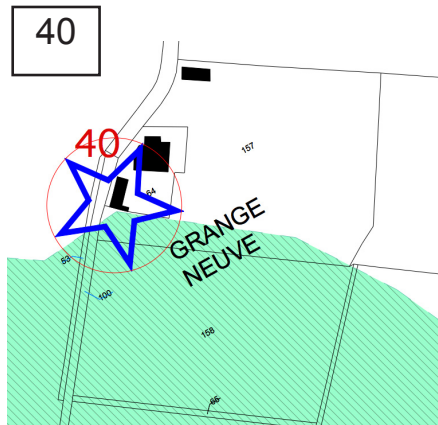
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

39



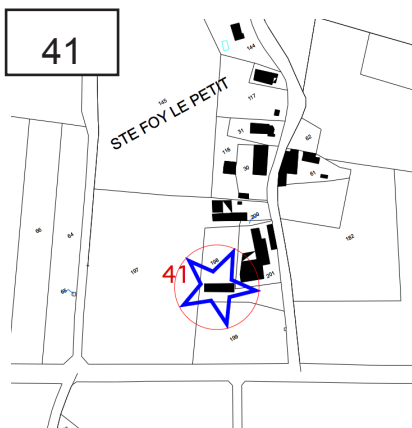
Grange de rez de chaussée, avec des murs en pierres et un étage très haut. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

40

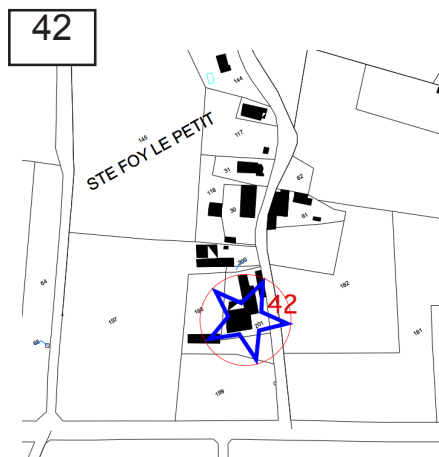


Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

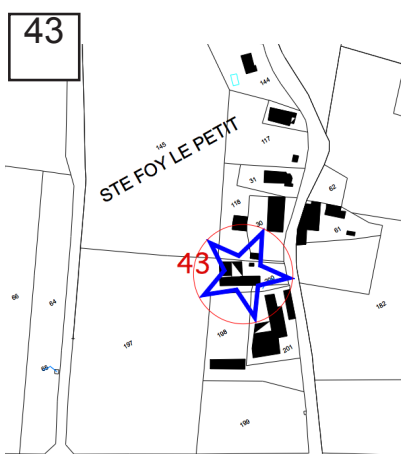
41



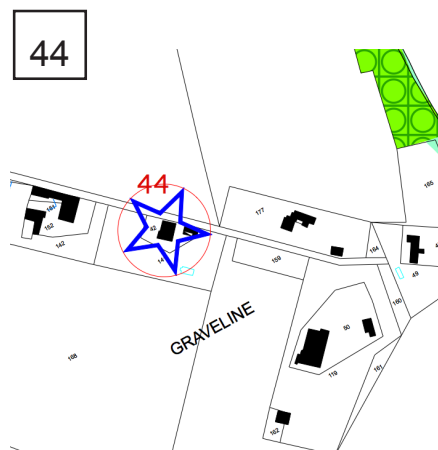
Grange au volume imposant, attenante à l'habitation avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



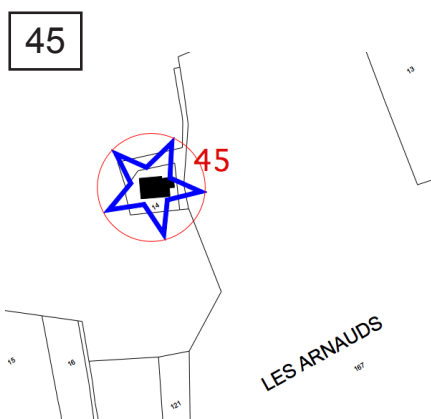
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



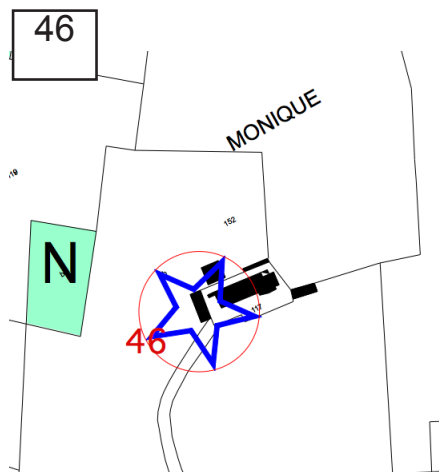
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



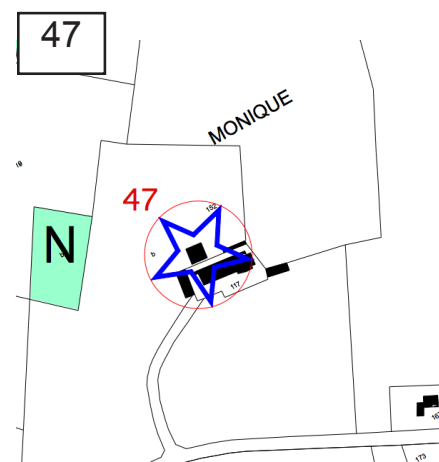
Grange au volume imposant, attenante à l'habitation avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



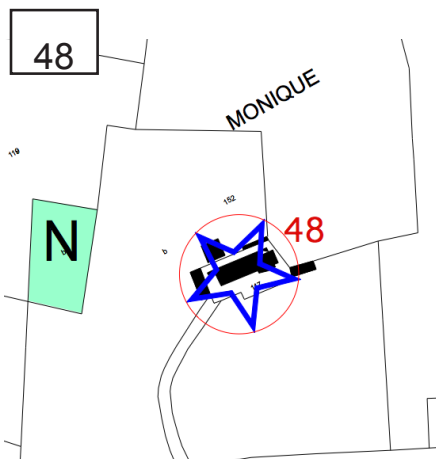
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres en rez de chaussée, suélevé par des bardages bois. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



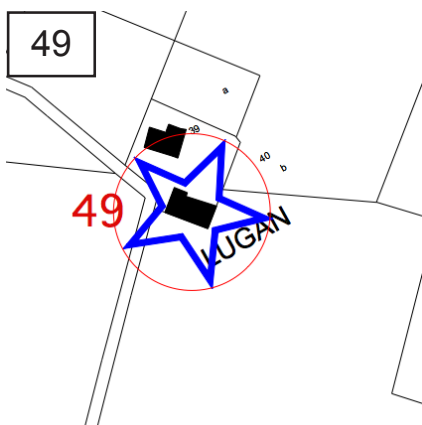
Grange au volume imposant, attenante à l'habitation avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

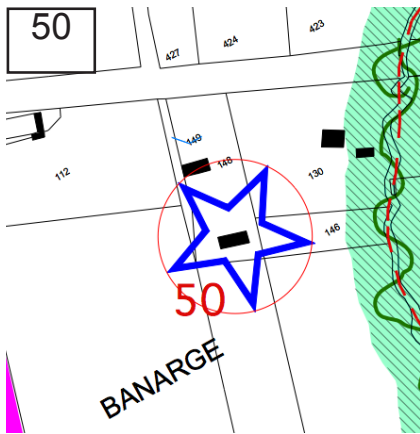


Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

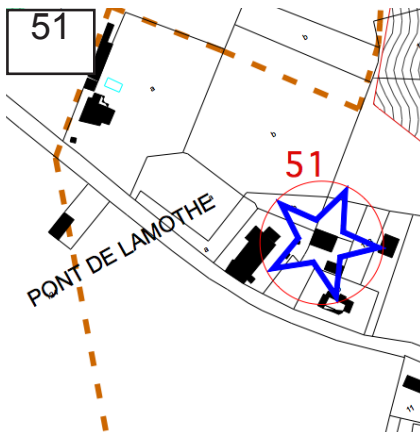


Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

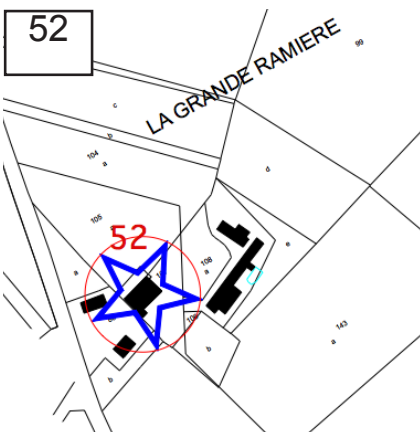
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



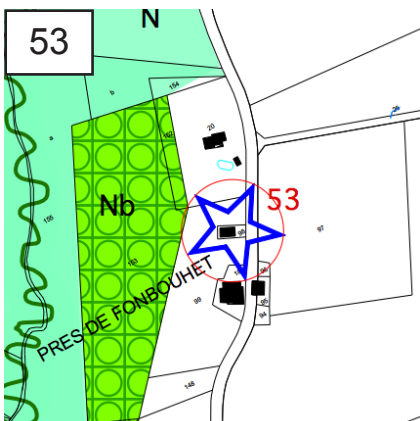
Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Séchoir en structure bois ert remplissage briques. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

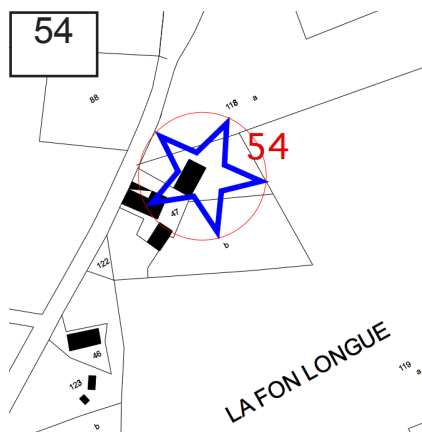


Grange au volume imposant, avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

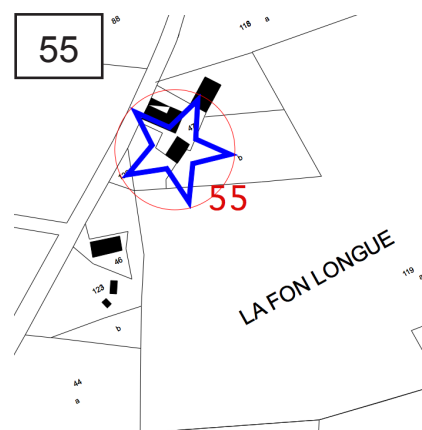


Séchoir en structure bois ert remplissage briques. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

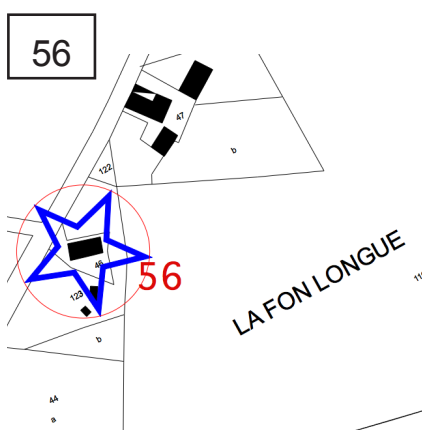
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



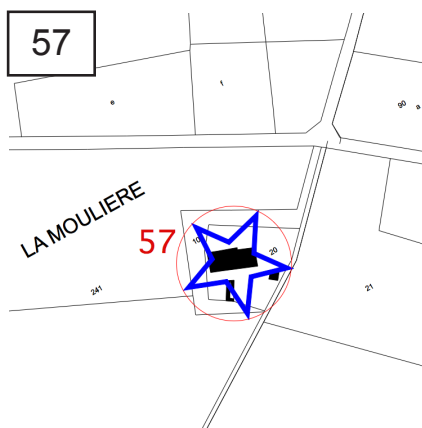
Grange au volume imposant, avec des murs en pierres enduits. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Grange avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

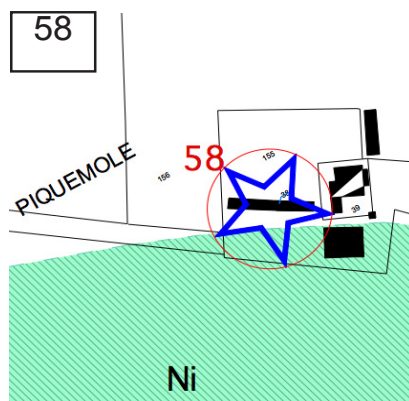


Grange en pierre avec son extension en structure bois et la toiture à deux pentes. Son volume imposant caractérise le bâtiment. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

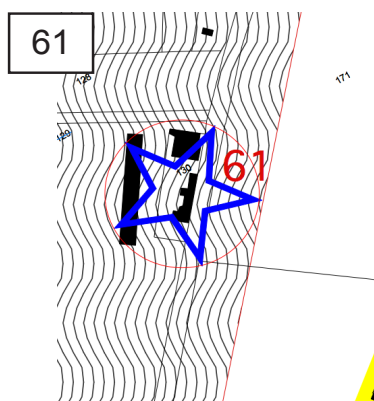
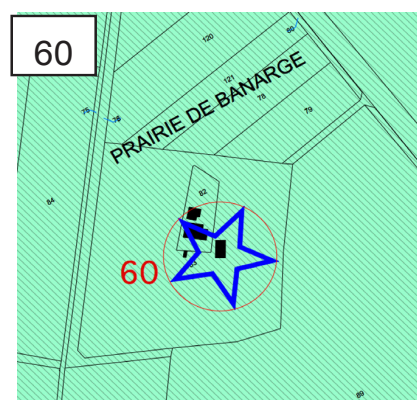
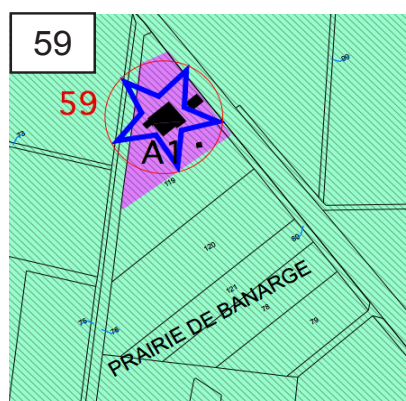


Grange avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

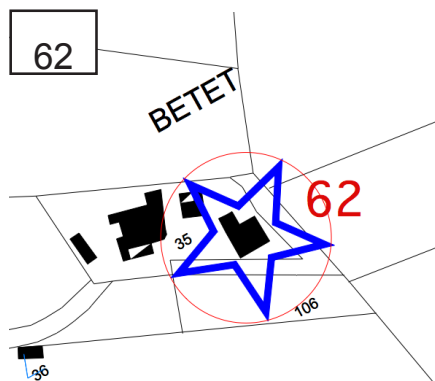
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



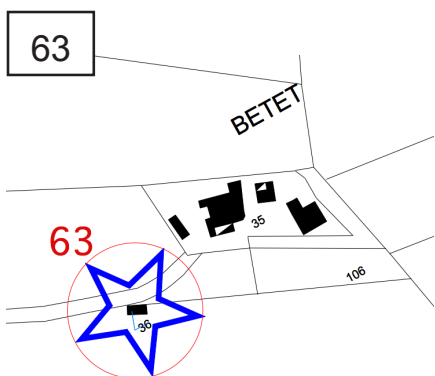
Grange avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes, l'absence de percement, hormis la porte, caractérise son usage de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11



Grange avec des murs en pierres. Sa toiture à deux pentes. Les percements s'ont caractéristique des usages de stockage. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

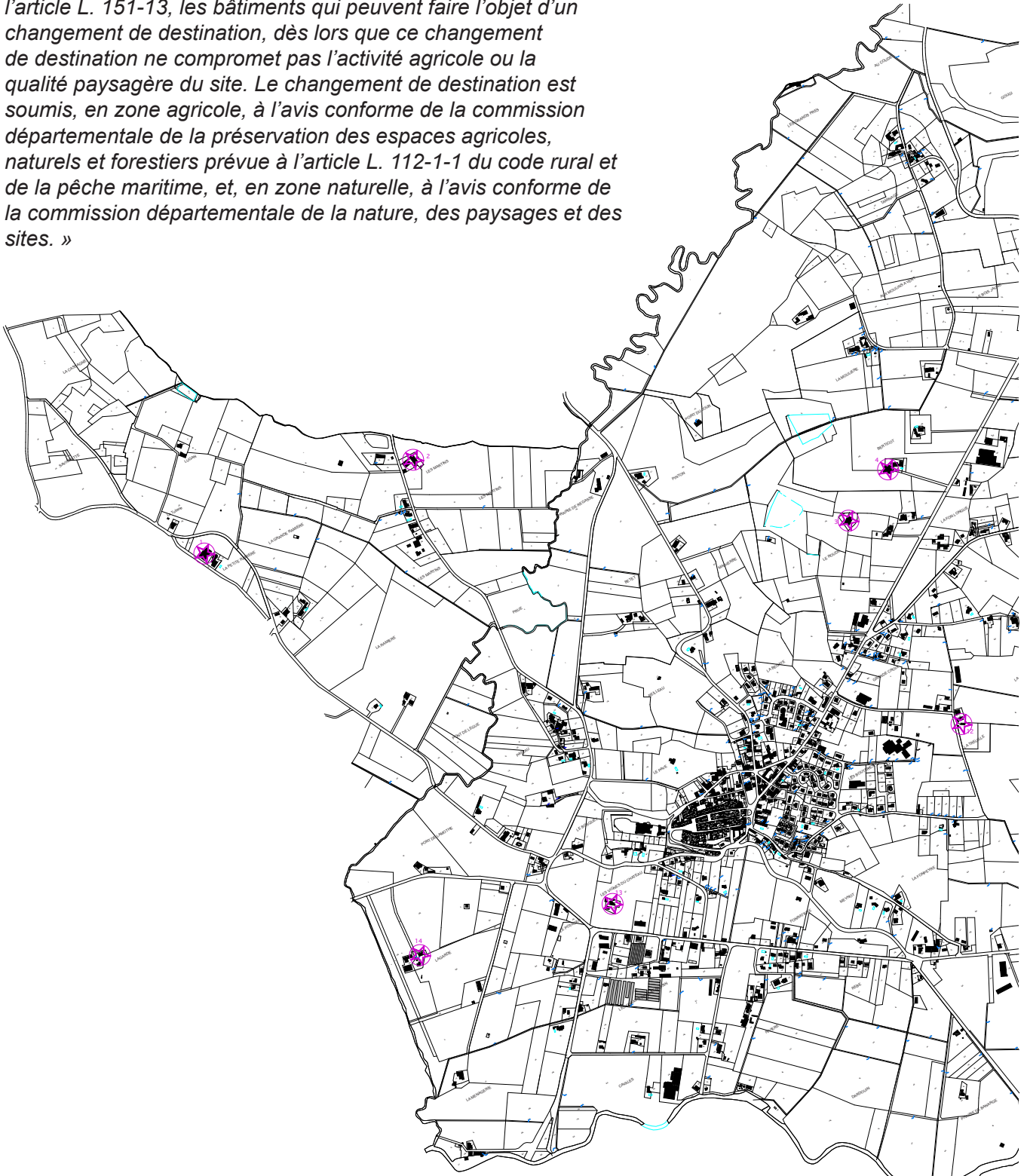


Séchoir en bardage bois. Toiture deux pentes en tuiles. Son volume imposant caractérise le bâtiment et la typologie caractéristique des séchoirs à tabac. Au regard de sa situation, le changement de destination respecte l'article L 151-11

Repérage au titre de l'article L151-11 dédié à l'habitat.

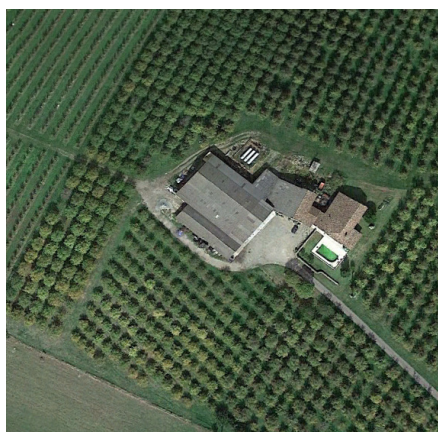
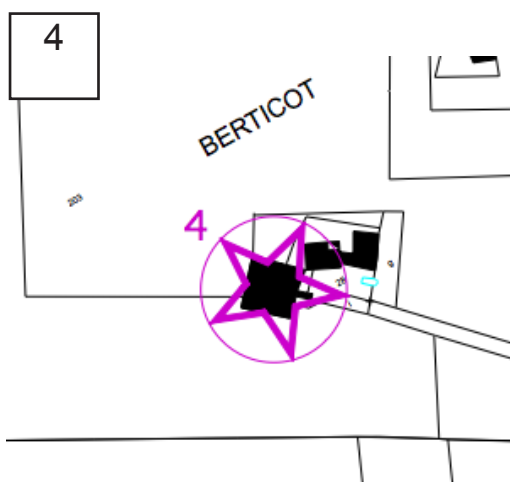
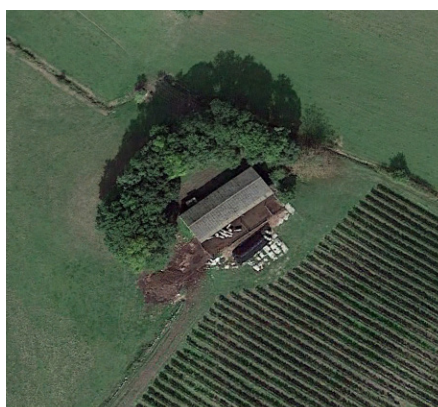
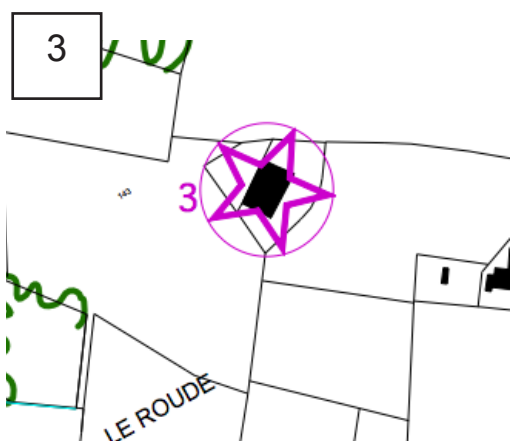
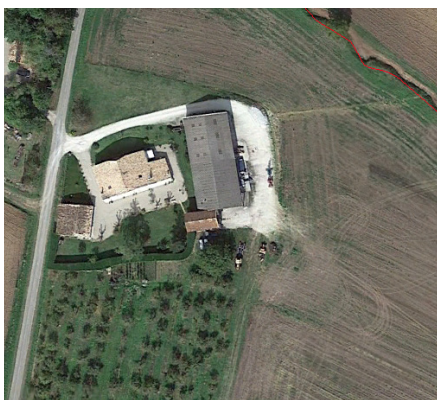
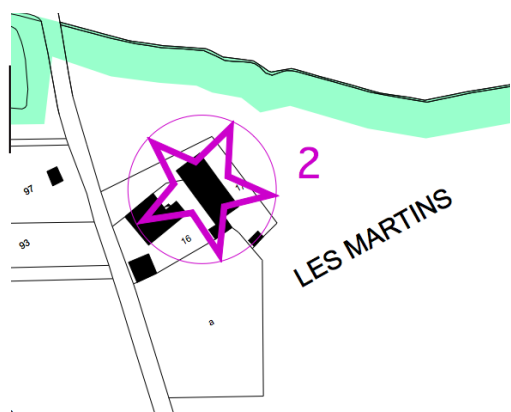
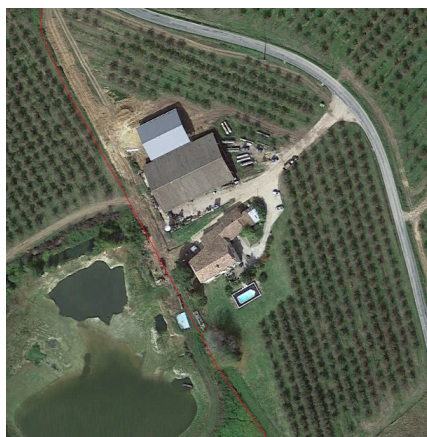
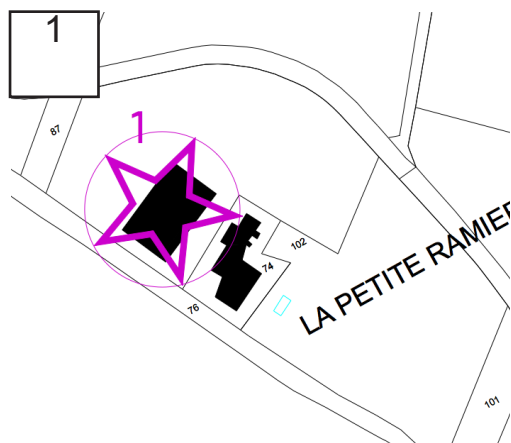
Au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme les granges dont l'architecture et le patrimoine permettent un changement de destination sont repérées sur l'ensemble du territoire communal.

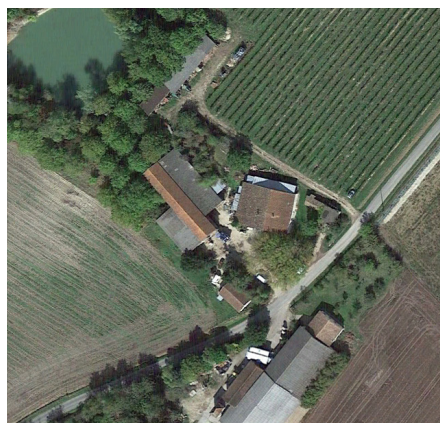
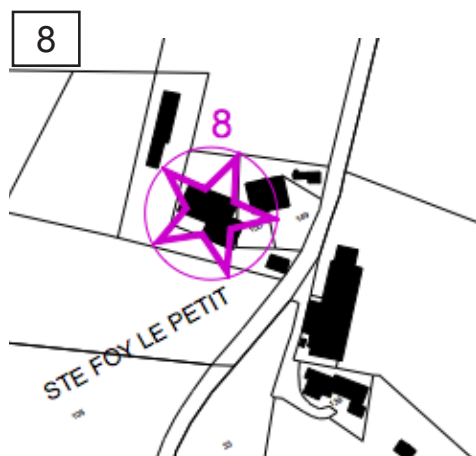
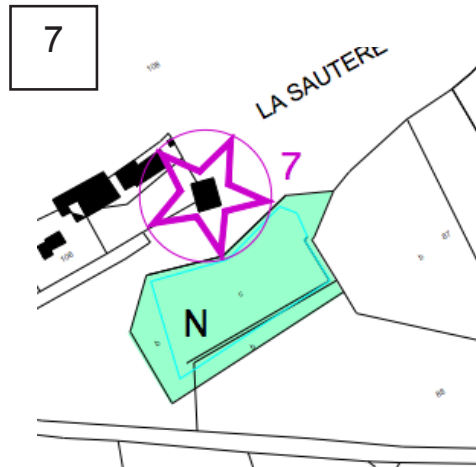
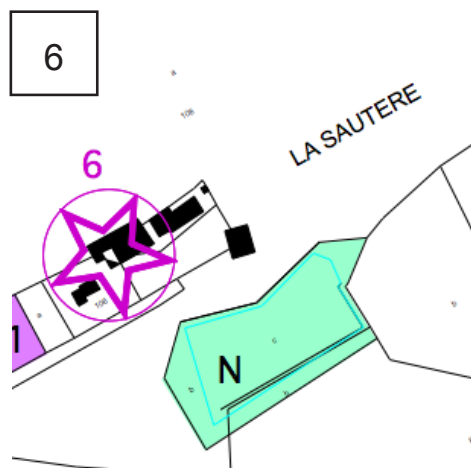
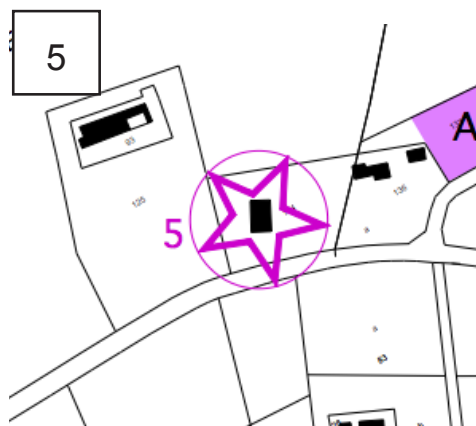
*Article L151-11 : « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :
..... 2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. »*

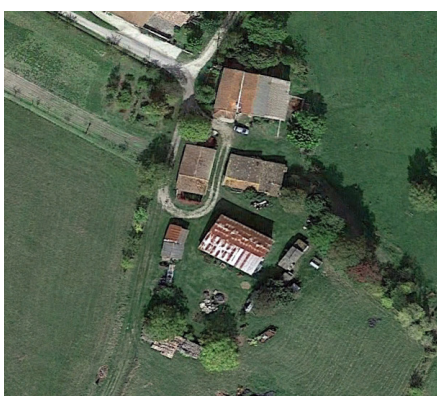
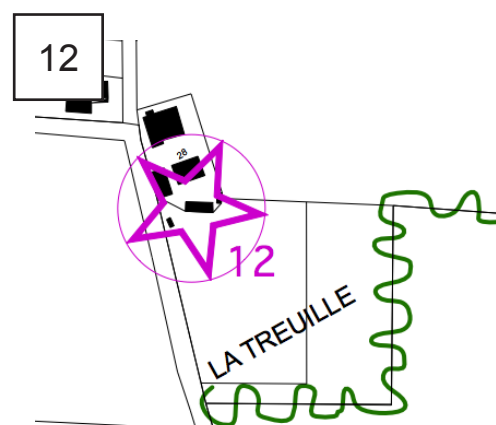
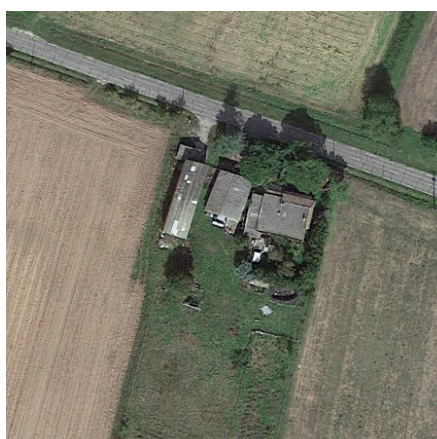
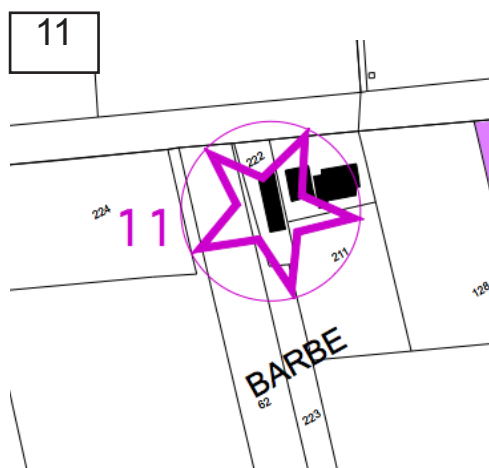
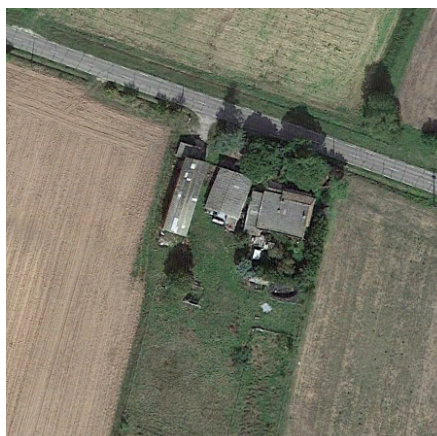
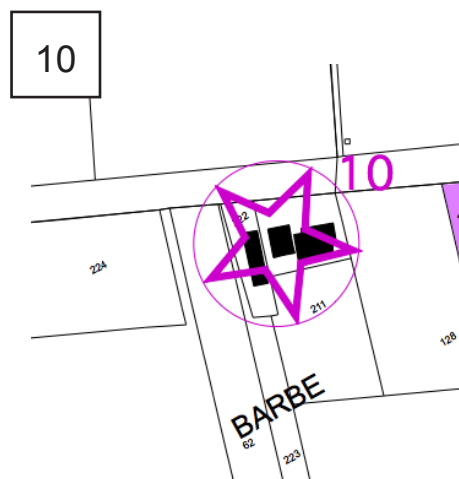
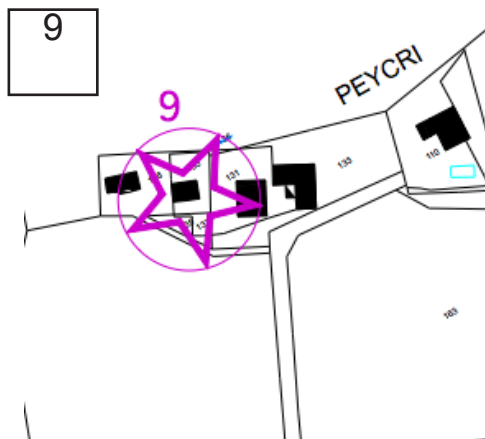




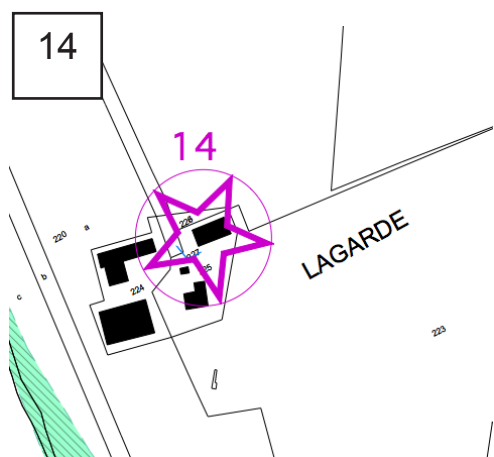
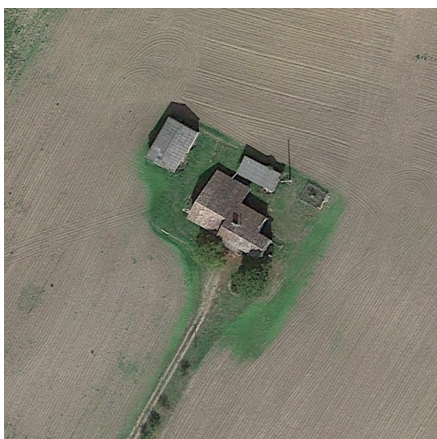
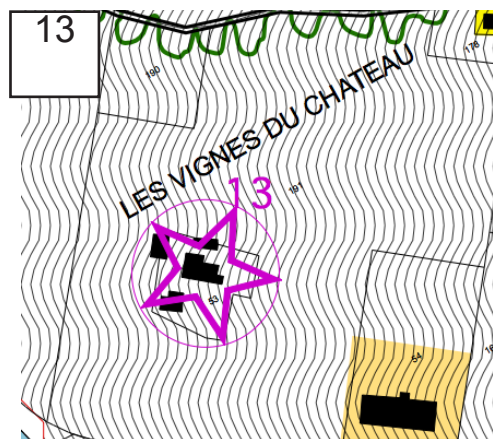
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11







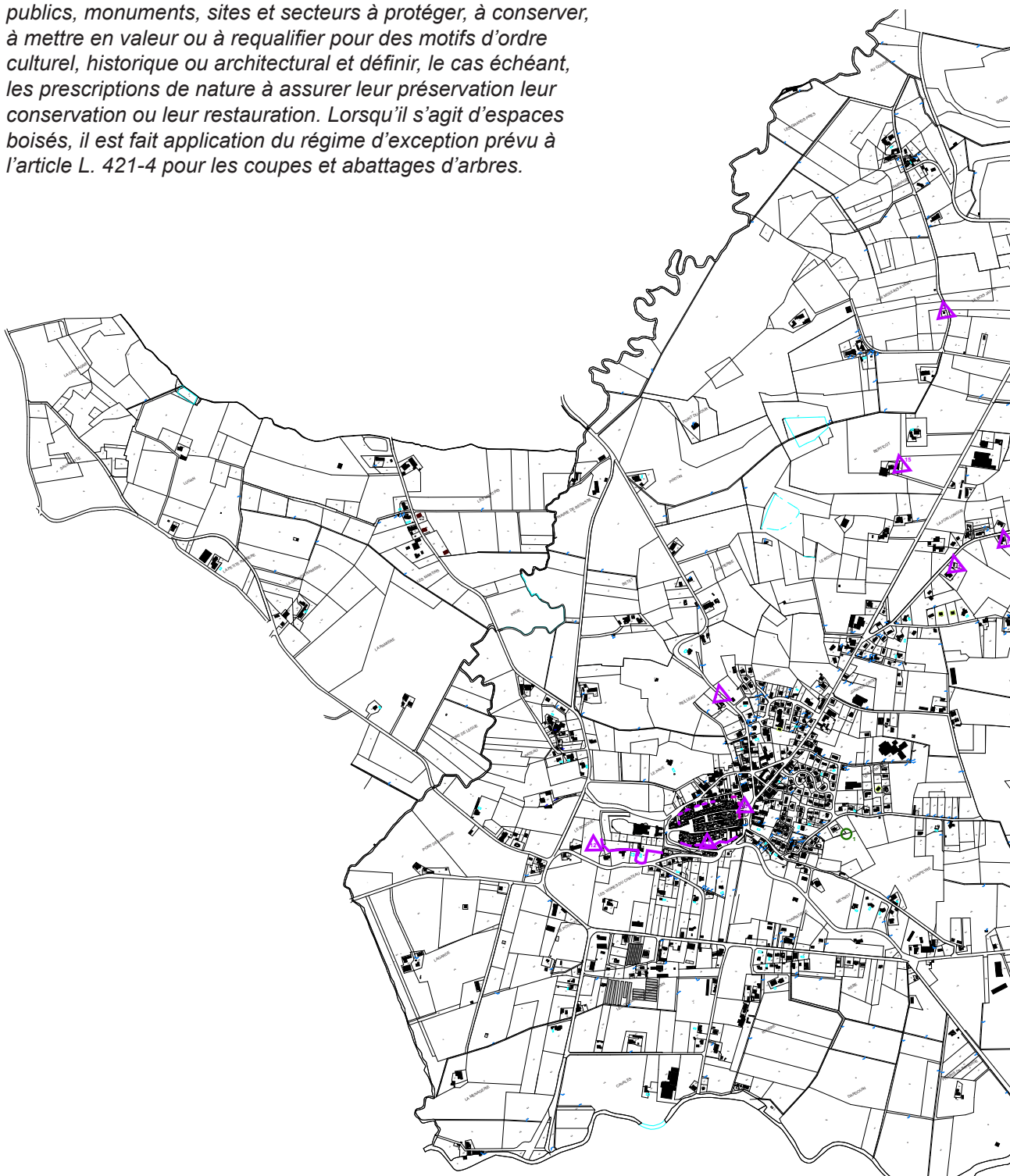
PLU de Duras- repérage au titre du L151-11



Repérage au titre de l'article L151-19.

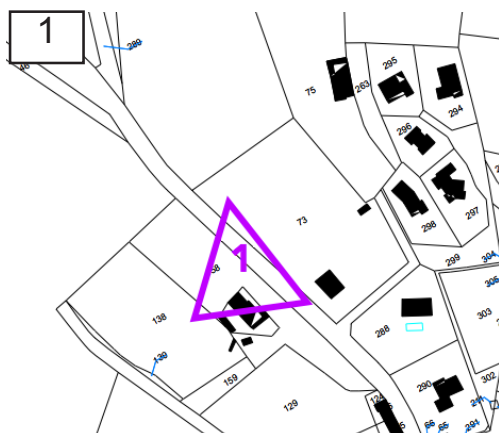
Au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme les petits édifices patrimoniaux éléments de patrimoine architectural ou végétales sont repérées sur l'ensemble du territoire communal.

Article L151-19 : Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

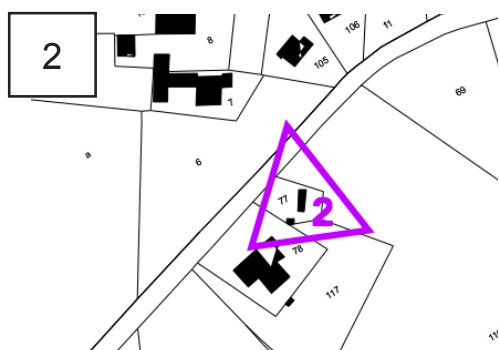




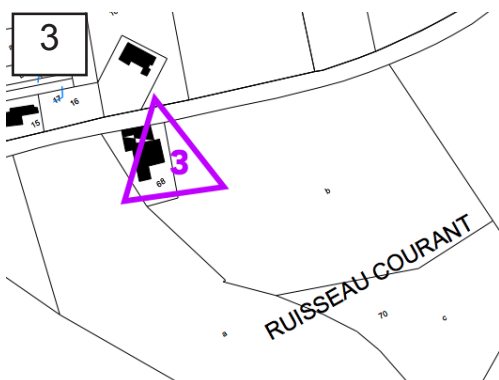
Repérage au titre de l'article L151-19 pour les édifices architecturaux.



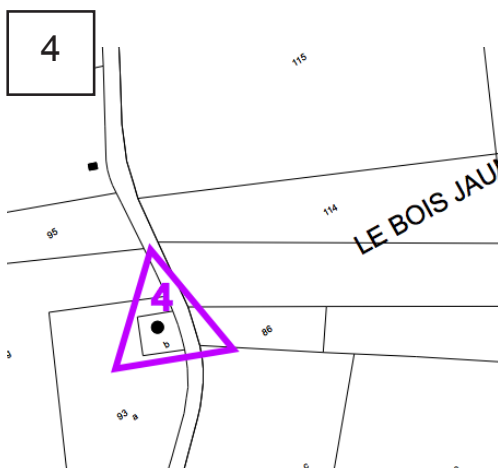
Moulin



Lavoir



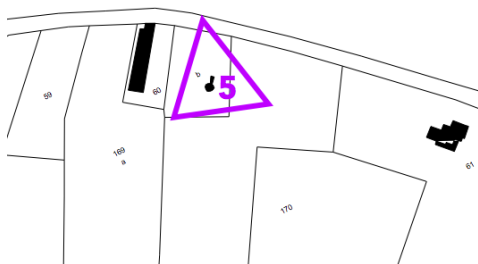
Puits Gavache



Moulin

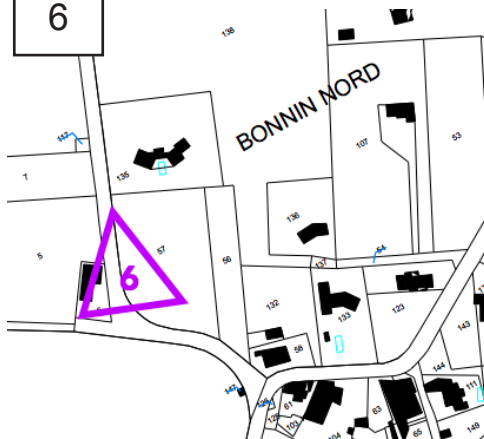
rapport de présentation du PLU de DURAS
 PLU de Duras- repérage au titre du L151-19

5



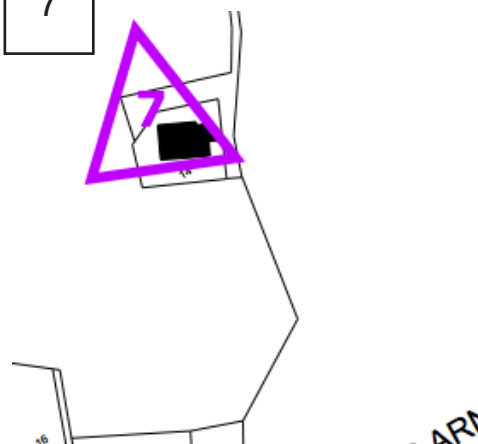
Moulin

6



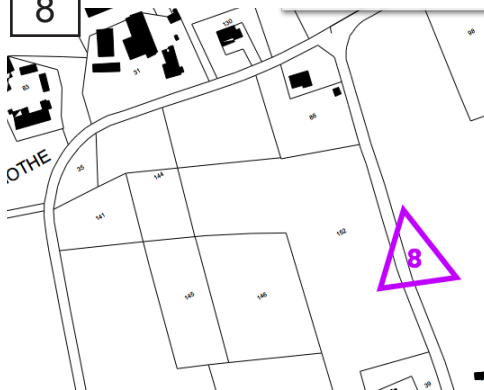
Puit Gavache.

7



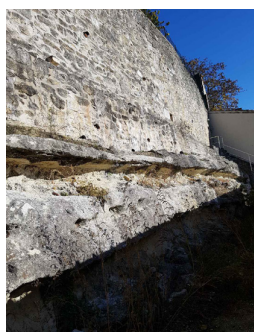
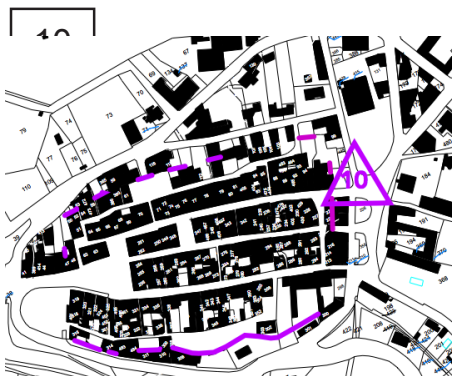
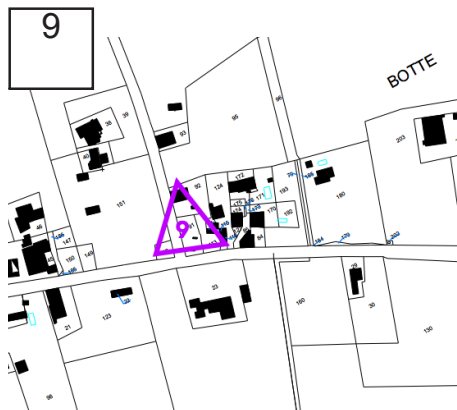
Puit Gavache.

8

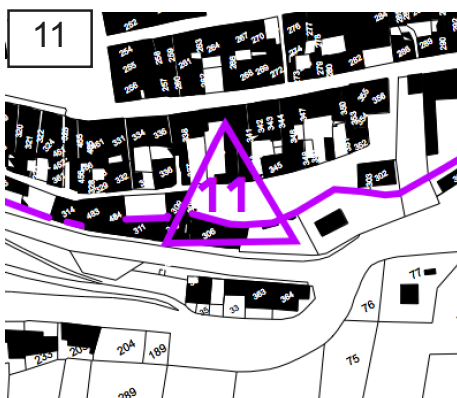


Fontaine

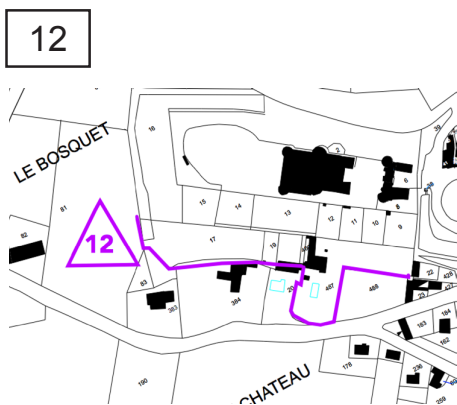
Lavoir



Mur d'enceinte du bourg, dont les traces sont visibles, seront protégés.



Puit Gavache

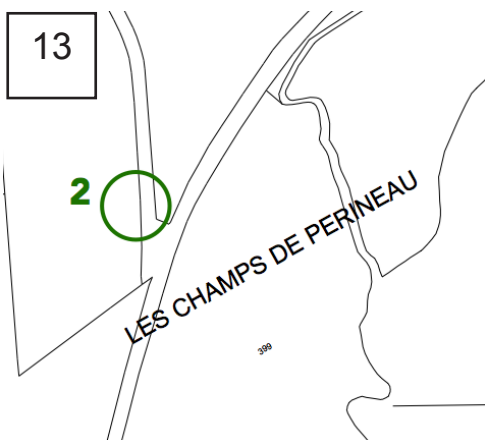


Mur d'enceinte du château à préserver.

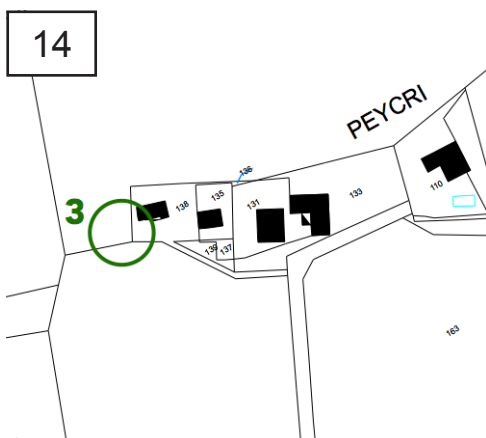
Repérage au titre de l'article L151-19 pour les arbres «roi»



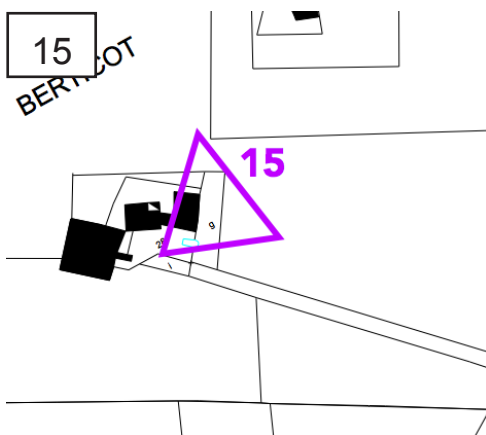
Chêne à préserver



Cédre à préserver



Deux chênes à préserver



Puit Gavache



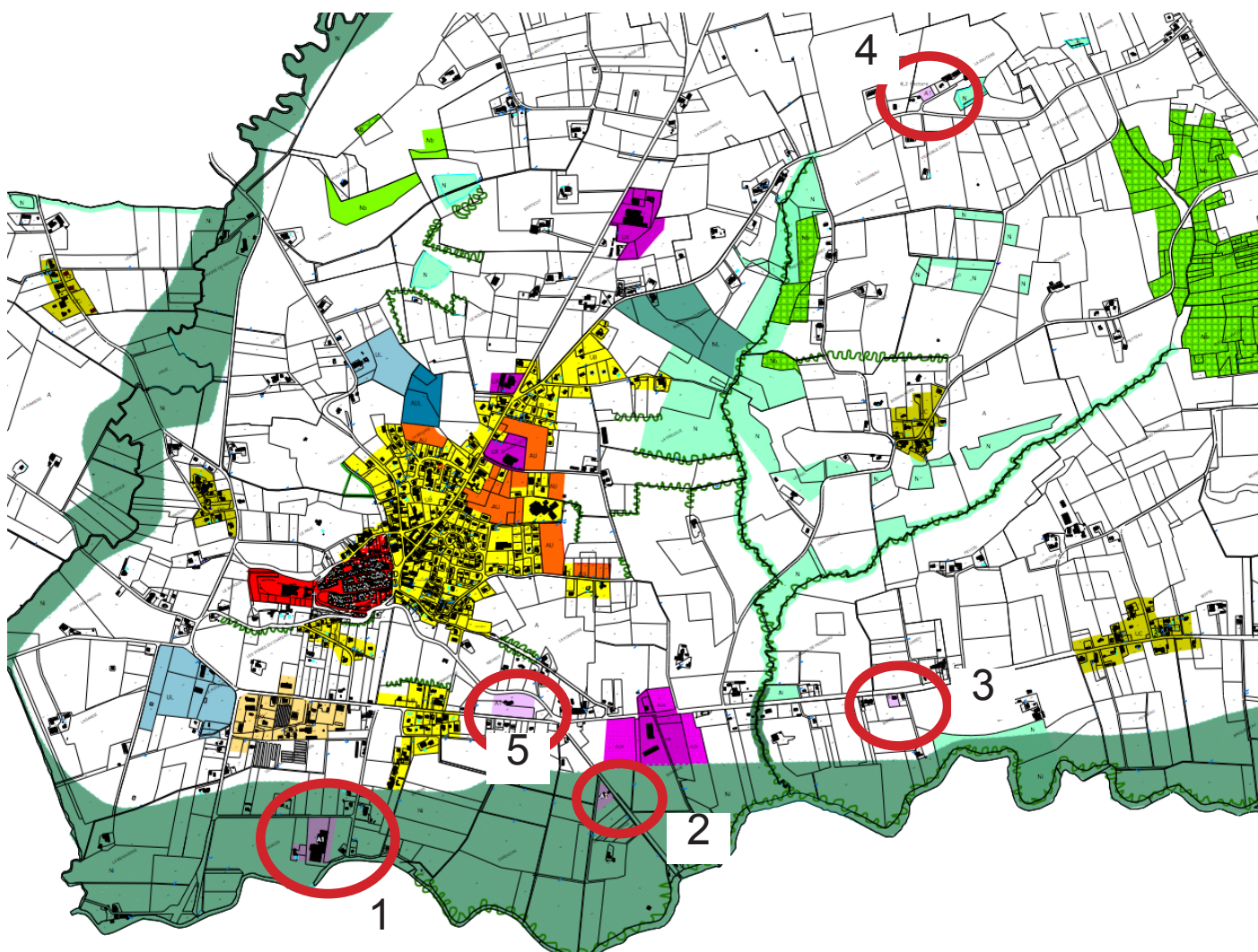
Localisation des STECAL

Trois Stecal artisanal ont été créé. Toute en zone A intilés A1 aux lieux dit suivant :

- 1 - Cavales
- 2 - Plaine de Banarge
- 3 - Barbe
- 4 - Les vignes
- 5 - Meynot

Leur superficie correspond aux abords des bâtiments concernés par l'extension.

La superficie du sol qui sera concernée par la nouvelle construction ou l'extension n'est plus dans un usage agricole, et par concéquence sa superfice n'est pas prise en compte dans les tableaux global au regard de leur faible superficie.



1 - Cavales

1 - Secteur de "Cavales"

Stecal

Zone A1

2 hectares

Nature de l'activité

Confiseur (Quinquet)
Chocolat

Incidences POTENTIEL sur les espaces agricoles naturels et forestiers

CEA

0 hectare

CENF

0 hectare

Potentiel des terres agricoles :

Usage de stockage

SOQ

Absence

Proximité du siège d'exploitation

Aucune

Proximité de l'élevage

Pas d'élevage

Natura 2000 ZNIEFF

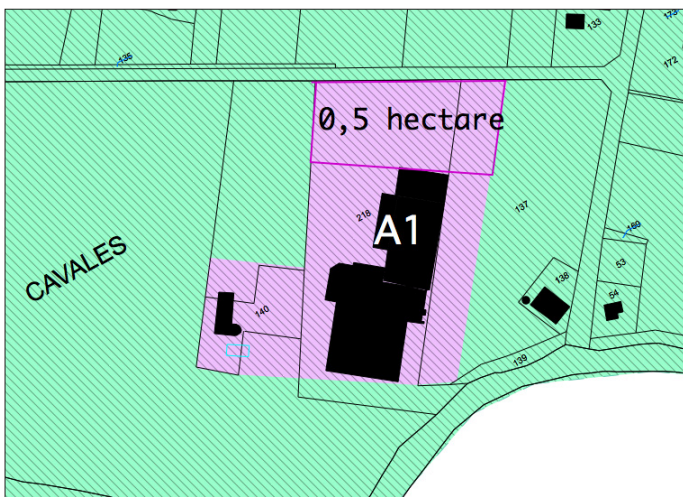
Dans la zone Nature 2000

Rupture TV - TB

Pas de rupture créée
per l'urbanisation

Ressources Forestières

Aucune



2 - Paline de Barnage

2 - Secteur de "Plaine de Banarge"

Stecal

Zone A1

0,42 hectare

Nature de l'activité

Station

Relais des ducs

Incidences POTENTIEL sur les espaces agricoles naturels et forestiers

CEA

0,09 hectare

CENF

0 hectare

Potentiel des terres agricoles :

Terres en herbes

SOQ

Absence

Proximité du siège d'exploitation

aucun

Proximité de l'élevage

Pas d'élevage

Natura 2000 ZNIEFF

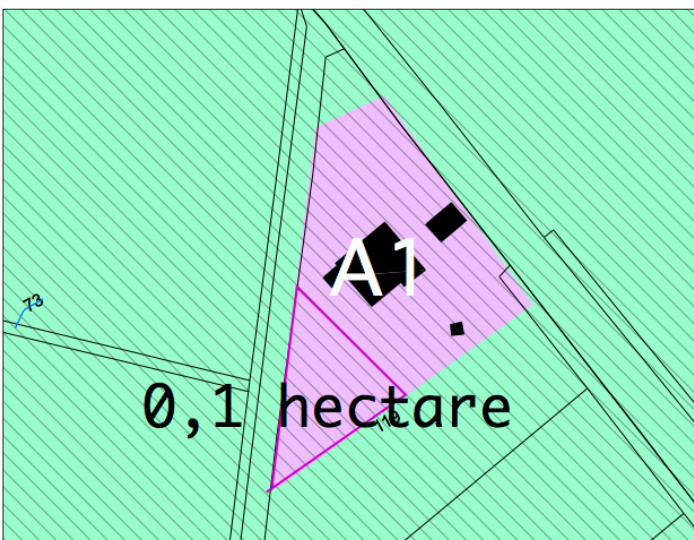
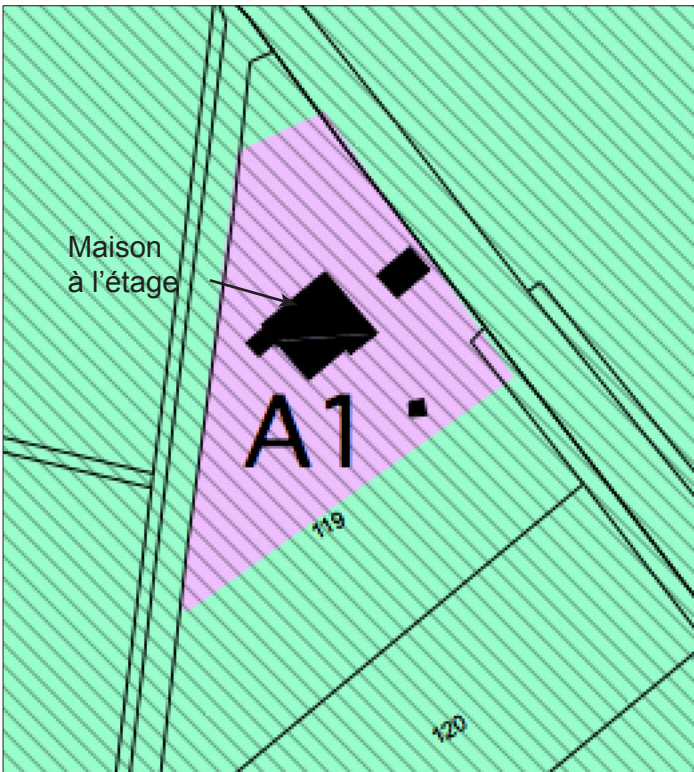
Dans la zone Nature 2000

Rupture TV - TB

Pas de rupture créée par l'urbanisation

Ressources Forestières

Aucune



3 - Barbe

3 - Secteur de "Barbe"

Stecal

Zone A1

0,2 hectare

Nature de l'activité

Electricien
Plombier

Incidences POTENTIEL sur les espaces agricoles naturels et forestiers

CEA

0 hectare

CENF

0 hectare

Potentiel des terres agricoles :

jardins de la maison

SOQ

Absence

Proximité du siège d'exploitation

aucun

Proximité de l'élevage

Pas d'élevage

Natura 2000 ZNIEFF

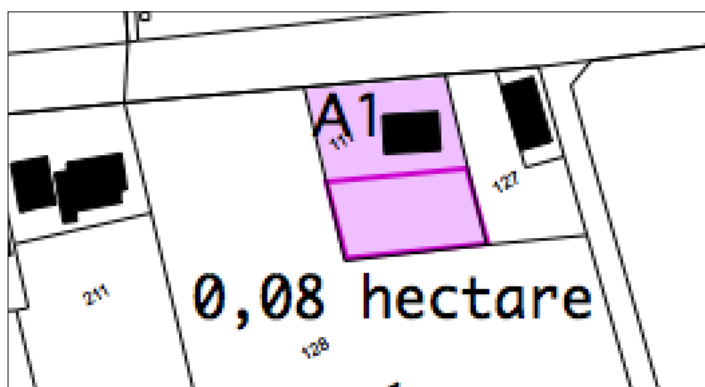
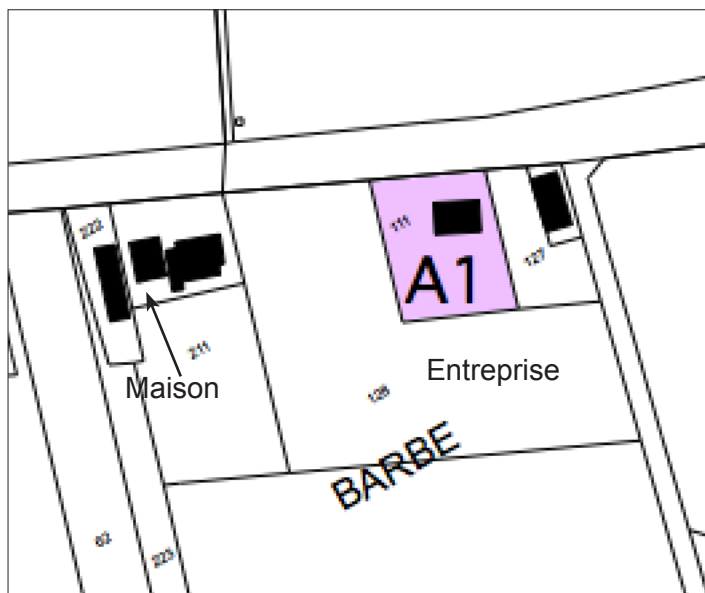
Non

Rupture TV - TB

Pas de rupture créée par l'urbanisation

Ressources Forestières

Aucune



4 - Les Vignes

4 - Secteur de "Les vignes"

Stecal

Zone A1

0,2 hectare

Nature de l'activité

Mécanique agricole

Incidences POTENTIEL sur les espaces agricoles naturels et forestiers

CEA

0,2 hectare

CENF

0 hectare

Potentiel des terres agricoles :

Terres en herbes

SOQ

Absence

Proximité du siège d'exploitation

aucun

Proximité de l'élevage

Pas d'élevage

Natura 2000 ZNIEFF

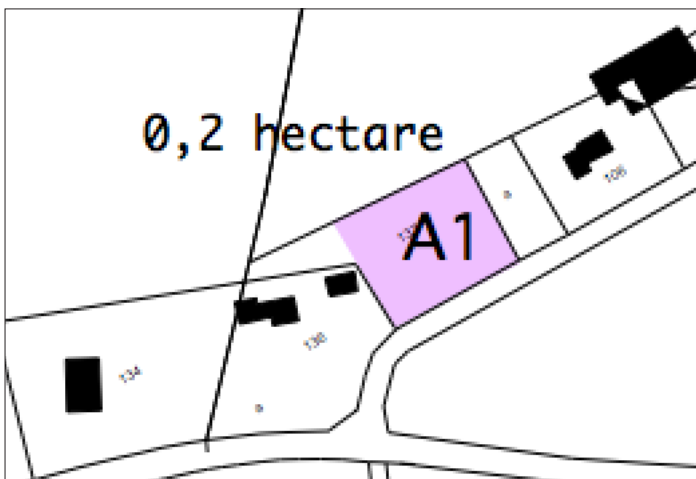
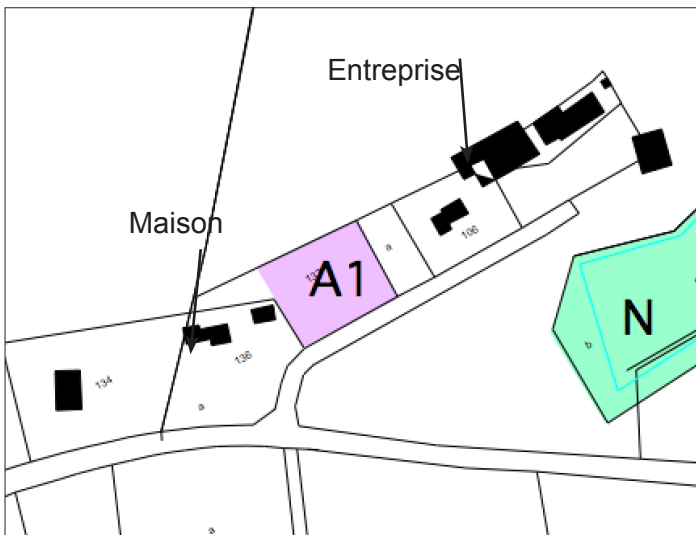
Non

Rupture TV - TB

Pas de rupture créée par l'urbanisation

Ressources Forestières

Aucune



5 - Meynot

5 - Secteur de "Meynot"

Stecal

Zone A1

1,3 hectare

Nature de l'activité

Maison des vins

Incidences POTENTIEL sur les espaces agricoles naturels et forestiers

CEA

0,6 hectare

CENF

0 hectare

Potentiel des terres agricoles :

Vergers

SOQ

Absence

Proximité du siège d'exploitation

aucun

Proximité de l'élevage

Pas d'élevage

Natura 2000 ZNIEFF

Non

Rupture TV - TB

Pas de rupture créée par l'urbanisation

Ressources Forestières

Aucune

